

LES INDICES

DANS LE

PROCÈS PÉNAL

LE LABORATOIRE DE CRIMINALISTIQUE

« Sous le nom de technique policière s'est
créé un mode d'administration de la preuve
dans le procès pénal qui consiste dans l'ana-
lyse systématique des traces laissées par le
coupable. »

Edmond LOCARD.



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

PAR

ALBERT CLAPS



ROCHEFORT

Imprimerie F. BENOIT 55, rue Latayette

—
1931

LES INDICES
DANS LE
PROCÈS PÉNAL

LE LABORATOIRE DE CRIMINALISTIQUE

LES INDICES

DANS LE

PROCÈS PÉNAL

LE LABORATOIRE DE CRIMINALISTIQUE

« Sous le nom de technique policière s'est créé un mode d'administration de la preuve dans le procès pénal qui consiste dans l'analyse systématique des traces laissées par le coupable. »

Edmond LOCARD.



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

PAR

ALBERT CLAPS



ROCHEFORT

Imprimerie F. BENOIT 55, rue Latayette

—
1931

* 29685
UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS HONORAIRES

- MM. APPLETON (Charles), *, **, I., Correspondant de l'Institut.
APPLETON (J.), O. *, **, I.

PROFESSEURS

- MM. JOSSERAND, *, **, I., Doyen, Professeur de *Droit civil*.
PIC (Paul), * O., **, I., Professeur de *Droit international public*.
LAMBERT, *, **, I., Professeur de *Droit comparé*.
LAMEIRE, **, I., Professeur de *Droit constitutionnel*.
LÉVY, *, **, I., Professeur de *Droit civil*.
GONNARD, **, **, I., Professeur d'*Economie politique*.
ANTONELLI, *, **, **, I., Professeur d'*Histoire des doctrines économiques*.
PERROUD, **, **, I., Professeur de *Procédure civile*.
COHENY (Georges), **, I., Professeur de *Droit commercial général*.
GARRAUD (Pierre), **, **, A., Professeur de *Droit criminel*.
Assesseur du Doyen.
ROUBIER, **, I., Professeur de *Droit civil*.
FALLETTI, Professeur de *Droit romain*.
NICOLAS, Professeur de *Droit administratif*.
LAMBERT (Jacques), Professeur d'*Histoire du Droit et d'Etude des institutions internationales de la Paix*.

AGRÉGÉS

- MM. PHILIP, chargé de cours d'*Economie politique*.
PERROUX (François), *Science des Finances*.
DELAPLANCHE, *Pandectes et Droit romain*.

CHARGÉ DE COURS

- M. CONDOMINE, **, A., *Droit civil (Capacité, 1^{re} année)*.

MAITRES DE CONFÉRENCES

- M^{lle} M. LIENHART, *Droit civil*.
M. LAFAURE, *Economie politique*.

SECRÉTARIAT

- M. DUBROCA, **, A., *Secrétaire*.



PRÉSIDENT DU JURY

- M. GARRAUD (Pierre), Assesseur du Doyen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MARCELLE LIENHART

TITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

SUR LES MODES D'ADMINISTRATION

DE LA PREUVE

ET

SUR LES INDICES DANS LE PROCÈS PÉNAL

CHAPITRE PREMIER

L'Evolution des modes d'administration de la preuve dans le procès pénal

Dans le procès pénal, la preuve joue un double rôle. D'une part, elle doit démontrer l'imputabilité de l'agent en établissant un rapport de faits ; elle est alors objective. D'autre part, elle doit démontrer la culpabilité et la nocivité de l'agent : elle permet au juge d'examiner l'existence de la faute, d'en mesurer ses degrés, d'examiner l'état de « périculosité » de l'agent ; elle est alors subjective.

Dans le procès civil, le régime normal de la preuve est celui des preuves préconstituées, de telle sorte que la justice a seulement des difficultés d'interprétation à trancher. Dans le procès pénal, au contraire, on trouve deux adversaires en présence : le criminel qui cherche à se cacher, à perturber les preuves ; la société qui met à la disposition de la justice des moyens d'investigation et des procédés d'administration de la preuve efficaces et sanctionnés par la contrainte sociale. Dans ces conditions, il est aisé d'apercevoir combien l'administration de la preuve est singulièrement plus difficile que dans le procès civil.

En matière pénale, le flagrant délit est considéré comme la preuve s'administrant d'elle-même, mais l'habileté des criminels allant en croissant, la fréquence du flagrant délit va sans cesse en diminuant, si bien qu'aujourd'hui le flagrant délit est anormal.

L'aveu du criminel est un mode de preuve qui tient la première place, c'est la *probatio probatissima*, la reine des preuves. On remarquera que l'aveu et le flagrant délit sont des modes de preuve de même nature, le flagrant délit n'étant qu'un aveu indirect. L'un et l'autre constituent des modes de preuve d'évidence. L'aveu spontané est tenu comme ayant la plus grande véracité et ainsi la conscience du juge est-elle ras-

surée. L'aveu est donc nécessaire, aussi cherchait-on à l'obtenir, jadis, par la torture physique, puis par l'interrogatoire qui, pratiqué dans certaines conditions, constitue une torture. Quel que soit le procédé employé pour obtenir ou recueillir l'aveu, celui-ci garde un caractère équivoque. La science moderne montre, en effet, combien il faut accepter avec beaucoup de circonspection l'aveu spontané des alcooliques, des hystériques, d'une série d'auto-accusateurs, débiles mentaux, diminués psychiques.

La présomption légale n'est pas un mode de preuve, mais bien plutôt une dispense légale de preuve. La preuve directe n'est plus nécessaire pour créer la conviction du juge. Pour arriver à une conviction, quel que soit le mode de preuve, le juge doit toujours se livrer à un travail intellectuel, à un raisonnement établissant un rapport entre le fait connu et le fait à prouver. Ce travail est instantané s'il s'agit du témoignage oral ou écrit. Mais, bien souvent, le témoignage fait défaut et le juge se livre à un travail plus long qui comporte une succession de raisonnements d'où il tire un indice. Le témoignage amène à la preuve directe alors que l'indice conduit à la preuve indirecte, mais ces deux modes de preuves procèdent par la même voie, celle du raisonnement. Au contraire, la présomption légale s'impose au juge sans travail intellectuel de sa part ; il n'a pas à apprécier le bien fondé de la présomption légale (art. 278 C. p.), il doit condamner.

Dans cette étude, je traiterai exclusivement de la preuve et, en particulier, de la preuve par indices, délaissant la nature de la présomption légale et celle du témoignage. Des travaux de premier ordre ont été faits sur la valeur du témoignage en justice et il m'apparaît inutile de les reprendre si ce n'est pour en adopter les conclusions et me donner occasion de présenter quelques cas d'observations confirmant les conclusions déjà admises.

On pourrait citer un nombre considérable d'erreurs relevées dans les témoignages et dans les aveux, erreurs volontaires, involontaires, dues à l'insuffisance du développement des témoins. Je ne peux que renvoyer à l'ouvrage de M. Fran-

çois Gorphe qui, en France, fait autorité en la matière (1). A titre d'exemple, j'ajouterai une observation nouvelle à celles que l'on peut trouver dans le livre précité. C'est une affaire récente qui vient de se terminer par un arrêt de la Cour de cassation, en date du 13 mars 1931. Je reproduis l'extrait des minutes de la Cour de cassation :

« Affaire Berthe Debroise.

« Sur le réquisitoire de M. le Procureur général près la Cour de cassation d'ordre de M. le Garde des sceaux, ministre de la Justice, tendant à casser et annuler le jugement rendu le 2 février 1929, par le Tribunal civil de Maine-et-Loire, section de Saumur, statuant en Chambre du Conseil, qui a déclaré coupable de vol la jeune Berthe Debroise,

La Cour,

.....

« Sur la recevabilité :

.....

« Que dès lors la demande dont la Cour est saisie est recevable,

« Sur l'état de la procédure :

« Attendu que les pièces produites permettent à la Cour de statuer sans avoir à ordonner ni enquête, ni apport de pièces nouvelles ;

« Au fond :

« Attendu que la plainte de la demoiselle Cauveau (Augustine), rentière à Mouliherne (Maine-et-Loire), âgée de quatre-vingt-deux ans et, sur les réquisitions du procureur de la République, la jeune Debroise (Berthe), âgée de huit ans, demeurant chez ses parents au même lieu, a été, par ordonnance du juge d'instruction, renvoyée devant le Tribunal civil de Maine-et-Loire, section de Saumur, sous la prévention d'avoir, à Mouliherne, le 1^{er} janvier 1929, soustrait frauduleusement une somme de 6.000 francs en bons de la Défense nationale, au préjudice de la demoiselle Cauveau ; fait qualifié délit par les articles 379 et 401 du Code pénal ;

(1) François GORPHE : *La Critique du Témoignage*. Librairie Dalloz, Paris, 2^e édit. 1927.

« Que, par le jugement du 2 février 1929, dont la révision est demandée, le Tribunal civil, statuant en Chambre du Conseil, a déclaré établie contre Debroise (Berthe) la prévention de vol relevée à sa charge, a ordonné, dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 22 juillet 1912, qu'elle serait confiée à la garde de son père et a retenu celui-ci comme civilement responsable ;

« Attendu que, pour décider ainsi, le Tribunal s'est fondé à la fois sur le témoignage de la plaignante et sur les déclarations de la jeune prévenue ;

« Que la demoiselle Cauveau a exposé que, le 1^{er} janvier 1929, alors que se trouvait sur la table de sa cuisine, à côté d'une somme de 1.000 francs en numéraire, une enveloppe renfermant sept bons de la Défense nationale (cinq de mille francs chacun et deux de cinq cents francs), ses deux petites nièces, âgées de cinq et de six ans, vinrent la voir, accompagnées de Berthe Debroise, de trois ans plus âgée, qu'à un moment elle se rendit avec ses deux nièces dans une chambre voisine et que; pendant quelques minutes, Berthe Debroise resta seule dans la cuisine assise près de la table ; qu'aussitôt après le départ des trois enfants, voulant compter son argent, elle s'aperçut que l'enveloppe contenant ses bons de la Défense nationale avait disparu ;

« Que, de son côté, Debroise (Berthe), après quelques explications contradictoires, a reconnu que c'était elle, en effet, qui avait pris cette enveloppe, croyant y trouver des images et voulant y mettre des bonbons qu'elle avait dans sa poche ; que, rentrée chez ses parents, s'étant rendu compte que cette enveloppe ne contenait — aurait-elle dit à la gendarmerie — que des papiers « bleuâtres » encadrés de couleur « marron », elle a jeté le tout au feu, dans la crainte d'être punie ;

« Attendu que la jeune prévenue était assistée à l'audience d'un défenseur et de son père, qu'ils n'ont pas cru devoir user de la faculté d'appeler de ce jugement que leur conférait l'article 9 de la loi du 22 juillet 1912 et que cette décision est ainsi devenue définitive ;

« Mais attendu que deux mois s'étaient à peine écoulés depuis

ces débats et ce jugement, qu'à la date du 4 avril 1929, la direction du service des émissions au ministère des Finances avisait par lettre la demoiselle Cauveau que les sept bons de la Défense nationale, dont elle avait déclaré la disparition et fait connaître les numéros, avaient été versés en libération d'une souscription à l'emprunt 5 % 1928, mais que les renseignements recueillis sur cette opération ne pourraient être donnés qu'à la justice ;

« Attendu que c'est dans ces circonstances et sur nouvelle plainte de la demoiselle Cauveau que fut requise, le 12 avril 1929, une seconde information judiciaire pour vol et recel, qui devait, le 23 juillet suivant, se terminer par une ordonnance de non-lieu ;

« Qu'en effet, cette information ne tarda pas à établir que, dès le 31 mai 1928, ces bons avaient été déposés à la succursale de la Banque de France, à Saumur, par un notaire de Mouliherne, M^e Goubet, pour souscription à deux titres de rente de l'emprunt 5 % 1928, l'un de 250 francs de rente, l'autre de 50 francs ;

« Attendu que M^e Goubet a précisé que ces bons lui avaient été remis à cet effet par la demoiselle Cauveau le 29 mai 1928 (ainsi, d'ailleurs, que l'énonce, en mentionnant le numéro de chaque bon, le reçu délivré, à cette date, à la demoiselle Cauveau, reçu joint au dossier) et que, le 8 août de la même année, il a fait parvenir à sa cliente les deux titres de rente acquis en échange ;

« Attendu que M^e Goubet a indiqué à l'instruction que ces titres portaient, la coupure de 250 fr. de rente, le n^o 00074806, série 094, et la coupure de 50 francs de rente, le n^o 02188938, série 873 ;

« Qu'après avoir, tout d'abord, déclaré qu'elle ne se souvenait de rien de tout cela, la demoiselle Cauveau, invitée à s'assurer si elle avait ou non reçu ces titres, reconnu par lettre au magistrat instructeur qu'elle avait, en effet, en sa possession deux coupures de rente 5 % 1928, l'une de 50 francs portant le n^o 02188938, série 873, l'autre de 250 francs portant le n^o 00074806, série 094, numéros concordant exactement avec

ceux indiqués précédemment par le notaire dans sa déposition ;

« Attendu que de ces faits, inconnus des premiers juges, il résulte qu'il ne subsiste rien à l'encontre de Debroise (Berthe) de la prévention d'un vol de 6.000 francs en bons de la Défense nationale, commis le 1^{er} janvier 1929... que ce jugement doit, dès lors, être annulé et, vu l'article 445, paragraphe 4, du Code d'instruction criminelle, être annulé sans renvoi ,

« Par ces motifs,

« Déclare la demande en révision recevable et l'affaire en état ;

« Casse et annule, dans toutes ses dispositions et sans renvoi, le jugement sus-visé du 2 février 1929 ;

.....

« Ainsi jugé et prononcé par la Cour de cassation, chambre criminelle, en son audience publique du 13 mars 1931 (1). »

Les indices eux-mêmes donnent naissance aux présomptions dans le cas et dans la mesure où la loi a fait le raisonnement pour le juge une fois pour toutes. L'indice est dans un perpétuel devenir de présomption légale ; les présomptions sont « les résultats cristallisés de l'expérience collective » (2).

De tous temps, les indices ont été utilisés pour arriver à la preuve d'un fait, mais les rôles qu'ils ont joués ont varié dans le procès pénal en fonction de l'organisation judiciaire. Devant le jury moderne, l'indice jouit d'une faveur qui s'explique par une raison psychologique. La justice populaire est dirigée par des convictions nées d'impressions d'audience, plutôt que déterminée par des raisonnements ; or, la preuve par indice est essentiellement impressionnante (3). Elle est parfois fragile, mais ceci ne peut apparaître que par un raisonnement dont il n'est pas sûr que le jury soit capable ; aussi, le devoir de l'expert qui administre la preuve par indice est-il d'expliquer à quel degré de certitude il atteint. Par contre, le juge profes-

(1) J. O., n° 103, 63^e année, samedi 2 mai 1931, pp. 4874-4875.

(2) P. Garraud : *La Preuve par indices dans le procès pénal*, thèse, Lyon. L. Larose et L. Tenin, Paris, 1913.

(3) Locard, dans son *Traité de Criminalistique*, t. I, pp. 238-239, raconte un événement qui montre combien la preuve par indice est susceptible d'impressionner le jury.

sionnel, civiliste par essence, habitué à la dialectique rigoureuse du droit civil, se défie instinctivement de la preuve par indice. Cependant, cette preuve a un aspect scientifique ; dans bien des cas, elle se présente avec le caractère d'une certitude physique d'un degré infiniment élevé. Il est bien probable que le juge professionnel l'accueillerait plus facilement s'il possédait une instruction technique et s'il était plus novateur.

La direction des idées contemporaines a fait passer la preuve par indices du dernier au premier plan. Au cours du XIX^e siècle, la croyance la plus universelle et la plus indiscutée a été la confiance dans la méthode scientifique basée sur l'observation, l'analyse. Tandis que la valeur de la preuve testimoniale est essentiellement subjective, la preuve par indice a pour base des faits, des phénomènes : elle présente un caractère objectif.

Suivant une lente évolution, l'administration de la preuve est passée de la phase mystique avec les ordalies, le duel judiciaire, à la phase de la preuve vocale avec la question, à laquelle succéda celle de la preuve testimoniale après l'abolition de la torture, pour aboutir à la période de la preuve indiciale. Mais cette évolution n'a pas eu pour conséquence d'entraîner une transformation des institutions pénales, si bien qu'aujourd'hui, alors que la preuve indiciale s'affirme de plus en plus, nous ne possédons point, dans notre pays, une institution judiciaire adaptée à ce mode d'administration de la preuve. Nous conservons l'armature du Code de 1810 et du Code d'instruction criminelle qui ne répond plus aux besoins, aux nécessités du développement du procès pénal. Bien plus, les progrès de la science, la pénétration de ces progrès dans la recherche des indices ont transformé les méthodes de recherches des criminels et notre système policier est resté stationnaire, parfois au-dessous de sa tâche, en tout cas, mal adapté aux procédés scientifiques. Les résultats acquis par la science criminologique ne peuvent trouver place, particulièrement dans l'étude de l'étiologie criminelle, dans notre système pénal en ce qui concerne l'individualisation de la répression. En résumé, le cadre de nos institutions pénales est trop étroit ; il est débordé, si bien que maintes pratiques, maints organismes apparaissent

comme hors des limites tracées par nos lois, en un mot, sont illégaux. Le législateur doit nécessairement intervenir et mettre en harmonie et notre Code pénal et notre Code d'instruction criminelle avec les progrès marqués par la technique.

CHAPITRE II

La classification des indices d'après leur rôle dans le procès pénal

Pour saisir le rôle de la preuve par indice au cours du procès pénal, il suffit de se référer aux trois questions que pose toute infraction.

1° La question d'identité qui, elle-même, se dédouble en identité de la victime et identité des agents infracteurs

2° La question de la matérialité de l'infraction, qui se décompose en celle de la qualification et celle de la détermination de la date de l'infraction.

3° La question de l'imputabilité et de la culpabilité des agents infracteurs.

Il faut remarquer que la question d'identité est extrêmement importante, car, dans des hypothèses déterminées, la preuve de l'identité constitue, en même temps, la preuve de l'imputabilité et celle de la culpabilité. Ces hypothèses correspondent aux cas où les indices retrouvés sont constitués par les empreintes digitales.

1° *Le rôle de la preuve par indice dans les questions d'identité.*

Dans ces questions, les indices jouent un rôle considérable. En effet, pour chaque meurtre ou assassinat, il faut procéder à l'identification de la victime et à celle de l'auteur. Ainsi, l'article 299 du Code pénal, qui définit le crime de parricide, montre bien l'intérêt qu'il y a à connaître l'identité de la victime et du coupable ; il en est de même de l'article 323 du Code pénal.

Pour toute infraction, il faut identifier l'inculpé : cette connaissance de l'identité de l'inculpé est de nature à influencer sur l'imputabilité morale de ce dernier. L'article 380 du Code pénal dispose : « Les soustractions commises par des maris

au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux objets qui avaient appartenu à l'époux décédé, par des enfants ou autres descendants au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendants, par des pères et mères ou autres ascendants au préjudice de leurs enfants, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.

(Loi du 22 mai 1915). — A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de recel, conformément aux articles 460 et 461. »

Il y a donc une série de personnes quï, bien qu'elles aient opéré des soustractions qualifiées vol par la loi pénale, jouissent de l'immunité. Mais l'immunité qui couvre les individus énoncés dans l'article 380 du Code pénal s'étend aux complices des soustractions : ainsi échappe à toute répression celui qui a fourni une simple aide ou prêté seulement assistance au fils qui soustrayait un objet appartenant à son père. Il faut donc bien, dans les cas de l'article 380 du Code pénal, rechercher le rôle joué par les divers agents qui ont perpétré la soustraction et fixer leur identité. On doit donc établir si c'est le fils qui a volé son père et si, au cours de cette soustraction, il a été aidé et assisté par un autre individu ou, au contraire, si cet individu a volé une personne et a été aidé ou assisté par un autre qui était le fils de la victime. La partie finale de l'article 380 du Code pénal (loi du 22 mai 1915) montre qu'il est nécessaire de fixer l'identité des recéleurs des objets volés, car, pour eux, jouent les articles 460 et 461 du Code pénal sur le recel. Il faut ajouter que les personnes énumérées dans l'article 380 du Code pénal n'échapperaient pas à toute répression si la soustraction commise avait été réalisée au moyen d'une effraction ou s'ils s'étaient livrés à quelques violences. On voit donc que la preuve de l'identité d'auteurs ou complices d'une soustraction et celle des recéleurs des objets volés est de première importance, car, selon cette identité, il existe soit un vol simple (éventuellement avec complices), soit un recel de choses, mais jamais un vol qualifié crime.

Il y a des hypothèses où une relation de parenté entre l'auteur et la victime d'une infraction emporte des aggravations de peines, tels les cas prévus, en matière de vol, par le § 3 de l'article 386 du Code pénal.

Parfois, la loi pénale exige, comme condition d'une incrimination, la répétition d'un même fait. Il faut donc, dans ce cas, établir que c'est bien une seule et même personne qui a perpétré les actes dont la répétition est réprimée par la loi. Mais c'est en matière de récidive que la question d'identité a pris un développement considérable (1). Aujourd'hui, les professionnels du crime encourent des peines plus sévères que les condamnés primaires. Il s'agit de savoir, pour chaque inculpé, s'il va être ou non condamné pour la première fois ; de son côté, l'inculpé, pour éviter les rigueurs de la loi, a intérêt à dissimuler sa personnalité. Aussi bien la question d'identification des récidivistes est aujourd'hui une question primordiale du procès pénal.

2° *Le rôle de la preuve par indice dans les questions relatives à la matérialité et à l'époque de l'infraction.*

Tout acte de l'homme ne constitue pas une infraction à la loi pénale, alors même que la morale le réprouverait. Il faut donc obligatoirement résoudre la question de savoir si tel acte ou les résultats de tel acte constituent une infraction et, dans l'affirmative, dire quelle est sa qualification. De cette qualification, on déduira la ou les peines applicables et, par voie de conséquence, la juridiction devant laquelle l'infraction devra être déférée.

Dans le cas d'un vol, il s'agira de savoir si on a affaire à un vol simple ou à un vol qualifié crime, c'est-à-dire entouré de quelques circonstances aggravantes : le lieu même où s'est commis le vol, art. 381, 383, 386 § 1^{er}, 388, 389 (l'examen des lieux permettra de relever des indices d'effraction, d'escalade : traces, griffures, débris de bois, de peintures) ; le fait que le vol a été commis la nuit (traces de bougie, objets laissés par les voleurs).

Dans les cas de meurtre ou de blessures, l'autopsie du

(1) Voir *infra*, T. II, ch. II.

cadavre, l'examen du blessé, démontreront la nature du décès : suicide, accident, crime ou la cause des blessures.

L'article 434 du Code pénal (dernier alinéa) prévoit la peine capitale pour l'auteur d'un incendie volontaire lorsqu'une ou plusieurs personnes ont trouvé la mort dans le sinistre ; mais il faut que la personne soit vivante dans l'immeuble incendié au moment où le feu y a été communiqué. Des indices pourront permettre la preuve que la personne retrouvée dans les décombrés d'un immeuble incendié était morte antérieurement au moment où le feu a été mis à cet immeuble, qu'elle a été, par exemple, homicidiée par un individu autre que l'auteur de l'incendie, puis transportée par cet individu dans le lieu qui, ensuite, a été incendié.

Dans la matière de fausse monnaie, dans les infractions concernant l'écriture (altération, faux), la charge de la preuve de la matérialité de l'infraction incombera très souvent et dans une très large mesure, parfois exclusivement, aux indices (1).

Le caractère et la qualification de l'infraction étant déterminés, il importe aussi de préciser sa date exacte. En effet, le délai de prescription a pu être écoulé et l'infraction n'être plus punissable. Il y a un autre intérêt à fixer très exactement l'époque, parfois l'heure, où l'infraction a été commise, dans le cas où l'inculpé invoque un alibi. Ici encore, l'indice est de nature à fournir des preuves présentant un degré de certitude physique extrêmement grand.

3° *Le rôle de la preuve par indices dans les questions d'imputabilité et de culpabilité.*

L'aveu de l'inculpé, les témoignages ne constituent pas toujours une preuve déterminante. La science révèle des phénomènes nombreux d'auto-accusation. F. Gorphe, dans sa *Critique du témoignage*, montre combien est fragile, faussée, parfois dangereuse, la preuve basée sur les témoignages (1).

(1) *Un procédé de détermination de la date relative de deux textes.* A. Claps, in R. I. C., déc. 1930. Lyon, J. Desvigne.

(1) F. Gorphe : *Critique du témoignage*, 2^e édit. Dalloz, 1927. Témoignages des débiles mentaux, p. 217 et s. ; des épileptiques, p. 232 ; des déséquilibrés mythomanes, p. 238 ; des hystériques, pp. 243-44-45 ; des mélancoliques, p. 251 ; des persécutés, pp. 257-259.

Il semble donc, notamment si on se heurte aux dénégations de l'inculpé, que la preuve de sa culpabilité soit, sinon impossible, du moins très difficile à administrer. Le juge, en faisant appel aux indices, presque toujours, pourra résoudre avec sûreté, soit la question d'imputabilité (matérielle ou morale), soit la question de culpabilité. On a écrit que, dans cette matière, la preuve par les indices offrait le caractère le plus dangereux et qu'elle exigeait, dans son emploi, le doigté le plus sûr (1). Il est vrai que la preuve tirée des indices exige un doigté sûr et il est vrai qu'elle peut offrir un caractère dangereux ; mais il ne faut pas conclure que, dans ces questions, l'indice ne doive jamais être employé pour atteindre à la preuve.

L'évolution de la preuve par les indices dans les dernières années a éliminé le risque que chacun ait sa méthode de recherche et d'interprétation propre. Une discipline nouvelle est née qui a pour but de systématiser les connaissances scientifiques nécessaires, de rassembler, d'apprécier les résultats : c'est la criminalistique (2). La criminalistique permet d'établir la réalité du fait, de ses circonstances et de déterminer le rapport logique qui doit exister entre les faits et circonstances et l'infraction. Lorsque les faits s'enchaînent et que la preuve de l'infraction résulte de cet enchaînement, il est nécessaire qu'aucun anneau de la chaîne ne faillisse ou ne manque. Elle organise aussi le contrôle des témoignages par les indices, étant entendu qu'il ne s'agit pas, dans la plupart des cas, de contrôler la bonne foi du déposant.

(1) P. Garraud : *La Preuve par indices dans le procès pénal*, Larose et Tenin, Paris, 1913, p. 102.

(2) Voir *infra*, T. IV, ch. III.

TITRE II

LES INDICES DE L'IMPUTABILITÉ MATÉRIELLE DU DÉLIT AU DÉLINQUANT

Dans cette deuxième partie de mon étude, je n'entends point exposer tous les indices sur lesquels les magistrats pourront se baser pour former leur conviction. Je présenterai exclusivement ceux qui conduisent à une certitude suffisante du fait et j'en négligerai un certain nombre qui trouvent plutôt leur place dans un traité de criminalistique. De même, je n'indiquerai que sommairement les méthodes et procédés employés pour découvrir les indices dont je traiterai et je dirai surtout le degré de la certitude à laquelle ces indices conduisent.

CHAPITRE PREMIER

Les empreintes digitales. — La dactyloscopie

1. — Les empreintes papillaires sont des traces laissées sur les objets à surfaces lisses ou dans la substance plastique par le contact des parties du corps présentant des crêtes papillaires. Ces crêtes papillaires existent sur la face palmaire de la main, de la première articulation du poignet jusqu'à l'extrémité des doigts; sur la face plantaire des pieds; sur les organes génitaux. Je traiterai dans ce chapitre exclusivement des crêtes papillaires digitales et palmaires et cela d'une manière sommaire. Tous les éléments sur la question se trouvent magistralement exposés dans l'ouvrage de M. le Professeur Garraud : *La preuve par indices dans le procès pénal* et dans la première partie du *Traité de criminalistique*, de M. le docteur Ed. Locard.

Malgré l'infinie variété des dessins digitaux, ceux-ci se ramènent à quatre types, base de tous les systèmes de classement : le type arc, le type boucle à droite, le type boucle à gauche et le type verticille. Chaque dessin digital a, de plus, une physionomie propre qui lui est communiquée par les points caractéristiques (les naissances, les arrêts, les coupures des lignes, la position, la forme des lignes, les bifurcations, les crêtes isolées ou îlots).

2. — Les dessins digitaux présentant le triple caractère suivant : 1° ils sont immuables depuis le quatrième mois de la vie intra-utérine jusqu'à la putréfaction du cadavre ; 2° ils ne sont modifiables, ni pathologiquement, ni par la volonté du sujet ; 3° ils ne sont jamais identiques sur deux individus différents.

Les qualités du dispositif anatomique des lignes papillaires sont telles qu'elles en font un signe d'identification pratiquement utilisable. En effet, malgré l'infinité des dessins digitaux, ceux-ci peuvent être classés facilement, si bien que ce clas-

sement et le travail de recherche dans les classements n'exigeront pas l'emploi d'agents spécialistes.

3. — Mais le criminel peut-il agir sans laisser d'empreintes digitales ou peut-il, en vue d'une simulation, laisser des empreintes fausses ? On comprend que, s'il en était ainsi, la valeur de cet indice serait nulle. A la première question, il faut répondre catégoriquement par la négative. Ma pratique personnelle au Laboratoire de Police m'a montré qu'il n'y avait pas de crime ou délit commis sans que le ou les auteurs ne laissent d'empreintes digitales. A tous les constats où je me suis rendu, et cela plusieurs fois par semaine pendant plusieurs années, j'ai pu relever des empreintes ou fragments d'empreintes digitales. Pratiquement, ce sont des traces de phalangettes, parfois des traces de phalanges et quelquefois des empreintes palmaires (1). En effet, l'agent agit avec une telle intensité, souvent avec une telle rapidité, que, soit le déploiement de force nécessaire, soit le manque de précaution, ne lui permettent pas d'opérer sans laisser ses empreintes digitales sur quelque objet ou quelque partie de l'immeuble. Il peut se faire que, pour annihiler les recherches des experts, les criminels enveloppent leurs mains ou font usage de gants. Il est à remarquer d'abord que ces cas sont excessivement rares; ensuite, qu'il n'est pas certain que la présence des gants ou d'une étoffe soit un obstacle absolu à la formation de l'empreinte : au Laboratoire de Police technique de Lyon, de nombreux cas d'identification de malfaiteurs se sont présentés et celle-ci a été réalisée par les crêtes papillaires, malgré le port des gants.

J'ai entrepris de rechercher le nombre de fois où des malfaiteurs avaient utilisé des gants pour perpétrer des vols, dans la période de temps qui va du 1^{er} janvier 1928 au 1^{er} janvier 1931, pour Lyon et région lyonnaise. Mes travaux ont porté sur des documents officiels du Laboratoire de Police technique de Lyon.

Du 1^{er} janvier 1928 au 1^{er} janvier 1929, le Laboratoire est

(1) Mais toutes les empreintes relevées sur les lieux d'une infraction ne sont pas toujours utilisables en vue de l'identification de l'auteur.

intervenu dans 740 vols. Les voleurs ont utilisé des gants dans les quatorze cas suivants :

Vols commis :

DATE	ADRESSES	PIÈCES EXAMINÉES
26/1	M. Dec..., 21, rue Neuve-de-Mont-plaisir	2 coffrets laqués. 1 débris de vitre.
15/2	M. Ney..., 48, rue Créqui-	1 débris de vitre.
23/2	M. V..., 3, rue Basile (1)	1 débris de vitre.
25/2	M. Su..., 77, rue Coste	1 verre de lampe, 2 débris de vitre.
5/3	M. Gr..., 71, cours Vitton	Aucune.
7/4	M. F..., à Maconnex (Ain)	2 bouteilles bière 4 verres, 1 glace.
10/4	M. Tar..., 14, rue Sébastien-Gryphe	1 coffret laqué.
18/5	M. Tév..., 8, rue Laborde	1 globe, 1 tirelire, 1 vase.
20/5	MM. X..., 14, rue Saint-Cyr, 3, r. Pont de la Gare, 17, qu. Jair.	1 bouteille.
28/6	M. X..., villa, 50, route de Stras-bourg	
27/6	M. Dro..., rue de Verdun à Bron-Village	3 débris de vitre.
16/7	M. Bou..., chemin Jaère, O. T. L., La Demi-Lune	
21/9	M. le D ^r B..., 10, rue Emile-Zola.	
21/10	M. Lév..., Les Trois Renards	3 verres.

Du 1^{er} janvier 1929 au 1^{er} janvier 1930, le Laboratoire est intervenu dans 610 vols. Les voleurs ont utilisé des gants dans les vingt-deux cas suivants :

DATE	ADRESSES	PIÈCES EXAMINÉES
17/1	M. Mas..., 4, rue Bouteille	
18/1	M. Jou..., pharmacien, 37, quai Saint-Vincent	

(1) Les voleurs avaient aussi utilisé un mouchoir pour s'envelopper les mains.

DATE	ADRESSES	PIÈCES EXAMINÉES
25/1	M. Cha..., 9, quai de Bondy	
6/2	Compagnie d'électricité, 39 bis, rue du Bourbonnais	Coffre-fort.
27/2	M ^{mes} V ^{ves} R..., Fa..., et M ^{lle} Por..., 15, place Edgar-Quinet	
11/3	M. Men..., 19, rue Claudia	2 bouteilles, 2 verres.
1/4	M. Pâsq..., 43, cours Herbouville.	1 coffret laqué.
2/5	MM. Pl... et Mat..., 6, rue Pas- teur, à Cuire	Coffre-fort.
21/5	M. Jac..., 40, chemin Saint-Ger- vais	4 bouteilles.
8/6	M. Eh..., doyen de la Faculté des Lettres, 80, rue Molière	1 coffret laqué.
20/6	M. Fil..., 12, chemin des Dona- teurs, à Vassieux	1 tirelire, 1 boîte fer blanc
21/6	MM. Aj... et Gil..., 48, avenue Félix-Faure	
24/6	M. Man..., 282, avenue Jean-Jau- rès	
24/6	M. Bal..., 287, avenue Jean-Jau- rès	
30/7	M. Cr..., 86, avenue de Saxe	2 bouteilles, 3 verres.
31/8	M. Ro..., 25, rue d'Ivry	
4/10	M. Jo..., 13, rue Thibaudière....	1 bouteille.
4/11	MM. Ja..., et Duf..., 30, rue Rau- lin	
5/11	M. X..., Fleurs d'Oliviers, rue de Marseille	1 bouteille.
22/11	M. Alt..., 50 bis, Imp. Duchère..	2 bouteilles, débris de vitre.
26/11	M. Lam..., 2, Imp. Saint-Charles.	2 bouteilles.
30/12	M. Jam..., 6, Grande-Rue-Guillo- tière	

Du 1^{er} janvier 1930 au 1^{er} janvier 1931, le Laboratoire est intervenu dans 752 vols. Les voleurs ont utilisé des gants dans les huit cas suivants :

DATE	ADRESSES	PIÈCES EXAMINÉES
1/2	M. Rour... 112 bis, rue Mariétton.	
15/5	M. X., Gants Perrin	Débris de vitre.
	Rue Jean-de-Tournes	
26/6	M. Ri... et Car..., chemin de Mon- triblond	
15/11	M. X..., chaudronnerie, 79, rue Bellecombe	
18/11	M. Lév..., 88, rue Servient	
29/11	M. Rom..., 37, quai Arloing	Débris de vitre.
5/12	M. X..., pharmacie de l'Angle, avenue Jean-Jaurès	
31/12	M. We..., 107, chemin des Cu- lattes	Coffre-fort.

Au cours de ces trois dernières années, le Laboratoire est donc intervenu 2.102 fois à la suite de vols. Les traces de gants n'ont été relevées que 44 fois, ce qui représente 2,09 %.

4. — A la deuxième question, on doit répondre qu'il n'est pas pratiquement possible à un malfaiteur de laisser, sur les lieux où il a commis son infraction, des empreintes digitales autres que les siennes, en vue de dérouter l'expert. M. Goddefroy, directeur du Laboratoire de Police technique privée de Bruxelles, aurait trouvé un moyen permettant d'imiter une empreinte digitale. On pourrait ainsi, par son procédé, fabriquer de fausses empreintes (1). Mais M. Goddefroy ne nous révèle pas sa technique et conclut que ces dessins fabriqués ne sauraient imiter la disposition des pores, si bien qu'un agrandissement photographique ou un examen à la loupe suffirait à dénoncer la falsification. D'autre part, le malfaiteur devrait connaître le procédé d'imitation d'empreinte, savoir l'appliquer, posséder l'empreinte à imiter et ne pas laisser ses propres empreintes sur les lieux de l'infraction. S'il était soupçonné, il devrait prouver un alibi et empêcher en même temps l'innocent dont il aurait imité les empreintes d'en fournir un de son côté. Si bien qu'on voit, par cet ensemble de conditions,

(1) *Archives d'anthropologie criminelle* du 15 mars 1913.

qu'il n'y a pas lieu de redouter, en pratique, l'éventualité de fausses empreintes. D'autre part, un expert consciencieux discriminerait toujours ces fausses empreintes des vraies.

5. — S'il n'est pas possible d'imiter les empreintes d'autrui, c'est-à-dire de fabriquer de fausses empreintes, peut-on craindre de retrouver par hérédité des dessins digitaux identiques chez deux individus différents ? Locard (1), Miranda (2), nient l'hérédité des dessins digitaux. La logique voudrait que les dessins formés par les crêtes papillaires si caractéristiques de l'individu, si permanents sur l'homme, si variés d'un sujet à l'autre, fussent héréditaires. En octobre 1880, Faulds pose la question de l'hérédité dans un article paru dans *The Nature*; il signale un cas où un dessin digital s'est retrouvé « merveilleusement semblable chez le père et chez le fils ». En 1891, Galton, dont la compétence est indiscutable au point de vue de la dactyloscopie, écrivait « qu'il y a des raisons de croire que les dessins digitaux sont héréditaires ». Mais il ne put prouver la vérité de cette opinion par insuffisance de faits et il ne put noter qu'une tendance à l'analogie. Féré ne peut émettre aucune conclusion favorable à l'hérédité des empreintes digitales. Forgeot, en 1891, dans sa thèse, écrit qu'il n'a jamais trouvé de traces d'hérédité, même dans les familles présentant des alliances consanguines rapprochées. D'Abundo, après étude minutieuse des empreintes chez les idiots, est incapable de citer des cas de ressemblances héréditaires. Le docteur Locard, en 1906, au Congrès d'Anthropologie criminelle de Turin, présentait un mémoire communiqué par le professeur Rodolfo Senet, de La Plata. La conclusion de ce mémoire, au point de vue de l'hérédité des dessins digitaux, était formellement négative, quel que soit le type d'hérédité invoqué (continu, sexuel, alterné). Cevidalli et Benassi, qui ont étudié les empreintes digitales chez les dégénérés et chez les anormaux, se sont attaqués au problème de l'hérédité. Ils ont étudié quelques familles d'anormaux

(1) Locard : *Traité de criminalistique*. J. Desvigne. Lyon, 1931, pp. 89-97.

(2) Miranda Pinto : *Contribution à la Morphologie comparée des crêtes papillaires*. Lyon, Bosc, 1930, p. 119.

et constatèrent une certaine tendance à la répétition des mêmes dessins, mais sans reproduction identique; ils concluent que l'hérédité des figures papillaires n'est pas décisive et qu'il existe seulement une tendance relative et générale. Au Laboratoire de Police technique de Lyon, on prépare les carnets de nomades et ainsi on prend les empreintes digitales des familles entières. Les membres de ces familles sont très nombreux et il n'a jamais été donné au docteur Locard (1), ainsi qu'à ses collaborateurs, de découvrir un dessin qui pût faire penser à des ressemblances héréditaires. Kristine Bonnevie (2) tend à démontrer que les dessins papillaires comportent certains caractères héréditaires : la valeur quantitative des dessins, leur forme circulaire elliptique et leur tendance à double centricité. Mais les travaux de Kristine Bonnevie mériteraient d'être repris, et repris avec des matériaux d'investigation plus larges. Bertillon tient compte de l'hérédité possible des dessins digitaux et affirme qu'entre frères, et surtout entre frères jumeaux, on peut rencontrer des empreintes présentant sur une certaine étendue des particularités communes. Pour ma part, j'ai recueilli un nombre important d'empreintes digitales de jumeaux de pays différents et je peux conclure, des observations faites sur ces empreintes, qu'il n'y a pas lieu de craindre de rencontrer deux dessins digitaux identiques (3). M. Römer, directeur de la Police criminelle à Elberfeld (Allemagne) (4), cite le cas des deux frères jumeaux Schlösser Martin et Hans, celui des deux sœurs jumelles Handt Martha et Maria, qui présentent des dessins digitaux analogues ; il s'exprime ainsi : « Von einer wirklichen Uebereinstimmung dieser untereinander so ähnlichen Abdrücke kann jedoch keine Rede sein. » Dans les cas de jumeaux par superfœtation, les enfants sont alors de même sexe, leurs dessins digitaux peuvent se ressembler, mais il ne s'agit que d'une analogie et non d'une identité.

(1) Locard : *Traité de Criminalistique*, p. 93.

(2) Professeur à l'Université d'Oslo.

(3) A. Claps : Thèse de doctorat ès-Sciences, en préparation.

(4) *Kriminalistische Monatshefte*, n° 1, janvier 1919, p. 5 et s.

Ainsi donc, les empreintes papillaires fournissent un moyen facile pour la détermination de l'identité du délinquant. Elles peuvent fournir, de plus, des indications très utiles concernant l'âge et la profession des auteurs d'une infraction, facilitant les recherches de la police judiciaire et du juge d'instruction.

LA DACTYLOSCOPIE

6. — Pour opérer l'identification du ou des délinquants en utilisant les empreintes digitales relevées sur le lieu de l'infraction, il suffit de procéder par comparaison. On compare les empreintes relevées sur le terrain, sur les objets qui s'y trouvaient lors de l'infraction avec les empreintes expérimentales recueillies soit dans le fichier du Laboratoire et classées suivant les systèmes que j'indiquerai à la fin de ce chapitre, soit sur les individus soupçonnés qui, n'ayant pas encore passé au service dactyloscopique, ne possèdent, par conséquent, aucune fiche dactyloscopique au Laboratoire. Dans la pratique de l'identification, deux cas peuvent se présenter :

A) Il y a des suspects et la Police, le Parquet ou l'Instruction demande à l'expert si les empreintes (1) trouvées sur le lieu du crime proviennent de X... suspect. Ou bien la Police demande au Laboratoire si, parmi la douzaine d'individus soupçonnés du crime, il y en a un dont les dessins digitaux correspondent aux empreintes trouvées sur les lieux. Dans ces conditions l'expert compare la ou les empreintes avec chacune des empreintes prises sur les suspects et donne sa réponse immédiate.

B) Il n'y a pas de suspect. On cherche, dans les collections dactyloscopiques du Laboratoire, si la ou les empreintes trouvées sur les lieux se retrouvent sur la fiche d'un individu amené précédemment.

On admet que l'identification de deux empreintes est certaine lorsqu'on y trouve un minimum de 12 points caractéristiques homologues. Ce chiffre est basé sur les démonstrations théoriques de Galton et de Balthazard et sur la pratique des

(1) On appelle « empreinte » digitale le dessin laissé par un doigt sur un objet quelconque.

laboratoires. Dans un raisonnement fourni par les mathématiques, Balthazard montre que pour trouver 17 coïncidences il faut examiner 17.179.869.184 empreintes. Or, le nombre des habitants du globe est de près de 2.000.000.000 (2 milliards) ce qui représente presque 20 milliards d'empreintes. Il en résulte qu'avec 17 repères identiques, l'identification de deux empreintes ne présente pratiquement aucune chance d'erreur. Balthazard ajoute : « Dans les recherches médico-légales, le nombre des coïncidences peut être abaissé à 12 ou à 11, si l'on est certain que le criminel n'est pas un habitant quelconque du globe, mais un Européen, un Français, l'habitant d'une ville ou d'un village. » Mais il est bien certain que l'identification ne consiste pas seulement à chercher des fourches, des interruptions de lignes en positions homologues. Il faut encore que la valeur angulaire de ces fourches, que la longueur de ces interruptions correspondent. Aussi, dans une trace floue ou fragmentaire, si le centre de figure est effacé, il faut s'inquiéter de l'aspect particulier de chacun des points de repère. *Une seule divergence doit faire conclure à la non-identité.* Mais une particularité rare est cent fois plus signalétique qu'une série de fourches dans la zone excentrique. Quatre ou cinq points bien groupés dans un centre de figure de sorte exceptionnelle emporte bien mieux la conviction que 12 ou 15 bifurcations disséminées à la périphérie du dessin. Des lignes bien nettes, offrant une belle série de pores géminés (1) ou anormalement groupés, constituent un argument sans réplique, alors que le chiffre admis des 12 points sacramentels serait fort loin d'être atteint.

En résumé, trois cas peuvent se présenter :

1° il y a plus de 12 points évidents ; l'empreinte est nette et la certitude est indiscutable pour tous ;

2° il y a 8 à 12 points (cas limite). La certitude est fonction : a) de la netteté de l'empreinte ; b) de la rareté de son type ; c) de la présence du centre de figure ou du triangle dans la partie déchiffirable ; d) de la présence de pores ; e) de la parfaite

(1) Les pores géminés sont rares, constituant de ce fait un caractère d'identification de premier ordre.

et évidente identité des crêtes et des sillons, de la direction des lignes et de la longueur angulaire des bifurcations. La certitude ne s'impose alors qu'après discussion du cas par un ou plusieurs spécialistes *compétents et expérimentés*.

3° il y a très peu de points. L'empreinte ne fournit plus de certitude, mais seulement des probabilités en quantité proportionnelle au nombre de points et à leur netteté. Si, dans une même affaire, on trouve une série d'empreintes, mais qu'aucune ne suffise par elle-même à entraîner la certitude absolue, que doit-on penser de leur valeur totale ? Il faut ici distinguer trois situations :

a) Le même doigt est répété plusieurs fois : si certains points de repère sont discernables sur une empreinte et pas sur l'autre, il convient de les additionner, car l'identification, qui était seulement approchée avec l'une des empreintes, devient assurée en considérant l'ensemble de la série.

b) On trouve plusieurs empreintes différentes, dont chacune offre des présomptions d'identité avec les dessins digitaux de l'inculpé, mais aucune des empreintes n'est déterminée par sa position comme provenant de tel ou tel doigt. D'après leur position, on ne sait pas si ces empreintes proviennent d'un index et d'un médius plutôt que d'un annulaire ou d'un auriculaire (1). Si la première empreinte présente 6 points communs avec l'index droit de l'inculpé et la seconde 4 points communs avec son annulaire gauche, la présomption d'identité est renforcée, mais on ne saurait parvenir à la certitude, parce qu'on peut se trouver en face d'une double coïncidence.

c) On rencontre plusieurs empreintes de doigts successifs déterminées par leur position. C'est le cas très fréquent où un objet saisi à pleine main présente, côte à côte et dans leur ordre naturel, les empreintes des index, médius, annulaire et auriculaire avec, sur l'autre côté de l'objet, la trace du pouce en opposition (2).

(1) Miranda Pinto: *La détermination du doigt*, in R. I. C., 1930.

(2) Le 22 décembre 1930, j'ai relevé ainsi sur une bouteille abandonnée dans un terrain labouré un index et un médius droits, avec le pouce droit en opposition. Cette bouteille avait été abandonnée après un vol commis dans un café, route de Crémieux, à Lyon.

Si toutes les empreintes sont individuellement insuffisantes, si, par exemple, elles offrent chacune moins de 12 points de repère correspondant aux points homologues de l'inculpé, on ne doit pas hésiter à conclure à *l'identité assurée*, car la force de la certitude croît ici suivant une loi exponentielle.

Malheureusement, sur le terrain, on ne trouve généralement que des empreintes fragmentaires et, dans ces cas, la valeur de l'identification est proportionnelle au nombre de points (1).

7. — Lorsque les empreintes digitales ont été relevées sur les lieux de l'infraction, sur des objets qui s'y trouvaient, ou sur des instruments qui ont servi à la perpétrer, il y a lieu, je l'ai dit, de les comparer aux empreintes expérimentales (empreintes de comparaison). Cette comparaison permettra des identifications d'où découleront : 1° la répartition des responsabilités en cas de pluralité de délinquants ; 2° le contrôle des indications qui ont pu être fournies à la police ; 3° le contrôle de l'aveu obtenu par le magistrat ; 4° l'identification du ou des auteurs, c'est-à-dire leur découverte.

LES SYSTÈMES DE CLASSEMENT

8. — Il existe au moins vingt-cinq systèmes de classement des empreintes digitales. Il s'agit de *classements déca-dactylaires*. Tous ces systèmes se ramènent à la même base : l'utilisation de ce que la nature imposait, c'est-à-dire le classement d'après la position du delta qui ne tolère aucune erreur. Les systèmes proposés ne sont que des sous-classements à partir de cette base. C'est Vucetich qui, le premier, a imaginé le classement des dessins digitaux par les deltas.

Voici, sommairement exposée, la méthode lyonnaise de classement. Les empreintes sont divisées en quatre types, les boucles sont appelées droites ou gauches : 1° arc, pas de triangle ; 2° boucle gauche, triangle à droite ; 3° boucle droite, triangle à gauche ; 4° verticille, deux triangles. Ces types ont représentés de la façon suivante :

(2) Voir *supra*, calcul de Balthazard, p. 27.

Arc	=	A	pour l'index et 1	pour les autres doigts
Boucle gauche	=	G	—	2 —
Boucle droite	=	D	—	3 —
Verticille	=	V	—	4 —

Ainsi, dans la formule D 43 11 V 2222 (1), D représente un index droit en boucle droite, 4 un pouce droit en verticille, 3 un médius droit en boucle droite, 11 un annulaire et un auriculaire droits en arc; V un index gauche en verticille et 2222 les pouce, médius, annulaire et auriculaire gauches en boucles gauches. Dans les séries nombreuses, les boucles sont divisées en trois groupès en mesurant, à l'aide d'une réglette millimétrée, la ligne unissant le sommet de la boucle au centre du triangle (ligne de Galton) et l'on obtient ainsi trois sous-groupes : petites jusqu'à 5,9 mm., moyennes de 6 à 7,9 mm., grandes de 8 et au-dessus. Ce sous-classement des verticilles est le système du « ridge tracing » de Galton-Henry : on suit la ligne la plus inférieure du delta gauche et on se rend compte de la façon dont elle rejoint la ligne correspondante du delta droit : en s'y abouchant par continuité, en se terminant en dedans ou en se terminant en dehors. On considère qu'il y a continuité même s'il y a une ou deux lignes intermédiaires. Le sous-classement en mesures a le gros désavantage de n'être pas applicable aux jeunes mineurs dont les phalangettes peuvent encore grandir. On peut utiliser le système de comptage des lignes coupées par la ligne de Galton.

Le système parisien classe les empreintes digitales selon cinq formes de dessins : l'arc (1), la boucle gauche (2), la boucle droite (3), la forme en O (4), la double volute (5). La forme en O nécessite une empreinte d'au moins quatre cercles concentriques et la double volute un type d'empreinte formé de deux boucles complètes.

Les autres services français de police (Grenoble, Le Havre, etc.), où l'on prélève des empreintes de prévenus ou d'ac-

(1) Cette formule est appelée *formule dactyloscopique*; elle est notée sur la fiche individuelle conservée dans le fichier du Laboratoire. Cette fiche constitue la *fiche dactyloscopique*.

cusés, ont organisé des classements suivant le système lyonnais.

9. — *Classement monodactytaire.* — Les empreintes digitales sont utilisées par la dactyloscopie en vue de l'identification des coupables, des récidivistes. Mais il est exceptionnel que l'on trouve sur le terrain toutes les empreintes du malfaiteur. En général, on ne trouve que deux ou trois et souvent une seule empreinte. De là est venue l'idée de créer des fichiers monodactylaires, dans lesquels on classe les dessins digitaux des individus suspects de commettre des vols ou des meurtres, par types de dessins, sans tenir compte de la désignation du doigt. Stockis a proposé de bonnes méthodes de classements monodactylaires (1). Voici quel pourrait être le plan d'un fichier de ce genre. Les empreintes sont d'abord divisées en quatre classes : arc, boucle gauche, boucle droite, verticille, ainsi que je l'ai exposé à propos de la méthode lyonnaise de classement. Ensuite, on subdivise : 1° les arcs en quatre sous-classes (arc simple, pyramidal, contenant une seule boucle à droite, contenant une seule boucle à gauche) et chaque sous-classe est subdivisée par la numération des lignes comprises entre la base rectiligne du dessin et le pli de flexion de la phalange ; 2° les boucles droites ou gauches d'après le type du centre de figure, constituant des sous-types (une seule baguette en crête à extrémité libre, une seule baguette aboutissant à la courbure de la boucle, deux ou plusieurs baguettes, une boucle, figures variées, telles que raquettes, cercle, spire, deux boucles) et chacun de ces sous-groupes pouvant se diviser, d'après l'angle formé par la ligne de Galton allant du centre de figure au centre du triangle et par la ligne axiale de la boucle ; 3° les verticilles en cinq sous-types suivant leur centre de figure : cercle ou ellipse ; spire tournant vers la gauche ; spire tournant vers la droite ; double boucle ; figures variées (crochets, houlettes, etc.).

Le fichier monodactytaire présente un perfectionnement appréciable pour les identifications d'empreintes trouvées sur

(1) Stockis : Le classement monodactytaire, in *Revue de Droit pénal*, Bruxelles, avril 1914.

les lieux d'une infraction. Cependant, il faut noter qu'il est loin d'éliminer toute difficulté, car les empreintes à examiner sont presque toujours fragmentaires et il peut y manquer précisément le point qui sert à sous-classer (centre de figure, delta). Dans la pratique, nombre de grands services de police ou d'identité n'en ont pas. En France, aucun des trois laboratoires de police technique n'en possède, ce qui, à mon sens, est une erreur.

OBSERVATION I

Identification d'un voleur par le Laboratoire de Police technique de Lyon, par comparaison des empreintes digitales retrouvées sur le lieu du vol et celles figurant sur la fiche dactyloscopique d'un individu.

Le 4 février 1931, M. Huet, demeurant à Lyon, 20, rue Creuzet, était victime d'un vol avec effraction extérieure et intérieure. Ce vol avait été commis au cours de la nuit. Au cours de la même nuit, des inspecteurs de police en service rencontrèrent deux jeunes gens aux allures suspectes ; ils les interpellèrent et, devant les réponses évasives, ambiguës, données, les inspecteurs fouillèrent les jeunes gens et trouvèrent ainsi sur eux quelques instruments d'effractions. Conduits au commissariat de police du quartier, au dépôt, puis interrogés, ils nièrent avoir commis le vol perpétré chez M. Huet. Le Laboratoire avait été alerté ; un préparateur se rendit chez M. Huet, examina les effractions, les traces, et releva sur un morceau de vitre brisée par les voleurs la présence de multiples dessins digitaux. Les débris de vitre, transportés au Laboratoire, furent traités et on obtint de jolies empreintes digitales nettes, aux crêtes papillaires parfaitement discernables. La recherche dans le fichier dactyloscopique permit de retrouver et de comparer les empreintes de l'individu soupçonné, un nommé M..., né le 14 février 1907, avec celles retrouvées sur les débris de vitre. M... était déjà passé par le service dactyloscopique du Laboratoire et y avait sa fiche. La formule dactyloscopique de M... est la suivante : V 3433 — V 2442 (le premier groupe correspond à la main droite, le second à la main gauche). Les

comparaisons faites montrèrent : l'identité entre les dessins digitaux de l'index, du médius, de l'annulaire droit de la fiche et ceux révélés sur une des surfaces de la vitre ; l'identité entre le pouce droit de la fiche et le pouce droit révélé, en opposition des autres empreintes, sur l'autre face de la vitre. Il est à noter que les empreintes sur la vitre ne peuvent pas provenir du vitrier, car elles sont placées à quelques centimètres d'un contour de cassure de la vitre. Depuis la découverte du vol jusqu'à l'arrivée du préparateur du Laboratoire, personne n'avait touché les débris de vitres. Dans la suite, M... a avoué être l'auteur du vol commis chez M. Huet.

OBSERVATION II

Voici un autre exemple fort intéressant, puisque l'identification du coupable s'est faite grâce à la dactyloscopie, malgré les dénégations de l'inculpé :

En septembre 1917, la propriétaire d'un débit de Berlin fut trouvée assassinée. Sur les lieux, on retrouva des empreintes digitales et palmaires, mais l'auteur ne put pas être identifié. En août 1925, c'est-à-dire huit ans plus tard, l'affaire fut reprise par la police de recherches criminelles de Berlin. L'empreinte digitale de l'index droit fut envoyé à tous les services centraux dactyloscopiques allemands et aux services d'identification de Vienne, Dantzig, Berne, Budapest, Amsterdam, Varsovie, Copenhague, Rome, Paris et Londres. Le 25 août 1925, on répondit de Copenhague qu'il existait une empreinte identique ; il s'agissait de l'index droit du négociant Danilowski, de Dantzig, qui avait été « dactyloscopé » à Copenhague en 1919 à l'occasion d'un vol dans un hôtel. Danilowski, alors à Berlin, fut arrêté. Une empreinte digitale, retrouvée sur les lieux du crime de 1917, sur une bouteille, était identique au médius droit du détenu. Danilowski avoua s'être rendu sur les lieux du crime, mais nia l'avoir perpétré. La position d'une série d'empreintes digitales et palmaires permit de reconstituer de façon assez précise la scène du crime. Tandis que Danilowski expliquait n'avoir été qu'au comptoir, on trouvait son empreinte sur une table à côté de la victime et sur un verre

à vin, ce qui prouvait que Danilowski avait bu avec la victime. Sur les empreintes, on trouva plus de deux cents points identiques. Danilowski fut condamné le 15 janvier 1926 à douze ans de réclusion pour meurtre (1).

Cependant, bien des fois, on a tenté de nier que la dactyloscopie puisse apporter une preuve certaine que l'individu, dont on retrouve les empreintes digitales sur des objets, ait été vraiment en contact avec ces derniers. Je reprendrai seulement un exemple récent de ces sortes de tentatives, qu'a fait naître un procès qui s'est déroulé à Crefeld (Allemagne).

OBSERVATION III

En mai 1929, un vol avec effraction fut commis chez un charcutier de Crefeld (Allemagne). Les soupçons se portèrent sur Arthur Tillmanns et Richard Kunze. Des empreintes digitales furent relevées et envoyées pour examen au Service d'Identification de Düsseldorf. Ce service adressa un rapport (rapport du Parquet de Crefeld, page 22, 3-708/29), dont je cite un extrait : « Les empreintes digitales et palmaires des individus soupçonnés, A. T., né le 5/12/1903, à Barmen, et R. K., né le 5/9/1907, à Crefeld, ont été immédiatement comparées avec les traces relevées sur les lieux de l'infraction : aucune identité n'a pu être déterminée. Ce ne sont pas les individus sus-nommés qui ont laissé les traces trouvées sur le lieu de l'infraction. »

Après une longue enquête (rapport du Parquet, page 90), la police criminelle de Crefeld, se référant aux données ci-dessus, adressait au Préfet de Police : « Sous le poids des preuves rassemblées contre lui, Kunze a avoué être l'auteur du vol avec effraction et prétend avoir agi seul, sans aucune complicité ; ses déclarations ne méritent aucun crédit. »

On releva à nouveau les empreintes digitales de K... et T... Le Service de l'Identité de Düsseldorf, à nouveau consulté, fit connaître (rapport du Parquet, p. 90 verso) : « Les empreintes digitales et palmaires de T... et K... ont été à

(1) R. Heindl : *Die Daktyloskopie*, Le Gruyter, Berlin, 1927.

nouveau comparées à celles trouvées sur les lieux de l'infraction; leur identité, cette fois encore, ne peut être déterminée. »

A l'audience, T... et K... avouèrent. Voici un passage du jugement (rapport du Parquet, page 115) : « ...Ils ouvrirent la porte de la maison avec une clef contrefaite ; ils forcèrent la porte de l'appartement avec une pince monseigneur ; ils fouillèrent dans la chambre, mettant tout en désordre ; ils forcèrent de même les tiroirs du buffet ; l'armoire semble aussi avoir été fracturée... », et, à la page 117 : « Les inculpés K... et T... ont avoué avoir perpétré le vol. » M. O'Daniel, avocat, estime qu'à la suite de ce jugement, étant donné la marche et les résultats de l'enquête, on est en droit de conclure que la dactyloscopie n'est pas un moyen absolument sûr de preuve et que ses résultats doivent laisser sceptique.

Je vais indiquer la note que M. Robert Heindt, le maître allemand de la dactyloscopie (1), a publié, à la suite des observations formulées par M. O'Daniel, avocat, sur cette affaire de Crefeld :

« Cette communication de M. O'Daniel, avocat, montre combien est fausse la conception que l'on a de la certitude qui s'attache à la dactyloscopie. Je dois y répondre cependant, car le silence pourrait laisser croire que, dans ce cas pratique déféré au Tribunal de Crefeld, la démonstration de la déficience de la dactyloscopie aurait été faite. Voici comment doit être considérée l'affaire de Crefeld : des empreintes digitales et palmaires ont été retrouvées sur les lieux d'un vol avec effraction, mais elles ne proviennent point des auteurs du vol, mais d'autres personnes quelconques qui ont touché, peut-être plusieurs semaines avant le vol, les objets en question. La première et la deuxième expertises n'ont pas d'autres sens; et les attendus du jugement, pas plus que les aveux des coupables, n'infirmant en aucune façon les résultats des deux expertises. T... et K... ont perpétré le vol sans laisser d'empreintes digitales et palmaires identifiables, soit parce qu'ils n'ont pas eu de contact suffisant avec la surface des objets, soit parce que leur épi-

(1) Docteur Robert Heindt; *Die Daktyloskopie*, Berlin 1927, 3^e édition, Walter Gruyter et Co.

derme, pour des raisons exceptionnelles, n'était pas apte au transfert des dessins papillaires. Les détails sur ces causes exceptionnelles se trouvent dans n'importe quel manuel de dactyloscopie. »

On peut, parfois, s'étonner de ce que les empreintes digitales ne conduisent pas plus souvent à l'identification des auteurs de crimes ou de délits. Il y a lieu de remarquer qu'en France nous ne possédons que trois laboratoires de recherches : à Paris (confondu avec le Service de l'Identité judiciaire), à Lyon, à Marseille. Le rayon d'action de ces laboratoires est forcément limité. Il existe dans quelques villes des services d'anthropométrie qui possèdent une section de dactyloscopie, par exemple, à Lille, à Grenoble, à Saint-Etienne. Les agents de ces services ont une compétence territoriale extrêmement limitée. Il faut dire que nombre de commissaires de police prélèvent aussi les empreintes digitales à la suite de certaines infractions graves, il en est de même des commissaires et inspecteurs des brigades mobiles. Toutefois, il ne s'agit pas d'opérations pratiquées systématiquement, si bien que, dans un nombre important de vols, aucune recherche d'empreintes n'est effectuée. D'autre part, bien que la pratique du relevé des empreintes digitales soit connue depuis assez longtemps en France et que l'on sache toutes les possibilités d'identification des coupables qu'elle porte en elle, cette pratique ne reçoit pas tous les soins désirables. Trop souvent, les empreintes ne sont plus discernables parce que les opérateurs des services d'anthropométrie ou des laboratoires de police arrivent trop tard sur les lieux de l'infraction ; ils sont malheureusement prévenus tardivement et, malgré toute la diligence dont ils peuvent faire preuve, ils ne parviennent sur les lieux qu'après de longues heures. Ce retard est aggravé du fait que les agents des services en question ne disposent point de moyens de locomotion suffisamment rapides. A Paris, une automobile est à la disposition du Service de l'Identité Judiciaire, mais, si l'on considère la superficie de Paris et de la région parisienne, on voit combien cette voiture automobile est insuffisante ; à Marseille, un side-car est au service du Laboratoire de Police technique et il est

manifeste que ce véhicule n'est pas susceptible de rendre des services satisfaisants ; à Lyon, aucun moyen spécial de transport n'est prévu ! Les opérateurs du Laboratoire doivent circuler à pied ou en tramway, ce qui serait risible si ce n'était indigne d'un grand Laboratoire qui rend chaque jour d'éminents services à la justice.

De plus, les empreintes digitales les plus utiles sont souvent celles que l'œil peu exercé des non spécialistes ne voit point, c'est-à-dire les empreintes latentes. Au cours des constatations faites, soit par les gendarmes, soit par les inspecteurs de police, ces empreintes sont détruites parce que les enquêteurs ignorants ou maladroits manipulent sans soin les objets ou les meubles qu'ils rencontrent sur les lieux du constat. Lorsqu'ensuite, plus tard, parfois une semaine après, viennent les techniciens du Laboratoire de Police ou les spécialistes d'un service d'anthropométrie, les traces utiles, les empreintes digitales révélatrices de l'identité du coupable ont disparu, sont brouillées ou détruites, en tout cas, généralement indiscernables.

Les exemples de tels errements sont malheureusement nombreux ; ils expliquent bien souvent, pour ne pas dire toujours, l'inutilité des efforts des techniciens des laboratoires de recherches. Il ne faut donc pas dire que les laboratoires ne sont pas susceptibles de tirer tout le parti désirable des empreintes digitales laissées par les criminels ; ils pourraient le faire si, d'une part, ils étaient alertés sans délai, et si, d'autre part, les enquêteurs de la première heure étaient instruits des précautions à prendre lorsqu'ils sont sur les lieux d'une infraction. Je citerai un exemple typique et récent qui montre que, dans les services de police où l'on pratique le relevé des empreintes digitales, on ne connaît pas assez la nature de ces indices, et que cette méconnaissance est susceptible d'enlever, dans certains cas, à l'enquête, à l'information, et dans la suite, aux juges des juridictions de jugement, des éléments précieux de la **preuve** nécessaire pour confondre en toute certitude le coupable.

OBSERVATION IV

Dans la nuit du dimanche 15 mars au lundi 16 mars 1931,

une personnalité de Rennes, le docteur H..., était victime d'un vol important, par emploi de fausses clefs et avec effractions intérieures. Le vol fut perpétré entre 21 heures et 23 heures, pendant que le docteur H... et sa femme étaient à une soirée où se trouvait aussi le commissaire de police. Peu après 23 heures, le docteur et sa femme regagnaient leur appartement, 8, rue Edith-Cavell, et ils avaient la désagréable surprise de trouver leur porte entr'ouverte et de constater que les meubles avaient été fracturés : des vêtements, des bijoux, des titres avaient disparu. Bien vite, le docteur H... prévenait le commissaire de police et bientôt celui-ci, que le docteur H... avait quitté quelques instants auparavant, arrivait sur les lieux avec un inspecteur. Mais, instruits du vol dont avait été victime le docteur H..., ses amis suivaient le commissaire, pénétraient dans l'appartement et collaboraient aux recherches avec un zèle fort louable. Au bout d'un moment, alors que, dans l'esprit du commissaire de police, des soupçons prenaient corps, une armée de policiers bénévoles cherchait, retournait, furetait pour découvrir des traces de pas, de doigts, de bougie. Enfin le commissaire prenait congé, les amis s'en allaient à leur tour. Le lendemain matin, des agents du commissariat de police se présentaient au docteur H... : ils venaient prélever les empreintes digitales que les voleurs avaient pu laisser sur les meubles fracturés, sur les objets touchés ! On peut imaginer le peu d'utilité de cette opération, après qu'une douzaine de mains avaient saisi objets et meubles. Effectivement, les agents révélèrent et relevèrent d'admirables empreintes digitales ; le contraire eût été étonnant. Les empreintes n'étaient pas celles des voleurs, mais bien celles des amis dévoués du docteur H...

CHAPITRE II

La dactyloscopie comme procédé d'identification des récidivistes. — Comparaison avec l'anthropométrie, le portrait parlé.

Dans une étude de la dactyloscopie, on ne peut négliger de traiter de l'utilisation de ce procédé en vue de l'identification des récidivistes, d'autant moins que, dans l'ordre chronologique, ce fut sa fin première.

1. — Les récidivistes constituent une classe de délinquants particulièrement dangereux contre lesquels la société a le devoir de se défendre énergiquement. Le récidiviste est l'individu qui commet une infraction après un jugement définitif d'un tribunal français qui l'a condamné pour une autre infraction ; pour lui se pose donc un problème de responsabilité et un problème de pénalité. La récidive dénote de la part de l'agent la persistance de volonté d'enfreindre la loi pénale et démontre l'insuffisance relative du premier avertissement pour le corriger. Elle établit donc chez le délinquant une culpabilité spéciale qui motive une aggravation de peine pour le délit commis en état de récidive. Dans l'ancienne France, pour les vagabonds, les gens sans aveu, les repris de justice, la législation prononçait des peines plus rigoureuses. Les déclarations des 8 janvier et 12 mars 1719 (qui furent rétractées par la déclaration du 5 juillet 1722), ordonnaient la transportation de ces délinquants aux colonies dans le cas où ils auraient été condamnés à la peine des galères. La loi du 22 juillet 1791 prévoyait des récidives spéciales en matière de délit de police municipale ou de police correctionnelle ; la peine était généralement doublée ou passait d'une catégorie dans une autre. Le Code pénal de 1791 prévoyait pour les crimes l'application du transfert à vie du condamné à l'expiration de sa peine. Une loi du 23 Floréal an X modifia ce système de transportation.

Le Code pénal de 1810 considère la récidive comme devant entraîner une aggravation de la peine de la dernière infraction. La loi du 27 mai 1885 organise contre certains récidivistes, les plus dangereux, la peine de la relégation qui se combine avec le système de répression du Code pénal ou réprime des récidives dont la législation de 1810 ne s'était pas occupée ; enfin, la loi du 26 mars 1891 remanie le système du Code pénal et de la loi du 13 mai 1863 en ce qui concerne la récidive correctionnelle.

De l'aperçu des moyens employés par nos législations successives ressort que la récidive a pour conséquence, d'une part, une aggravation de peine, d'autre part, une mesure d'élimination. Aussi, la justice doit-elle s'efforcer de s'assurer que le criminel qui lui est déféré se trouve ou non en état de récidive, alors que les délinquants ont toujours tâché de dissimuler leur identité pour éviter l'application des lois rigoureuses de la récidive. Le premier moyen d'identification fut l'entaille pratiquée aux oreilles des criminels, puis la marque au fer rouge sur l'épaule, qui fut abolie par la loi des 26 et 27 septembre, 30 décembre 1791, puis rétablie pour les récidivistes de crime à crime par la loi du 23 Floréal an X. Ce procédé barbare fut définitivement supprimé en 1832. C'est alors que, dans les prisons, fut institué un curieux mode d'identification des récidivistes. Dans chaque prison du royaume, il y avait une salle appelée la morgue où était exposé l'individu soupçonné de récidive ; devant lui défilaient gardiens de prison, policiers, détenus, à qui l'on demandait de déclarer s'ils le reconnaissaient et de dire dans quelle prison et à quelle date ils l'avaient rencontré ; une somme de dix francs était versée à celui qui reconnaissait le récidiviste. Cette pratique, aux résultats fort aléatoires, donna lieu à des collusions entre détenus et gardiens qui se partageaient quelquefois la somme de dix francs.

2. — Bertillon, commis expéditionnaire à la Préfecture de Police à Paris, frappé de l'insuffisance et de l'insécurité du système de la morgue, proposa au Préfet de Police un moyen nouveau de reconnaissance basé sur des mensurations anthropométriques. Appliqué officieusement à Paris en 1879, ce

moyen n'entra dans la pratique officielle qu'à partir de 1888. La méthode de Bertillon est basée sur trois principes : la fixité des dimensions du squelette à partir de l'âge de vingt ans, l'extrême variété et la diversité de ces dimensions, la facilité et la précision avec lesquelles certaines dimensions du squelette peuvent être mesurées sur le vivant. Les mensurations choisies par Bertillon étaient les suivantes : 1° pour l'ensemble du corps : la taille, l'envergure, la hauteur du buste ; 2° pour la tête : la longueur, la largeur, le diamètre bizygomatique, la longueur et la largeur de l'oreille droite ; 3° pour les membres : la longueur du pied gauche, du médius gauche, de l'auriculaire gauche, de la coudée gauche. Mais bientôt, la mensuration de la largeur de l'oreille droite était abandonnée et, il y a quelques années, les mesures de l'envergure, de la hauteur du buste et de la longueur de l'auriculaire gauche suivaient le même sort. Ces dimensions sont prises au moyen du compas de Broca, du grand pied et du petit pied à glissière. L'ensemble des mesures prises était consigné sur une fiche, que venaient compléter d'autres renseignements, ainsi que je l'expliquerai plus loin. Les fiches ainsi dressées étaient classées suivant le principe de Quételet, c'est-à-dire suivant une répartition tripartite avec subdivisions ; les fiches étaient donc réparties, par exemple, pour les mensurations de longueurs : en petites, moyennes, grandes. Les chiffres limites étaient la règle, aussi étaient-ils fixés empiriquement, de façon à avoir une péréquation aussi exacte que possible. Chaque classement (petite, moyenne, grande) des fiches était divisé en trois groupes verticaux suivant la longueur de la tête et chacun de ceux-ci était subdivisé en trois groupes horizontaux suivant la largeur de la tête. Les groupes horizontaux étaient divisés en trois piles verticales de tiroirs correspondant à un classement par longueur du médius et, dans chaque pile de tiroirs, les fiches sont rangées suivant la longueur de la coudée ; dans chaque tiroir, on répartit les fiches suivant le diamètre bizygomatique en constituant trois paquets (petit, moyen, grand) et enfin ces paquets (soit environ 400 fiches) sont subdivisés suivant la classification dactyloscopique réduite de Bertillon. Chaque

paquet de 400 fiches est donc subdivisé en 32 paquets de 12 à 13 fiches qui, finalement, sont classées en se basant sur la couleur de l'iris gauche et sur les marques particulières. Etant donné le nombre élevé de mesures à effectuer, le nombre de chances d'erreurs est très grand, aussi Bertillon a-t-il dressé un tableau des tolérances.

3. — La méthode Bertillon est incontestablement une excellente méthode de classement ; c'est à juste titre qu'elle a fait la gloire de son auteur, mais elle n'est pas sans présenter de très gros inconvénients : elle nécessite une instrumentation onéreuse, elle comporte de très nombreux cas limites exposant ainsi à de multiples erreurs et surtout elle n'est pas applicable aux mineurs ; or, la criminalité la plus dangereuse est la criminalité juvénile. Ce sont les mineurs qui sont les futurs récidivistes. Il faut ajouter que la méthode n'est guère applicable aux femmes et qu'enfin elle est complètement inopérante lorsqu'on ne possède pas l'individu à identifier, car le criminel ne laisse pas sur les lieux de l'infraction la série des longueurs osseuses qui servent de base au système de classement. On pourrait noter un dernier inconvénient, c'est la minutie des mesures à faire et la nécessité de n'employer pour les pratiquer que des spécialistes ; or, il ne semble pas que les gardiens de prison soient toujours aptes à ces opérations.

4. — On vient de voir que le signalement anthropométrique nécessite la détention de l'individu. Le signalement descriptif permet d'individualiser parfaitement une personne alors qu'elle n'est pas sous la main de la justice. Il peut être utilisé soit comme signe de la récidive, soit comme moyen d'identification à distance par les agents chargés de la surveillance ou de la filature. Le signalement descriptif se présente sous la forme de deux techniques : la photographie signalétique et le portrait parlé. La photographie signalétique est pratiquée dans les laboratoires de police et dans les services d'identité judiciaire avec des appareils spéciaux, dont les meilleurs sont dus à Bertillon en France et à Ellero en Italie. On photographie le détenu de face et de profil et actuellement à Paris de trois quarts, sur des plaques 9 x 13. Les photographies ainsi obtenues,

lorsqu'elles doivent être utilisées, ne sont pas seulement examinées au point de vue de la ressemblance générale avec le sujet à identifier, elles sont « disséquées » pour y retrouver les caractères fixes.

Le portrait parlé est la description précise des divers traits d'une personne considérée sous une série de rapports successifs. Bertillon a imaginé un procédé de description systématique qui est absolument parfait et qui est le seul usité dans les services d'identité et dans les laboratoires. Le relevé des caractères morphologiques est pratiqué par l'examen successif du profil et de la face de l'individu à décrire. Ces caractères sont donc groupés en deux sections et sont envisagés aux deux points de vue de la forme et des dimensions.

Le front : on considère successivement les arcades, puis l'inclinaison, la hauteur, la largeur du front et les particularités.

Le nez : on considère sa racine, son dos, sa base, sa hauteur, sa saillie, sa largeur et ses particularités.

L'oreille : L'oreille droite est la seule considérée, sauf en cas d'amputation, où l'oreille gauche est alors décrite. On note sa bordure qui se décompose elle-même en trois parties (bordure originelle, bordure supérieure, bordure postérieure), avec ses particularités nombreuses et la nodosité darwinienne au petit point dur à la limite des bordures supérieure et postérieure, plus facilement perceptible au toucher qu'à la vue ; le lobe (son contour, son adhérence à la joue, son modelé, sa hauteur) ; les particularités du lobe, son inclinaison, sa torsion ; l'antitragus, c'est-à-dire la saillie située au bas de la conque ou orifice de l'oreille, au-dessus du lobe (son inclinaison, son profil, son renversement et son volume) ; le tragus, saillie placée en avant de la conque, un peu plus haut que l'antitragus ; le pli qui est la saillie courbe placée entre la conque en avant et la bordure en arrière (pli supérieur et pli inférieur) ; la forme générale (triangulaire, rectangulaire, ovale ou ronde) ; l'écartement de l'oreille ; la conque ou orifice de l'oreille ; l'insertion de l'oreille.

Les lèvres : on considère la hauteur naso-labiale ; leur proé-

minence ; leur bordure ; leur épaisseur ; leurs particularités.

La bouche : on note ses dimensions et ses particularités.

Le menton : on note son inclinaison, sa hauteur, sa largeur et ses particularités (plat, à houppe, à fossettes, allongé, bilobé, à sillon sus-mentonnier).

Le contour de profil : il est étudié en distinguant le profil fronto-nasal et le profil naso-bucal en considérant et en notant la hauteur du crâne, mesurée du trou auditif au sommet du crâne.

Le contour de la face : on note les têtes en toupie, en losange, en pyramide, biconcaves, asymétriques, carrées.

Les sourcils : on considère leur emplacement, leur direction, leur forme et leurs dimensions.

Les paupières : sont considérées du point de vue de leur ouverture horizontale ou verticale et de leurs particularités.

Les globes, orbites et interoculaire.

Les rides : on distingue les rides frontales, intersourcilières, diverses. Les rides ont peu de valeur, parce qu'elles varient avec l'état graisseux du sujet et, à partir de cinquante ans, elles n'ont plus d'intérêt ; elles ne doivent être notées que si elles sont permanentes et très nettes.

L'expression : on note si l'expression du visage est grimaçante, énergique, souriante ou à l'aspect crétinoïde.

La corpulence : on considère le cou (court, long, mince ou gros) ; la carrure.

L'attitude, l'allure et le langage : on considère le port de tête, le degré de rondeur du dos, la position habituelle des mains et des bras ; l'allure qui comprend la démarche, la gesticulation, le fait d'être gaucher ; le regard, les tics et la mimique ; l'habitude de se ronger les ongles ; l'habitude de chiquer ; la voix avec ses défauts de prononciation, tels que bégaiement, bredouillement, zézaïement, chuintement, son timbre et son accent (provincial, étranger).

Cette description systématique est traduite sur les fiches qui sont dressées pour chaque individu au moyen d'une écriture conventionnelle, dont j'indique un exemple pour la description du front : front, fr ; oblique, b ; intermédiaire, i ; vertical, vr ;

proéminent, prmt; sinus, sinus; bosse frontale, bs f. Le portrait parlé est complété par la notation chromatique concernant les yeux, les cheveux, la moustache (et non la barbe). Pour indiquer la couleur des yeux, on note la nuance de l'iris gauche en distinguant une zone externe et une zone interne et en classant les yeux en sept catégories désignées par les chiffres de 1 à 7.

5. — A l'ensemble de ces caractères morphologiques, A. Bertillon a ajouté la description des marques particulières qui permettent la reconnaissance des récidivistes. Il n'est pas un individu qui ne diffère de tous les autres hommes, non seulement par les traits de son visage, mais encore par un grand nombre de petits points de détails. Pour affirmer l'identité d'un individu, Bertillon a retrouvé parmi les nombreux signes ceux qui présentent le double caractère d'être à peu près immuables et d'être suffisamment spéciaux pour pouvoir admettre que nul autre n'en soit porteur au même point et au même degré. Ces marques particulières sont : les tatouages, les diverses cicatrices et les *noëvi* (ou grains de beauté). La description des marques particulières est faite par l'indication de la nature de cette marque, par la description de sa forme, par l'expression de ses dimensions en centimètres et par l'indication de la direction principale de la marque. Enfin, la marque est localisée sur la partie du corps où elle se trouve et déterminée en position par rapport à un point de repère tel que la racine du nez, des sourcils, de l'angle interne ou externe des paupières, du larynx, du téton gauche ou droit, de l'ombilic, de la pointe de l'épaule, du cubital, du poignet, du carpe, de la colonne vertébrale, de la septième vertèbre, de la pointe des omoplates, etc... Sur la fiche signalétique où sont recueillies ces indications, les marques particulières sont réparties entre six régions : 1° le membre supérieur gauche ; 2° le membre supérieur droit ; 3° la tête et le cou ; 4° la poitrine et l'abdomen ; 5° la nuque et le dos ; 6° les membres inférieurs. Les indications des marques particulières sont rédigées à l'aide d'abréviations qui sont des lettres de l'alphabet latin, grec, des chiffres ou des signes spéciaux.

6. — L'exposé de la méthode anthropométrique et du système appelé « portrait parlé » révèle tous les avantages de ces procédés d'identification en vue de dépister les récidivistes. Mais j'ai indiqué les très gros inconvénients qui, pratiquement, ont rendu l'usage de l'anthropométrie difficile, en particulier, pour le personnel trop peu instruit qui a charge d'établir les fiches anthropométriques. Il m'a été donné d'examiner un très grand nombre de fiches individuelles établies soit dans les prisons, par le garde préposé à ce service, soit par des gendarmes; beaucoup de ces fiches sont illisibles parce que mal rédigées : les abréviations ne sont pas correctement tracées, la description des signes particuliers est insuffisante, équivoque, les mensurations représentées par des chiffres faux.

7. — Le moyen excellent et très simple pour établir sans difficulté et sans erreur l'identité d'un individu qui est sous la main de la justice ou qui est recherché est indiscutablement la dactyloscopie. Peu à peu, elle devait prendre la place de l'anthropométrie pour l'administration de la preuve de l'état de récidive. Aujourd'hui, dans notre grand service d'identité judiciaire, à Paris, dans les laboratoires de police technique de Lyon et de Marseille, dans tous les grands services d'identité et de recherches criminelles du monde, la fiche dactyloscopique s'est substituée à la fiche anthropométrique. Depuis 1925, à Paris, on reprend le classement des fiches conservées aux sommiers judiciaires pour les classer par formules dactyloscopiques et toutes les fiches nouvelles sont désormais ainsi classées. Mais la fiche anthropométrique établie par Bertillon conserve sa valeur incontestable ; rédigée à l'aide d'un langage conventionnel, elle est lisible dans tous les pays. Aussi, la fiche dactyloscopique a été dotée, non seulement des images d'empreintes digitales, mais encore des indications métriques essentielles contenues dans la fiche de Bertillon ; de plus, sur la fiche dactyloscopique, on appose la photographie (face et profil ou de trois-quarts) pour permettre l'établissement du portrait parlé (signes particuliers). Ainsi donc, les services d'identité possèdent une fiche dactyloscopique, classée dans les fichiers suivant la formule dactyloscopique de l'individu pour qui la

fiche est établie, fiche qui contient en plus les renseignements essentiels de la fiche Bertillon. Le classement dactyloscopique élimine toute chance d'erreur, évite les cas limites si nombreux avec le classement anthropométrique, le relevé des empreintes est extrêmement simple, ne nécessitant pas un personnel spécialisé ; il est applicable aux femmes comme aux hommes et aux mineurs, ce qui est d'un très haut intérêt. Les notations anthropologiques essentielles (taille, envergure) peuvent être facilement prises ; seul le signalement descriptif reste imprécis dans beaucoup de cas, mais il a une trop grande valeur, surtout au point de vue international, pour être éliminé. La reconnaissance peut donc toujours être facilement faite par les techniciens des laboratoires de police.

CHAPITRE III

Les empreintes palmaires. — Technique.

I. — Si, bien souvent, sur les lieux du crime, on rencontre des empreintes digitales fragmentaires, on rencontre aussi des empreintes palmaires. Ces empreintes donnent lieu à des identifications faciles et souvent brillantes, à cause de l'étendue des traces et de l'abondance des repères. Ces empreintes palmaires se trouvent généralement laissées par les coupables, dans les mêmes conditions que les empreintes digitales, c'est-à-dire sur les objets appréhendés ou effleurés ; elles peuvent se retrouver soit sur des amas de boue, soit sous la forme d'empreintes sanglantes (1).

II. Technique. — L'identification se fait par le repérage des points caractéristiques, exactement comme pour les empreintes digitales. Fréquemment, on cote plus de 100 points et, si on veut repérer les pores, le chiffre des cotes peut alors dépasser 1.000. Il peut arriver que les empreintes palmaires soient tout aussi fragmentaires que les empreintes digitales ; ces cas se rencontrent dans les empreintes palmaires sanglantes ou dans celles laissées sur la boue. L'identification par le repérage des points caractéristiques devient très difficile, parfois impossible. J'indiquerai au chapitre V une méthode d'identification dont je suis l'auteur et je citerai un cas d'application pratique tout récent.

OBSERVATION I (2)

Le chef de la gendarmerie à pied, Joseph Gerstadt, de Klettwitz, du district de Calau (Allemagne), était alerté le 10 novembre 1929, vers 21 heures, par Gottlieb Muschter, ouvrier ardoisier. Celui-ci déclarait que, vers 19 heures, le même jour, il avait été victime d'un vol avec effraction. Les économies de sa fille, Anna Muschter, âgée de vingt-huit ans, avaient été

(1) Le drame de Vals-les-Bains (Ardèche).

(2) *Kriminalistische Monatshefte*, février 1931. Heft 2, pp. 38 et s.

volées, soit une somme de 850 Reichsmark. Le chef de la gendarmerie se transporta immédiatement dans la maison où le vol avait été commis : une vitre d'une fenêtre de l'étage supérieur avait été brisée, la fenêtre ouverte, la voleur était entré dans la chambre et y avait fracturé le tiroir d'une commode au moyen d'une barre de fer. Le chef de la gendarmerie ne put faire d'autres constatations, car il n'y avait pas une lumière suffisante dans l'appartement ; il ferma la porte de la chambre à clef, garda la clef sur lui et revint le lendemain rechercher, à la lumière du jour, les traces et empreintes laissées par le voleur. Les traces de pas relevées sur le plancher étaient insuffisamment nettes ; les empreintes digitales, nombreuses, étaient assez mêlées et, par conséquent, presque illisibles. Cependant, il fut possible au chef de la gendarmerie de retrouver sur le plateau de la commode fracturée une empreinte palmaire absolument nette. Un des fils de la victime du vol fut soupçonné ; il fournit un alibi qui, au cours de l'enquête se révéla sinon faux, du moins insuffisant. Mais l'empreinte palmaire, envoyée à Berlin au service d'identification, montra que cette empreinte n'était pas celle provenant de la main du fils de la victime, Otto Muschter. Les soupçons se portèrent plus tard sur un camarade de O. M., le nommé Wihnalek. Celui-ci avait été arrêté comme l'auteur présumé de vols commis à Regis-Breitingen au cours du mois de janvier 1930. La gendarmerie pensa qu'il pouvait être aussi l'auteur du vol commis en novembre 1929 chez Muschter. Il était alors à la prison d'Altenburg ; ses empreintes digitales et palmaires furent relevées et adressées, pour comparaison, au service berlinois d'identification. L'expertise effectuée par ce service conclut que l'empreinte palmaire de Wihnalek était identique à celle retrouvée sur la tablette de la commode fracturée dans l'appartement de Muschter. W..., après avoir nié ce vol, devant les charges et les preuves portées contre lui, avoua, mais essaya de dégager la responsabilité de son camarade Otto Muschter. Il fut cependant prouvé, au cours de l'information, que W... n'aurait pu connaître l'existence des économies d'Anna Muschter et le lieu

où elles étaient cachées si Otto Muschter ne le lui avait pas divulgué. La comparaison des empreintes palmaires avait donc permis de confondre le coupable et d'atteindre le complice.

Au cours de l'audience, devant le tribunal, à Senftenberg, le 16 octobre 1930, Wihnalek fut condamné à un an de réclusion pour vol avec effraction. Otto Muschter persista à nier, déposa même une plainte contre sa sœur ; il fut cependant condamné à un an et six mois de réclusion avec privation de ses droits civiques pendant cinq ans. L'un et l'autre n'usèrent d'aucune voie de recours, acceptant purement et simplement le jugement rendu contre eux.

L'intérêt que présente la constatation des empreintes palmaires ressort encore de l'extrait d'un rapport d'expertise rédigé par M. le Chef du Service d'identité judiciaire de Damas.

OBSERVATION II

« L'an 1930 et le 9 août, nous, Nazha Khabil, chef du Service de l'identité judiciaire de Damas, avons été avisé qu'un vol avait été commis dans le domicile du nommé Izzat ben Zeki El Aama (quartier Sarouja); nous nous sommes rendu immédiatement sur les lieux où nous avons procédé à des recherches à l'effet de recueillir tous indices utiles.

« Nous avons pu trouver sur le dos d'une caisse une empreinte palmaire (de main) presque complète. Cette caisse fut saisie et transportée avec les précautions nécessaires dans notre laboratoire où nous avons coloré à la céruse l'empreinte en question et l'avons relevée en la photographiant (grandeur naturelle). Ceci fait et les recherches dans notre collection effectuées aux fins de reconnaître l'auteur de cette empreinte sont restées vagues.

« Nous avons étudié et retenu la forme générale et quelques points caractéristiques de l'empreinte en question et l'avons classée en instance pour être recherchée par la suite.

« Ce n'est que le 29 septembre dernier que l'agent chargé de prendre les empreintes des individus arrêtés nous a remis les empreintes digitales et palmaires du nommé Fehmi Said el Rahabi, de Damas ; en les examinant, l'empreinte palmaire

de sa main gauche nous a rappelé la même forme générale et quelques points caractéristiques de l'empreinte palmaire relevés dans le vol précité.

« Assuré de leur identité, nous avons procédé à la comparaison détaillée de l'empreinte relevée sur le dos de la caisse que nous appellerons A et de l'empreinte palmaire de la main gauche du nommé Fehmi el Rahabi que nous appellerons B.

« Comparaison détaillée des empreintes A et B.

« Nous les avons photographiées toutes deux avec agrandissement linéaire de 3 1/2...

« La forme générale, c'est-à-dire la direction des lignes, quelques sillons et vides visibles en A correspondent exactement à ceux de l'empreinte B.

.....
« Total des coïncidences dans les trois régions de A et B :
 $47 + 92 + 54 = 193$.

« Nous en concluons que l'empreinte A relevée sur le dos de la caisse fracturée est bien celle de la main gauche du nommé Fehmi el Rahabi, de Damas.

« Fait à Damas le 29 septembre 1930.

« Le Chef du Service de l'identité judiciaire de Damas,

« Signé : NAZHA KHABIL. »

CHAPITRE IV

Les pores. — La poroscopie

J'ai dit que les empreintes trouvées sur le terrain de l'infraction sont en général fragmentaires. Il peut arriver qu'elles soient si peu étendues que le nombre de repères nécessaires pour donner la certitude d'une identification ne se rencontre pas. Il existe un moyen de parer à cette déficience par l'examen et la comparaison des orifices sudoripares.

I. Les pores, ou orifices des glandes sudoripares, laissent, dans un grand nombre d'empreintes papillaires, des traces sous forme de points blancs piquetant le tracé de la crête. Ces pores présentent les mêmes qualités que l'empreinte papillaire dans son ensemble : ils sont immuables, non modifiables, ni pathologiquement, ni par la volonté du sujet. De plus, le pore, et l'expérience l'a établi, ne se modifie pas selon son mode de contact avec l'objet porteur de l'image.

Les pores, immuables chez un même sujet, sont suffisamment variables d'un sujet à l'autre pour constituer un caractère utile de l'identité. Les pores, en effet, varient extrêmement de forme, de dimension, de situation, de nombre.

1° *La forme des pores.* — Pour l'étudier, on examine l'empreinte non colorée au microscope (1). On voit alors que les pores sont, en général, elliptiques ou ovalaires, mais ils peuvent être ogivaux, circulaires, en forme de triangles curvilignes très variés.

2° *Pour un même sujet, la dimension des pores est extrêmement irrégulière.* — Le diamètre varie de 80 à 250 millièmes de millimètre. En général, on observe que les pores serrés sont petits, quoique cette règle n'ait rien d'absolu. On constate qu'ils sont bien moindres chez les femmes, ce que l'on pouvait

(1) Ou après coloration à la céruse, l'image transférée sur une surface gélatinée; voir mon procédé signalé dans la R. I. C. n° 2, février 1931.

prévoir par le fait que leurs crêtes papillaires ont une largeur réduite.

3° *Position des pores.* — Leur position est infiniment variable.

4° *Le nombre des pores.* — Ce nombre varie du simple au double pour une unité de longueur donnée. Notons que les chiffres normaux oscillent entre 9 et 18 pores par centimètre.

De ce rapide aperçu des caractères présentés par les pores, c'est-à-dire de leur immutabilité, de leur pérennité et de leur variété, on se rend aisément compte que les orifices sudoripares constituent un signe d'identité de premier ordre.

II. — La Poroscopie, qui est l'examen et la comparaison des pores de l'empreinte criminelle et de l'empreinte expérimentale, permet d'utiliser des fractions d'empreintes de quelques millimètres carrés. Et, dans les cas où le seul repérage des points caractéristiques est insuffisant, la poroscopie permet d'être *nettement affirmatif* sur la question d'identité. Cette méthode est difficile et pénible à utiliser sur les traces originales ; elle se pratique à l'aide de forts agrandissements photographiques.

OBSERVATION I

Le 13 janvier 1913, un vol avec effraction est commis chez M. Granet, 6, rue Neuve, à Lyon ; sur une vitre brisée, on découvre des empreintes digitales qui sont identifiées avec les index, médus et annulaire gauches du nommé Dorey, déjà plusieurs fois condamné pour vol. Deux empreintes offrent respectivement 21 et 16 points caractéristiques, les autres sont extrêmement fragmentaires. Mais il y a des pores nombreux et très nets. L'affaire est portée, le 7 juillet 1913, devant les assises du Rhône. Bien qu'il n'y eut aucune autre charge contre l'accusé, le jury, sur les conclusions de l'expert et après examen des agrandissements photographiques, apporte un verdict affirmatif. Dorey est condamné à cinq ans de réclusion et à la relégation.

OBSERVATION II

Un vol fut commis en 1922 dans la région de Privas ; une

vitre a été brisée, sur laquelle se trouvent de nombreuses empreintes étendues et fragmentaires. Des pores parfaitement nets permettent de confirmer, avec une évidence absolue, l'identification dactyloscopique.

OBSERVATION III

Germaine Tavernier, son frère et sa mère avaient été inculpés de parricide et d'uxoricide. L'examen d'une bouteille avait révélé une empreinte digitale fragmentaire que l'on avait identifiée avec le médius droit de Germaine Tavernier, mais devant l'importance de l'affaire, le juge d'instruction de Bonneville demanda un complément de preuve. L'examen poroscopique pratiqué en février 1931 permit de relever 97 pores semblables sur l'empreinte incriminée et sur le médius droit de Germaine Tavernier. Germaine Tavernier a avoué.

CHAPITRE V

Les plis de flexion de la main. — Technique.

I. — Les magistrats, les policiers connaissent la valeur identificatrice des empreintes digitales et palmaires. Malheureusement, dans les affaires criminelles, on ne rencontre guère de belles empreintes palmaires, ou, lorsqu'on en découvre, souvent elles sont fragmentaires ou en partie traînées. Après les crimes crapuleux, par contre, on retrouve parfois des empreintes palmaires sanglantes ou laissées dans la boue, de telle sorte qu'elles sont très visibles, nettes, généralement à grande surface, mais peu « lisibles » pour le dactyloscope qui recherche ce que nous appelons les « points caractéristiques ». Donc, ou bien on ne rencontre pas d'empreinte palmaire, ou bien on en recueille, mais elles sont illisibles. Devant ces difficultés, et en vue de permettre l'utilisation des empreintes palmaires sanglantes ou boueuses, j'ai étudié l'empreinte, non plus en considération des points caractéristiques, mais en considération des plis de flexion.

1. — J'ai eu à ma disposition les empreintes palmaires de 156 personnes (Français, Chiliens, Roumains, Suédois, Finlandais, Allemands, Russes, Chinois, Arabes) sur lesquelles j'ai examiné les plis de flexion, appelés communément « lignes de la main ». Les plis de flexion ne possèdent pas de crêtes papillaires, ainsi que le montrent les examens au microscope. Et, pourtant, ces régions, nues de toute ligne de crêtes, ont les mêmes caractères que les crêtes papillaires, en particulier l'immutabilité et la diversité. Les plis de flexion, en effet, ne sont que des différenciations du tissu de la paume de la main. Cet espace, nu de toute crête papillaire, est dessiné, limité par les lignes de crêtes. Dire que les régions nues sont susceptibles de modifications, c'est donc affirmer en même temps que les régions à lignes de crêtes papillaires sont modifiables et que les dessins palmaires ne sont pas immuables ; or, le contraire, c'est-à-dire l'immutabilité, a été montré. Les séries d'empreintes

palmaires examinées par les dactyloscopes, les examens personnels auxquels j'ai procédé au Laboratoire de Police technique de Lyon, sous la direction du docteur Edmond Locard, ont montré l'extrême diversité des dessins formés par les plis de flexion. Les plis de flexion sont donc caractéristiques de l'individu.

2. — Nous allons examiner comment, et dans quelle mesure, il est possible d'utiliser le caractère individualisant des plis de flexion dans l'identification.

Observons ce qui se passe lorsqu'on applique la région palmaire sur une couche de boue, ou lorsqu'une face palmaire ensanglantée est posée sur une surface quelconque. Dans la boue, des traits épais apparaissent en relief, correspondant aux plis de flexion ; sur la surface d'un objet (un mur, une tablette, une bouteille), la main ensanglantée laisse soit des traits de sang assez larges, plus foncés que le reste de l'empreinte, soit des traits blancs contrastant avec la coloration rouge du reste de l'empreinte. Si la main était ouverte au moment du contact avec le sang, ce liquide envahit les plis de flexion et s'y rassemble, et lorsque la main se posera sur un objet, elle laissera une empreinte qui sera plus fortement colorée au niveau des plis de flexion, ceux-ci contenant plus de sang : cette exagération de la coloration représente le tracé des plis de flexion. Si la main était peu ouverte au moment où le sang est entré en contact avec elle, les plis de flexion échappent parfois totalement à l'envahissement du sang, si bien que, lorsqu'ensuite cette main s'applique sur un objet, elle laisse une empreinte rouge à grande surface dans laquelle se dessinent, en blanc, des zones qui correspondent fidèlement aux plis de flexion.

3. — Il est un cas qui permet d'étudier une empreinte sanglante comportant à la fois des plis de flexion envahis par le sang et des plis échappant à cet envahissement : c'est le cas d'une main serrant la manche d'un marteau. Soit un individu qui, dans sa main droite, tient un marteau par le manche. Les plis de flexion du centre de la main sont complètement fermés, tandis que ceux des régions périphériques le sont incomplète-

ment. Si cet homme frappe avec son marteau une personne, faisant des blessures d'où le sang s'échappe, le manche du marteau s'inonde du sang de la victime; ce sang coule le long du manche, atteint la main, en macule la face palmaire; les plis de flexion centraux, fermés, ne sont pas envahis par le sang, les plis répartis à la périphérie le sont. Le meurtrier abandonne sa victime, lâche son marteau; dans un geste, il s'appuie contre un mur, ou sur la tablette d'une commode, d'un buffet, y appliquant sa main ensanglantée. Si on examine cette empreinte, on constate des lignes très foncées et des lignes blanches; les lignes foncées correspondent aux plis de flexion qui, ouverts au moment où le sang est entré en contact avec la paume de la main, ont joué le rôle de réceptacle du sang; les lignes blanches correspondent aux plis qui étaient fermés: au moment où le meurtrier a lâché son arme, les plis se sont ouverts et, en appliquant la face palmaire étalée de sa main sur l'objet, il a dessiné, par épargne, le contour des plis de flexion non maculés de sang.

Ainsi donc, dans la boue, les reliefs, dans les empreintes sanglantes, les traits foncés, les traits blancs, représentant fidèlement les plis de flexion.

II. Technique. — Il est aisé d'obtenir des images photographiques de ces empreintes. Sur l'image photographique, on trace des droites tangentes aux plis de flexion (traits boueux, sanglants ou blancs), ou des droites passant par les commencements et les fins de plis, et cela en nombres tels que bientôt des figures géométriques se construisent sur l'image photographique. Ces figures sont des triangles, plus généralement des polygones quelconques. Dans les cas où les crêtes papillaires sont discernables, en tant que *lignes* de crêtes, sans cependant permettre le repérage des points caractéristiques, on trace un cercle d'un rayon que l'on se donne, en choisissant comme centre un sommet de polygone, et l'on compte le nombre de lignes papillaires comprises dans ce cercle; on peut tracer plusieurs cercles, ayant respectivement pour centre chaque sommet du polygone, et compter les lignes comprises dans

chacun d'eux ; on peut encore tracer, autour de deux ou trois sommets, des cercles de rayons tels que ces cercles se coupent, délimitant ainsi des zones communes, et l'on dénombre les lignes papillaires comprises dans ces zones.

On procède de même à la photographie de la face palmaire de l'individu soupçonné, en veillant à ce que l'image photographique soit rigoureusement à la même échelle que celle de l'empreinte recueillie sur le terrain. Sur cette image, dans les mêmes conditions et de la même façon, on exécute des tracés comme il est dit plus haut. Deux cas peuvent alors se présenter :

1° On ne trouve pas de plis de flexion rendant possible le tracé des droites homologues à celles écrites sur l'image de l'empreinte incriminée. Dans ce cas, il est certain que les deux empreintes ne proviennent pas de la même main ;

2° Les plis de flexion permettent la construction d'un certain nombre de droites qui conduisent à des figures analogues à celles obtenues sur l'empreinte incriminée. On mesure à la règle millimétrée, sous la loupe binoculaire de Leitz, les côtés, les angles des deux figures à comparer. On compte les lignes de crêtes papillaires comprises dans les cercles. Si les chiffres de mesures obtenus de part et d'autre concordent, on peut dire, avec une probabilité extrêmement grande, que les deux empreintes ont été laissées par la même main et, si les chiffres de mesures diffèrent, il y a une probabilité extrêmement forte pour que ce ne soit pas la même main qui ait laissé les deux empreintes comparées. Dans ce cas, il y a lieu de procéder à un grand nombre de mesures, le degré de certitude croissant en fonction du nombre des mensurations faites. Il faut noter que l'empreinte incriminée est laissée par un homme vivant ; si on compare cette empreinte à celle relevée sur un cadavre peu après la mort, alors même que les deux empreintes proviendraient de la même main, on noterait une légère différence entre les chiffres de mesures. Ces différences affectent toutes les mesures et sont constantes : elles proviennent de la contraction musculaire consécutive à la mort.

J'ai eu l'occasion d'appliquer personnellement ma méthode à l'identification d'une empreinte palmaire ensanglantée

retrouvée sur la tapisserie de la chambre où s'était déroulé l'horrible drame de Vals-les-Bains (1). Le 20 octobre 1930, on trouvait dans cette chambre quatre cadavres : celui du mari, de la femme, des deux jeunes enfants. La mort semblait due à un traumatisme crânien ; le sang avait giclé partout sous la violence des coups portés ; on en trouvait sur les meubles, sur la tapisserie, au plafond même. Dans cette chambre, il ne fut pas possible de relever des traces autres que celles provenant des victimes. Cependant, sur la tapisserie, une empreinte palmaire ensanglantée apparaissait, fragmentaire, dans laquelle les crêtes papillaires étaient très imparfaitement discernables. Il s'agissait de rechercher si cette empreinte provenait de la main de l'une des victimes et, en particulier, du mari, Henri P..., ou d'une autre personne et, en particulier, du frère de Henri P..., Gaston P... En l'espèce, l'identification par le repérage des points caractéristiques était incertaine.

Par ma méthode, j'ai éliminé en toute certitude l'identité entre l'empreinte sanglante et la main du frère de la victime, Gaston P..., et je suis arrivé à une présomption (extrêmement forte) d'identité entre l'empreinte sanglante et celle du mari, présomption assise sur des probabilités très fortes.

Le procédé d'identification par les plis de flexion, que je viens de signaler, est d'un grand secours dans les cas où aucun repérage de points caractéristiques n'est possible. Il est basé sur des données biologiques et géométriques. Les termes de comparaison, c'est-à-dire les figures construites, doivent être aussi nombreux que possible, et toutes les opérations que comporte le procédé doivent être effectuées par le même expert, avec les mêmes instruments, car il est absolument nécessaire que les tracés, les mesures, les comptages soient réalisés dans des conditions identiques. Tous les tracés doivent être faits sur la planche à dessin, et à l'équerre, selon les techniques utilisées dans les constructions géométriques.

(1) Vals-les-Bains, station thermale du département de l'Ardèche.

CHAPITRE VI

Les traces de pas d'animaux, de dents, d'ongles, de vêtements d'effraction. — Techniques.

Le malfaiteur ne peut pas agir sans laisser des traces de son passage. Celles-ci sont extrêmement variées et il faut avoir présent à l'esprit que, dans chaque affaire criminelle, on en peut trouver différentes sortes. C'est ainsi qu'on peut trouver des empreintes de chaussures dans la poussière, dans le sang, dans l'humidité sur un sol dur, et quelquefois sous forme d'empreintes en creux dans la poussière, la neige, la terre molle. L'on rencontre aussi des traces de pieds nus. Ces traces laissent voir des empreintes de crêtes papillaires, qui sont utilisables dans les mêmes conditions que les crêtes papillaires des empreintes digitales.

I. Le pied. — L'empreinte du pied nu fournit en général des données intéressantes, en ce qui concerne le sexe et l'âge (dimensions moindres chez la femme et l'enfant) et aussi en ce qui concerne les habitudes professionnelles et ethniques (déformations par le port habituel de chaussures). De même, la forme de l'empreinte permet de se faire une idée assez précise de l'allure de l'être humain qui l'a produite.

II. Les chaussures. — 1. — Les traces de pieds chaussés sont cependant les plus fréquentes. Ces empreintes fournissent des données extrêmement intéressantes en ce qui concerne l'identification de l'individu qui les a produites et le nombre de personnes qui ont participé à l'infraction. C'est ainsi que le pied chaussé donne la pointure, d'où l'on peut tirer la longueur du pas, égale à la distance des deux empreintes de pieds.

2. — La longueur du pas est une caractéristique qui, d'une part, donne très approximativement la longueur des jambes et, mais beaucoup moins exactement, la taille ; et, d'autre part, elle peut être comparée avec les données d'empreintes expérimentales.

3. — Il faut remarquer l'importance grandissante des traces laissées par les semelles en caoutchouc, soit sur les parquets, soit sur les vitres. Ces semelles, après un certain usage, présentent des déformations tout à fait caractéristiques de la personne qui les porte. Au cours du mois de février 1930, j'ai eu à m'occuper de l'identification d'un voleur par la comparaison d'une trace de pieds chaussés (chaussures semelles dites « crêpes ») laissée sur un morceau de toile cirée et sur une partie plane d'un couvercle en tôle de machine à écrire. Cette empreinte montrait des points d'usure caractéristiques, soit à la semelle, soit au talon, et, en particulier, dans la région postérieure de celui-ci. De plus, la semelle était partagée par deux traits en forme de stries. Ces marques, apparentes sur la semelle, provenaient de l'usage régulier de la bicyclette par le porteur des chaussures. La pression exercée par l'individu sur les pédales de la bicyclette avait peu à peu laissé pénétrer les dentelures de la pédale dans la semelle « crêpe », si bien que, en plus des régions usées par la marche, se présentait une caractéristique nouvelle : les deux raies striées dont je viens de parler. Toutes ces marques étaient parfaitement discernables. Or, l'empreinte laissée sur les lieux du vol révélait des régions usées parfaitement identiques, en nombre, position et forme, à celles de la chaussure avec laquelle on la comparait. De plus, les stries caractéristiques dues à l'usage de la bicyclette se retrouvaient de façon frappante. La comparaison de l'empreinte trouvée sur les lieux du vol et de la semelle de la chaussure, au moyen de mensurations, manifestait de façon indubitable l'identité de l'empreinte et de la chaussure.

4. — Dans les escalades, on retrouve parfois des traces de chaussures sur les murs, sur les grilles ou sur les portes. Ce sont des érosions laissées par la pointe du soulier ou par les clous. En déterminant la hauteur des traces par rapport au sol et leur distance par rapport aux baies ou au sommet des portes ou des murs, on peut déduire de façon assez précise la taille du criminel.

5. — Les traces de pieds chaussés se retrouvent sur les par-

quets, les mosaïques, sur les chaises escaladées par le criminel, dans l'herbe des jardins ou des prés (foulage des herbes).

Technique. — Les empreintes de pas retrouvées dans la terre meuble, dans la boue, dans la terre gelée, sont recueillies par moulage.

Les moulages risquent toujours d'abîmer ou de détruire la trace ; on doit donc toujours, avant de procéder à un moulage, photographier la trace : la photographie pourra ainsi être utilisée au cours du procès. Et, lorsque le moulage est obtenu, il est prudent d'en tirer une épreuve galvanoplastique.

1. — Ainsi qu'en matière d'empreintes digitales, on procède par la comparaison entre l'empreinte de pied ou de chaussure avec le pied ou la chaussure de l'individu soupçonné. Il faut donc se procurer des empreintes de comparaison. Alors que les dessins digitaux ne varient pas chez le même individu, on remarquera que les chaussures qui ont produit les traces sont, en général, portées encore quelque temps, si bien qu'elles subissent des déformations susceptibles de les rendre méconnaissables. Il faudra obtenir la chaussure de comparaison en toute hâte. La comparaison se fera, soit avec les chaussures elles-mêmes, soit avec des photographies des chaussures, ou avec des moulages, et on repérera : 1° les dimensions, c'est-à-dire la longueur totale de la chaussure, la longueur du talon, la largeur maxima de la semelle, la largeur maxima du talon, la largeur du bord intérieur du talon, la flèche de la courbure intérieure du talon ; 2° les déformations imprimées par l'usage, telles que les usures latérales postérieures, etc. ; 3° le type, la position, les dimensions et le nombre des clous ; 4° les talonnettes ou les semelles de caoutchouc (crêpe, uskide, etc.), type, marque, usure ; 5° pour les traces d'espadrilles ou de chaussettes, on aura le détail du dessin.

2. — Je citerai, pour illustrer ces explications, le cas de l'incendiaire Petit qui, vers 1855, faillit être acquitté sur ses dénégations. Mais un des témoins fit observer à la Cour une particularité de l'empreinte qu'on avait prise du pas de l'incendiaire. Le moulage en plâtre marquait au milieu de la

plante du pied un petit vide. Petit dut se déchausser et reçut l'ordre d'appliquer son pied sur la moulure. Or, à l'endroit précis où se trouvait le vide, Petit avait sous la plante une verrue qui s'adaptait à merveille. L'incendiaire fut condamné à mort et exécuté à Rouen.

3. — L'examen et la comparaison des traces de pas permettent aussi de découvrir des simulations. C'est ainsi que, dans une affaire de vol avec escalade et effraction, le plaignant racontait que des inconnus avaient grimpé par la façade sur son balcon, brisé les vitres, pénétré dans son bureau et, enfin, avaient dérobé des documents importants. On découvrit sur le parquet des traces de pas avec talonnettes, qui erraient dans la chambre, gagnaient le balcon et en revenaient chargés de poussière pour traverser la chambre. Ces talonnettes étaient celles du plaignant. L'effraction était simulée (1).

III. Empreintes d'animaux. — A côté des empreintes humaines, on peut relever des empreintes d'animaux, par exemple des empreintes de singes, de chiens. Chacune de ces empreintes présente des caractères distinctifs. Les traces laissées par les chevaux, les bœufs, présentent des caractéristiques dues à l'usure du fer et l'utilisation de ces traces sera faite dans les mêmes conditions que l'utilisation des traces de chaussures chez l'homme.

On a vu des voleurs attacher sur leurs chaussures une seconde paire de souliers, en disposant le talon en avant ; ou bien fixer sous leurs bottines d'autres plus petites, mais, dans ce dernier cas, la ruse est facilement discernable, parce que la grande semelle déborde et marque sa trace sur le sol. On sait de même que Mandrin mettait à son cheval des hippo-sandalettes ferrées à l'envers, de sorte que les empreintes sur le sol étaient à rebours. Mais une telle ruse est facilement décelable. Dans la trace du cheval, on trouve l'indice de son allure et les signes qui l'individualisent.

Les traces de pas, soit humains, soit d'*animaux*, constituent

(1) Locard ; *Traité de criminalistique*, t. II, p. 571

un des chapitres les plus intéressants de la recherche indiciale, mais aussi peut-être le plus négligé.

IV. Les dents. — L'identification du délinquant peut encore s'obtenir par les traces dentaires : morsures dans la peau humaine, lorsque l'agresseur a mordu sa victime ou lorsque celle-ci s'est défendue avec les dents. Quelquefois, le malfaiteur, sur les lieux du crime, a mordu dans une matière plastique (gâteaux, beurre) ou dans un fruit, et laissé ainsi ses traces sur le terrain. Dans les affaires de mœurs, les morsures ne sont pas exceptionnelles. C'est ainsi que Looek, de Düsseldorf, trouva sur la poitrine d'une femme violée et assassinée l'empreinte de toute la dentition de l'assassin. La dentition se présente avec des caractéristiques bien déterminées chez chaque individu, ce qui en fait un signe précieux d'identité. Elle permet la détermination de l'âge apparent et donne surtout des indications très précises, soit par les caractères anormaux qu'elle présente, soit par les déformations physiologiques, et notamment l'usure masticatoire amenée par l'usage de la pipe, du fume-cigarette, ou l'absorption constante de pain dur ou de biscuit de soldat. Les dents présentent, d'autre part, une série de déformations professionnelles : chez les pâtisseries, les plombiers, les verriers, les cordonniers, les ouvriers manipulant le mercure, la chute des dents est très rapide. Des maladies et affections générales, comme le diabète, la syphilis, la morphinomanie, amènent des déformations pathologiques de la dentition. Enfin, très fréquemment, la dentition est modifiée par l'aurification, le plombage et toute une série d'opérations médicales. On sait que ces éléments ont une très grande importance dans l'identification des cadavres : les particularités de la dentition sont révélées soit par les proches, soit par un dentiste. Des médecins et des physiologistes ont spécialement étudié la question des anomalies dentaires. Ils ont constaté qu'elles sont surtout fréquentes chez les criminels et les prostituées. J'ai dit que les morsures dans les objets abandonnés sur les lieux d'un crime sont très fréquentes. Malheureusement, l'enquête judiciaire néglige trop souvent ce type

excellent d'indice, qui amènerait souvent à l'identification rapide et sûre de l'auteur de l'infraction.

Technique. — En cette matière, comme dans celle de l'empreinte digitale, l'identification se fait par comparaison entre les empreintes trouvées sur les objets ou sur la peau humaine et des moulages de la denture de l'individu soupçonné.

Les traces trouvées sur la peau humaine sont photographiées ; celles trouvées dans les aliments (beurre, crème, fruits, etc.) sont moulées au plâtre fin, de la même façon que sont moulées les traces de pas. Les empreintes de comparaison sont prises en faisant mordre le sujet dans de la cire à modeler ou dans de la pâte de Hunt (cire jaune, résine et gutta-percha) ; on fait ensuite un surmoulage en plâtre (1). Pour les morsures, la comparaison ne porte que sur la grandeur, l'écartement (diastème) et la disposition des dents. Pour les moulages d'empreintes dans les substances plastiques, on fait des agrandissements photographiques et on compare les rayures verticales que présentent toutes les dents, même saines, en notant la largeur et l'écartement.

OBSERVATION I

En 1910, à Lyon, des enfants avaient organisé le pillage d'une pâtisserie, située 159, boulevard de la Croix-Rousse. L'un d'eux avait rejeté, comme insuffisamment délicats, des gâteaux entamés. Le lendemain, les enquêteurs recueillaient les tartelettes mordues et, dans de la crème aux marrons, on apercevait des traces nettes : c'étaient les incisives du jeune gamin, qui présentaient de curieuses cannelures verticales. On moula avec de la cire à modeler les dents des enfants du voisinage et le pillard fut reconnu.

OBSERVATION II

Un vol avait été commis dans un café et les soupçons se portaient sur une bande de cinq individus, mais un seul,

(1) Locard : *Traité de criminalistique*, t. II, p. 587.

nommé Doche, avouait, déclarant avoir opéré sans complices. Cependant, la bande entière avait été vue aux environs ; de plus, on avait bu dans cinq verres. Le docteur Locard constata que toutes les empreintes digitales des verres et des bouteilles étaient du seul Doche et que les traces dentaires multiples qui avaient été moulées sur une motte de beurre mordue étaient bien celles de Doche.

V. Les ongles. — Dans les affaires criminelles, on trouve quelquefois des traces d'ongles, soit sur la victime, soit le long des murs escaladés. Ces traces donnent des indications sur la longueur des ongles, leur forme et leurs anomalies. Les traces laissées sur la peau humaine devront être photographiées très rapidement (1), à cause de la cicatrisation. De façon générale, les comparaisons seront faites aussitôt avec les ongles des personnes suspectées, à cause de la croissance des ongles. Mais les ongles peuvent être étudiés à un autre point de vue que celui des signes identificateurs qu'on en peut tirer (2). L'examen des débris que recèle tout ongle de malfaiteur fournit à l'enquête judiciaire des indications très importantes. C'est sous l'ongle que l'assassin garde le plus longtemps des croûtelles de sang, que l'agresseur ou le violeur conservent un débris pileux arraché à la victime, que des fils tirés des vêtements se peuvent fixer. C'est là qu'adhéreront des poussières permettant de dire où a passé l'individu suspecté. Le docteur Locard a trouvé, après un vol, sous les ongles du voleur, le cambouis d'un câble par lequel il s'était laissé glisser dans l'atelier d'un orfèvre.

VI. Les empreintes de vêtements. — On trouve parfois des empreintes de vêtements, par exemple l'empreinte d'une manche dans la poussière, sur une commode ou sur un bahut fracturé ; l'empreinte d'une casquette posée à terre ou sur un meuble. On rencontre de même des empreintes en creux de vêtements ; par exemple dans le cas où le criminel est tombé sur la terre meuble ou le sable, l'étoffe laisse parfois

(1) Locard : *Traité de criminalistique*, t. II, p. 596.

(2) Locard : *Traité de criminalistique*, t. II, p. 604.

un dessin assez net, notamment si le vêtement est de velours à côtes (1).

Technique. — On compare ces empreintes photographiées et agrandies avec la trace expérimentale des vêtements du suspect (2). Sur les meubles fracturés, sur les lieux de la lutte, sur la victime, au point où s'est fait une escalade, on peut trouver des fils arrachés aux vêtements. Ces fils, une fois microphotographiés, sont comparés avec des fils prélevés sur les vêtements du suspect.

VII. Les traces d'effraction. — Souvent, le criminel se livre à l'escalade pour pénétrer dans le lieu où il veut opérer. Parfois, il se sert de fausses clés ou de clés dérobées. Dans la grande majorité des cas, c'est par effraction que le malfaiteur entre dans la place. Cette opération laisse des traces dont l'analyse est extrêmement importante pour l'identification de l'auteur. Reiss, dans son *Manuel de Police Scientifique*, a particulièrement étudié cette question et imaginé des méthodes qui facilitent les identifications et les rendent plus assurées.

1. — C'est ainsi qu'il a eu l'idée de traîner le tranchant de l'instrument étudié sur une plaque de verre enduite d'encre d'imprimerie. Chacune des denticulatures que l'aiguisage et l'usage ont gravées sur le métal, donne, sur la plaque encrée, des stries caractéristiques. Il reste à comparer les stries avec les traces laissées dans le bois par l'outil d'effraction. En effet, tous les instruments tranchants, même neufs, présentent, du fait de l'affûtage, des denticulatures, et celles-ci s'exagèrent, se multiplient extrêmement par l'usage. L'identification de l'instrument effracteur et de la trace peut donc se faire suivant des probabilités très importantes, mais à condition que l'instrument n'ait pas servi, ou ait peu servi dans l'intervalle, sans quoi on ne pourra comparer que les dimensions de la lame et de l'empreinte, ce qui, déjà, est très important. Un

(1) Au musée du Laboratoire de Police technique de Lyon, le docteur Locard conserve la photographie d'empreintes de genoux dans le sol sur lesquelles on discerne parfaitement le dessin du velours.

(2) Locard ; *Traité de criminalistique*, t. II, p. 611.

procédé tout à fait nouveau a été présenté il y a quelques semaines par le détective Goddefroy (1).

2. — Le « presson » dont se sert le malfaiteur conserve parfois des débris de peinture arrachés à la boiserie ou au métal. Il importe d'analyser ces peintures comparativement. L'examen de la trace du « presson » peut donner d'excellents renseignements sur la taille et la force probables du malfaiteur. Bertillon avait construit un dynamomètre d'effraction (l'effractomètre) destiné à mesurer la force déployée par le criminel pour obtenir telle empreinte dans tel bois. Malheureusement, l'appareil est coûteux et son utilisation est fort aléatoire.

3. — Les traces du chalumeau oxhydrique ou oxyacétylénique peuvent prêter à des identifications curieuses. Les expériences montrent, en effet, que le chalumeau dessine dans l'acier des lignes oscillantes et que l'amplitude des oscillations est fonction d'un certain nombre de constantes anatomo-physiologiques, c'est-à-dire reste la même pour un opérateur donné (2).

(1) *R. I. C.* n° 3, mars 1931, pp. 173 et s.

(2) LOCARD : *Traité de criminalistique*, t. II, p. 751, affaire Bonnot (Laboratoire de Police de Lyon).

CHAPITRE VII

Les taches de sang, de sperme. — Techniques.

LES TACHES. — Toute tache laissée par le criminel sur les lieux, ou toute tache retrouvée sur le coupable et provenant du crime, peut amener à la découverte de la vérité. Si bien que l'examen minutieux des taches, fussent-elles infinitésimales, est absolument nécessaire et, sans entrer dans le détail technique, je veux seulement montrer comment les découvertes contemporaines ont *permis de multiplier les chances d'exactitude*.

I. LE SANG. — Sur un suspect, on peut trouver une tache. Quatre questions se posent alors : 1° Est-ce du sang ? 2° Quelle est la nature de ce sang ? (Artériel, veineux, nasal, menstruel ?) 3° Est-ce du sang humain ? 4° Est-ce le sang de la victime ?

1° Diagnostic du sang. — Il y a un grand nombre de méthodes pour la détermination du sang. Je ne m'arrêterai à aucune de celles qui n'ont qu'un intérêt historique et j'indiquerai rapidement les réactions dites de probabilité dont la valeur est faible : 1° empreintes de Taylor ; 2° méthode de Teichmann ; 3° ébullition de l'eau oxygénée ; 4° méthode de Strzyzowski ; 5° recherche des globules ; 6° appareil de Florence Nachet et, enfin, 7° la méthode spectroscopique, pour les taches abondantes, et micro-spectroscopique pour les autres, qui permet de reconnaître, dans la tache, les bandes d'absorption de l'hémoglobine oxygénée (sang frais), de l'hémoglobine réduite, de la méthémoglobine (sang partiellement putréfié), de l'hématine (sang putréfié), de l'hémochromogène, de l'hématoporphyrine. Ces recherches sont d'une application délicate, mais en théorie elles ne prêtent à aucune confusion. *La certitude sera entière quand on aura pu voir dans le champ du microscope les éléments figurés du sang, c'est-à-dire les globules rouges.* Il est donc possible de répondre avec précision à la première question.

2° Quelle est la nature du sang ? — Presque toujours, le criminel, sur les vêtements ou sur les mains de qui on a trouvé des taches hématiques, expliquera leur présence par un saignement de nez. Si on découvre du sang sur des linges et qu'on en veuille faire la preuve d'un viol ou d'un attentat violent, l'inculpé ou son défenseur exigera, à juste raison, que l'on établisse qu'il ne s'agit pas de vestiges menstruels. L'examen de la position et de la forme des taches indiquera si ces explications sont valables.

L'examen microscopique fournit parfois, mais rarement, des indications sur l'origine du sang. Dans le sang des épistaxis, on peut trouver des poils et des cellules épithéliales à cils vibratiles ; dans l'hémorragie qui suit le viol, des spermatozoïdes et des poils pubiens.

La présence de tous ces éléments figurés conduit à une *affirmation assurée*, mais leur absence ne permet pas de conclure par elle seule. Dans de nombreux cas, les conclusions seront assez hypothétiques et ne marqueront qu'un degré d'approximation.

3° Le sang est-il d'origine humaine ? — Autrefois, on se contentait de mesurer au micromètre les dimensions des globules rouges. S'il est facile de distinguer les globules rouges circulaires de l'homme des globules elliptiques et volumineux des oiseaux et des reptiles, il est redoutablement difficile de distinguer ainsi le sang de l'homme de celui du porc, du singe, car les différences ne se chiffrent que par quelques dixièmes de mu. Parmi les méthodes modernes les plus remarquables, j'indiquerai les sérums précipitants, l'érythro-agglutination, la déviation du complément et l'anaphylaxie.

a) La méthode des sérums précipitants ne permet que des conclusions qui comportent des réserves, très faibles il est vrai, car certaines taches ne réagissent pas, soit que la présence de certains microbes rende la précipitation impossible, soit que l'ancienneté ou le dessèchement excessif modifie la sensibilité de la réaction.

b) L'érythro-agglutination est un procédé qui paraît très

simple, mais qui, pratiquement, nécessite une extrême attention. Sa valeur est réduite parce qu'il n'est pas strictement spécifique et surtout à cause des erreurs radicales dues à l'existence d'iso-agglutination.

c) La déviation du complément présente un inconvénient qui est son extrême complication, mais, par contre, la méthode est extrêmement sensible et applicable à de très petites quantités, à des solutions troubles. Bruck a pu même distinguer du sang d'homme de celui du singe supérieur, mais cette méthode nécessite des laboratoires et des hommes en qui on puisse avoir toute confiance pour l'utiliser.

d) L'anaphylaxie est beaucoup plus maniable et d'un usage plus répandu. D'une pratique aisée, elle est considérée comme l'une des meilleures. Elle n'est inapplicable qu'au sang de singe.

En résumé, les techniques contemporaines permettent, avec de légères réserves, de reconnaître si une tache est d'origine sanglante et si le sang provient de l'espèce humaine ou d'une espèce animale, et de quelle espèce animale.

4° Origine individuelle du sang. — Dervieux a proposé une méthode pour la détermination de l'origine individuelle du sang. Elle repose sur une différence d'intensité de réaction, mais l'interprétation n'est pas très aisée et il y a lieu d'être réservé dans les conclusions qu'elle fournit.

II. Le sperme. — Les taches de sperme se présentent sur le linge avec un aspect spécial : sur la peluche et le velours, en traînées écailleuses ou en poussière ; sur la peau, en croûtelles, pellicules brillantes. La détermination de ces taches a une importance primordiale dans les affaires de mœurs. Elle permet de prouver la matérialité de l'infraction et l'identification du coupable suspecté.

Technique. — Cette détermination peut être faite soit par une méthode cristallographique, soit par la recherche des éléments figurés. Seule, la découverte des spermatozoïdes permet une réponse affirmative en toute certitude ; cependant,

l'absence des spermatozoïdes n'entraîne pas une certitude négative, car ils peuvent être décomposés si la tache est putréfiée ou trop ancienne. Les réactions de Florence ou de Barberio permettent alors de conclure suivant *des probabilités assez fortes*. Comme pour le sang, on peut employer la méthode des sérums précipitants ou de l'anaphylaxie pour dire si le sperme est d'origine humaine, de même qu'on peut tenter de diagnostiquer l'origine individuelle par la méthode Dervieux.

Dans les enquêtes pour avortement, infanticide, suppression de parts, on ordonne, en général, des perquisitions qui amènent souvent la découverte de draps, serviettes, linge de corps souillés, ainsi que des matelas ou couvertures portant des taches parfois très étendues. Dans les procès en divorce, la preuve de l'adultère est souvent recherchée dans des taches de sperme sur les vêtements ou des pièces de linge de corps. Dans les affaires de mœurs, les recherches portent, en général, sur des enfants des deux sexes ; malheureusement les parents, dès qu'ils constatent ce qui est arrivé à leur enfant, les enfants eux-mêmes parfois, emploient des produits de nettoisement qui rendent les recherches de sperme infructueuses (1).

(1) Bedeutung und Nachweis von Samenspiuren, von Dr. med. W. Niederland, in *Kriminalistische Monatshefte*, n° 6, de mai 1931, pp. 100 et s.

CHAPITRE VIII

Les objets

laissés par le délinquant, sur les lieux de l'infraction
Parasites, poils, armes, gants, poussières.

Ordinairement, les meurtriers ou les effracteurs laissent ou perdent sur le terrain du crime divers objets. La série en est illimitée et on peut citer comme les plus curieux les débris organiques (un ongle coupé, des cheveux) ; ce que Reiss appelle « une carte de visite odorante » ; des ustensiles ayant servi à l'éclairage ou des traces suivant le mode d'éclairage employé (taches de bougies, allumettes) ; des cendres de tabac, des bouts de ficelles, des croûtes de pain, etc... et quelquefois même des traces graphiques : c'est ainsi que le malfaiteur crayonne des menaces sur les murailles, narguant sa victime. On a pu, enfin, retrouver l'acte de naissance, le bulletin de sortie de prison d'un malfaiteur (1) !

I. Les parasites. — On a identifié des meurtriers ou des voleurs au moyen des parasites laissés par eux sur les lieux, ou des parasites laissés sur eux par la victime. Ce peuvent être des poux de diverses sortes (*pediculus capitis*, *pediculus vestimenti* ou *phthirius pubis*), des parasites trouvés dans les fèces, des microbes trouvés dans un crachat, dans des matières fécales ou dans du pus. Les parasites intestinaux se trouvent dans les matières fécales (2), sous forme d'animaux entiers, d'anneaux, d'œufs ou de larves. On peut encore trouver des protozoaires, des vers cestodes, des vers treinatodetes, des vers nématodes.

Dans les crachats, dans les fèces ou dans le pus, on trouve

(1) Affaire Mouren, 27 avril 1926 (Laboratoire de Police technique de Lyon), et affaire Redek (cité par H. Gross).

(2) Identification de l'assassin Gaumet, à Lyon, le 22 décembre 1898, par le docteur Lacassagne, grâce aux oxyures. Voir le rapport d'expertise in *Traité de criminalistique*, Locard, t. II, pp. 905 à 908.

des microbes : staphylocoques, streptocoques, bacilles de Löffler ; des bacilles tuberculeux, dans les crachats ; des colibacilles, le bacillus lactis aerogenes et le bacillus bifidus ; le bacillus incidophilus, le bacillus exiles, le bacille pyocyanique, le protéus vulgaris et de nombreux streptocoques et staphylocoques ; des gonocoques dans le pus.

II. Les poils. — A l'occasion d'un crime, on peut avoir à examiner des poils, soit découverts sur le terrain, soit découverts sur la victime. Il est évident que la détermination de l'origine de ces poils est de nature à permettre l'identification de l'auteur. Dans les mains de la victime, on peut trouver des poils arrachés au criminel pendant la défense ; sur l'agresseur, et particulièrement sous les ongles, on peut trouver des poils arrachés à la victime ; on en peut trouver sur les organes génitaux de la victime ou de l'agresseur. La découverte d'un poil de la victime étant toujours possible au moment d'une arrestation ultérieure, on devra donc constamment prélever des cheveux de la victime ou, en cas d'affaire de mœurs, des poils pubiens, avant l'inhumation. Des travaux de Balthazard, il résulte que l'on peut déterminer de *façon ferme* l'origine humaine des poils, de même que la région d'où proviennent ces poils (1).

III. Les armes. — Le criminel abandonne souvent sur les lieux du crime, ou à proximité de ces lieux, les armes qui lui ont servi à la perpétration de son forfait. Il serait, en effet, compromettant pour un individu soupçonné, si la police amenée à pratiquer une perquisition à son domicile, retrouvait chez lui une arme.

1. — L'arme trouvée sur les lieux du crime peut porter des empreintes digitales, des traces de sang. Le médecin légiste pourra confronter l'arme avec les blessures constatées sur la victime morte ou vivante. Si la balle est retrouvée, soit extraite du corps de la victime, soit dans des objets, dans les murs,

(1) J'ai collaboré à une expertise aux fins d'identification de cheveux trouvés collés sur la tapisserie de la chambre tragique du crime de Vals-les-Bains. L'expertise, au moyen de la microphotographie, a donné des résultats pertinents ; les cheveux appartenaient à l'une des victimes.

les meubles, il est précieux de l'étudier et de la comparer avec l'arme que l'on soupçonne avoir servi au criminel pour perpétrer son acte. Cette étude de la balle comparée au canon de l'arme qui a servi à la tirer porte sur le poids, le calibre, la forme la composition chimique et les déformations ; elle permettra de dire également si deux balles ont été tirées avec la même arme. Ces déformations sont de trois sortes : normales, périodiques, accidentelles. Les déformations normales sont dues aux rayures du canon, et sont caractéristiques, même quand l'arme est neuve, même quand les rayures sont faites à la machine ; aussi le sont-elles bien davantage pour une arme usagée, sous la condition que l'examen soit fait avant qu'un nouvel emploi prolongé en modifie les rayures. Les déformations périodiques sont dues, non plus au canon, mais à une des cheminées du barillet ; les déformations accidentelles sont dues aux conditions particulières du tir dans une circonstance donnée (brisure, aplatissement, empreintes de vêtements).

2. — La douille est une trace qui est susceptible de fournir des signes très sûrs d'identité. Sur la douille des armes automatiques, on trouve des traces qui permettent de reconnaître l'éjecteur du butoir et même la marque de fabrique. De même, le chargeur retrouvé sur les lieux d'une infraction permet l'identification de l'arme, par les déformations dues aux rayures longitudinales provenant du frottement du ressort sur le dos du chargeur, car ces rayures sont constantes pour une arme donnée. La bourre, dont on peut déterminer le diamètre (lorsqu'elle est d'une substance résistante), permet de retrouver le calibre de l'arme. La nature de la bourre est un élément très précieux, en vue de son identification avec des objets analogues retrouvés chez un individu soupçonné.

3. — L'examen de l'arme peut fournir un élément essentiel dans l'enquête judiciaire : savoir à quelle date elle a servi pour la dernière fois. On peut répondre à cette question par l'étude de l'encrassement.

Ces divers examens et les indices qu'ils font découvrir ressortissent aux techniques du laboratoire de police.

Voici un cas original d'identification de l'arme qui a servi à la perpétration d'un crime :

OBSERVATION I

Sur les lieux d'un crime, la police, au cours de son enquête, avait retrouvé une douille de revolver. Certaines circonstances voulurent que des soupçons se portent sur un individu qui possédait un revolver. L'arme suspecte fut examinée. Le fond de la culasse était recouvert d'une couche ancienne d'huile de graissage, dans laquelle on distinguait parfaitement une inscription : « Ge D. 1018 » qui y était imprimée. Cette inscription coïncidait parfaitement avec l'inscription gravée en creux sur le culot de la douille trouvée sur les lieux du crime (1).

IV. Les gants. — Un des moyens de protection contre les empreintes digitales ou palmaires, employé par les voleurs de toute sorte, est constitué par l'usage des gants. Cependant, le port des gants est relativement rare (2).

1. — Il faut remarquer, d'ailleurs, que ce moyen n'est pas généralement efficace et que, malgré les gants, des empreintes papillaires peuvent se former sur les objets manipulés par le voleur. Mais il est intéressant d'examiner les gants dont font usage les malfaiteurs au cours de leur action. Cette action est, en général, intense ; le temps limité dont dispose le criminel lui impose de ne pas s'attarder sur les lieux du crime, il s'ensuit que presque toujours celui-ci néglige quelques précautions qui, pour un honnête homme, paraissent élémentaires. L'examen des gants peut conduire, dans certains cas, à des constatations fort utiles à l'enquête, à l'instruction, et lorsque les gants ont empêché la formation de dessins papillaires sur les objets manipulés, ce qui, je le répète, est extrêmement rare, ces mêmes gants révèlent des indices de première importance, aussi aptes que les empreintes à fournir la certitude que celui qui portait ces gants a été, à un moment donné, sur les lieux de l'infraction, ou a perpétré le crime pour lequel il est

(1) *Arch. für Krim.*, Bd. 88, janvier-février 1931, p. 97.

(2) Voir ma statistique, basée sur les renseignements contrôlés, obtenue par des recherches sur les conditions de vols commis à Lyon et région, *supra* T. II, ch. I.

soupçonné, M. le professeur docteur Th. Lochte, de l'Université de Göttingen (Allemagne), cite un cas qui montre bien ce que l'examen de gants peut révéler au point de vue criminalistique.

OBSERVATION I

Il s'agissait d'un vol dans une devanture au cours duquel la glace avait été brisée par le voleur alors que celui-ci portait des gants. Des gants furent retrouvés et certaines circonstances permettaient à la police de penser que celui qui les avait portés était l'auteur du vol en question. On savait que ces gants avaient continué à être portés après le vol et cela pendant assez longtemps. Les gants furent envoyés, pour examen, à l'Institut Minéralogique du professeur Goldschmit. Il s'agissait de savoir si ces gants contenaient des parcelles de verre et de dire si ces parcelles étaient identiques à celles provenant de la glace brisée au cours du vol avec effraction. Les gants furent battus pour en extraire la poussière et celle-ci traitée par l'acide nitrique et sulfurique afin d'en éliminer les matières organiques. On retrouva effectivement une poussière de verre, ce qui s'expliquait par le fait que le port des gants avait réduit ainsi les fines esquilles qui avaient pénétré les gants pendant le bris. Mais l'examen comparatif montra que la poussière de verre retrouvée dans ces gants n'était pas identique à celle provenant de la glace brisée ; le coefficient de rupture put être déterminé jusqu'à la troisième décimale et avec telle certitude qu'il apparaissait que les deux poussières que l'on comparait ne provenaient pas de la même glace. Si l'expertise permettait d'assurer que l'individu soupçonné n'avait pas, effectivement, participé au bris de la glace, il n'en restait pas moins vrai que les gants que portait cet individu étaient suspects : ils contenaient, en effet, des poussières de verre. La police pouvait raisonnablement conclure que l'individu avait pu se livrer à d'autres effractions que celle pour laquelle on l'avait injustement soupçonné ; des recherches entreprises dans ce sens furent couronnées de succès.

2. — Il est certain, si l'on songe à la force que déploie le

malfaiteur pendant ses opérations, que l'on doit retrouver dans les gants, ou à leur surface, d'autres parcelles caractéristiques que celles du verre, par exemple des écailles provenant d'un vernis ou d'une peinture, des poussières métalliques dans le cas où le criminel scie, lime des pièces de fermeture, des poussières de bois, de fines échardes. Toutes ces poussières peuvent fournir des renseignements parfois absolument certains sur la présence, le passage en un lieu donné d'un individu soupçonné. L'examen des poussières des gants apparaît comme nécessaire ; il devrait être pratiqué de façon courante dans les Laboratoires de Police.

V. Les poussières. — La poussière recueillie sur les vêtements d'un individu indique les occupations auxquelles il s'est précédemment livré. Les poches du vêtement peuvent contenir des poussières qui indiqueront les objets qui y ont séjourné. La boue n'est pas autre chose que la poussière agglutinée, aussi, l'examen des chaussures fait aussitôt après un crime (si les chaussures n'ont pas été portées depuis le crime) pourra indiquer le chemin suivi par le malfaiteur ; l'examen du bas des jambes de pantalon fournit des indications de même ordre.

OBSERVATION I (I)

Un mouchoir de poche avait été oublié par un voleur lors d'un vol de tiroir-caisse. Retrouvé dans la suite, il fut apporté au Laboratoire. Ce mouchoir de poche ne portait aucune marque. On extrait la poussière qu'il contenait et l'on retrouve des particules de rouille, de microscopiques parcelles de colle, de bois et un fragment infime de poil, qui semblait être un poil de cheval. On estima que l'auteur du vol était vraisemblablement un tapissier. Dans la même nuit, un tapissier sans travail fut arrêté et convaincu de vol.

OBSERVATION II

Il s'agissait de savoir si un homme arrêté pouvait être identifié avec un individu qui s'était enfui devant des policiers, leur échappant dans le dédale des caves d'un immeuble en

(1) S. Türkel, in *Arch. für. Krim. C.* 3/4, Bd. 88, mars et avril 1931, F. C. W. Vogel, Berlin, p. 178.

construction. Les policiers n'avaient pas pu discerner les traits du fuyard. L'homme niait s'être rendu dans les caves du chantier. Sur ses chaussures on retrouva de microscopiques parcelles de verre, de charbon et de paille. Dans la cave d'où s'était échappé l'individu poursuivi par les policiers, il y avait des débris de charbon (anthracite), une caisse emplie de paille et des bouteilles brisées. Il fut inutile de procéder à une analyse minutieuse de la poussière de verre, car d'autres indices se révélèrent qui suffirent à étayer l'accusation.

OBSERVATION III

Il s'agissait de rechercher des poussières sur des vêtements et des chaussures. Cette analyse n'était pas ordonnée dans une affaire pénale, elle fut effectuée par une assistante du Laboratoire de Police de Vienne. Cette investigation permit de constater l'existence de poussières provenant de feuilles sèches datant de l'année précédente, de capsules de fruits, de poils d'animaux (poils de chien ?), de poussière de tabac, de parcelles de tabac à cigarettes, de fibres d'une natte, etc... Les conclusions tirées de la découverte de ces poussières et les soupçons portés se vérifièrent exacts.

CHAPITRE IX

L'examen médico-légal

Toutes les fois qu'on se trouve en présence soit d'un cadavre anonyme, soit d'une mort suspecte, se pose la question de savoir s'il s'agit d'une infraction à la loi pénale. L'article 44 du Code d'Instruction criminelle dispose que « s'il s'agit d'une mort violente ou d'une mort dont la cause soit inconnue et suspecte, le Procureur de la République se fera assister d'un ou de deux officiers de santé qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre ». C'est donc l'examen médico-légal, l'autopsie qui fournira la réponse à la question de savoir si l'on se trouve devant un crime, un suicide, un crime suivi de suicide.

1. — Les conclusions de l'examen médico-légal sont liées à certaines difficultés qui tiennent, d'une part, au fait examiné, susceptible de plusieurs interprétations, d'autre part, au cadavre à autopsier dont l'état de putréfaction rend les travaux difficiles, enfin, aux circonstances qui permettent parfois des interprétations diverses de la mort, si bien qu'elle peut être considérée soit comme la conséquence d'un suicide, soit comme la conséquence d'un crime, soit comme celle d'un accident. Aussi, peut-on encore avoir à redouter la possibilité de simulation de l'une de ces causes de mort.

2. — La détermination de la cause de la mort, qui peut conduire à la preuve de la matérialité du délit, est tirée de la constatation pour chacune des causes déterminantes habituelles de la mort criminelle, de certains indices de crime, ou de suicide. Les causes déterminantes habituelles de la mort criminelle sont : la submersion, la pendaison, la strangulation, la mort par les armes à feu, l'empoisonnement.

Le médecin légiste qui a un pendu à autopsier ne devra pas perdre de vue que la pendaison est essentiellement un procédé de suicide (45 %) ; l'homicide actif par pendaison est rare, si bien que la pendaison criminelle est généralement accomplie

soit pendant l'agonie, soit après la mort, cette mort étant le résultat d'un crime accompli par d'autres moyens. La mort peut provenir d'un suicide dans lequel la pendaison a été précédée, et quelquefois suivie d'une ou plusieurs tentatives de suicide réalisées par d'autres procédés. Il s'agit donc, pour le médecin légiste, d'établir d'abord si l'individu était encore vivant au moment de la pendaison par des signes médicaux et des circonstances telles que les ecchymoses relevées sur certaines parties du cadavre et qui, parce qu'elles ont pu être produites par des objets voisins du corps (meubles, murs), permettront d'affirmer que le pendu a eu des mouvements désordonnés, c'est-à-dire qu'il était encore vivant au moment de la pendaison. De l'examen du lien (les rapports entre le lien et le sillon), de la saillie à laquelle le lien était fixé, des lésions du corps, des coïncidences d'autres blessures, le médecin pourra affirmer qu'il y a suicide ou homicide. Plus délicates sont les hypothèses où le suicide a été réalisé par des procédés multiples. L'expert devra déterminer que les lésions constatées sur le corps n'ont pas pour cause une tentative d'assassinat ou un assassinat consommé, mais bien les divers moyens que le suicidé a employés successivement pour amener sa mort.

3. — L'expertise médico-légale ne résout pas seulement la question de la matérialité de l'infraction ; elle peut, par l'établissement des conditions exactes de la mort ou des blessures faites, déterminer le degré de responsabilité du délinquant et, de ce fait, influencer sur la qualification du fait délictueux. C'est ainsi qu'un homme légèrement atteint par un projectile succombe instantanément. L'autopsie peut démontrer que les organes du mort présentaient certaines lésions, par exemple que l'individu était un cardiaque et que la mort est la suite de l'émotion ressentie. Si, dans une rixe, un individu soupçonné prétend n'avoir pas voulu tuer, et soutient qu'il a simplement tiré en l'air, l'autopsie, par la détermination de la direction suivie par le projectile à travers les organes, démontrera si cette thèse est, ou non, admissible. La loi pénale exige, pour certaines infractions, certaines atteintes à la personne, un non con-

sementement *de la victime*. L'examen médico-légal sera susceptible de déterminer quel était l'état de volonté de la victime, en relevant sur son corps, par exemple, des traces de violences dans une affaire d'attentat à la pudeur.

4. — L'examen médico-légal de la victime d'un meurtre est susceptible de fournir, sur la responsabilité de l'auteur, des données précieuses. Dans une affaire récente (1), une femme a été acquittée, par le jury de la Seine, du meurtre de son mari, les jurés ayant estimé qu'elle se trouvait en état de légitime défense, par le fait que son mari, alcoolique, la menaçait souvent. Elle déclarait que, le soir du drame, son mari était rentré ivre. Des témoins affirmaient, par contre, que l'individu, travailleur, sobre, ne s'était jamais trouvé en état d'ivresse. L'examen médico-légal pratiqué sur la victime par le docteur Paul, médecin légiste, montra, d'une part, que, peu après le drame, l'estomac de la victime contenait une grande quantité de liquide alcoolique et que, d'autre part, la victime était atteinte d'une cirrhose du foie qui ne pouvait s'expliquer que par ses habitudes d'intempérance. Ces deux indices permettaient d'affirmer que cet individu était effectivement un alcoolique, infirmant la déposition des témoins. L'examen médico-légal est aussi de nature à préciser des indications sur l'identité de l'auteur. Ainsi, le magistrat instructeur peut demander à l'expert de rechercher si les blessures faites à la victime n'ont pas été portées par un gaucher : la preuve, résultant de la direction, du siège et de l'aspect des blessures, que celles-ci proviennent de l'acte d'un gaucher, constitue bien une indication essentielle pour l'identification du coupable et un indice de culpabilité grave vis-à-vis d'un individu gaucher soupçonné ou arrêté.

5. — Il peut fournir des indications précieuses dans le cas où la victime d'un crime a succombé à un traumatisme crânien. En effet, la victime, avant la mort, a pu présenter quelque temps toutes les apparences d'une intégrité physique et psy-

(1) Henriette-Armande F..., épouse D..., vingt-trois ans, a tué son mari dans la nuit du 10 au 11 septembre 1930; acquittée le 17 février 1931 par les Assises de la Seine.

chique, si bien que magistrats et policiers risquent parfois de s'égarer dans des versions hasardeuses et des hypothèses erronées. Ainsi, MM. les docteurs Mutuel et Durand, de Nancy (1), citent le cas de deux meurtres récents où la victime avait été retrouvée à des distances éloignées du lieu de l'attentat, et où la police parlait du transport de cadavre dans l'intention de le cacher ou de troubler les recherches. A l'examen nécroptique, les docteurs Mutuel et Durand constatèrent un hématome intracrânien et démontrèrent comment, par suite de « l'intervalle libre » (2), la victime avait pu quitter le lieu de l'attentat, parcourir plusieurs kilomètres avant de s'affaïsser et de succomber à l'endroit où on l'avait retrouvée. Il est bien certain que devant une pareille situation on pouvait croire à un transport de cadavre, ce qui, devant l'absence de trace de traînage sur le sol, faisait penser à la pluralité de criminels, car un seul n'aurait pu transporter le cadavre sans « traînage » ; s'il l'avait chargé et transporté sur un véhicule, les traces de ce dernier auraient été retrouvées. Je voudrais insister sur le fait que si l'examen médico-légal est nécessaire, car seul le médecin peut conclure avec autorité dans cette matière, il n'en reste pas moins vrai que l'enquêteur (magistrat, policier), le criminaliste ne doivent point ignorer l'existence de « l'intervalle libre ».

(1) *Annales de médecine légale, de criminologie et de police scientifique*, n° 3, mars 1931.

(2) L'intervalle libre est la période de latence d'une durée de temps pouvant varier de quelques minutes à quarante-huit heures au cours de laquelle un sujet victime d'un traumatisme crânien ne présente aucun symptôme suffisamment grave pour l'empêcher de reprendre une activité d'apparence normale; ensuite, il tombe dans un état d'inconscience qui le conduit insensiblement à la torpeur, au coma, à la mort.

CHAPITRE X

Les indices de la falsification des monnaies.

Techniques.

1. — Lorsqu'un individu est soupçonné de se livrer à la falsification de monnaies, il s'agit, soit pour le policier, soit pour le magistrat instructeur, soit enfin pour les juges des juridictions de jugements, de résoudre deux questions : 1° Celle de la matérialité de l'infraction, et c'est alors que se pose la question de savoir si la ou les pièces de monnaies suspectées sont fausses ; 2° celle de l'imputabilité de l'individu soupçonné, c'est-à-dire l'identification de cet individu avec celui qui a fabriqué la fausse monnaie, puisque, nous le savons, la question d'imputabilité se confond avec celle de l'identité, sauf les réserves déjà indiquées.

a) L'examen direct de la pièce suspectée suffit, en général, pour se former une opinion sur la solution à donner à la première question. La photographie à un agrandissement moyen montre les très nombreux défauts, en particulier sur la tranche. Le son est différent, le poids inexact, la nuance plus grise et plus terne pour l'argent comme pour l'or, l'essai au touchau accuse un alliage anormal.

b) Il s'agit de démontrer que les pièces falsifiées proviennent bien de l'individu soupçonné, c'est-à-dire proviennent bien d'un des appareils qui ont été fabriqués par un procédé dont on retrouve soit des parties, soit des indications sur leur fonctionnement chez l'individu soupçonné où une perquisition et une saisie ont été opérées.

Il existe trois procédés de fabrication : 1° le moulage ; 2° la galvanoplastie ; 3° la frappe.

Il est facile d'identifier la pièce falsifiée avec son moule par des agrandissements photographiques moyens, où l'on repère les défauts correspondants.

L'identification des moules creux utilisés par la galvanoplastie avec des pièces se fait de même par l'agrandissement photographique : les défauts sont abondants, moins grossiers que dans le moulage, mais la tranche est toujours très défectueuse.

Les pièces frappées, meilleures que les faux par moulage ou par galvanoplastie, ont cependant encore assez de défauts pour pouvoir être identifiées avec leurs coins, par le repérage de ces défauts sur de forts agrandissements photographiques.

Au domicile de l'individu soupçonné, on peut retrouver soit des pièces de monnaie achevées, soit des lingots, soit des poussières métalliques. Il est intéressant d'analyser ces objets, de même que les poussières que l'on est susceptible de retrouver dans les vêtements. Cette analyse doit se faire qualitativement et quantitativement. Elle pourra donner des renseignements parfaitement sûrs qui permettront au magistrat instructeur de décider de l'orientation à donner à l'enquête et, dans bien des cas, ils seront nécessaires pour justifier et étayer l'inculpation.

2. — En matière de faux billets de banque ou de falsification de billets de banque, le problème qui, généralement, se pose est celui de l'identification des billets..... une planche que l'on suppose avoir servi à les tirer, planche qui a été découverte au domicile de l'individu. Il y a lieu, d'abord, d'examiner si les billets suspectés sont réellement des faux. Pour cela, on procédera à l'examen du papier, examen microscopique ou microphotographique de la pâte au niveau d'une déchirure, et à l'examen de la gravure à un agrandissement photographique suffisant, permettant de comparer trait pour trait avec un agrandissement équivalent des billets authentiques. Si l'on procède à la photographie stéréoscopique du billet suspecté et des billets authentiques, la falsification se révélera par le fait qu'il n'y aura pas superposition des deux images. L'examen du filigrane par transparence donnera, en général, des renseignements précis.

On peut exposer le billet suspect à l'action des rayons ultra-

violet et rechercher les anomalies de la fluorescence par comparaison avec celles d'un billet authentique. Le billet suspect est ensuite appliqué sur une feuille de papier sensible et photographié par transparence par une courte exposition aux rayons ultra-violet. On obtient ainsi l'image négative du billet, sur laquelle on découvre la preuve de falsifications par confrontation avec une image analogue, mais authentique. Les billets de banque présentent aux ultra-violet une fluorescence particulière variant peu avec les billets de même espèce ; les faux billets, au contraire, s'illuminent différemment. En particulier, le filigrane tranche sur le fond ; aussi, même pour un œil peu exercé, un tel examen permet le triage rapide des billets, si bien qu'une organisation de triage systématique des billets de banque aux rayons ultra-violet permettrait d'atteindre assez facilement les faussaires en découvrant, par une série de sondages, les points d'émission des faux billets.

La falsification des billets déterminée, il n'y a plus qu'à comparer les faux billets avec la planche. *Les résultats fournis par cette technique sont absolument sûrs.*

CHAPITRE XI

Les indices de falsification de l'écriture Techniques. Valeur de la preuve.

La recherche des indices de falsification de l'écriture est la plus difficile de toutes, mais il existe cependant une véritable technique relevant de la méthode expérimentale et tendant à substituer aux appréciations personnelles et aux commentaires d'autrefois, des preuves physiques, visibles, tangibles, que le juge peut contrôler lui-même. Ces recherches des indices de falsification ont été transformées par les récents travaux des Laboratoires de Police, aussi, ai-je estimé utile de les présenter avec quelque détail. Ce qu'il est essentiel de remarquer aussitôt, c'est la nécessité qu'il y a de ne confier de telles recherches qu'à des spécialistes expérimentés et possédant une préparation particulière.

I. Les indices de la falsification. — La falsification peut être décelée par : 1° l'altération du document écrit (le grattage ou le lavage) ; 2° la surcharge ou l'adjonction ; 3° le décalque ; 4° l'imitation servile d'un modèle donné ; 5° l'imitation libre ; 6° le déguisement ; 7° la main guidée.

1° Altération du document écrit :

a) *Faux par grattage.* — Souvent, le fait du grattage se découvre par simple examen ou par examen en chambre noire avec le microscope binoculaire de Reiss. Quelques gouttes de benzine versée au voisinage du point suspect se propagent jusqu'au contact du grattage, s'y arrêtent et le contournent avant de l'envahir. La vapeur d'iode marque en brun acajou les zones grattées. Des mesures pratiquées au micromètre, au sphéromètre, au point suspect et dans les parties normales permettent de déceler le grattage.

En résumé, le grattage sera révélé par une méthode soit phy-

sique, soit chimique, soit mécanique. Pour lire le texte gratté, on procède soit par la méthode de la combustion, par la méthode chimique, la méthode photographique, soit par la méthode de la décharge ou du foulage pour les textes au crayon effacé.

b) *Faux par lavage*. — Le lavage peut porter soit sur un document entier, soit sur un mot, une ligne, un chiffre. Les substances employées pour procéder au lavage sont assez nombreuses et la technique de l'expertise se ramène à la détermination du point lavé, de la substance lavante, et enfin à la lecture du texte lavé.

2° Faux par surcharge ou par adjonction : Dans la pratique, on trouve des surcharges modifiant un chiffre ou une lettre, des surcharges sur grattages, des surcharges par des barres tendant à rendre le texte illisible, des adjonctions par intercalations de mots, par interlinéations soit entre deux lignes, soit entre la dernière ligne et la date ou la signature. L'examen des documents ainsi falsifiés se fait au microscope, à l'appareil micro-photographique de Leitz ; l'analyse chimique des encres fournit un indice certain.

a) Dans le faux par surcharge, la différence de teinte des encres, la façon dont les traits se superposent, l'arrachement des fibres du papier aux points d'attaque ou d'arrêt de la plume, les reprises du faussaire, sont autant de traces inévitables qui attestent l'altération du document.

b) Dans le faux par adjonction, on peut trouver aussi la différence de teinte des encres, des points de chevauchement du texte ajouté sur le texte primitif, la trace d'un grattage ou d'un lavage préalable. Les méthodes scientifiques de l'expertise gardent alors à celle-ci la *valeur positive* d'une opération physique. Si le faux par adjonction se présente sans qu'on puisse déceler les traces de la forgerie, il ne reste que la ressource de l'examen graphique du texte suspect et du contexte.

3° Faux par décalque : Le faussaire peut calquer en appuyant le modèle et le papier à remplir superposés contre une vitre. Il peut se servir de l'appareil à retouché des photographes. Habituellement, le forger n'a pas à sa disposition un texte

authentique où il puisse trouver tous les mots dont il a besoin, il procède alors à la fabrication préalable d'un modèle par découpage, prenant sur des textes, de dates parfois très différentes, les membres de phrases ou les mots utiles ; quand les mots manquent, il les reconstitue par juxtaposition ; les découpures sont ensuite collées. Il arrive que certains faussaires photographient ou lithographient le document ainsi obtenu. Le faux par décalque est toujours décelable. On procède à l'examen à l'œil nu, puis au microscope à faible grossissement. Le faux par décalque se caractérise par les reprises, les retouches, les attaques, le tremblement du trait, les irrégularités des lettres, l'excès d'identité avec le modèle qui a servi au calque, la fréquence des prises d'encre.

On pratique la photographie composite qui consiste à exposer successivement les deux textes (le texte authentique et le texte incriminé) devant une même plaque, chacun pendant la moitié du temps nécessaire à une exposition normale. Le cliché portera donc les deux images superposées et l'on jugera avec précision du degré de coïncidence. Un examen du texte à un fort agrandissement photographique révèle les indices caractéristiques du décalque.

4° Faux par imitation servile : Il arrive que le faussaire, au lieu de décalquer un modèle choisi ou fabriqué, le place devant lui et cherche à le reproduire strictement. Un tel faux se reconnaît aux signes suivants : reprises plus abondantes encore que dans le faux par décalque, retouches qui sont bien le signe caractéristique de ce genre de faux, excès d'identité avec le modèle, présence de traits sous-jacents au crayon et fréquence des prises d'encre. On examine le texte à un moyen grossissement qui révèle les caractéristiques de ce genre de faux.

5° Faux par imitation libre : Au lieu de copier un modèle donné, le faussaire peut s'efforcer, par des exercices préalables, de reproduire le type graphique d'un scripteur pour forger le texte d'un testament, d'un acte de cession, d'un chèque, etc... Dans ce cas, on trouve encore des reprises, des retouches et du tremblement. Cependant, si le faussaire est suffisamment habile

et entraîné, il peut ne laisser subsister aucun des symptômes de cette forgerie. La technique d'expertise à suivre est celle de la vérification de l'écriture, opération qui peut être réalisée par des méthodes scientifiques, telles que la recherche des empreintes digitales du scripteur sur les feuillets au niveau des points où il les a saisis, ou l'identification scripturale qui consiste à déterminer si la main qui a tracé le texte en question est la même que celle qui a tracé les pièces authentiques de comparaison, ou si l'écriture, dans le cas de faux par déguisement (1), est celle d'un individu soupçonné, par exemple, d'être l'auteur d'un texte anonyme. Dans le premier cas, le forger a tenté de rapprocher son graphisme d'un graphisme donné, dans le second cas, il a simplement altéré son type courant, sans se préoccuper d'une imitation. Toutefois, la technique de l'expert est identique dans ces deux cas, car il s'agit pour lui d'identifier deux graphismes, l'un normal, l'autre déformé. L'écriture est un geste résultant à la fois de volitions et de réflexes conditionnés par des constantes anatomiques, physiologiques et psychologiques. La pratique de l'expertise montre que chaque écriture comporte une série d'idiotismes dont le scripteur ne sait pas se départir lorsqu'il tente une forgerie, si bien que, dans une écriture déguisée, on constate la persistance involontaire et inévitable d'un grand nombre de constantes permettant l'identification du scripteur, tandis que l'impossibilité d'introduire dans le geste graphique les constantes propres à l'auteur imité permettra toujours de déceler le faux par imitation. Il ne faut pas penser que les constantes qui persistent malgré la forgerie puissent consister en des *formes* de lettres, car ce que le déguiseur cherche à modifier, c'est le tracé de ses courbes et de ses jambages, tandis que l'imitateur songe à reproduire le dessin des minuscules et plus encore des majuscules. L'expertise ne doit pas être entreprise en considérant le côté formel, mais bien le côté quantitatif des graphismes à comparer. Il est vrai que l'on peut facilement altérer les valeurs absolues ; de même, on peut renverser l'axe

(1) Voir *infra*, p. 92, 6^e.

de son écriture, en modifier la hauteur, grandir ou diminuer l'espacement des lignes, mais ce que l'on ne peut pas changer, ce sont les valeurs relatives. L'identification d'écriture doit donc porter sur des calculs de rapports. C'est en quoi consiste la méthode graphométrique (1).

Les comparaisons formelles sont à la source des erreurs qui ridiculisèrent les experts en écriture. Cependant, elles restent applicables aux cas très simples, dans lesquels il n'y a presque pas de déguisement. On peut aussi les appliquer dans les cas très difficiles où, le texte étant trop court, on ne peut utiliser l'analyse graphométrique, mais, alors, il ne faut pas espérer *aboutir à autre chose qu'à des probabilités*.

6° Faux par déguisement : Il consiste en la déformation de son écriture sans aller jusqu'à l'imitation de celle d'autrui. C'est le cas le plus ordinaire pour les lettres anonymes. La technique à suivre est la même que pour l'identification d'un document suspect d'être une imitation libre.

7° Je voudrais indiquer une catégorie particulière de faux : les faux à main guidée. Dans la pratique, il arrive assez souvent que se pose la question de savoir si un scripteur n'a pas eu la main guidée par une main étrangère, soit que cette main l'aidât selon un accord préalable, soit qu'elle la contraignit. Démontrer que la main d'un testateur a été tenue peut être un argument en faveur de la captation, sinon du faux. Il arrive qu'un débiteur soutienne qu'on lui a fait écrire par force le billet qu'on lui oppose et la preuve de cette violence comporte des conséquences essentielles.

Il faut distinguer trois sortes de main guidée :

A) La main est inerte : c'est le cas d'un paralytique, d'un illettré total, d'un agonique qui croit que l'écriture n'aura de valeur que si la plume est entre ses doigts et, ainsi, il abandonne sa main morte à une main qui la conduit. Le résultat est un graphisme analogue à celui qu'eût tracé le guide écrivant seul, mais avec une déformation *caractéristique*, qui est le développement des largeurs par rapport aux hauteurs. A cette

(1) Analyse graphométrique, voir *infra*, p. 96, A.

altération principale et *constante*, s'ajoutent des altérations portant sur les valeurs angulaires, la fréquence des coupures, les modes de liaison, la position et la forme des accents et de la barre du t. Tous ces troubles ne sont point tels que l'analyse graphométrique ne reste possible et ne permette d'identifier *en toute assurance la main guide*.

B) La main est forcée : C'est le cas où, dans une scène criminelle, la victime a la main saisie par un agresseur qui lutte pour l'obliger à tracer un texte. La lutte entre les deux volontés se traduit par une écriture à peine lisible et dont les hachures sont *extrêmement caractéristiques*.

C) La main est aidée : C'est le cas où le scripteur sait mal écrire ou bien est atteint d'une impotence fonctionnelle plus ou moins grande ou lorsque l'affaiblissement dû à une affection générale lui ôte le moyen d'écrire seul ; il réclame alors l'aide d'une main-guide, mais il ne s'abandonne pas, il collabore et, de ce concours de deux forces et de deux volontés tantôt concordantes, tantôt en passager désaccord, résulte un ensemble de symptômes. Les gestes de la main du malade et de la main-guide s'additionnent parce qu'ils sont de même direction, mais lorsque les deux composantes sont appliquées au même point, avec des directions divergentes, apparaît une résultante anormale. Les forces du guide et du malade ne concordent que pour les droites descendantes, tandis que dans les autres gestes, les divergences se traduisent par un tremblement. Cependant, comme il s'agit de forces intelligentes, dès que l'inégalité est perçue, la lutte cesse et la direction primitive est abandonnée : une reprise ou une retouche a lieu.

a) L'addition des forces est parfaite dans les traits rectilignes descendants : la hampe du h, du t, du q, du p, les jambages du m et du n, tous ces traits descendants subissent un épaississement et un allongement du trait. Ainsi, les trois jambages du m et les deux du n, au lieu de figurer parmi les plus petits grammes (1), comme il est de règle dans les écritures normales,

(1) Gramme : élément simple qui compose une lettre (un jambage, un cercle).

prennent un développement exceptionnel, et c'est là la *plus essentielle diagnose des forgeries par main guidée*.

b) Dans les courbes, les forces ne s'additionnent plus comme dans les traits rectilignes, elles s'interfèrent, si bien qu'il en résulte les trois symptômes essentiels suivants : les liaisons apparaissent angulaires, les lettres contenant des cercles sont larges, les lettres à courbure complexe sont à la fois très tremblées et de grandeur réduite.

c) L'accord des forces du malade et du guide a l'occasion de se rompre dans trois circonstances : 1° le guidé est un semi-lettré ou un déficient psychique : toutes les fois que, mentalement, il aura sauté une lettre, il en résultera un conflit aigu entre sa main qui cherche à tracer la lettre suivante et le guide qui veut tracer la lettre pertinente ; 2° la collision se produit à propos de l'accentuation et se traduit tantôt par les ratés et les surcharges qui suivent les lettres accentuées, tantôt par le doublement des points ou des accents, symptôme rare qui est une *véritable diagnose de la main aidée* ; 3° au début des mots, chacune des mains cherche à attaquer en un point qui lui est propre, il s'ensuit des ratés et des reprises.

d) La régularité de la ligne est obtenue par un déplacement progressif du poignet vers la droite, la main scripturante reposant sur la face palmaire du carpe. Si ce point d'appui tarde à se déplacer et, comme la main-guide, scriptrice principale, n'est pas au contact de la table, ni en position favorable pour entraîner facilement la main guidée, il en résulte que la main tend à écrire des mots descendants (pour n'avoir pas glissé en temps utile), et la main-guide tend à tracer des mots ascendants pour rejoindre l'alignement perdu. Ces deux phénomènes bien établis par l'observation et l'expérimentation présentent cette particularité essentielle d'alterner comme une série d'actions et de réactions.

J'ai dit que la main forcée ne se peut guère imaginer que dans une scène criminelle. Sans m'arrêter au cas historique du duc de Guise qui serrait dans son gantelet de fer la main de la duchesse pour l'obliger à écrire, à Saint Mégrin, le billet

qui a causé sa perte, je citerai le drame suivant qui s'est déroulé à Guéret, en 1925,

OBSERVATION I

N... avait épousé une femme qui avait été précédemment fiancée avec un autre. Les époux eurent bientôt une vie semée de difficultés ; le mari n'avait pas pour sa femme les attentions qu'elle méritait, à tel point qu'il n'est pas exagéré de dire qu'il la laissa sans soins au cours d'une maladie dont elle mourut. Peu avant sa mort, alors qu'elle était alitée, N... se présenta à elle lui apportant sur un sous-main une feuille de papier, un encrier et un porte-plume ; il la fit asseoir dans son lit, puis, lui saisissant la main droite, il l'obligea à écrire un testament par lequel elle l'avantageait d'une façon exceptionnelle. Pendant qu'il emportait l'encrier et le porte-plume dans une pièce voisine, la pauvre femme s'empara d'une épingle à cheveux avec laquelle elle écrivit : « Rien à mon mari, il me tue ». Après la mort de la malheureuse, le mari exhiba le testament. Mais il parut si extraordinaire aux proches de la *de cujus* qu'ils prirent conseil d'un magistrat et lui montrèrent le document sur lequel il put lire la phrase grattée avec une pointe sèche. La famille attendit le retour de l'ancien fiancé (il était alors au Maroc) pour porter plainte contre le mari. Malheureusement, le testament soumis à des expertises multiples opérées dans de mauvaises conditions, sans précautions suffisantes et sans avoir été, au préalable, photographié, devint bientôt informe, sali, et il était de moins en moins facile de discerner le foulage qui aurait été produit par l'épingle à cheveux. Lorsque ce document fatigué fut adressé au Laboratoire de Police technique de Lyon pour être examiné par le docteur Locard, il n'était plus possible de discerner la phrase suggestive que la malheureuse avait tracée.

Les cas de mains aidées sont beaucoup plus fréquents.

OBSERVATION II

Castanié contre Latour (jugement du Tribunal civil de Lyon, en date du 16 décembre 1921).

OBSERVATION III

Dame Boissin, habitant Laurac, dans une affaire portant sur un testament rédigé le 12 août 1916 à main aidée.

OBSERVATION IV

Femme Leroy (arrêt du Tribunal de Nancy du 22 octobre 1904).

OBSERVATION V

Affaire déferée à la Cour de Poitiers, le 9 juillet 1888, portée devant la Cour de Cassation le 31 juillet 1889.

OBSERVATION VI

Veuve Burnot (arrêt de la Cour royale de Nancy du 19 février 1843).

II. Techniques particulières.

A) L'analyse graphométrique. — Cette technique, imaginée par le docteur Locard, est partie de l'observation suivante : « Existe-t-il, dans l'écriture, des caractères que le faussaire ne puisse pas penser à déguiser ? En existe-t-il que, même prévenu, il ne puisse parvenir à altérer ? Sera-ce parmi les éléments mesurables qu'il faudra chercher les constantes identifiantes ? Mais un même auteur écrira tantôt gros et tantôt petit suivant la place dont il dispose, suivant l'écartement des lignes ou le format du papier ; et, d'autre part, l'obliquité des axes littéraux variera suivant la hâte et sera d'ailleurs un des premiers signes altérés par le faussaire qui, très habilement, redresse ou renverse son écriture. Il faut donc aller plus loin. L'expérience nous montre que ce qui est constant dans le graphisme, ce ne sont point les grandeurs absolues, mais les variantes de grandeurs, c'est-à-dire les valeurs proportionnelles. Faire entrer la notion de grandeurs proportionnelles dans l'expertise des documents écrits, c'est l'engager dans la voie de la connaissance scientifique qui implique le passage du qualitatif au quantitatif : connaître c'est mesurer. C'est en chiffrant certains éléments mesurables que l'on pourra dire si, ces chiffres étant identiques ou variant parallèlement, les deux écritures considérées proviennent d'une même cause, c'est-à-

dire d'une même main... Ce n'est pas du côté formel qu'il faut chercher les preuves de l'identité, mais du côté quantitatif ». Et le docteur Locard a été alors amené à imaginer une méthode qui décèlerait, dans les faux par imitation et dans les faux par déguisement, les caractères quantitatifs proportionnels qui définissent une écriture et que le faussaire ne modifie pas parce qu'ils ne sont pas apparents.

Voici les règles générales de l'analyse graphométrique :

1° Les mesures doivent être exprimées en dixièmes de millimètres.

2° On pourra mesurer sur des agrandissements à l'aide d'une règlette plate en ivoire ou en métal, divisée en demi-millimètres. Le réglage aura été vérifié une fois pour toutes.

3° Toutes les mesures seront bonnes, pourvu qu'elles soient comparables. Ce qui veut dire que dans chaque ordre d'opérations, l'expert peut fixer la technique qui lui convient, à condition qu'il l'applique d'une façon strictement identique aux diverses pièces comparées. Si, pour une même expertise, il y a plusieurs experts, ou si un directeur de laboratoire emploie ses aides aux mesures graphométriques, il ne faut pas que deux opérateurs différents construisent, l'un, la courbe de l'authentique, l'autre, la courbe de l'incriminée, les différences individuelles de technique pouvant fausser gravement les résultats.

4° On fera, pour chaque ordre d'opérations, le plus grand nombre de mensurations possibles, la valeur de la méthode étant proportionnelle à la richesse des séries, et les diagrammes tendant à constituer des courbes régulières dans la proportion où les éléments statistiques sont nombreux.

5° Le principe général de la méthode est le suivant : mesurer sur les textes authentiques une série de grandeurs de même ordre, les représenter par une courbe. Construire, à l'aide de l'incriminée, la courbe correspondante et superposer les deux courbes ainsi obtenues. La concordance ou l'homologie des graphiques marquera l'identité d'origine des deux textes, quelles que soient les différences de leurs formes ; leur discor-

dance établira que ces textes proviennent de scripteurs différents, quelle que soit leur apparente similitude.

6° Les mesures peuvent porter sur de très nombreux éléments qui se ramènent à quatre ordres :

a) *Des grandeurs relatives* qui sont : soit des rapports de longueur (hauteur relative des minuscules, longueur de barre, des t), soit des indices de courbure (rapport de la flèche à la corde dans le plateau de r minuscule).

b) *Des directions*, interprétées en valeurs angulaires.

c) *Des interruptions*, appréciées en statistiques de fréquence.

d) *Des formes*, interprétées également en statistiques.

Les relations et les indices de courbure, les directions, les statistiques d'interruption et les statistiques de forme se traduisent toutes par des courbes dont la superposition ou l'homologie manifeste l'identité ou la non-identité des scripteurs.

7° Avant de commencer les diverses opérations graphométriques, il faut mesurer, pour chacun des textes, la hauteur minusculaire moyenne. Pour cela, on mesure cent ou deux cents grammas non dépassants pour chaque texte, et on calcule la moyenne. Le nombre m ainsi obtenu servira de base à une série de calculs.

Les opérations portent sur les points suivants :

1° Rapport des hauteurs minusculaires. 2° Variation des hauteurs minusculaires. 3° Hauteurs des dépassantes. 4° Gladiolage. 5° Écartement des lettres. 6° Variation des écartements. 7° Écartement des mots. 8° Écartement des lignes. 9° Valeurs proportionnelles des largeurs. 10° Mesures du t. 11° Mesures de l'i. 12° Hauteur des liaisons. 13° Traits d'attaque et traits terminaux. 14° Épaisseur du trait. 15° Indice curvimétrique. 16° Indice diamétral (mesure des courbes fermées). 17° Indice de flèche (mesure des courbes ouvertes). 18° Indice du plateau. 19° Obliquité des marges. 20° Obliquité des lignes. 21° Obliquité des mots. 22° Rapports des valeurs angulaires. 23° Limitante verbale (droite tangente aux pieds de chaque lettre des mots). 24° Parallélisme grammatique. 25° Fréquence des coupures. 26° Position des coupures. 27° Statistiques des formes.

Naturellement, il n'est pas nécessaire d'appliquer toute l'analyse graphométrique à chaque cas. Les constatations les plus nettes sont, dans l'ordre d'importance : les rapports des hauteurs minusculaires, les rapports des dépassantes, les rapports des valeurs angulaires, la fréquence des coupures, la position des coupures, l'écartement des lettres, le parallélisme grammatical, les variations des hauteurs, la direction de la limitante verbale, la barre du t. Il est rare que, après avoir procédé à cet ensemble de recherches, on ne soit pas en présence d'une solution *évidente*. Dans les cas simples, où l'on veut seulement confirmer par une démonstration rigoureuse une donnée déjà fort probable, les trois premières opérations suffisent parfaitement.

Il y a des cas où cette méthode n'est pas applicable ; si le déguiseur a séparé tous ses grammes, par exemple, on ne peut utiliser les fréquences ni les séquences de coupures.

On ne commencera jamais l'analyse graphométrique sans s'être préalablement assuré qu'il ne s'agit pas d'une forgerie par calque. Les mensurations, dans ce cas, indiquent une concordance absolue des valeurs, qui est tout le contraire d'une preuve d'authenticité.

B) Dans les affaires d'escroquerie ou d'abus de confiance, l'expert est amené à donner son avis sur la question de savoir si un document (traite, billet, engagement, etc.) a été écrit dans le même temps que telle autre partie du contexte ou de la date ou de la signature. Généralement, l'expertise du vieillissement des encres permet de répondre à la question posée. Cependant, si les diverses rédactions d'un document sont faites en des temps différents, mais très rapprochés, l'analyse chimique est déficiente. J'ai pu, par des examens microscopiques, établir une technique qui, dans bien des cas, fournit une réponse assurée à la question, et qui a reçu de nombreuses applications pratiques au Laboratoire de Police technique de Lyon. Lorsque le papier du document a été plié, il est possible de constater que le tracé antérieur au pliage du papier est simplement brisé ou déformé au niveau du pli qui est postérieur.

rement pratiqué, tandis que le tracé qui coupe le pli préexistant présente la particularité suivante : au niveau du pli, la trace de la plume n'est pas nette, l'encre s'étale dans la cassure provoquée par le pli du papier. Il y a, en effet, par le pliage, une brisure de l'encollage du papier qui livre alors sa couche sous-jacente dans laquelle se répand l'encre. Il est donc facile de déduire, si un pli existe, les dates relatives de deux textes (1).

III. Les indices de falsification de l'écriture, tirés de l'expertise de documents, s'affirment de différentes façons et conduisent à une certitude physique de degrés variables. La certitude tirée d'indices qui apparaissent dans les documents falsifiés par altération (grattage, lavage), par surcharge, par adjonction, par décalque est d'un ordre supérieur. Dans ces cas, la preuve s'affirme d'elle-même, par observation des textes, par comparaison, par expérimentation ; la photographie parfois révèle cette preuve, mais généralement elle ne fait que la rendre plus sensible. Dans ces cas de faux physiques, on ne saurait qualifier de conjecturale la preuve administrée ; elle a la valeur même des techniques qui y conduisent et qui l'affirment. La certitude tirée d'indices relevés dans les falsifications par imitation servile ou par imitation libre d'un modèle, par déguisement, n'a pas eu, il faut en convenir, la force que l'on aurait désiré qu'elle eut, comparable à celle à laquelle on atteint dans les cas précédents, jusqu'au moment où l'analyse graphométrique est apparue. Jusqu'alors, la part conjecturale dont était faite la force de la preuve de falsification apparaissait netoirement assez grande pour légitimer toute suspicion. Il était sage, en appréciant la valeur de cette certitude, d'apprécier la valeur de l'homme de l'art qui l'apportait : la certitude avait, dans cette matière, un caractère strictement subjectif, et l'on sait combien les experts étaient ridicules pour ne pas dire parfois dangereux, car on ne saurait oublier les erreurs qu'ils ont commises, erreurs dont les conséquences furent parfois tragiques. Grâce à l'analyse grapho-

(1) Voir R. I. C., A. Claps : *Un procédé de détermination de la date relative de deux textes* et une application pratique, n° 2, décembre 1930.

métrique que le docteur Locard a créée sur des données scientifiques, sur la pratique et l'observation méthodique de plus de quinze années, l'examen des falsifications d'écritures a passé de la phase subjective dangereuse à la phase objective bien autrement sûre. Aujourd'hui, par cette technique, l'équation personnelle de l'expert est réduite au minimum et se confond avec celle de tout homme qui agit, ainsi que je l'exposerai dans le titre IV (1). Aussi bien, ne convient-il plus d'appliquer aujourd'hui l'épithète conjectural à la valeur de la preuve à laquelle on tend par cette méthode. Ma pratique personnelle au Laboratoire de Police technique de Lyon m'a permis de collaborer à plus de deux cents examens d'écritures. La plupart des cas qui étaient soumis à expertise ou à contre-expertise se révélaient extrêmement difficiles ; ils m'ont permis d'apprécier justement la valeur des techniques employées. De ces opérations, conduites ou dirigées par des maîtres tels que le docteur E. Locard ou M. A. Chevassus, dont on doit dire qu'ils ont effectué le plus d'expertises du continent, j'ai pu m'assurer qu'il faut, désormais, traiter avec confiance l'expertise des documents écrits. Bien souvent, d'acerbés critiques sont dirigées contre les conclusions d'expertises par des personnes qui, ou bien ignorent tout des techniques utilisées, ou bien ne se souviennent que des résultats atteints par des techniciens peu entraînés, parfois insuffisamment instruits et malheureusement quelquefois aussi simplement ignorants. Pour critiquer, pour juger valablement une technique, quelle qu'elle soit, le moins que l'on puisse exiger est que le critique ou le juge sache les règles, les lois dont le technicien a fait usage.

Un expert ne s'improvise pas, celui qui prétend le juger ne saurait pas davantage s'improviser juge. J'ai étudié scientifiquement cette question de l'expertise de documents écrits, je me suis entraîné particulièrement à l'exercice des techniques diverses, aussi, je me crois autorisé à me permettre une appréciation : je reste fermement convaincu, par expérience, que

(1) T. IV, chap. I et II.

les techniques modernes, consciencieusement appliquées par un technicien intelligent et compétent dans cette matière, ne donnent plus, désormais, à la preuve à laquelle elles conduisent, un caractère spécifiquement conjectural. J'ai d'ailleurs signalé, au cours de l'exposé des méthodes, les réserves particulières qu'il y avait lieu de faire dans certains cas précis.

TITRE III

LES INDICES DE L'IMPUTABILITÉ MORALE
ET DE LA CULPABILITÉ
DU DÉLINQUANT

CHAPITRE PREMIER

Les indices de pluralité d'auteurs ; de la récidive des liens de parenté, de subordination entre la victime et l'auteur de l'infraction ; du jeune âge

1. — La preuve de la pluralité d'auteurs est apportée par les empreintes, les traces de toute nature relevées sur les lieux de l'infraction. C'est en vain qu'un délinquant soutiendrait qu'il a agi seul, si, dans un cas de vol, par exemple, on retrouvait sur les objets manipulés pendant la perpétration du méfait, des empreintes digitales appartenant à des personnes différentes, si, par exemple, sur les empreintes digitales de l'inculpé chevauchaient des empreintes autres que les siennes et apposées après les siennes alors que, depuis le moment de l'infraction, ces objets n'ont été ni déplacés, ni touchés.

OBSERVATION I

Dans la nuit du 21 au 22 décembre 1930, un café-dancing, situé à l'angle de la route de Crémieux et de la rue Chardonnet, à Lyon, avait reçu la visite de voleurs. Au cours de la veillée qui avait précédé l'heure du vol, une clef servant à ouvrir la porte de communication entre la salle du dancing et la salle du comptoir avait été soustraite. Les voleurs, une fois dans la salle du dancing, avaient ouvert la porte de communication et s'étaient rendus au comptoir dont ils avaient fracturé le tiroir-caisse, s'emparant d'une somme de 400 francs ; ils prirent diverses bouteilles de vin et une provision de jambon. Je me suis rendu sur les lieux de l'infraction avec le brigadier Chevassus, du Laboratoire de Police technique de Lyon. Nous avons observé des empreintes de pas de deux individus différents ; et, suivant ces empreintes, nous avons été conduits dans un champ voisin où nous avons découvert des bouteilles et des traces de victuailles. Sur les bouteilles, nous avons relevé les empreintes d'un index, d'un médium et d'un pouce droit,

d'autres empreintes d'un index et d'un médius droit ; ces empreintes digitales ne provenaient pas de personnes employées dans l'établissement, ni des propriétaires. Le vol avait donc bien été commis par deux personnes. A la circonstance de nuit, s'ajoutait donc celle de vol en réunion.

2. — La question de la récidive est tranchée par la solution apportée au problème de l'identité ; il en est encore de même de la question des liens de parenté ou de subordination entre la victime d'une infraction et son auteur. Or, on sait que les indices ont un rôle essentiel dans la détermination de l'identité (1).

3. — L'âge de l'inculpé est de nature à influencer sur son imputabilité morale ; cette question est résolue en même temps que celle de l'identité.

(1) Voir *supra*, T. I, ch. II et T. II, ch. II.

CHAPITRE II

L'indice de l'état dangereux ou de « périculosité »

1. — A côté des indices matériels qui apportent la preuve de l'imputabilité matérielle d'un individu, des indices subjectifs (récidive, liens de parenté ou de subordination entre la victime et l'auteur d'une infraction) qui influent sur l'imputabilité morale du délinquant, il existe un état particulier à chaque délinquant, c'est l'état de « périculosité », ou état dangereux. L'état dangereux est de nature à fournir aux juges des éléments d'appréciation soit au cours de l'instruction, soit au moment du jugement. Un individu, danger social, peut fort bien ne pas encourir une sanction pénale parce que l'acte anti-social auquel il s'est livré est insuffisamment caractérisé pour constituer une infraction à la loi pénale, il n'en reste pas moins un danger social et, contre lui, on peut envisager des mesures non répressives, des mesures de sûreté.

2. — En France, la loi présume certains individus dans un état dangereux, mais elle n'exprime pas cette idée de « péril social ». Dans les législations étrangères, au contraire, on rencontre l'expression nette de cette notion. Ainsi, le nouveau code pénal yougoslave, qui est entré en vigueur au 1^{er} juillet 1930, prévoit, dans son article 70, que « la peine sera mesurée contre l'auteur du délit, d'après le degré de sa responsabilité criminelle », spécifiant que, « pour établir la mesure de la peine, on doit prendre en considération : 1^o le danger social ; 2^o les motifs qui ont décidé l'auteur du délit, etc... » De même, un projet de loi sur « l'état dangereux », faisant suite au code pénal argentin du 30 septembre 1921, prévoit l'application de mesures de sûreté pour les sujets dangereux non délinquants et des aggravations de peine (art. 40) pour les individus dont les circonstances de fait constituent un indice de très grand danger, et l'article 41 du projet indique, entr'autres, comme circonstances de plus grand danger, le fait

d'avoir mené une vie dissolue, déshonnête ou parasitaire ; avoir agi pour des motifs ignobles (1).

Il faut, cependant, noter que, dans un rapport à la Société générale des prisons, le professeur Balthazard (2) conclut que le droit de punir doit être fondé sur un critérium nouveau : « la nécessité de la défense sociale ».

3. — Il y a lieu de distinguer les individus dont l'état dangereux se manifeste par des états pathologiques, des individus dont l'état dangereux se révèle par des circonstances extérieures à eux-mêmes. Des premiers, il est traité dans le chapitre III. Dans ce chapitre, j'étudierai exclusivement les individus dont l'état dangereux est caractérisé par des circonstances, des indices extérieurs.

On peut diviser ces individus en deux catégories : d'une part, l'ensemble de ceux sur qui la loi pénale fait peser une présomption d'état dangereux, tels que les récidivistes, les mendiants, vagabonds, gens sans aveu, souteneurs ; et, d'autre part, l'ensemble de ceux qui, sans tomber sous le coup des présomptions de la loi, se révèlent, néanmoins, dangereux par leur genre de vie, leurs fréquentations, présentent des indices de « périculosité ».

1° Les présomptions légales d'état dangereux.

La loi présume les récidivistes comme constituant un danger, aussi prend elle contre eux des mesures particulièrement énergiques, allant jusqu'à l'élimination. La récidive est aujourd'hui constatée par le casier judiciaire.

De même, la loi présume les individus vivant de mendicité comme présentant un caractère dangereux ; il en va de même pour les vagabonds (3). (Art. 270, 271, 274, 276, 277, 278, 279 du Code pénal). L'article 270 du Code pénal dit : « Les vagabonds ou gens sans aveu... » et l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, modifié par la loi du 27 décembre 1916, indique ce qu'il faut

(1) Victor Dellino : in *Revue de droit pénal et de criminologie et Archives internationales de médecine légale*, n° 6, juin 1930, p. 577 et s.

(2) *Revue pénitentiaire* 1922, p. 743 et s.

(3) *Répertoire de jurisprudence*, Guyot, V° Police, p. 159, col. 1 : « C'est pour procurer la même sûreté et tranquillité qu'elle (la police) écarte les vagabonds et gens sans aveu... »

entendre par « gens sans aveu ». Ce même texte définit ce que l'on doit comprendre par « souteneur » et prévoit les peines portées contre lui. Nous voyons donc la loi prendre des dispositions répressives contre des individus qui « n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession », et contre ceux « qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites », ainsi que contre les individus « qui aident, assistent ou protègent habituellement le racolage public en vue de la prostitution d'autrui pour en partager les profits ». Cela est si vrai que l'article 278 du Code pénal présume le vagabond ou le mendiant en état de délinquance lorsqu'il est trouvé porteur de valeurs dont le montant est supérieur à 100 francs, si bien que le mendiant ou le vagabond supporte la charge de la preuve de la licéité de ces valeurs s'il veut échapper aux sanctions de l'article 276 du Code pénal, variant de six mois à deux ans d'emprisonnement.

L'article 281 est encore un bon exemple de ce caractère dangereux constitué par l'état de mendicité ou de vagabondage. Il prévoit, en effet, que les individus porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route, se verront « toujours » appliquer le maximum de la peine s'ils sont des vagabonds ou des mendiants.

2° Les indices de « périculosité ».

Quels sont les indices qui permettent d'induire que l'individu déféré à la justice est « en état dangereux » ?

Il est certain que nous retrouverons en état dangereux tous les individus qui se caractérisent par un genre de vie particulier ; ainsi, tous ceux vivant dans des lieux de débauches, dans les milieux de prostitution féminine ou masculine, tous les invertis, les pervers, ceux qui fréquentent les lieux dits « de plaisir » où se trafiquent les stupéfiants, soit qu'ils en fassent le trafic ou qu'ils en usent eux-mêmes ; présentent encore un état dangereux les individus qui s'organisent en bande en vue de voler dans une localité, plus généralement dans une

région, souvent dans le pays entier et, parfois, dans un grand nombre de pays (voleurs, escrocs cosmopolites).

Chez tous ces individus ou dans tous les groupements de tels individus on peut retrouver des « indices » qui décèlent la société à laquelle ils appartiennent et ainsi révèlent leur « état dangereux ». De ces indices, j'indiquerai ceux qui me sont apparus essentiels. L'individu le plus dangereux est certainement celui qui n'opère point seul, qui est affilié à une bande soit nationale, soit internationale : ces bandes possèdent presque toutes un langage conventionnel, des signes particuliers de reconnaissance, généralement des tatouages. Aussi, les individus agrégés à de telles organisations criminelles sont-ils tatoués, parlent-ils un argot ; généralement, ils ont une manière propre de se vêtir, adoptent une coupe de cheveux spéciale.

a) Les tatouages

Le tatouage consiste dans l'introduction sous le tégument d'une matière colorante destinée à y rester. Les procédés se ramènent tous à une incision ou une brûlure de la peau et, ensuite, à l'introduction de la matière colorante : poudres, encres.

D'après l'opinion du docteur Locard, le mot tatouage serait d'origine océanienne, ce qui ne saurait signifier que le tatouage ait été ignoré en Europe. Le professeur Lacassagne a montré que le tatouage existait dès les périodes préhistoriques. Cependant, depuis les débuts du Christianisme jusqu'à la Renaissance, il n'est jamais question de tatouage, aussi, si l'on fait abstraction de la préhistoire, peut-on dire que le tatouage commence avec les guerres de la Révolution et de l'Empire. Il est d'abord pendant longtemps une marque militaire ou professionnelle (1), puis, vers la fin du second Empire, il est surtout fréquent chez les criminels. Pendant la Grande Guerre, de nombreux soldats, gens honnêtes, se sont fait ou se sont laissés tatouer ; enfin, l'époque actuelle marque une recrudescence du

(1) Coureaud, médecin principal, médecin major de *La Provence* : « Les tatouages actuels dans la marine, leur fréquence, leur signification », in *Arch. Méd. lég.*, mars 1929, n° 3, p. 105.

tatouage devenant commun chez les femmes qui, autrefois, n'en avaient presque jamais.

En Europe, et à notre époque, le tatouage se fait à peu près exclusivement par piqûres : c'est le procédé ordinaire dans le milieu des criminels. Il est employé par les professionnels du tatouage dans les villes maritimes, dans les casernes, dans les prisons et dans les bagnes. Le « client » choisit un dessin parmi ceux qui figurent sur un album où chaque modèle a le prix indiqué. Le sujet adopté est reproduit sur la peau à l'aide d'une série de piqûres faites avec une aiguille ou mieux plusieurs aiguilles, de deux à dix, emmanchées dans une baguette semblable à un porte-plume ou un crayon. Lorsque le tatoueur est habile, il opère sans calque ; lorsqu'il ne sait pas dessiner, il place sur la peau un papier huilé où est tracé le dessin et pique en suivant les traits. Les aiguilles doivent être enfoncées obliquement et, de préférence, par deux fois à chaque place, sans dépasser un millimètre de pénétration. La coloration est produite par l'encre de Chine ou du vermillon, parfois du charbon de bois pilé et délayé dans l'eau, par de l'encre bleue ou, plus rarement, du bleu de blanchisseuse. La région tatouée s'enflamme peu d'heures après l'opération. Lorsque la croûte tombe, le dessin apparaît, d'abord avec des lignes élargies puis, au bout de trois ou quatre semaines, sous sa forme et avec son aspect définitifs. En Algérie, on remplace les piqûres par des scarifications, c'est-à-dire, des incisions très superficielles. C'est ainsi que l'on opère en Nouvelle-Zélande pour les grands tatouages qui couvrent la figure et le corps. En Afrique, les nègres n'emploient point de matière colorante ; ils font des cicatrices profondes qui, ensuite, apparaissent en blanc sur la peau noire. Les Esquimaux et d'autres races polaires pratiquent le tatouage sous-épidermique au moyen d'une aiguille munie d'un fil assez long enduit d'un mélange d'huile de poisson et de noir de fumée. Le docteur Locard m'a fait part d'une méthode qui lui a été signalée et qui consisterait dans l'emploi d'appareils électriques tatouant un dessin entier en une seule application ; mais il n'a jamais pu voir ni l'appareil, ni les tatoueurs qui s'en serviraient.

Dans cette étude, la question qui se pose est de savoir si vraiment le tatouage est un signe de criminalité, ou plus exactement, si on peut le considérer comme un *indice* certain de « l'état dangereux » de celui qui le porte.

Lombroso a défendu cette thèse : il fait du tatouage un stigmate.

Lacassagne et l'Ecole lyonnaise refusent d'admettre que le tatouage ait une signification aussi simple et aussi constante ; ils voient, dans ces dessins, l'expression de la pensée ou de la moralité du tatoué ; quant aux Allemands, Baer et Lippmann, par exemple, ils n'admettent aucune relation entre le fait d'être tatoué et le crime, ni entre le tatouage et la psychologie du tatoué. Avant de discuter ces doctrines, il faut examiner s'il y a des caractères qui définissent les tatouages observés sur les criminels, caractères qui ne s'appliqueraient pas aux dessins figurant sur les gens honnêtes. C'est ce qu'ont fait Minovici et Locard : Minovici dans son ouvrage *Les Tatouages en Roumanie* et Locard dans son *Traité de Criminalistique* dont seuls, à ce jour, les deux premiers volumes ont paru. Le docteur Locard a bien voulu me communiquer son précieux manuscrit des volumes non encore édités et qui traitent, dans un chapitre spécial, des tatouages. De ces pages encore inédites sont extraits les renseignements sur cette matière.

Les tatouages criminels se distinguent par les caractères suivants : 1° la haine ou l'esprit de vengeance : « Mort aux gendarmes », « Souvenir de vengeance d'un ami de captivité ». Lombroso avait collectionné de nombreuses inscriptions italiennes de cet ordre ; 2° le cynisme avec le sens de la fatalité : « Enfant du malheur, né sous une mauvaise étoile », de même à Naples l'abréviation Q F Q P M qui signifie : Quand finirons-nous cette peine ? Jamais. Fieschi, condamné pour faux, s'était fait tatouer sur la poitrine la Légion d'honneur (qu'on lui avait retirée) avec cette inscription : « Je suis heureux que celle-ci ils ne me l'enlèveront pas. » ; 3° l'obscénité : Lombroso insiste aussi sur ce caractère ; 4° la multiplicité : on a vu un criminel tatoué d'un costume complet d'amiral ; Lombroso en a vu un en uniforme de général. Les tatoués des bataillons d'Afrique

sont souvent entièrement couverts de dessins variés faits en de nombreuses séances ; 5° la précocité : Lombroso et Lacassagne ont rencontré des tatoués de moins de seize ans. Et. Martin a trouvé, à la prison Saint-Paul de Lyon, 38 tatoués sur 50 mineurs de moins de dix-huit ans ; 6° les marques d'association : « Quelquefois, dit Minovici, le tatouage est employé par des sociétés criminelles, servant à la reconnaissance des membres entre eux ou comme un signe de ralliement. Ainsi, en Bavière et dans l'Allemagne du Sud, il y a des associations de délinquants qui se reconnaissent entre eux par un tatouage épigraphique : T. und L., c'est-à-dire Thal und Land, moïts qu'ils doivent échanger à mi-voix quand ils se rencontrent ; sans cela, ils se dénoncent eux-mêmes à la police. Dans le Midi de la France, on trouve également des associations dont les membres ont pour signe deux mains croisées et le mot « union », entouré d'une couronne de fleurs. Il existe en Italie, l'association des camoristes, dont le tatouage est représenté par cinq lignes sur la main droite, un serpent et un lézard qui représentent un premier grade ; dix points et dix lignes en représentant un second. » Locard a signalé des tatouages des associations polynésiennes et, actuellement, en France, en Italie, en Allemagne, en Autriche les faits signalés par Minovici continuent à se produire. Immédiatement après la Grande Guerre, Locard, au Laboatoire de Police de Lyon, a vu les membres d'une bande de jeunes malfaiteurs marqués tous d'un point entre le pouce et l'index ; une autre bande avait pour signe de reconnaissance un point de tatouage dans la queue du sourcil.

H. Gross a relevé (1) une série de signes tatoués reconstituant la biographie de certains criminels allemands et autrichiens. Il a pu ainsi former un dictionnaire d'idéogrammes, dont il décrit 1.739 exemples. De Blasio (1) a présenté, au Congrès de Criminologie, à Turin, un tatouage formé de quatre figurines et d'une dizaine d'inscriptions, résumant tout le casier judiciaire d'un individu par de curieux hiéroglyphes. Cette dernière caté-

(1) Hans Gröss : Die Gaunerzinken der Freistadter Handschrift, in *Arch. für Kriminal Anthropologie*, t. II, 1899.

gorie ne prête point à discussion : il s'agit de tatouages criminels. Mais, par contre, des hommes honnêtes peuvent porter des inscriptions cyniques ou des dessins obscènes s'ils ont une nature grossière et s'ils n'ont reçu aucune éducation : les caractères donnés comme spécifiques du tatouage criminel ne le sont pas absolument. Ainsi, les tatouages multiples, ceux même couvrant tout le corps peuvent se trouver chez des hommes, certes originaux, mais nullement malfaisants. De plus, l'existence du tatouage scolaire enlève toute signification à la précoçité. Mais il est un fait qui, d'après le docteur Locard, ôte extrêmement de la valeur péjorative que l'on voudrait attribuer au tatouage.

Il s'agit de l'entraînement que des personnes subissent qui, un jour de beuverie et de désœuvrement, se laissent tatouer n'importe quoi par le tatoueur, ou encore de l'ennui que provoquaient les séjours dans les cantonnements pendant la guerre, si bien que les hommes excédés se faisaient tatouer par des opérateurs venant des bataillons d'Afrique ou de la Légion étrangère et, ceux-ci, soit par jeu, soit par dérision, traçaient sur leur dos une « guillotine » ou des inscriptions anarchistes ou obscènes, en leur faisant croire qu'ils dessinaient un paysage ou quelque sujet banal. Et le docteur Locard, après avoir examiné tant de tatouages, après m'avoir montré et interprété le volumineux album où il a recueilli plusieurs centaines de photographies de dessins, en arrive à se demander si l'on n'est pas « en droit de conclure que, dans de très nombreux cas, le tatouage n'indique pas bien plutôt la psychologie du tatoueur que celle du tatoué ».

Mais, peut-on dire que, d'une façon générale, le tatouage constitue un indice de criminalité ?

Dans ses *Principes de Sociologie*, Spencer fait, sur l'origine du tatouage, une hypothèse qui n'a pas été controversée. « On peut dire, écrit Spencer, que l'acte qui consiste à donner une partie au lieu du tout, lorsqu'on ne peut transmettre le tout par un procédé mécanique, est une cérémonie symbolique se rapprochant, autant que possible, du transfert effectif. Nous pouvons la rattacher à une cérémonie d'un genre plus simple,

qui l'éclaire, et à son tour en est éclairée. Je veux parler de l'acte qui consiste à donner une partie du corps de l'homme pour faire entendre qu'on en donne la totalité ; lorsque les conditions sociales font trouver au vainqueur un avantage à garder ses ennemis vaincus au lieu de les manger. En même temps que cet usage nouveau de réduire en esclavage les captifs s'établit, persiste l'usage ancien de couper sur les corps les parties qui servent de trophée, sans que ce retranchement diminue la valeur de leurs services. En définitive, les traces de la mutilation deviendront les marques d'une subjugation par des êtres puissants, vivants ou morts, d'une subordination domestique, d'une propitiation religieuse. — Les mutilations les moins douloureuses deviendront les plus communes. — Les incisions laissant des cicatrices ; celles-ci deviennent, comme les autres mutilations, des signes d'assujettissement. *Il est probable que les cicatrices de la surface du corps qui en viennent à servir d'expression à la fidélité à l'égard d'un père ou d'un souverain mort ou d'un dieu dérivé de ces personnages, ont donné lieu, entr'autres façons de défigurer l'homme, à celle qu'on appelle tatouage. Indépendamment de toute hypothèse, nous avons la preuve que ces marques sont bien souvent des signes de tribu, ce qu'elles ont dû devenir si elles étaient originellement l'effet de l'usage de contracter une union par le sang avec les fondateurs morts de la tribu. Mais, par suite des vicissitudes des guerres continuelles de race, il a dû arriver quelquefois qu'une race non tatouée ait été conquise par une autre chez qui la coutume du tatouage était en vigueur, et qu'alors ces marques sont devenues le signe de la suprématie sociale. Il y a une autre cause encore de ce désaccord dans les significations du tatouage. Outre les cicatrices qui proviennent des déchirures, qui sont des actes de propitiations envers des parents, des chefs morts ou des dieux, il y en a qui proviennent de blessures reçues à la guerre. Ces dernières laissent supposer qu'il y eut là bataille avec des ennemis, aussi sont-elles en honneur dans le monde entier, et on les voit étalées avec orgueil. Comme les sauvages sont bien plus fortement animés de ces sentiments de bravade que les peuples civilisés, et qu'ils*

ne connaissent d'autre honneur que la bravoure, qu'en résultera-t-il ? Le désir d'étaler des cicatrices honorables ne poussera-t-il pas l'homme à s'en faire d'artificielles ? Nous en avons la preuve. *Voilà donc une nouvelle raison pour que les marques faites à la peau, encore qu'elles soient généralement des signes de subordination, soient devenues, dans certains cas, des décorations honorables et des signes du rang. Naturellement, parmi les mutilations de la peau, produites de la façon que nous avons dite, un grand nombre prendra, sous l'influence de la vanité, un caractère plus ou moins ornemental, et l'usage qu'on en fait pour la décoration du corps survit souvent après que le sens s'en est perdu. »*

Si l'on adopte cette manière de voir, avec Lombroso, il faut nécessairement conclure que le tatouage est bien un phénomène d'atavisme, mais il n'y a pas de raison d'admettre qu'entre la criminalité et le tatouage il y ait une relation de cause à effet. Le tatouage ne représente plus que la manifestation d'un fait d'ornement dans une forme inférieure, mais comparable à ce que l'on observe ailleurs. Henri Liale (1) développe, non sans humour, cet édifiant parallèle : « Le criminel aimera, à l'instar du sauvage, contempler sur son corps de vives oppositions de couleurs, des ornements étranges et resplendissants ou des balafres et des cicatrices, en somme donc, le tatouage ! Nous, au contraire, cherchons plutôt les teintes harmonieuses et nuancées, nous préférons une peau lisse, délicate et veloutée à une face boucanée, et peut-être aussi la veloutine, la crème Simon et l'oriza au charbon et à l'encre de Chine ! A la vérité, nous aimons les bagues, les bracelets et même les pendants d'oreilles. Ne serait-ce pas là un dernier reste d'atavisme, de tatouage, m'objectera-t-on ? Sans doute, c'est le même fait — sous une autre forme — et accompli dans un but semblable d'embellissement et de satisfaction esthétique. Nihil novi sub solé. Le Parisien qui, sur le boulevard, se découvre respectueusement devant la dame chargée de bijoux et le visage fardé, ne se doute point que celle-ci est tatouée elle aussi ! Mais

(1) Henri Liale, *Criminalité et tatouage*, in *Archives de Lacassagne*, 15 août 1909.

à celui qui le sait et le constate, qu'est-ce donc que cela prouve de plus ? Simplement ceci, que le tatouage est, le plus souvent, une coutume ornementale, la prémissé de laquelle, grâce à une évolution successive du goût, découlèrent l'usage et le besoin de la toilette, de la mode, enfin. Ainsi les grossiers dessins que le jeune berger, surpris par Cimabue, exécutait sur les pierres lisses des vallons toscans préludaient à la grande œuvre de Giotto. »

Verwaeck a montré, en Belgique, l'influence de la caserne et celle de l'usine, autrement importante que celle de la criminalité, sur le nombre des individus tatoués; les chiffres de Ferri, pour l'Italie, conduisent aux mêmes conclusions.

« La présence de tatouages sur un individu prouve, en général, que celui-ci appartient à un milieu de faible instruction et de médiocre éducation. Et il ne faut pas oublier que c'est dans ce même milieu que se recrute la majorité des criminels. Il y a donc coïncidence ; il n'y a pas causalité », écrit le docteur Locard (1). Ce qui importe, ce n'est pas de savoir s'il y a causalité, c'est de savoir si, de l'existence de tatouages sur le corps, les membres, la face d'un individu, nous pouvons induire que cet individu appartient à une classe délinquante ; autrement dit si le tatouage constitue un indice de criminalité. Or, ainsi que l'a écrit Locard, c'est dans le milieu des tatoués que se révèlent les criminels ; ainsi y a-t-il des probabilités, dont la force est variable, que le porteur de tatouages appartienne à un milieu délinquant, qu'il puisse être considéré en état dangereux. Comment varieront ces probabilités ? Elles dépendront certainement, dans une très large mesure, des circonstances dans lesquelles ces dessins ont été tracés, du genre de vie de l'individu tatoué. Toutefois, on pourra toujours, en vertu de cette « coïncidence » des milieux, penser que l'on a affaire à un individu « dangereux », indication, en tout cas, fort utile à l'enquête, à l'instruction, aux juridictions de jugements.

Au Laboratoire de Police technique de Lyon, journellement défilent des individus inculpés, soupçonnés, venant fournir

(1) Locard : *Traité de criminalistique*, t. II.

des renseignements ; presque tous sont tatoués. Les dessins sont excessivement variables et il m'a été donné d'en observer de bien curieux. J'en ai examiné aussi aux prisons Saint-Paul et Saint-Joseph, à Lyon.

Chez les souteneurs, les dessins recouvrent parfois le corps et sont généralement des emblèmes amoureux, disséminés un peu partout et reproduisant souvent des motifs, tels que des femmes nues dans des attitudes variées, quelquefois à genoux, les regards fixés sur la verge, ou des initiales entrelacées, des cœurs transpercés d'un poignard. Souvent, aussi, les inscriptions suivantes sont tatouées sur le thorax, l'abdomen, la verge, les cuisses : « Vers celle qui m'entretiendra » ; « Je suis un cochon au lit » ; « Robinet d'amour » ; « Ridicule cocu ».

Chez les pédérastes, le professeur Balthazard (1) signale la fréquence d'un tatouage situé sur le prépuce et représentant une botte. Je n'ai pas eu l'occasion d'en voir. Chez les passifs, j'ai vu fréquemment, dans les régions deltoïdiennes droites ou gauches, le tatouage d'une étoile à cinq ou huit branches, marquée ou non de un à trois points bleus avec, parfois, le mot « amour » tatoué en exergue.

Sur le visage, on rencontre parfois un point bleu sur la paupière et, sur les mains, des points bleus occupant la commissure qui sépare le pouce et l'index. Il ne faut pas confondre ces points de tatouage avec ceux disposés en triangle ou en quinconce qui signifient un engagement de trois ou de cinq ans ; d'ailleurs, dans ce cas, on ne retrouve pas d'étoile sur les épaules.

J'ai vu, à la prison Saint-Joseph, à Lyon, chez un malfaiteur qui avait été autrefois aux bataillons d'Afrique, de nombreux tatouages multicolores recouvrant toute la poitrine, la plus grande partie du dos, les bras et avant-bras : tête de pierrot en larmes sur chaque épaule ; sur le pectoral droit, une gueule de fauve entr'ouverte laissant apercevoir une tête de femme ; sur le sternum, une femme et un porc dans une posture obscène ; sur le pectoral gauche, des papillons ; en collier, l'inscription :

(1) Balthazard : *Médecine légale*, pp. 596-597.

« J'ai soif » ; sur le dos, un dessin de mosquée, des palmiers, une tête de femme ; sur chaque deltoïde, une femme nue, accroupie, les jambes écartées ; sur les bras et avant-bras, des têtes, des visages de femmes, d'indiens, des papillons.

b) Le langage spécial : l'argot.

Chaque fois que des groupes sociaux co-existent, il s'établit une différenciation psychologique entre eux ; de plus, chaque groupe se spécialise dans un travail donné, si bien que de ces spécialisations naissent bientôt des langages spéciaux dont une des fonctions paraît bien être la protection. Plus les groupes se différencient, plus les langages spéciaux se précisent. Chaque groupe social tend vers une mentalité propre, résultant de la mentalité particulière de chacun des membres qui le composent et de l'influence du milieu dans lequel il vit. Plus le groupe sentira d'une façon propre, plus son langage, traduction des sensations, se particularisera et deviendra, par conséquent, davantage un instrument de protection. Mais, dans chaque groupe social, s'organise un travail spécial, se crée un milieu intérieur qui se spécialise. Il s'ensuit une sorte de nécessité de créer des mots et des phrases qui s'adapteront à la spécialisation *du travail et du milieu*.

Dans la vie sociale, chaque groupe social se considère comme ayant des droits et des privilèges ; il estime donc pouvoir occuper, dans l'échelle sociale, un certain grade et cette croyance se manifeste extérieurement par son langage, si bien que celui-ci est un signe d'autant plus caractéristique qu'il sera plus spécialisé.

Le groupe social ainsi spécialisé, caractérisé par son langage, peut être composé d'individus très différents de ceux qui les environnent, il est alors naturel que le langage soit aussi très spécialisé et assez obscur pour les profanes.

L'argot apparaît, vu du dehors, comme un langage obscur, incompréhensible, ayant l'aspect d'un langage spécial. Cependant, « les argots authentiques ont une obscurité plus épaisse et complète, jalouse, intentionnelle et préméditée » (1) que les

(1) Alfredo Niceforo : *Le Génie de l'Argot*. Paris, 1912. *Mercur de France*, p. 101.

langages spéciaux. L'argot, en effet, présente des signes qui lui sont particuliers. Il est né de groupes en opposition et en lutte avec le milieu dans lequel ils vivent; les armes dont se servent ces groupes ne peuvent être exhibées en pleine lumière. Aussi, chaque fois que la nécessité le réclame, forge-t-il des mots intentionnellement maintenus dans l'ombre. L'argot est un langage secret pour protéger le groupe qui en use. Ainsi compris, l'argot peut être trouvé partout où existe une association, si minuscule soit-elle, dont les membres groupés par n'importe quel lien sentent le besoin de se communiquer leurs pensées ; mais le lien qui unit peut être l'amour, la haine, la communauté de lutte sociale, la passion politique ou des liens inavouables. Sous sa forme embryonnaire, l'argot se trouve « chez le couple d'amis, grandit chez le couple de l'amour sain et de l'amour malade, s'épanouit dans le couple formé par la femme folle, l'esclave et l'homme, le maître et parasite » (1).

L'argot criminel est composé en grande partie d'éléments provenant de cette origine et augmentés au cours de l'évolution indiquée par Niceforo, mais on y trouve d'autres éléments, car si l'argot criminel est apporté de toute pièce dans le couple par l'homme, il faut bien dire que l'homme n'est pas seulement un souteneur, mais souvent aussi un professionnel du crime. Ainsi, en 1896, au tribunal de Rome, sur cent récidivistes soumis à la surveillance spéciale, vingt-sept vivaient du produit de la prostitution ; la moitié d'entre eux était composée de meurtriers et de voleurs, l'autre moitié avait été condamnée pour vol, le nombre de leurs condamnations oscillait entre deux et treize. On peut donc accepter l'idée de Niceforo, que les véritables argotiers ne se trouvent pas exclusivement parmi les criminels et que l'argot n'est pas le sceau particulier de l'association criminelle. Mais on est bien obligé de convenir que les associations qui usent d'un langage argotique, alors même qu'elles ne constituent point une association criminelle, présentent un caractère dangereux. Si donc l'argot n'est pas

(1) Alfredo Niceforo : *Le Génie de l'Argot*. Paris, 1912. *Meroure de France*, p. 127.

un indice absolument certain de criminalité, du moins restait-il un indice net de « périculosité ».

c) Vêtement, coiffure, attitude

L'observation prolongée des milieux délinquants ou seulement suspects amène à cette constatation que, dans des cas extrêmement nombreux, les individus, membres de ces milieux, se caractérisent par leur mise et leur attitude. Le vêtement ne fait pas l'homme, mais, dans bien des cas, il le révèle. La casquette est une coiffure très commode qui entoure bien la tête et tient bien ; elle n'a pas de rebord, elle n'est donc pas gênante ; par contre, la visière permet le camouflage du visage et peut éviter ainsi d'être reconnu : voleurs, escarpes, souteneurs de bas étage, tous ces gens portent communément une casquette. Le col est gênant ; souvent les individus de la pègre se dispensent d'en faire usage et le remplacent par le cache-col ou le foulard, presque toujours de couleur noire ou de couleur voyante ; le cache-col se noue sous le cou comme une cravate. Les exercices physiques s'accommodant mal du gilet, celui-ci est remplacé par la ceinture large et montante du pantalon. Généralement, la chemise d'étoffe fine est de couleur voyante (bleue, jaune) ; quant au pantalon muni, comme je l'ai indiqué, d'une large ceinture, il est, en général, bien coupé, mais, dans certains milieux, il est remplacé par une cote bleue en toile, vulgairement appelée « salopette », mais qui est très rarement sale. Les chaussures semblent bien être une caractéristique des classes délinquantes professionnelles : ce sont soit des espadrilles, soit des bottines à œillets disposés du coup de pied à la naissance des orteils, soit de coquets souliers bas, à talons assez hauts et d'un profil rappelant les talons des chaussures de femmes. Le veston, souvent assez serré à la taille, confectionné de façon à faire paraître les épaules carrées, généralement assez court pour laisser apercevoir la poche de revolver, le col, assez étroit dans le dos, est égayé par une pochette blanche, brodée ou festonnée et portée avec ostentation.

Les membres de ces milieux suspects ne sont pas sans porter

une assez grande attention à leur chevelure qu'ils soignent, cependant, d'une manière bien superficielle. Les coupes de cheveux sont très variées, mais elles se ramènent à deux types principaux : la coupe de cheveux dite « en bol », et une coupe où les cheveux sont rasés derrière la tête, laissant apercevoir largement la nuque, tandis, qu'à l'avant de la tête, les cheveux sont disposés de part et d'autre du front en bandeaux collés sur la tête. Les pattes semblent perdre la faveur du monde du « milieu » ; seules subsistent encore les pattes, assez courtes, et taillées en pointe. La moustache est généralement rasée ou ne se montre que sous la forme d'une mouche sous le nez.

L'attitude du suspect, de tous ceux qui vivent en marge de la loi, tout prêts à accomplir un méfait à la première occasion favorable, est des plus difficiles à saisir : tous ces individus proviennent de tant de milieux divers, conservant à des degrés si divers les réflexes acquis au cours d'une première éducation ! Cependant, on peut noter que la marche est faite de pas assez courts, ce qui est dû à la forme des talons ; elle est affectée d'un déhanchement plus ou moins prononcé ; les mains sont tenues dans les poches et il est rare de voir les individus de ce monde fumer la pipe. Doit-on conclure que les indices que je viens d'indiquer révèlent toujours et à eux seuls que les individus chez lesquels on les trouve appartiennent à la classe criminelle, au moins suspecte ou en puissance de criminalité ? Conclure ainsi serait exagéré, mais il est bien certain que les indices vestimentaires, liés à d'autres indices, tels que le tatouage et ceux tirés du milieu fréquenté, sont de nature à fournir une probabilité extrêmement forte que l'on a affaire à un homme appartenant à une classe dangereuse.

d) Le Milieu fréquenté

Sur ce point, je ne pense pas qu'il soit utile de m'étendre longuement, car rien n'est plus vrai que le proverbe : « Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es. » Les milieux vivant de la prostitution, du trafic des stupéfiants, sont d'excellents centres de contamination ; les clubs plus ou moins clandestins où l'on s'intoxique à l'opium, à la morphine, à la

cocaïne ; les cercles d'homosexuels ; les entreprises extrêmement louches de jeu sont autant de serres chaudes dans lesquelles se développe le germe de l'idée criminelle, et tous ceux, toutes celles qui fréquentent ces lieux sont bien près de sombrer : l'occasion seule décidera de leur sort, et, demain, ce sera peut-être un assassinat, un vol, un faux chèque. Vivre dans l'atmosphère de tels milieux, c'est se destiner au crime, c'est se placer dans un état socialement dangereux.

CHAPITRE III

L'état mental du délinquant.

Les jeunes délinquants anormaux.

L'annexe psychiatrique de la prison.

1. — L'acte anti-social, d'abord considéré d'un point de vue purement objectif, tend, à l'époque moderne, à être considéré d'un point de vue toujours plus subjectif. La conséquence de cette évolution a été le cheminement de la peine dans la voie de l'individualisation et l'éclosion de théories philosophiques sur la notion de responsabilité, le sens de la peine, la valeur de l'expiation, en même temps que des techniques se révélaient en vue de déterminer la responsabilité des criminels : méthodes psychologiques, biologiques, psycho-biologiques, médicales, psychiâtriques, mixtes, psychanalytiques. L'examen mental des délinquants s'impose, dans certains cas, avec une telle force, que l'on sent immédiatement combien il serait inutile d'envoyer en prison, en détention, au bagne ou à l'échafaud certains criminels. Quels que soient le sens et la valeur que l'on puisse donner à la peine, on aperçoit que son but serait alors manqué, que la peine serait une souffrance inutile.

2. — Le législateur de 1810 n'a admis aucune situation intermédiaire au point de vue de la responsabilité pénale entre la responsabilité totale et absolue et l'irresponsabilité totale et absolue.

M. le professeur P. Garraud (1), enseigne que « la science psychiâtrique moderne a montré l'existence d'une série d'individus, catégorie de gens plus ou moins tarés au point de vue physiologique et mental, dégénérés et qu'on peut appeler d'un

(1) Garraud : Cours de Droit criminel, Faculté de Droit de Lyon.

nom sans prétention scientifique, mais commode : les demi-fous. Ce sont des gens dont la responsabilité existe, mais atténuée ». A la responsabilité atténuée, doit-on faire correspondre une peine atténuée ? Ces demi-fous sont-ils susceptibles d'être intimidés par la peine ? Ces demi-fous sont-ils curables ? A ces questions, M. le professeur Garraud répond que le problème est grave et que « ce qui fait la gravité de la situation, c'est que les individus à responsabilité atténuée sont des gens qui sont en même temps *des malades à soigner et des délinquants à punir* parce qu'ils comprennent l'intimidation, parce qu'ils ont peur de la peine ». Nous avons donc, dans le degré d'intimidation (1) dont sont susceptibles les demi-fous, un criterium qui permettra de doser la peine à leur appliquer, peine qui, naturellement, devrait être combinée avec les soins que comporte leur état mental et leur adaptabilité. C'est au psychiâtre à observer, à découvrir les indices qui lui permettront de conclure au degré « d'intimidabilité », « d'adaptabilité ».

3. — En France, l'examen mental des délinquants est facultatif, et si, parfois, on songe à se demander si tel criminel est un fou, c'est par hasard, sans aucune règle précise, parce que l'avocat a été impressionné par certains troubles qu'il a constatés, soit à la prison, alors qu'il visitait son client, soit parce que certains renseignements sur ses antécédents morbides ou sur ses tares ancestrales lui sont parvenus ; ou bien encore parce que le juge d'instruction a été témoin de troubles survenus soit à la prison, soit dans son cabinet au cours de l'instruction. Mais, à part ces cas, toute une série de grands malades échappent au contrôle du psychiâtre, parce qu'ils sont d'apparence normale, et que les symptômes de leur déséquilibre mental qui se peuvent révéler dans la conversation courante sont trop ténus pour être perçus par un non spécialiste. Il s'ensuit que la genèse morbide de bien des crimes, de nombreux délits, passe inaperçue, et que les Cours d'Assises et les Tribunaux correctionnels en condamnent les auteurs, ignorant que souvent ils condamnent un aliéné. Dans les prisons, on

(1) Docteur H. Verger : *L'évolution des idées médicales sur la responsabilité des délinquants*, Paris, Flammarion, 1923, p. 135.

trouve aussi des déments précoces (1), des paralytiques généraux, des épileptiques, des malades atteints de dissociation mentale (schizophrènes). Ils se révèlent, par exemple, par une tentative de suicide, d'auto-mutilation (maniaque destructif), par quelque accès de fureur morbide, saccageant tout dans la cellule.

Tous ces individus sont les victimes d'une tare physiologique, mais ils ont, cependant, une excellente mémoire, s'expriment bien ; et ainsi, ils n'ont jamais été présentés à un médecin aliéniste. Ce sont cependant des psychopathes, et on peut les ranger en amoraux, impulsifs, instables, suggestibles, passionnés (2).

Souvent, la régression pathologique du sens moral a une cause organique : infection au cours de la vie fœtale, encéphalite de la première enfance, fièvre typhoïde, traumatisme crânien. Le docteur Veullien, chef de laboratoire à la Faculté de Médecine de Lille, médecin des asiles d'aliénés, cite le cas d'un jeune post-encéphalitique, dont la maladie avait été méconnue à sa période aiguë, et qui fut condamné comme un malfaiteur banal, jusqu'au jour où l'apparition d'un syndrome parkinsonien révéla la cause profonde de ses délits.

On peut considérer les impulsifs comme des épileptiques.

L'instable est en état permanent de conflit avec la société. Il est victime d'une constitution morbide, puisant son origine dans des accidents cérébraux méningés de l'enfance ou de l'adolescence, ou dans des tares ancestrales. Il y a donc un gros intérêt à dépister l'instable par des expertises mentales et à prendre pour lui des mesures spéciales.

Le suggestible est un asthénique, incapable de se soustraire à l'emprise d'une volonté étrangère ; il est la proie facile des

(1) R. Benon, médecin du quartier des maladies mentales de l'hospice général de Nantes, in *Annales de médecine légale*, n° 5, mai 1930, p. 461 et suiv., cite une observation très documentée : « ... Il est compréhensible que dans les prétoires de justice où l'activité est grande, la maladie passe inaperçue. Dans tous les cas de vagabondage et de récidivisme, l'examen mental du sujet est une nécessité », écrit en conclusion le docteur Benon.

(2) Cf. Docteur E. Gay : *La médecine des délinquants anormaux ou aliénés et leur responsabilité*. Paris, Sirey, 1925, et H. Verger : *L'évolution des idées médicales sur la responsabilité des délinquants*, Paris, Flammarion, 1923.

chefs de bandes criminelles. Il faudrait donc le soustraire aux influences perverses et non point le mettre en prison avec des criminels.

La passion est aux confins de la pathologie et, dans ce domaine, tout est question de nuances, de degrés. On rencontre des passionnés que leur désir criminel débarrasse de leurs idées obsédantes ; d'autres dont le déséquilibre réclame des remèdes. Pour ces raisons, il est souhaitable que les criminels par passion soient l'objet d'expertise mentale. Ainsi, pourrait-on, du moins, faire le départ entre les délinquants pleinement responsables, qui iraient en prison, et les délinquants à responsabilité diminuée, relevant autant de la prison que de l'asile.

4. — Lorsque l'examen mental du délinquant est pratiqué, il a lieu à la prison, dans un local quelconque où aucune précaution n'a été prise en prévision d'un accès de fureur. Il n'y a pas de lit d'examen, mais on y trouve des objets qui, entre les mains d'un épileptique, peuvent devenir des armes dangereuses. Le médecin aliéniste n'a aucun instrument à sa disposition autres que ceux qu'il peut apporter lui-même, si bien que les investigations physiques ne sont guère possibles. S'il veut procéder à une ponction lombaire, il doit opérer à l'infirmerie, dont le personnel est presque toujours composé de détenus qui ignorent les principes les plus élémentaires de l'aseptie. Il est absolument impossible, pour l'expert-aliéniste, de se livrer aux examens psychanalytiques.

Le dossier ne contient que des témoignages tout à fait insuffisants sur les antécédents de l'inculpé, si bien que, pratiquement, sa consultation ne fournit pas d'éléments utiles au médecin-aliéniste.

Il serait fort intéressant que l'aliéniste pût se renseigner sur le comportement du détenu en prévention : or, le personnel des prisons n'a pas été préparé au rôle délicat d'observateur, aussi, est-il d'un secours extrêmement faible. Et, cependant, combien seraient intéressantes les notes prises sur l'attitude, sur une mimique, sur la façon de s'alimenter, de dormir, ou les rapports sur quelques propos étranges du prévenu,

5. — Les ordonnances du juge d'instruction qui commettent le médecin aliéniste aux fins de visiter le prévenu font constamment allusion à la responsabilité de ce dernier. Deux cas peuvent se présenter ; ou bien le prévenu est un *dément* (art. 64 du Code pénal), et il doit être interné ; ou bien il ne présente que des tares psychopathiques et il doit rendre compte de ses actes à la justice. La mission de l'expert aliéniste est redoutable s'il doit répondre à la question de responsabilité et, je viens de le dire, les ordonnances lui font une obligation d'y répondre. On connaissait déjà l'existence de relations entre l'hérédité et certains troubles du sens moral ; maintenant, on sait que toute toxi-infection, si bénigne soit-elle, peut laisser après elle des perversions impulsives. Le docteur A. Ceillier, cite le cas d'un encéphalitique « qui avait encouru neuf condamnations pour des vols indubitablement pathologiques, lesquels avaient rapporté en totalité 20 francs et qui aurait été relégué » sans son intervention (1). Cependant, actuellement, l'expert doit abandonner à la justice le pervers confusionnel à la lourde hérédité, l'épileptique, le pervers sexuel (2) la femme enceinte impulsive, tous ceux, toutes celles qui n'atteignent pas les limites de l'aliénation mentale, car s'il les déclarait irresponsables, ainsi que ses convictions, formées par les données de la science, devraient l'y obliger, il les rendrait justiciables, non plus de la prison, mais de l'internement ;

(1) *Annales de Médecine légale*, n° 10, décembre 1930, p. 720.

(2) La jeune domestique d'un curé, Rosa Sch..., âgée de quatorze ans et demi, simulait des vols de vin dans la cave et fabriquait des billets anonymes pour faire punir la servante qui l'avait précédée et avec qui elle s'était chicanée, en même temps que pour jouer un mauvais tour à son maître qui était très méfiant. Elle avait réussi à tromper celui-ci ainsi que la police et le juge d'instruction. A l'examen médical, elle fut reconnue hystérique, très développée au point de vue sexuel, et elle avoua qu'elle se livrait à la masturbation pour se donner des sensations sexuelles comme si elle avait un compagnon de lit. Ce cas, ajoute en commentaire H. Gross, est l'exemple typique de la coïncidence entre la sexualité et la criminalité. Rosa Sch... avait une nature fortement sexuelle qui n'éprouvait qu'une satisfaction artificielle et incomplète. Le désir sexuel concentré (*die aufgeschichtete Geschlechtstlust*) s'est donné une première satisfaction qui n'était pas dangereuse, mais qui s'est développée et a cherché un nouvel objet dans le délit.

F. Gorphe: *La Critique du témoignage*. Librairie Dalloz, 2^e édit. 1927, p. 246-247, et Erwein Ritt von Hopler: « Einiges über Kinderaussagen », in *Arch. für Krim. Anth. u. Krim.*, 51 (1-4) 1913, 38-47.

ainsi, irait-il contre les intérêts même de la Société. La Société doit, incontestablement, se défendre, par des mesures appropriées, contre les individus qui manifestent leur tendance ou leur activité anti-sociales, soit qu'ils se présentent sous la forme de délinquants non malades, soit qu'ils apparaissent comme des psychopathes. Mais les anormaux ne sauraient séjourner dans un asile ordinaire où rien n'est préparé pour les recevoir, pour discipliner leurs mauvais penchants, pour déjouer leurs projets d'évasion ; ils vont donc en prison, seul moyen propre à supprimer le danger ; quant aux psychopathes conscients, ils restent en prison où le régime n'est pas de nature à apaiser les symptômes aigus qu'ils présentent. Le médecin aliéniste pourrait, non plus conclure soit à l'entière responsabilité, soit à l'entière irresponsabilité du délinquant qu'il a été commis d'examiner, mais à une responsabilité atténuée. Une telle conclusion du psychiatre évitera au délinquant psychopathe à la fois la lourde peine et l'internement. Il ne faut point cependant se leurrer sur les conséquences d'une pareille conclusion. Cette solution est, en fait, illusoire.

Dans notre droit pénal positif, la responsabilité atténuée ne correspond à aucune conception, aussi, l'épithète « atténuée » que le psychiatre adjoint à responsabilité, est traduite par le juge par « circonstances atténuantes » (1). J'entends bien que la loi sur les circonstances atténuantes a eu pour but de permettre au juge d'individualiser le plus possible la peine. Par ce moyen que les circonstances atténuantes n'ont pas à être expliquées, qu'elles forment un faisceau de convictions intimes, le juge pourra, dans des limites et par des degrés déterminés par le Code pénal, appliquer une peine qu'il estimera convenir le mieux à l'espèce. Les circonstances atténuantes joueront sur l'ensemble de l'affaire et affecteront à la fois les preuves de la culpabilité objective et les preuves de la culpabilité subjective du délinquant.

Les circonstances atténuantes se traduisent donc par une peine diminuée. Ne pensons pas, lorsque nous avons affaire à

(1) Docteur H. Verger : *L'évolution des idées médicales sur la responsabilité des délinquants*, Paris, Flammarion, 1923, p. 131.

un psychopathe, que, par là, la peine soit suffisamment individualisée ; le psychopathe, par l'effet de ces circonstances atténuantes, seul moyen dont dispose le juge, sera condamné à la prison. Or, j'ai montré que, dans bien des cas, presque tous les jours, le psychopathe ne devrait point aller à la prison. Si même, par l'effet des circonstances atténuantes, le sursis à l'exécution de la peine est accordé, il n'en reste pas moins vrai que la main de la justice s'est appuyée et a laissé son empreinte sur l'homme qui, moins qu'un délinquant banal, est et reste un malade dangereux, envers qui nulle mesure curative n'est envisagée.

Pour résumer, je dirai que, quelle que soit l'attitude qu'adopte le psychiatre et la forme de conclusion à laquelle il aboutit, la protection sociale d'une part, la vérité scientifique d'autre part, sont également sacrifiées.

6. — Je voudrais, après avoir montré la part faite actuellement à l'examen psychiatrique des inculpés, les conditions matérielles et morales dans lesquelles il est pratiqué, exposer dans les deux sections suivantes les remèdes à ces situations.

A) Si poussé que puisse être un examen mental, le psychiatre ne sera jamais certain d'avoir accumulé toutes les données nécessaires pour émettre l'affirmation requise par les commissions d'expertises mentales délivrées par le magistrat instructeur sur la question redoutable de la responsabilité.

Il y aurait donc lieu, d'abord de modifier la rédaction de ces commissions d'experts et de prévoir seulement des interrogations sur l'état de démence médico-légale de l'inculpé au moment de l'acte, et si cet état de démence fait défaut, d'interroger le psychiatre sur la question de savoir si l'inculpé présente des tares psychopathiques influant sur son activité et assez graves pour justifier des mesures spéciales, s'il est incorrigible, intimidable, ou si le sens moral est chez lui définitivement aboli. Le psychiatre pourrait utilement donner son avis sur le soutien que pourrait faire naître la crainte de la sanction pénale. De même, l'expert pourrait dire s'il peut escompter qu'une thérapeutique appropriée permettrait sinon un relèvement moral, du moins une diminution des réactions anti-

sociales ; en un mot, dire si le délinquant est ou non perfectible.

On le voit, pareilles questions sont d'ordre strictement médical ; aussi l'expert *peut-il* et *doit-il* y répondre. Les réponses fournies ne seraient point inutiles : elles constitueraient, pour le juge, des guides précieux et pratiques, autrement pertinents que les dissertations actuelles sur le « quantum de responsabilité ». On pourrait ainsi arriver à la distinction entre les intimidables, sur qui la peine aurait une influence et qui, par conséquent, seraient condamnés et subiraient le sort des condamnés ordinaires ; les incorrigibles dangereux, pour qui l'asile est tout indiqué ; les perfectibles, pour qui il y aurait lieu de prévoir une série de mesures curatives et pénales. La création de prison-asiles (1) permettrait de traiter chaque cas particulier, en faisant jouer et la peine et le traitement curatif.

Il s'ensuivrait la réforme des questions posées à l'expert-aliéniste, de manière à ne lui demander que des réponses d'ordre médical, le juge ayant lui seul le pouvoir d'apprécier la responsabilité pénale par l'interprétation des indices ; la réforme de notre système pénitencier, en créant d'abord la prison-asile et ensuite l'asile, destinés à ces psychopathes incorrigibles, sur qui la peine est de nul effet. La réforme de notre système pénitenciaire est liée à une question de crédits, car, en cette matière, pour bien faire, il ne faut pas songer à utiliser des institutions existantes, telles que les prisons ou les asiles d'aliénés. Le docteur Paul Serre (1) a étudié la psycho-pathologie de certains types de l'œuvre de Rabelais ; il montre que Panurge a une absence « totale de la notion du bien et du mal », qu'il est en état de « folie morale » (2) et, lorsque le docteur P. Serre se demande si « tous les Panurges qui vivent en marge de la société » pourraient alléguer leur folie morale « pour excuser leurs dégradations ou leurs crimes », et si leur place serait à l'asile, il ne peut que répondre « non point, à la prison. C'est le seul remède que nous ayons contre eux » (3). Et le docteur

(1) Docteur E. Gay, *op. cit.*, p. 168.

(1) (2) (3) Docteur Paul Serre, médecin de la Marine : *Essai d'une étude psycho-pathologique de certains types comiques dans l'œuvre de Rabelais*. Bordeaux, J. Bière, 1921, pp. 17, 18.

Serre avait raison, car l'autre remède, celui de l'asile, de la prison-asile, nous ne l'avons pas à notre disposition : il faut le créer, or, pour créer, il faut des crédits.

Cette question n'est pas simple, car elle est liée à notre système concernant les aliénés. La réforme de notre loi du 30 juin 1838 sur les aliénés est d'ailleurs périodiquement réclamée ; malheureusement, les nombreux projets, jusqu'à ce jour, n'ont pas abouti (1). Ces projets envisagent des mesures de sûreté à l'égard des criminels aliénés, individus qui sont reconnus aliénés en cours de peine, et à l'égard des aliénés criminels qui sont des inculpés irresponsables. Le dernier en date de ces projets a été déposé au Sénat, le 11 janvier 1924, puis soumis pour avis à la Commission des Finances du Sénat (rapport de M. Charles Dumont, le 14 février 1929) ; il prévoit pour les aliénés criminels, lorsqu'ils sont déclarés irresponsables, un internement dans le cas où l'expertise mentale conclut à l'internement ; et, dans le cas où cette expertise conclut à une diminution de responsabilité, une question spéciale serait posée au jury : « L'accusé doit-il être déclaré irresponsable à raison de son état mental au moment de l'action ? » et lorsque la réponse à cette question est affirmative, la Cour prononce la mise en observation ou l'internement. Le fonctionnement d'un pareil système constituerait un gros progrès sur la législation en cours, mais il suppose bien la création d'asiles spéciaux. Par ce procédé, on pourrait mettre un terme au scandale des accusés acquittés comme irresponsables et laissés en liberté ; ce sont eux qui, en effet, alimentent la récidive et mettent en péril la sécurité des personnes et des biens.

Quant à la réforme de la teneur des ordonnances commettant le médecin psychiatre, on peut s'étonner que je la formule. En effet, le juge n'a-t-il pas pour mission d'interpréter les indices qu'il a sollicités de l'expert ? Cela est vrai ; malheureusement, la pratique tend à substituer l'expert, quel qu'il soit, au juge. Il faut qu'une réaction intervienne et que le juge ne donne à l'expert que la mission étroite d'examiner les faits et qu'il lui fasse l'obligation de conclure. « Les questions de

(1) Cf. *Etudes criminologiques*, 1929, pp. 93, 200, 688.

responsabilité qu'il s'agisse de la responsabilité morale ou de la responsabilité sociale sont d'ordre métaphysique et juridique et non d'ordre médical ». Telle était la résolution prise par le Congrès des médecins aliénistes et neurologistes de langue française à Genève, en août 1907. Le docteur E. Gay invite les médecins-experts à se souvenir de cette résolution et, avec un bon sens remarquable, il écrit que ce que l'on demande à l'expert « c'est un diagnostic médical et non pas le programme de l'agrégation de philosophie » (1).

Je me permets de rapporter ici une observation communiquée par le docteur André Ceillier à la Société de Médecine légale qui montre qu'un rapport d'expertise médico-légale peut être rédigé de telle façon qu'il ne comporte que des appréciations d'ordre médical. Il s'agit de l'examen d'un inculpé de soixante-trois ans, Amédée-Edmond V..., poursuivi pour outrage public à la pudeur. Il a été antérieurement condamné pour des faits rigoureusement semblables : en 1907, à treize mois de prison ; en 1912, à quatre mois de prison ; en 1913, à quatre mois de prison ; en 1921, à deux mois de prison ; en 1923, à deux mois de prison ; en 1925, à six mois de prison. Je cite un extrait du rapport du docteur A. Ceillier :

« *Examen de l'inculpé* : J'ai examiné l'inculpé à deux reprises à la prison de la Santé. C'est un homme de soixante-trois ans qui se présente correctement, et rien dans son attitude trahit un trouble mental. Il ne présente aucun antécédent héréditaire à signaler au point de vue mental. Il a reçu une instruction primaire et a passé son certificat. Jusqu'à quarante ans, sa conduite paraît avoir été normale, notamment au point de vue sexuel. Il a présenté cependant, dans sa jeunesse, une tendance excessive à la masturbation. Ensuite, il a eu des fréquentations normales avec des femmes n'ayant aucune perversion particulière. Mais, vers la quarantaine, il a eu des liaisons avec une maîtresse qui ont duré sept ou huit ans. Cette femme était sadique et prenait plaisir à le maltraiter physiquement. Elle le fouettait avec une cravache très énergiquement. Elle

(1) Docteur E. Gay : *La médecine légale des délinquants anormaux ou aliénés et leur responsabilité*. Paris, L. Tenin, 1925, p. 147.

le piquait avec des épingles et elle faisait semblant de le brûler vivant avec un torchon en papier, lui faisant même des brûlures superficielles. Ces pratiques furent pour lui une révélation. Il éprouvait une satisfaction très grande... Il semble que de véritables scènes orgiaques eurent lieu à ce moment auxquelles étaient conviées d'autres femmes. Cette maîtresse sadique l'ayant quitté après sept ou huit ans de cette association sadomasochiste, il en éprouva un véritable bouleversement et rechercha d'autres femmes se prêtant aux mêmes fantaisies. Il en a trouvé un certain nombre. Mais, à plusieurs reprises, il s'est trouvé sans aucune maîtresse et c'est alors qu'il commettait les actes pour lesquels il a été déjà condamné six fois. « Quant
« je n'ai pas de femme, dit-il, pour me frapper, je me le fais
« moi-même. C'est pour cela et non pour m'éclairer que
« j'allume une torche de papier... Mais mon plaisir n'est pas
« complet si je ne suis pas vu par une femme. J'ouvre alors
« ma fenêtre et je tâche d'attirer l'attention d'une femme sur
« moi. Je me rends compte que c'est stupide et que je risque
« de me faire arrêter, mais je ne peux pas m'empêcher de le
« faire... » Il ne s'agit nullement d'une obsession vraie, mais d'une lutte entre le désir de satisfaire une habitude vicieuse et la crainte d'être arrêté. Après l'acte, il n'éprouve pas le soulagement si caractéristique des obsédés véritables. En dehors de cette perversion sexuelle acquise et devenue invincible, V... ne présente aucun symptôme de maladie mentale ou d'anomalie psychique. Il n'y a pas trace de confusion, le sujet étant bien orienté dans le temps et dans l'espace. Il n'y a aucun délire, aucune hallucination, aucun symptôme d'épilepsie ou d'alcoolisme. Le fonds mental est normal pour un homme de son âge et de sa condition. Sa mémoire est suffisante. Son jugement est parfaitement sain, même en ce qui concerne les faits qui lui sont reprochés. Il les juge absurdes et dangereux pour lui-même, puisqu'ils ont entraîné de nombreuses condamnations. L'examen physique ne montre aucun signe objectif de lésion du système nerveux. Les réflexes tendineux et pupillaires sont normaux. A signaler pour mémoire un volumineux varicocèle gauche. Au point de vue de la fonction sexuelle, V...

se déclare impuissant. Cependant, sous l'influence de ses manœuvres lubriques, il pourrait avoir de petites éjaculations, sans érections véritables.

« *Discussion* : Un premier fait est bien établi, c'est que V... n'est pas un aliéné et ne présente aucune anomalie psychique en dehors de la sphère sexuelle. Il n'y a pas non plus d'affaiblissement intellectuel et pas davantage de débilité mentale. V... n'est pas non plus un névropathe obsédé. Chez lui, l'obsession n'est pas primitive et elle résulte seulement du conflit entre certaines perversions sexuelles acquises qui veulent se satisfaire, et la parfaite conscience qu'il a du caractère délicieux de ses actes. Son exhibitionnisme est très particulier et s'accompagne de masochisme. Il ne résulte pas d'une perversion constitutionnelle de l'instinct sexuel, mais d'habitudes vicieuses contractées à l'âge adulte et qu'il a conservées. Son histoire sexuelle est la suivante :...

« *Conclusions* : V... Edmond-Amédée, soixante-trois ans, inculpé d'outrage public à la pudeur, n'est pas un aliéné et n'était pas en état de démence au moment de l'action.

Il peut répondre de ses actes devant la justice. L'examen psychiatrique montre qu'il est atteint de déséquilibre psychosexuel avec perversions acquises, de masochisme associé à l'exhibitionnisme. Ces perversions ont pris secondairement un caractère obsessionnel et impulsif qui est de nature à atténuer la responsabilité pénale de cet inculpé. »

Malheureusement, après un exposé d'ordre médical, dans lequel les faits sont examinés, l'expert est amené, en terminant sa conclusion, à s'exprimer sur le quantum de responsabilité pénale de l'inculpé. C'est au juge, qui a en mains le dossier, qui a entendu les explications de l'expert soit dans le cabinet d'instruction, soit à l'audience, à se déterminer sur la question de savoir si oui ou non l'inculpé est pénalement responsable et dans quelle mesure il l'est. Tous les faits exposés par l'expert, les éléments contenus dans le dossier permettront au juge de prendre les décisions utiles : de prononcer une peine, de fixer des mesures de sûreté, d'indiquer un internement.

B) Pour que les réformes esquissées dans le paragraphe précédent puissent être réalisées, il est absolument nécessaire que l'on puisse opérer facilement, scientifiquement, des examens mentaux de détenus. C'est à la prison même que de tels examens seront commodément réalisables. Il n'est pas exagéré de penser que l'on puisse, à la prison même, aménager des locaux où le médecin aliéniste pourrait procéder à l'examen mental des inculpés. Un personnel d'infirmiers pourrait aisément être recruté dans le personnel pénitentiaire qui, rempli de bonne volonté, est susceptible d'être éduqué. Ces infirmiers de prison noteraient sur des registres toutes les remarques qu'ils pourraient faire sur le comportement des détenus dont ils ont la garde. Cet ensemble d'installations, de mesures prises, constituerait, dans la prison même, une annexe psychiatrique (1).

Les temps ne sont sans doute pas venus où l'on puisse espérer semblable réalisation dans toutes les prisons, mais je reste persuadé qu'un effort devrait être immédiatement entrepris pour réaliser l'annexe psychiatrique dans les prisons voisines des grands centres judiciaires et des grands centres universitaires.

Cette idée n'est pas neuve, ni en France, ni à l'étranger. Des esprits excellents ont aperçu depuis longtemps tout l'intérêt, du point de vue social, qu'il y aurait à organiser une sélection des délinquants et à intégrer dans l'ensemble du système répressif des institutions capables, d'une part, de réaliser cette sélection et, d'autre part, de traiter chaque catégorie de délinquants comme il convient pour atteindre à la fois à une répression efficace des inadaptables sociaux et à un redressement, à une cure des délinquants perfectibles.

7. — En Belgique, dès 1905, un laboratoire d'anthropologie et de psychiatrie criminelles avait été créé à la prison de Forest. Les fonctions de ce laboratoire furent étendues par l'arrêté royal du 30 mai 1920 : l'administration aménageait dans chaque prison une annexe psychiatrique pour *observer* les délinquants en vue de pratiquer leur sériation et de pourvoir à

(1) Voir dans *Annales de médecine légale*, mars 1931, n° 3, p. 164 et s., l'exposé des questions soulevées par l'annexe psychiatrique.

leur orientation professionnelle. A ce service, depuis 1922, s'est ajouté un service d'enquêtes sociales, complément indispensable du centre d'observation psychiatrique. En 1914, M. Carton de Wiart, alors ministre de la Justice, avait soumis au Parlement belge un projet de loi organisant une sériation des délinquants et prescrivant un traitement spécial pour les anormaux. Ce projet organisait des *asiles* spéciaux pour les délinquants, aliénés et alcooliques. C'était la première fois que, d'une façon précise, on réservait une place particulière à cette catégorie de délinquants qui n'entre ni dans le cadre des individus normaux responsables, ni dans celui des fous irresponsables. « Pour les anormaux, malades ou infirmes de l'esprit, le passage en prison fournira le moyen de dépister leurs tares, souvent ignorées, d'essayer d'obtenir une amélioration de leur état physique et mental, de chercher enfin à leur apprendre un travail adapté à leur infériorité constitutionnelle. Pour certains, la prison peut devenir le point de départ d'une vie nouvelle, dont les leçons les aideront à se reclasser lors de leur libération. Pour d'autres, malheureusement incurables, tous les efforts resteront vains, et l'on devra se borner à les soigner, tout en les mettant dans *l'impossibilité de nuire* (1). »

Puis intervinrent deux projets de loi tendant à la réalisation de l'idée de défense sociale. Ce fut d'abord le projet soumis à la Chambre des Représentants le 10 février 1923, mais que la dissolution des Chambres frappait de caducité. Cependant, ce projet allait bientôt revenir devant le Parlement après avoir subi quelques retouches d'ordre secondaire ; il reparaisait, en effet, le 1^{er} août 1925, et faisait l'objet de deux rapports à la Chambre des Représentants (9 juin 1926 et 10 juin 1926) ; après discussions à la Chambre des Représentants et au Sénat (6-27 décembre 1927 et 18-25 janvier 1928 ; 10 et 11 décembre 1929), le texte, enfin adopté par l'une et l'autre Chambres, devenait définitif et, revêtu, le 9 avril 1930, de la signature du roi, était publié par le *Moniteur Belge* du 11 mai 1930 : c'est

(1) Jean Buffelan : *La réforme pénitentiaire en Belgique et la loi de défense sociale du 9 avril 1930*. Thèse, Toulouse, 1930, p. 137.

la « Loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude ». Je reproduis quelques textes de cette loi qui comprend 33 articles répartis en sept chapitres :

« Albert I^{er}, Roi des Belges,

à tous, présent et à venir, salut.

« Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

De la mise en observation des inculpés

ARTICLE PREMIER

« Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant s'il y échet l'exécution immédiate de cette décision.

ART. 2

« Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil. Cette réquisition et cette requête doivent être écrites et motivées.

ART. 3

« Cette réquisition et cette requête sont adressées à la Chambre du Conseil...

« Il est statué sur la requête dans la huitaine.

.....
« Le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé.

« L'inculpé pourra toujours recevoir les soins de médecins choisis par lui et produire leur avis sur l'opportunité du placement en observation.

ART. 4

« Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la Chambre du Conseil... ordonnant ou refusant le placement en observation.

.....

ART. 6

« La durée du placement en observation est d'un mois au plus. Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète,

la juridiction qui a ordonné la mise en observation... peut en ordonner la prolongation pour un mois au plus. Cette prolongation peut être renouvelée sans que le placement en observation puisse, en aucun cas, dépasser six mois.

CHAPITRE II

De l'internement des inculpés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentale

ART. 7.

« Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'article premier.

« La décision indique la durée de l'internement qui est de cinq, dix ou quinze années, suivant les distinctions établies par l'article 19.

ART. 10

« S'il résulte des débats devant la Cour d'assises que l'inculpé paraît être dans un des états prévus à l'article premier, ou si la défense le propose, des questions subsidiaires sont posées au jury en ces termes : « Est-il constant que l'accusé a commis tel fait qualifié crime ou délit ? Est-il constant que l'accusé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions ? »

« Lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, l'internement ne peut être ordonné qu'à l'unanimité de la Cour et des jurés.

ART. 11

« Dans le cas où l'internement est ordonné, l'inculpé.... est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

« Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

« *Donné à Bruxelles, le 9 avril 1930.*

« ALBERT. »

« Par le Roi :

« *Le Ministre de la Justice,*

« P.-E. JANSON. »

« Scellé du sceau de l'Etat :

« *Le Ministre de la Justice,*

P.-E. JANSON. »

Cette loi de « défense sociale » est une des premières manifestations de la tendance moderne à considérer de plus en plus le criminel dans sa personnalité concrète et les deux articles les plus importants de la partie relative aux anormaux sont les articles 1^{er} et 7 qui précisent comment se règle l'observation psychiatrique et fixent les limites dans lesquelles l'internement peut être prononcé. Pour rester dans le cadre de cette étude, je n'envisagerai que « l'observation psychiatrique » des *inculpés*. Cette observation a pour but de rechercher les indices qui permettront de croire que l'inculpé est « en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions ». Cet examen psychiatrique n'est pas obligatoire pour tous les inculpés. En effet, d'une part, il ne pourra être exercé que contre « l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit », et « dans les cas où la loi autorise la détention préventive », exception faite des crimes ou délits politiques ou en matière de presse ; d'autre part, cette mesure ne pourra être prise que lorsqu'il existera « des raisons de croire que l'inculpé est en état... » La combinaison des articles 1^{er} et 7 constitue une sauvegarde contre les abus qui pourraient se commettre. De plus, la disposition très importante de l'article 3, *in fine*, permet à l'inculpé de se faire examiner par un médecin en lequel il a confiance, et qui pourra « produire son avis sur l'opportunité du placement en observation » (art. 3).

8. — La loi belge du 9 avril 1930 supposait l'organisation d'annexes psychiatriques où s'effectueraient l'observation des inculpés. Cette annexe est l'organe essentiel du service d'observation mentale. Elle a été adjointe à chacune des grandes prisons belges, à l'intérieur desquelles elle constitue une sorte de petit asile. Chacune de ces annexes psychiatriques est composée du cabinet du médecin et d'une salle contenant de huit à dix lits. C'est un médecin psychiatre qui dirige l'annexe ; il a à sa disposition quatre surveillants infirmiers qui ont reçu une formation spéciale et ont fait un stage dans un asile d'alié-

nés. Il y a actuellement, en Belgique, huit prisons pourvues d'annexe psychiatrique ; ce sont les prisons de Gand et d'Anvers (1921), de Forest (1922), les deux prisons de Louvain (1^{er} janvier 1923), celles de Liège, de Mons, de Bruges et de Namur. En 1924, a été créé, à la prison de Bruxelles, une annexe d'observations mentales pour les femmes, elle contient cinq lits.

Aussitôt qu'un prévenu est placé en observation psychiatrique pour troubles mentaux ou crises nerveuses, le Parquet en est informé ; ainsi le juge d'instruction peut être amené à faire procéder à une expertise mentale. Le service d'observation psychiatrique assure, dans les meilleures conditions possibles, l'expertise mentale sur laquelle le magistrat pourra, le cas échéant, fonder sa décision. De plus, l'annexe permet la sériation scientifique des délinquants anormaux. « Il paraît impossible, dit le docteur Vervaeck, de concevoir encore une prison moderne qui ne soit pas pourvue d'une annexe psychiatrique, car cette institution réalise dans le domaine pénitentiaire un progrès considérable, tant au point de vue médical que pénal. En même temps qu'elle rend la prison plus humaine, elle assure mieux les droits de la justice et de la science, tout en sauvegardant les exigences légitimes de la défense sociale contre la criminalité la plus dangereuse de toutes — parce que le plus souvent elle échappe aux influences de répression et d'intimidation — la criminalité des anormaux et des malades mentaux (1). »

9. — Depuis plusieurs années, certains Etats ont organisé des services d'anthropologie et de psychiatrie criminelles qui, tous, ont pour but d'étudier le délinquant d'une manière méthodique et scientifique. L'Espagne, le Portugal, l'Italie, la République Argentine, le Brésil, le Chili, l'Etat de Massachusetts ont organisé l'examen médico-mental des détenus et des condamnés. La Russie soviétique a créé un service d'anthropologie

(1) Vervaeck : *Psychiatrisch-Juristisch Gesellschaft*, Amsterdam, p. 37.

criminelle à Moscou (1), par un décret du gouvernement, en date de 1925. Dans les vingt-quatre heures de son arrestation, tout prévenu est soumis à ce service et, s'il présente des symptômes morbides, il est placé, pour observation prolongée, dans une section psychiatrique de la prison.

10. — Je vais examiner les efforts tentés en France en vue de dépister les jeunes délinquants anormaux et de pourvoir à leur réadaptation par une orientation professionnelle. Je présenterai successivement les deux institutions dont est doté notre pays, celle de Fresnes et celle de Lyon.

A) Le ministère de la Justice a créé un service d'examens médico-psychologiques près le Tribunal pour enfants et adolescents du département de la Seine. Ce service est dirigé par le Parquet de la Seine et, depuis le 17 décembre 1930, on procède systématiquement aux examens médico-psychologiques de tous les adolescents à la prison de Fresnes. Ces examens ont lieu dans un pavillon de la prison pour les filles et dans un quartier spécial pour les garçons. La centralisation du service dans un seul établissement réalise une véritable organisation neuro-psychiatrique pour les délinquants mineurs de dix-huit ans des deux sexes, et M. Dufour, le directeur de la prison de Fresnes, tire le parti le plus utile du fait des examens pratiqués. Les examens auxquels il est procédé sont : 1° un examen médico-psychologique quotidien de tous les arrivants par un médecin psychiatre ; 2° l'établissement d'un rapport d'enquête sociale concernant chaque mineur qui est communiqué obligatoirement au médecin examinateur ; 3° l'établissement de notes individuelles d'observations de ces mineurs. Elles sont rédigées chaque jour par le sous-directeur ou la sous-directrice, les moniteurs, instituteurs et elles sont mises à la disposition des médecins examinateurs chaque fois qu'ils en expriment le désir. L'organisation matérielle comprend un cabinet médical disposé dans une salle de soixante mètres cubes, contenant un lit d'examen

(1) *Rev. belge de droit pén.*, 1925, p. 67.

et munie d'une toise, d'une bascule, d'un stéthoscope, d'un matériel chimique pour analyses sommaires et, au besoin, pour examen du liquide céphalo-rachidien. De plus, il existe des chambres d'isolement et d'observations situées à proximité du cabinet médical et du poste des gradés. Dans ces chambres sont placés les enfants agités, épileptiques, délirants, pour qui une surveillance incessante et un traitement d'urgence sont nécessaires. Les collaborateurs du service sont : les directeurs, instituteurs, institutrices, moniteurs et monitrices, les gradés, l'interne en médecine et le médecin attachés à l'établissement, les médecins psychiatres habilités par le Parquet de la Seine à titre de titulaires ou de suppléants, en remarquant que les titulaires sont choisis de préférence parmi les experts en neuropsychiatrie infantile inscrits sur la liste officielle du Tribunal de la Seine. Grâce à ces collaborateurs et notamment à la participation effective du personnel administratif à l'étude psychologique du délinquant, le tribunal est mieux éclairé en vue de la décision qu'il convient de prendre à l'égard de l'enfant qui lui est déféré. La décision du Tribunal est, par conséquent, aussi individualisée que possible. Le psychiatre est en mesure de dégager des propositions judicieusement établies qui permettent un triage méthodique des mineurs et qui rendent possible la réalisation du but final de la justice pour l'enfant, c'est-à-dire l'orientation de chaque mineur dans la voie qui convient le mieux à ses propres aptitudes mentales et physiques.

B) A Lyon, un Comité de dépistage des mineurs délinquants anormaux s'est constitué et fonctionne depuis mars 1930. Placé sous la direction de M. Etienne Martin, professeur de médecine légale à la Faculté de Médecine de Lyon, assisté de M. le docteur Victor Mouret, directeur honoraire de l'assistance publique, le Comité a son siège à la Faculté de Médecine. Le service dépiste les jeunes anormaux, grâce à l'organisation suivante : dans chacune des prisons Saint-Paul (pour les garçons) et Saint-Joseph (pour les filles), tout mineur entrant est présenté au médecin psychiatre qui lui fait subir un examen sommaire afin d'opérer une première sériation. Les anormaux, les malades,

les grands nerveux constituent la première catégorie ; pour ceux-ci, les mesures urgentes sont prises : ils sont dirigés sur les centres hospitaliers de vénériens, de maladies nerveuses. Ceux de la deuxième catégorie sont examinés avec plus de détails, sondés par l'utilisation de tests convenables. Sur les rapports d'un personnel attentif, le médecin est en mesure de fournir aux magistrats des renseignements précieux sur le fonds mental, sur le comportement du mineur. En effet, un surveillant spécialisé interroge chaque mineur sur sa vie, sur celle de sa famille, sur ses fréquentations, sur ses désirs ; les gardes affectés à la surveillance des mineurs notent leurs attitudes, leur manière d'être sur un registre spécial que le médecin consulte. Une infirmière, chaque jour, s'inquiète de leur état physique et veille à dépister les maladies contagieuses et, en particulier, les affections vénériennes ; dans ce but, une prise de sang est opérée sur chaque mineur.

Le complément indispensable à ces dispositions est réalisé par le rapport d'enquête sociale. Cette enquête sociale est opérée à Lyon et dans la région lyonnaise par les recherches d'une visiteuse spécialisée, tant dans les familles des jeunes délinquants, qu'auprès des personnes qui les ont employés. Si le mineur s'est déjà rendu coupable d'infractions, celles-ci sont examinées dans le détail ; les causes en sont recherchées. L'ensemble des renseignements recueillis sur chaque jeune délinquant est résumé et sert à rédiger une fiche individuelle qui est conservée au siège du Comité. D'autre part, une notice détaillée pour chaque mineur est adressée sans retard au procureur de la République.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRET
du 15 Janvier 1929

DIRECTION
DES AFFAIRES CRIMINELLES
DES GRACES

ET DE
l'Administration pénitentiaire

Administration pénitentiaire
3^e BUREAU

11, rue Cambacérès
Paris 18^e

NOTICE

établie par : Le Comité Lyonnais pour le
Dépistage, l'Observation et l'Orientation
Professionnelle des Enfants anormaux
et délinquants

CENTRE DE TRIAGE

PUPILLES

*sur le jeune
transféré le
au Patronage de*

1^o Identité. — Nature du délit

1^o Noms et prénoms.

2^o Date et lieu de naissance.
Etat civil.

3^o A quelle religion appartient-il ?

4^o Date de l'arrêt ou du jugement et désignation de la Cour ou du Tribunal qui l'a prononcé.

5^o Dispositif du jugement ou de l'arrêt (indiquer la durée de l'éducation corrective).

Dire s'il y a eu appel.

6^o Dans quelle prison le mineur était-il ?

7^o Exposé succinct des faits qui ont motivé les poursuites.

8° A quelle cause peut-on attribuer le délit ou le crime commis ?

9° L'enfant avait-il des complices ? quels complices ? a-t-il été complice lui-même ?

10° Peut-on supposer qu'il ait été excité au crime ou au délit par ses parents ou par ses maîtres ou par d'autres personnes ayant eu autorité sur lui ?

2° Antécédents héréditaires et situation familiale

PARENTS

Age, date de mariage, profession, domicile, ressources, manière de vivre, état de santé, moralité, condamnations.

11° Père :

12° Mère :

13° Autres parents :

14° Frères et sœurs :

Age, situation, travail et conduite.

3° Examen Médical

Examen physique

15° Antécédents personnels :
(Infirmités constitutionnelles et maladies graves).

16° Etat actuel.

Examen psychique

17° Tempérament :

Caractère, mœurs, conduite.

18° Instruction, métier, allure
en prison :

4° Conclusions

19° Peut-il être avantageux
pour l'exemple ou pour l'enfant
lui-même de le dépayser ou de le
tenir éloigné de sa famille après
sa libération ?

20° S'il est utile qu'il retourne
dans sa famille ou dans son
pays, quel métier pourrait-il con-
venir de lui enseigner ?

LYON, le

*Le professeur de Médecine légale,
Directeur du Centre de triage.*

LYON, le

Le Procureur de la République :

Le Parquet, le Tribunal pour enfants sont donc parfaitement documentés et en état de prendre toutes mesures convenables à l'égard de chacun des mineurs qui comparaissent devant eux. Le mineur est le citoyen de demain ; les mesures que la justice va prendre affectent son évolution, il faut donc que ces mesures soient appropriées et, en particulier, que la répression ne frappe que ceux qui, à la suite d'un examen ou d'observations plus ou moins prolongées, suivant leur état, se sont révélés, par leur

conformation, inadaptables à la vie sociale. Les autres ne doivent pas automatiquement être rendus soit à leur famille, soit à des institutions ou patronages, car ils risquent de contaminer de bons esprits. Il faut les relever, les redresser, les soigner ; pour atteindre à ce résultat, il est nécessaire que la personnalité intime de ces jeunes délinquants soit nettement connue. La tentative lyonnaise est éminemment louable, puisqu'elle a pour but d'arriver à cette connaissance. Le service de dépistage des mineurs délinquants anormaux est le germe de l'annexe psychiatrique à la prison : il permet déjà d'acheminer, en connaissance de cause, les jeunes vagabonds, les abandonnés vers les centres de réadaptation, de perfectionnement.

La prison Saint-Paul, pour les garçons, dispose : 1° d'un cabinet pour le médecin et l'infirmière ; c'est là que sont pratiqués les examens ; 2° d'un quartier spécial où s'opère une répartition entre mineurs de moins de seize ans et mineurs de seize à dix-huit ans ; 3° d'un local à proximité du cabinet du médecin et de la chambre des gradés, aménagé en chambre d'observations pour enfants agités. Pour les filles, la prison Saint-Joseph a organisé une salle d'examen.

Les surveillants et gardes qui sont affectés aux mineurs font preuve d'un excellent esprit et d'un grand dévouement ; leur effort mérite d'être loué.

On peut se rendre facilement compte de la valeur pratique d'un tel centre de dépistage des anormaux par les chiffres suivants : en 1928, les tribunaux ont confié 38 enfants à l'Ecole de réforme de Brignais ; sur ces 38 enfants examinés à l'Institut médico-légal, 7 seulement avaient un foyer complet. Souvent, d'ailleurs, la famille, quand elle est complète, n'est qu'un exemple de perversion, qu'un foyer de contagion pour l'enfant. C'est ainsi que dans les dossiers de ces enfants, on trouve : A... : le père a été grâcié d'une condamnation aux travaux forcés à perpétuité ; B... : deux frères décédés de tuberculose. Sur ces 38 enfants, 7 seulement ne présentaient aucune tare ni physique, ni mentale ; parmi les autres, 7 donnaient lieu à des prescriptions d'urgence ; 2 accusaient des équivalents comitiaux ;

1 était hérédo-syphilitique ; 1 avait du strabisme ; 1 était myxoedimateux ; 1 avait des tics de la face ; 2 avaient du phimosis ; 1 était hypospadiacque ; 11 étaient infantiles. Au point de vue intellectuel, 28 savaient lire et écrire, sur lesquels 4 avaient obtenu leur certificat d'études primaires à l'école ; 10 étaient donc illettrés ou presque, soit par non fréquentation scolaire, soit par déficience cérébrale ; la plupart ne comptaient qu'avec difficulté, surtout dans les soustractions ; 1/4 étaient débiles mentaux ; 3 étaient pervers instinctifs ; 1 manquait complètement de sens moral ; 2 avaient eu des relations antiphsiques (1).

(1) La création à Lyon d'un centre d'examen médico-légal et d'orientation professionnelle des enfants anormaux et délinquants. Docteurs E. Martin et V. Mouret : in *Journal de Médecine de Lyon*, 20 nov. 1930, p. 651 et s.

TITRE IV

LA TECHNIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'expertise. — La méthodologie de l'expertise

1. — Aujourd'hui, la découverte, la détermination, la fixation des indices relèvent du domaine de l'expertise, tandis que leur interprétation appartient au juge seul. Désormais, c'est l'homme de l'art qui éclairera le juge. La recherche des indices en vue de l'identification du coupable, de la preuve de la matérialité de l'infraction, de la culpabilité de l'auteur, prend de plus en plus d'importance du fait que de nouveaux indices, jusqu'à ce jour considérés comme inutilisables, peuvent, grâce aux méthodes scientifiques, être employés dans l'information judiciaire. Le rôle de l'expert croît donc en importance et, de plus en plus, lui sont posées des questions. Les opérations d'expertises se multiplient, ce qui entraîne un perfectionnement des méthodes, si bien que la compétence de l'expert s'affirme davantage et bientôt sa spécialisation intervient. Cette spécialisation est impossible pour les magistrats instructeurs, car ils n'ont reçu aucune formation technique et ils auraient de grandes difficultés à s'assimiler l'ensemble des procédés scientifiques qui, par exemple, permettent l'identification par les méthodes modernes et, en tout cas, il leur serait impossible d'entrer dans tous les détails techniques d'une pratique journalière concernant un mode particulier d'expertise ; c'est ainsi qu'on ne saurait attendre d'un juge d'instruction qu'il devienne spécialiste en empreintes digitales ou palmaires, non plus que spécialiste de l'expertise en écritures et, plus particulièrement, de l'analyse graphométrique de l'écriture.

2. — On verra, par l'exemple suivant, emprunté à la pratique, combien il est redoutable de confier la constatation de faits soit à des policiers, soit à des juges qui, sans doute, se

déterminent selon leur conscience, mais n'ont pas une connaissance suffisante des méthodes de cette discipline qu'est la criminalistique, soit à des experts qui n'ont pas assez la pratique de leur art et qui ne sont pas spécialisés.

OBSERVATION I

Le 14 mai 1926, l'ouvrier agricole V. D..., soupçonné d'avoir étranglé et jeté dans un ruisseau la jeune servante E. H..., avec qui il aurait eu des relations intimes, fut condamné à mort. Cette peine fut ultérieurement commuée en celle de la détention perpétuelle. Mais, le 20 mars 1930, l'arrêt fut cassé pour vice de formes et les Assises d'Osnabrück condamnèrent V. D... à deux ans de prison pour « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». La Cour ayant prononcé la confusion des peines, V. D... fut rendu à la liberté. Il déclara alors qu'en réalité il était tout à fait étranger à la mort de la jeune E. H... et qu'il n'avait reconnu les faits qu'à l'instigation de ses co-détenus, vieux chevaux de retour, qui lui conseillèrent « d'avouer », lui affirmant que, s'il niait, sa condamnation était certaine, ainsi que celle de son père et de son frère également compromis. Ses camarades de prison lui dictèrent la déclaration qui devait entraîner le minimum de peine : E. H... se serait dite enceinte de ses œuvres, il en serait résulté une dispute au cours de laquelle il l'aurait tirée par son foulard, la jeune fille serait tombée sans connaissance ; la croyant morte, il l'aurait traînée à la rivière pour faire croire à un suicide.

Au cours du procès en révision, l'inculpé revint vainement sur ses aveux. Or, du rapprochement des déclarations de l'accusé et de celles des témoins, il résultait clairement que, entre autres invraisemblances, il n'aurait pas eu le temps matériel d'accomplir l'acte qui lui était reproché.

En 1926, le procès-verbal de la gendarmerie rapportait qu'il s'agissait indubitablement d'un assassinat suivi d'immersion. La boue des chaussures retrouvées chez le père de l'accusé provenait, sans contestation possible, des lieux du crime. Le médecin chargé de l'autopsie (il n'en avait pas fait une seule depuis

1911) n'avait eu aucune hésitation sur la cause de la mort. Le commissaire de police démontra expérimentalement au jury comment l'étranglement avait eu lieu à l'aide d'un foulard. L'assassinat par strangulation ayant été prouvé, il en était résulté l'arrêt de mort. En 1930, le Tribunal conclut à la mort causée involontairement à la suite de violences. Cependant, le médecin expert, qui fait de 200 à 2.000 autopsies par an, affirma que la mort était vraisemblablement due à une cause naturelle ; il mit le jury en garde contre l'expérience de 1926, en faisant remarquer qu'il suffit d'une pression assez légère sur la carotide ou le nerf pneumo-gastrique pour déterminer la mort. L'expert chimiste affirma que la boue trouvée sur les bottes n'avait rien de commun avec celle du lieu du crime, mais provenait incontestablement du champ du père de l'accusé. Donc, même si l'on tient compte des aveux de l'accusé, sa culpabilité paraissait bien atténuée par les circonstances qui ont accompagné son acte. Etant donné la façon dont ses aveux lui ont été inspirés, on est en droit d'admettre que la deuxième condamnation était, tout comme la première, une erreur judiciaire.

En présence des différentes manières dont peuvent être interprétés les mêmes faits, il est de toute nécessité que la police et la gendarmerie ne se mêlent pas de cette interprétation : c'est le rôle du magistrat, et le magistrat doit se baser sur des indices dûment constatés par un expert soigneusement choisi, spécialisé, entraîné et qui procède suivant des méthodes éprouvées. Ceci m'amène à étudier l'expertise et sa méthodologie.

3. — La recherche et l'étude des indices ne se présentent pas sous la forme de lois dont l'empire est universel, si bien que l'on ne saurait, du moins présentement, parler d'une science. Je dirai dans le chapitre III que la criminalistique, dont une part englobe l'ensemble des techniques propres à atteindre la preuve par les indices, n'est encore qu'un art. On arrive à la connaissance des indices par l'expertise, qui procède suivant une méthode, tout comme les sciences sur lesquelles elle se base, aussi est-ce de ces méthodes que participe celle de l'expertise.

La technique de l'expertise emprunte ses données à la biologie et à la chimie ; à l'une ressortissent les empreintes digi-

tales, l'expertise des écritures ; à l'autre, les taches, la fausse monnaie, l'analyse des encres, etc. C'est à la méthodologie des sciences naturelles et des sciences physiques que l'expertise emprunte les temps de son processus : l'observation, l'hypothèse, l'expérimentation, le raisonnement. L'observation est le premier temps de la méthode suivie dans les sciences physiques comme dans les sciences naturelles. L'expert ne doit pas noter seulement les faits grossièrement apparents, il doit même se méfier de l'évidence, souvent source d'erreur. Il faut qu'il cherche au-delà des perceptions qui s'offrent et qu'il fasse entrer sa raison en jeu. C'est ainsi qu'il doit déceler les traces latentes laissées par le criminel et ne pas se laisser suggestionner par quelque mise en scène ; sinon, il ne verrait que ce que le malfaiteur voulait qu'il vît. Observer n'est pas regarder au hasard et prendre note de ce qui accroche la vue, c'est procéder à une investigation méthodique suivant un plan appris, c'est choisir dans la réalité infinie les traits jugés dignes d'être notés et ceux qu'on juge devoir être négligés, c'est chercher à décrire dans le détail tout ce qui pourra servir à résoudre le problème posé. L'observation de l'expert doit donc être précise, minutieuse et immédiate. L'observation est précise quand chacune des constatations est établie avec toute la netteté et le détail nécessaires ; connaître, c'est mesurer et l'expert doit tendre vers une connaissance quantitative : s'il s'agit d'observer une tache ou une empreinte, l'expert doit la localiser par des mensurations, un plan coté, une photographie métrique ; le texte écrit doit subir ensuite le contrôle des témoins qui ne varient point, c'est-à-dire des clichés, des moulages. Elle est minutieuse quand aucun point n'a été négligé, ce qui suppose chez l'expert une connaissance parfaite de la technique, car, pour découvrir, il faut chercher et savoir chercher. Enfin, l'observation doit être immédiate car, tardive, elle constitue une opération difficile et toujours incertaine. Beaucoup de causes peuvent modifier les lieux où s'est déroulé le crime et les traces peuvent avoir été effacées, ou les rapports des objets modifiés ; les étrangers qui ont pu précéder l'expert peuvent

avoir substitué des éléments nouveaux à ceux qu'eût permis de découvrir une observation plus hâtive.

Les faits une fois observés doivent être groupés de façon à former un tout coordonné, se présentant clairement à l'interprétation. Mais, si dès le début de l'exposé, un système d'interprétation se fait jour, il faut s'attendre à ce que chacune des constatations suivantes soit contrainte d'entrer dans le cadre préconçu, et les faits loyalement observés se déformeront au point de perdre leur exactitude. Il est donc nécessaire de substituer à l'expression écrite, qui toujours a le caractère d'un commentaire, le témoignage non malléable de la photographie, du moulage, des mesures. L'expert, de même que le physicien qui a imaginé une loi comme possible, doit lutter contre le désir de voir l'expérience ou l'observation lui donner raison ; il doit craindre toute idée préconçue, il ne doit que collectionner les faits. En un mot, aux qualités de l'observation, il doit ajouter celle du désintéressement.

Il est indéniable que dans l'expertise l'imagination joue un rôle essentiel, tout comme dans la méthode même des mathématiques. Dans les sciences mathématiques, on distingue la méthode de l'hypothèse *a priori* et celle de l'hypothèse *a posteriori*. La première méthode ne peut être appliquée intégralement que par une intelligence d'élite possédant la science et le génie. Dans ces conditions, il vaut mieux se contenter de l'hypothèse *a posteriori* qui synthétise les éléments fournis par l'observation, en tire un système dont il faut contrôler l'exactitude. En matière d'expertise, tout revient au choix de l'hypothèse, qui doit satisfaire à toutes les conditions du problème, c'est-à-dire rendre compte de tous les éléments de l'observation ; elle n'est parfaite que si elle est la *seule* qui puisse satisfaire à toutes les conditions de la donnée. Nous ne devons pas oublier que nous sommes dans une matière particulière : le problème posé à l'expert est un problème criminel ; aussi, l'observation des indices ne doit pas seulement être faite avec la compétence technique la plus étendue, elle doit être vivifiée par l'hypothèse qui synthétise, interprète les résultats, et cette hypothèse a d'autant plus de chances d'être juste qu'elle est

éclairée par la connaissance psychique du milieu, mieux encore du personnage qui est l'auteur de l'infraction. La connaissance approfondie des mœurs, des superstitions, des usages particuliers aux classes délinquantes est une préparation nécessaire au métier d'expert, car elle conditionne le choix de l'hypothèse juste.

L'expérimentation consiste à rechercher si telle cause admise par l'hypothèse est réellement capable de produire tel effet constaté par l'observation. Dans l'expertise, l'expérimentation représente la part du laboratoire et, grâce à elle, la technique est susceptible de progresser. J'en citerai deux exemples. Un légataire universel apporte au notaire le montant des legs particuliers dont la succession est grevée ; la nuit suivante, le coffre du notaire est fracturé et vidé de son contenu. Les soupçons se portent sur le déposant de la veille, qui aurait ainsi découvert un ingénieux procédé pour s'acquitter de ses charges. L'expert commis fut frappé de la ressemblance de l'effraction avec les procédés employés peu de jours auparavant par un complice de Bonnot dans une opération analogue ; il posa l'hypothèse de l'identité d'auteur pour les deux crimes, mais il restait à établir si l'on pouvait découvrir la personnalité d'un effracteur par le tracé du chalumeau dans le métal. C'est alors que l'expérimentation joua, des expériences furent entreprises et la constance d'amplitude qu'offrent les oscillations du bec comburant quand il est tenu par une main s'affirma : l'hypothèse était donc contrôlée. Mais, en même temps, s'instituait une méthode capable de confondre les éventreurs de coffres. Voici un autre exemple : deux faussaires se rejetaient la charge d'une série de factures écrites par l'un d'eux, et l'ensemble des constatations permettait d'imputer au premier les présomptions les plus lourdes. L'expert commis chercha, dans les éléments mesurables de l'écriture, un moyen nouveau d'identification graphique. Une expérimentation très appliquée lui montra le bien fondé de la méthode, et il arriva aux conclusions infirmant l'hypothèse première qui faisait porter sur le premier des inculpés le poids de la présomption de faussaire. Mais, en même temps, la « graphométrie » était créée et pouvait,

désormais, s'appliquer à toutes les expertises du même ordre.

Lorsque l'hypothèse synthétisant les données de l'observation a subi le contrôle expérimental, il reste à voir par quel mode de raisonnement s'affirme le résultat de l'expertise, c'est-à-dire la vérité. Chaque groupe de sciences a son mode de raisonnement propre. Les mathématiques ont la déduction, les sciences physiques l'induction, les sciences naturelles l'analogie.

Le raisonnement mathématique n'est autre chose que la déduction, c'est-à-dire le pur syllogisme scolastique et, en ce sens, les mathématiques ne créent ni ne découvrent rien, elles extraient du principe d'identité, type de l'équation, tout ce qu'il peut contenir et l'appliquent aux nombres purs, aux figures, aux infiniment petits, mais les sciences exactes utilisent encore une autre façon de raisonner, qui est l'induction mathématique : le calculateur fait appel à l'imagination, c'est-à-dire à l'intuition, à ce que l'on a appelé aussi l'esprit géométrique par opposition à l'esprit d'analyse qui n'est que de logique pure ; puis il construit un système et le vérifie en remontant aux principes. La méthode des mathématiques ainsi comprise peut s'appliquer à l'expertise criminelle. L'imaginaire procède par induction mathématique ou par construction, quitte à vérifier celle-ci en appliquant le raisonnement par récurrence, c'est-à-dire par analyse. J'éclairerai cette explication par trois exemples typiques d'expertises. Une observation avait découvert l'extrême variété des dessins digitaux ; l'observation systématique portant sur des collections nombreuses, dans des milieux ethniques et sociaux variés, a confirmé cette donnée première : l'expérimentation a établi que les divers modes d'usure n'altèrent point le dessin et que l'âge est sans action sur lui ; de cette longue série de cas particuliers, la biologie a conclu à la loi générale que les dessins digitaux et, par conséquent, leurs empreintes sont une caractéristique individualisante, donc un signe certain d'identité. De même une réaction colorée ou cristallographique est considérée comme le signe révélateur d'une substance quand de nombreuses observations et une large série expérimentale ont

montré que cette substance, dans toutes les conditions de température, de milieu ou de support, réagit constamment par le même virage ou l'apparition des mêmes cristaux dans le champ du microscope. De cette accumulation de cas particuliers, tous concordants, on induit le principe général qui reçoit ensuite son application dans l'expertise. Si, au cours de l'observation d'un graphisme, on constate que la fréquence et la position des levées de plume est un signe remarquable de l'identité scripturale, on procède à des observations sur des collections d'écritures provenant d'individus divers comme race, âge, sexe et condition sociale, on expérimente ensuite sur des faussaires, on recherche si cette fréquence est modifiée par les conditions physiques et psychiques de l'écriture ou par le changement d'instrument scripturant, par la vitesse, par le choix des mots employés, par leur longueur. De l'ensemble des faits particuliers, on induira, par la méthode de concordance, le principe général que le rapport de la fréquence au nombre de grammas par mot est un signe identificateur du graphisme, principe qui servira de majeure à un syllogisme pour chaque expertise où il devra s'appliquer.

L'induction est le mode de raisonnement qui a permis de bâtir les principes généraux biologiques, physiques ou chimiques, où l'expertise cherche le point d'appui de ses affirmations. Mais l'expert reconstruit l'identité du coupable par les traces, par le corps des indices, tout comme le paléontologiste reconstitue le fossile par ses débris. Il y arrivera par le raisonnement par analogie.

Quételet disait que « ce sont toujours les mêmes individus qui commettent les mêmes crimes » ; aussi, lorsqu'on sait un malfaiteur ou une bande au travail, peut-on reconnaître à première vue leurs manières pour en avoir vu les précédentes traces. Certains crimes sont comme signés : un détail de l'effraction, les précautions adoptées pour se garder pendant l'acte, le choix des prises, la manifestation des superstitions préservatrices, une maladresse constante, un déploiement anormal de force, une forme du graphisme, d'autres signes encore, isolés ou groupés, marquent la personnalité du délinquant.

S'ils sont retrouvés, le raisonnement par analogie s'impose et si l'analogie ne s'affirme pas au point d'identifier d'emblée le fauteur, au moins guide-t-elle jusqu'à la catégorie où un choix limité permettra au juge de le découvrir. De même, se substituer mentalement à l'infracteur, c'est encore raisonner par analogie. Lorsque les indices sont insuffisants pour permettre de raisonner inductivement, l'analogie reste le seul mode logique, à la condition que l'expert possède des points de comparaison.

4. — J'ai exposé les trois processus logiques de l'expertise qui conduisent à la connaissance. L'analogie est celui qui mène au moindre degré, car elle n'est qu'une induction dont la majeure est une série tendant vers l'unité au lieu d'une collection tendant vers l'infini. Je ne sais si on peut admettre que dans toutes les expertises on parvienne jamais à trouver les bases scientifiques d'un raisonnement inductif ou par inférence, mais du moins faut-il y tendre.

5. — Ici se présente le problème essentiel de la nature de la certitude affirmée par l'expertise, et de son degré.

Lorsque l'expert, devant le jury, a rapporté son expertise et après qu'il a exprimé ses conclusions, l'avocat, souvent, pose l'insidieuse question que voici : « Le témoin pense-t-il être arrivé à une certitude mathématique ? » La certitude mathématique est celle qu'apporte l'expression des théorèmes, elle affirme qu'à telle disposition du nombre, des figures ou des infinitésimales, le principe d'identité s'applique sous telle forme. Cette certitude est sans degré, parce qu'elle est la constatation des lois mêmes de la pensée et que notre conformation nous empêche, certains postulats étant admis, de créer des concepts différents. Or, il ne semble guère raisonnable d'espérer qu'une telle adéquation de la connaissance à l'objet puisse être jamais atteinte dans l'ordre de problèmes que posent les expertises criminelles. Puisque la certitude atteinte par l'expertise n'est pas une certitude mathématique, est-elle une certitude morale ? La certitude morale est une conviction dont

la preuve nous échappe, une « sœur fantaisiste de la foi » (1). C'est elle que l'on attend des jurés ; elle est une opinion moyenne née, dans l'esprit des douze jurés définis comme probes et libres, de la contradiction des témoins, du respect dû aux paroles du ministère public, des protestations de la défense et de l'accusé, d'un amoncellement de prestiges, d'illusions, de contre-vérités. Cette opinion moyenne, cette certitude morale n'a d'autres chances d'être exacte que les cinquante pour cent attribués par le calcul des probabilités à celui qui ne peut répondre que « oui » ou « non ».

Les méthodes d'expertises qui ont été exposées ou signalées dans les précédents chapitres ne conduisent ni à une certitude mathématique, ni à une certitude morale, mais à une très haute probabilité qui entraîne dans notre esprit une conviction que nous ne pouvons discerner de la certitude absolue ; le doute devient si petit, quantitativement, qu'on est obligé de le supprimer. Par exemple est probabilité pratiquement absolue, c'est-à-dire certitude, que de dire que le soleil se lèvera demain ; dans les sciences, il n'y a pas de certitude absolue, sauf en mathématiques, mais la probabilité voisine de l'unité devient pratiquement pour nous une certitude, c'est la certitude physique. Cette certitude comporte des degrés, elle permet le calcul des chances d'erreurs, singulière garantie pour l'accusé, mais aussi singulière et rassurante garantie pour l'expert. Cependant, parce que la certitude physique emporte de tels calculs, des esprits simplistes la confondent avec la certitude mathématique qui ne les admet point. Cette confusion cause la question que j'indiquais plus haut, posée par certains avocats devant les jurés. J'entends bien que cette question, avec la discussion embrouillée qui peut s'ensuivre entre l'expert et l'avocat, est susceptible de jeter un trouble profond dans l'esprit des jurés ; mais, si cela est le résultat d'une adroite politique de la défense, il n'en reste pas moins vrai que cette confusion, voulue ou non, entre la certitude mathématique et la certitude physique à laquelle atteint l'expertise est de nature

(1) Locard : *L'enquête criminelle*,

à fausser la notion même de la valeur de cette certitude. Or, il est absolument nécessaire d'affirmer, parce que cela est, que seule la certitude physique est capable de conduire, avec sécurité, le juge (populaire ou professionnel) dans le chemin redoutablement difficile qui mène à l'intime conviction. Ainsi, en toute liberté, en toute probité, le juge, après avoir pu mesurer la valeur de la certitude attachée à telle preuve que fournit l'expertise, est capable de se déterminer selon sa conscience, secourue par sa compréhension, par sa raison. Donc, devant la mathématique qui est un absolu, devant la certitude morale qui est un indiscernable magma, la certitude physique se dresse avec toutes ses nuances, avec le chiffrage des erreurs possibles. Et j'en arrive naturellement à exposer les facteurs dont est fonction le degré de cette certitude. On peut ramener ces facteurs à trois essentiels : la précision des mesures, l'abondance des éléments considérés, la concordance des preuves de même ordre collectionnées. La précision des mesures est elle-même conditionnée par la rigueur de la technique car, peu importe la perfection des instruments si leur emploi ne comporte pas une discipline prédéterminée ; il est bien, en effet, de repérer les points caractéristiques d'une empreinte digitale ou palmaire sur de forts agrandissements photographiques, mais il est plus essentiel de fixer la nature de ces points ; de même, en graphométrie, il est moins important de procéder à des mesures avec un compas sensible au demi-millimètre que d'avoir choisi des termes comparables et d'employer, sur les divers textes à expertiser, des procédés rigoureusement identiques. L'expertise d'une empreinte d'un seul doigt ayant un nombre de points caractéristiques insuffisant ne mène pas à l'identification, tandis que l'expertise portant sur l'empreinte de plusieurs doigts permet l'identification dactyloscopique. Une croûtelte pesant un milligramme risque de donner à l'analyse chimique des résultats moins sûrs qu'une flaque. De même, l'identification par la photographie composite est presque sans portée si l'on a affaire à une série pauvre de signatures alors que sa valeur croît si la collection des signatures est importante. Ainsi comprend-on que l'abondance des éléments considérés

est une condition du degré de certitude. On conçoit aisément que la concordance des preuves de même ordre ajoute à la valeur de la certitude fournie par une expertise. Ainsi l'expertise d'une empreinte révèle, par ses points caractéristiques, des présomptions d'identité, et les chances d'erreur seront notablement réduites par le concours de l'expertise poroscopique et par celle des plis de flexion. Les chances de ne pas errer, en attribuant une origine humaine à une tache sanglante apportées par l'expertise selon le procédé de l'anaphylaxie, se renforcent par la déviation du complément ou les réactions agglutinantes. Mais, dans tous les cas où diverses preuves entrent en concours, il faut les hiérarchiser afin d'apprécier quantitativement la certitude.

CHAPITRE II

L'Expert

1. — Au cours des diverses phases du procès pénal le magistrat joue un rôle défini par l'organisation répressive. Toute question de concurrence de juridiction et de compétence étant tranchée, il ne reste qu'un seul magistrat qui agit, celui-là seul qui est compétent. J'ai montré que le magistrat était obligé de recourir à un spécialiste lorsqu'il était utile d'appliquer les techniques. Or, ceci devient d'une nécessité toujours plus urgente à cause des difficultés auxquelles se heurte l'administration de la preuve, difficultés consécutives à l'habileté croissante des malfaiteurs. J'ai montré, par un exemple récent (1), le danger qu'il y avait pour le magistrat à utiliser directement les indices et les erreurs auxquelles il pouvait être conduit par son ignorance des techniques dans les recherches des indices et de leur valeur respective, ignorance dont on ne saurait, d'ailleurs, lui faire grief à aucun degré. Ce même exemple fait aussi apparaître combien il est dangereux de confier à un technicien peu entraîné, peu spécialisé, la recherche et la constatation des indices. Dans la langue juridique, le technicien spécialiste est nommé *expert* ; c'est lui qui, au cours du procès pénal, a pour mission de rechercher les indices, de les dégager, d'éclairer le policier, le magistrat instructeur, le juge des juridictions de jugement. Dans ce but, il se livre à des opérations de recherches, de récolement des indices ; il les expose dans un rapport écrit ; il dépose au cours des débats, expliquant ses travaux. Tout cela contribue à faire naître, dans l'esprit du policier et dans celui du juge instructeur, la certitude et, dans l'esprit du juge des juridictions de jugement, l'intime con-

(1) Voir *supra*, page 154.

viction que la loi attend de lui. Le rôle de l'expert est donc essentiel.

2. — Or, les qualités individuelles de l'expert ont une influence sur l'administration même de la preuve découlant des indices. L'analyse des indices est fonction dans une certaine mesure de l'équation personnelle de l'analyste, c'est-à-dire de l'expert. L'étude des facteurs dont l'ensemble constitue cette équation personnelle est donc nécessairement liée à celle de la valeur de la preuve indiciale ; ces facteurs peuvent se ramener à trois : la compétence, l'intelligence et la conscience professionnelle.

1° La compétence. La technicité d'un expert suppose une culture générale qui peut s'acquérir partout et la spécialisation qui est une éducation donnée dans un petit nombre de centres (en France à l'Institut médico-légal de Paris et de Lyon, au Laboratoire de Police technique de Lyon). L'expert est celui qui sait par l'expérience, aussi la technicité ne peut-elle s'acquérir que par la spécialisation à un haut degré. Il serait, en effet, déraisonnable de croire que l'on peut être, à la fois, capable de faire correctement un examen mental, un déchiffrement de cryptogramme, une vérification d'écritures, une comparaison d'empreintes digitales ou de traces de pas, parce qu'il ne faut pas compter posséder à fond et simultanément la psychiatrie, la cryptographie, les techniques de l'expertise en écritures, la biologie. Chacun de ces arts suppose la connaissance préalable d'une série de choses telles, que l'expert devrait, pour être un expert complet, acquérir des connaissances dont la somme dépasserait de beaucoup la capacité intellectuelle d'un homme. Par exemple, le psychiatre expert, mis par le juge en présence de problèmes redoutables en vue de déterminer le degré de « témibilité » d'un délinquant ou de dépister sa simulation ne saurait les résoudre exclusivement par l'expérience acquise dans sa clientèle ou dans un service hospitalier. Dans chaque ordre d'expertise, l'expert doit posséder une somme énorme de connaissances, surtout si l'on considère les difficultés des opérations techniques, l'immense

responsabilité ; aussi, un homme trouve-t-il un but suffisant pour son activité lorsqu'il remplit bien la tâche limitée qu'il a choisie. L'expert consciencieux ne doit pas tendre à une compétence universelle, car nous avons vu que ce but serait vain, mais s'efforcer seulement d'atteindre le point de perfection de son art strictement limité. La première qualité de l'expert est, indubitablement, qu'il ait étudié son art à fond, mais il faut, en outre, qu'il l'exerce, ce qui exclut du nombre des experts les techniciens figurant sur les listes dressées dans les chefs-lieux d'arrondissement et qui, en fait, ne sont que des experts *occasionnels*. L'expérience ne s'acquiert que par l'exercice.

2° L'intelligence. J'ai montré que l'expert doit posséder à fond son art et être entraîné à son exercice. Dans cet exercice, la première qualité est celle de l'observation, le don de voir. Ils sont rares les hommes qui, sans effort, sans recherches, par l'effet d'une disposition innée, perçoivent beaucoup de détails. Cependant, ceux qui ne possèdent point ce don à un très haut degré peuvent, par un entraînement systématique, y suppléer dans une large mesure. Les uns comme les autres devront d'ailleurs apprendre à choisir sciemment, parmi les innombrables détails qu'ils perçoivent, les points qui, pour un témoin non averti, sont insignifiants et sont cependant ceux qui aiguillent le chercheur. C'est ainsi que l'expert, dans tout visage, verra le trait signalétique qui n'est pas le trait apparent, dans tout lieu, la trace pour un autre cachée, dans toute chose, la note individualisante. Au cours d'une perquisition, l'expert va droit à la cachette parce qu'une imperceptible différence dans l'épaisseur de la poussière ou le déséquilibre léger d'un tableau ou d'un meuble sont des choses qui frappent fortement sa vue, servent de base à un rapide raisonnement et suffisent à reconstituer toute une scène, car il ne suffit pas au technicien de voir, il doit être capable de raisonner et de coordonner les indices discernés pour en induire une vérité probable, ce qui suppose une rare qualité, celle d'avoir du bon sens. J'ai montré dans le chapitre précédent que les méthodes de l'expertise sont à base d'induction

et d'analogie, aussi n'avons-nous aucune connaissance absolue. N'a-t-on pas dit que la fin et le but de toute science est de savoir douter ? Le doute scientifique est la conscience des limites nécessaires de la certitude physique ; savoir douter est donc ne jamais oublier que le maximum de certitude est seulement la diminution maxima des chances d'erreur, mais qu'une erreur résiduelle subsiste : il n'est pas d'expert infail-
lible et le meilleur est celui qui sait douter de lui-même.

Il ne saurait suffire à l'expert de savoir constater, il doit avoir la clarté d'esprit qui lui permet d'exprimer nettement ce qu'il a vu et de faire partager sa conviction. Devant le magistrat, il doit avoir l'autorité capable de fixer l'attention et, devant le jury, l'éloquence mesurée pour la retenir. Le rôle de l'expert est de garder la vérité nue ; de ne pas se troubler ni se prendre aux pièges de l'avocat ou de rester interdit des coups d'un contre-expert. Si bien que les qualités de l'expert ne sont pas seulement celles de l'homme de laboratoire ou de l'homme qui opère sur le terrain d'une infraction. On peut se demander si des qualités si distinctes, nécessaires l'une pour trouver la vérité, l'autre pour la dire, se peuvent aisément rencontrer chez le même homme, car elles sont l'expression de deux aptitudes. De plus, l'expert sera un homme d'ordre. Il ne perdra non plus jamais de vue la notion exacte de son rôle qui n'est de diriger ni l'enquête policière, ni l'instruction. Son devoir est de juger clairement de sa place et d'y rester.

3° La conscience professionnelle. A côté des deux précédents facteurs de l'équation personnelle d'ordre intellectuel, s'en révèlent d'autres qui relèvent du caractère et qui ne sont pas moins importants. D'abord, le courage civique qui doit empêcher l'expert de subordonner son expertise à la situation sociale de l'inculpé, de craindre que quelque haut personnage ne tente de ternir sa réputation dans le cas où les conclusions fournies par l'expertise ne répondent pas à son attente. La crainte, pas plus que la vénalité, ne doivent déterminer l'expert à agir. Parfois, l'expert débutant qui a une position à conquérir ou à défendre peut être amené à considérer un échec comme

un fait de nature à briser sa carrière : si une telle disposition d'esprit incite à la prudence, elle se révèle précieuse, mais elle serait pleine de périls si elle faisait considérer l'obtention d'une condamnation comme un succès utile. Peut-être un excès d'ardeur aura-t-il induit ce jeune expert dans quelque erreur, le mettant devant la rude obligation de dire qu'il s'est trompé ; ce devoir est redoutable, les conséquences personnelles en peuvent être définitives, il n'en reste pas moins un devoir étroit. Il est pénible d'avouer à soi-même une erreur ; que sera-ce si l'expert a une conscience viciée qui lui interdit d'admettre qu'il ait pu se tromper ? Certains esprits dogmatiques forts de leur intuition, sûrs de posséder, par une sorte de révélation continue, la vérité unique, ignorent toute critique interne ou étrangère. L'expert ne doit pas être un mercanti, il ne doit pas être non plus un pontife.

Les motifs techniques sont la seule chose qui doive agir sur l'entendement d'un expert et il doit résister à toute sollicitation du policier ou du juge ; il doit ignorer le procès, car ce n'est pas lui qui poursuit la répression du mal et ce n'est pas sur lui que retombera la faute ou l'erreur qui fait condamner l'innocent, acquitter le coupable ; il n'a qu'une loi stricte : dire vrai. Aussi, en aucun cas, l'expert ne doit avoir le dossier entre les mains, si ce n'est après avoir achevé son travail. L'expert ne doit donc pas tirer ses motifs de décision du dossier, pas plus qu'il ne doit obéir à une opinion préconçue. Il doit de même résister aux courants populaires qui se peuvent manifester de bien des manières : quotidiens qui ayant pris l'initiative d'une enquête tentent d'accréditer leur version ; opinion publique qui prend fait et cause pour la victime, parfois pour le malfaiteur, si bien qu'il faut tantôt lutter contre elle pour établir la culpabilité, tantôt la combattre pour faire admettre que le prétendu criminel est innocent. Tout cela est bien pis encore si la politique et la religion s'en mêlent.

Je viens d'indiquer le rôle que doit jouer la conscience professionnelle de l'expert lorsqu'il constate les indices. Voyons maintenant son rôle lorsqu'il présente au policier ou au juge le résultat de ses travaux, c'est-à-dire l'exposé des faits. Le devoir

de l'expert est de montrer exactement le point auquel il est parvenu et de se garder de toute incursion dans la domaine de la certitude morale. Il doit absolument éviter qu'une conviction trop grande ne le passionne et que le désir de faire partager son sentiment l'incite à quelque exagération. L'amour de la vérité ne doit pas le pousser à soutenir des conclusions justes par le renfort d'arguments qui ne le sont point.

3. — Au cours de cette revue des trois qualités essentielles que doit posséder l'expert, j'ai noté quelques vertus particulièrement utiles, celle de l'ordre par exemple. Mais, et ceci m'apparaît primordial, de plus, il ne faut pas que l'expert s'obstine à travailler seul. Ainsi que je l'indiquais dans le chapitre précédent, l'expertise comporte toujours une expérimentation, un contrôle : c'est la part du laboratoire. Au laboratoire, l'expert doit s'entourer d'autres experts ou de préparateurs qui suivent ses méthodes et, à son exemple, agrandissent chaque jour leur expérience. Chacun d'eux doit refaire l'expertise pour son compte, ensuite les conclusions sont confrontées et discutées ; ainsi, celles qui seront définitivement adoptées auront une véritable solidité objective.

CHAPITRE III

L'ensemble des techniques en vue de l'utilisation
des indices forme une discipline nouvelle,
la Criminalistique.

1. — L'identification par les empreintes digitales présente un caractère objectif que démontre la pratique courante des laboratoires de police ; aussi bien sa valeur ne dépend que de la conscience avec laquelle opère le technicien. Ce technicien est en général, aujourd'hui, un spécialiste, mais non un médecin légiste. Il en est de même en ce qui concerne l'examen des taches que l'on a pu relever à la suite d'un assassinat, d'une affaire de mœurs (sang, urine, sperme). Ces taches sont recueillies par les techniciens des laboratoires, analysées dans les laboratoires. Il en est encore ainsi pour les taches de bougie, pour les taches de boues, pour l'examen des poussières recueillies soit sur l'individu soupçonné, soit sur ou dans ses vêtements. L'identification par les traces de pas (pieds nus ou chaussés) par les empreintes dentaires, l'analyse des cheveux, des poils en vue de déterminer leur origine humaine ou animale, la région du corps dont ils proviennent, le sexe de l'individu, la recherche et l'étude des déformations professionnelles (des membres, de la denture) sont des opérations qui sont faites au laboratoire de police par des procédés de chimie, de physique, de photographie et de micro-photographie, de moulages. Toutes les opérations, les recherches que je viens d'indiquer ressortissent au Laboratoire de Police technique : elles fournissent à l'enquête policière, à l'instruction, des éléments importants et cela sans perte de temps ; elles n'ont pas à être confiées à l'expertise médico-légale.

2. — J'ai indiqué, au cours de cette étude, dans les différents

chapitres, les techniques créées, en usage, et la valeur même de ces techniques. Je crois avoir montré que toutes les méthodes scientifiques employées en vue de constater et de recueillir les indices si nombreux et si divers après une infraction, sont susceptibles de l'être et d'être fixés par le personnel spécialisé des laboratoires dénommés Laboratoires de « Police technique » ou de « Police scientifique ». Je viens de montrer qu'en fait et dans l'intérêt même de l'enquête ou de l'instruction, il est préférable que le récolement et l'étude des indices soient confiés exclusivement au laboratoire. Il y a lieu seulement d'exclure des pratiques du laboratoire : 1° les recherches des causes de la mort (1) lorsque celles-ci doivent utiliser des connaissances ressortissant exclusivement à l'art médical, si bien, qu'à mon sens, il ne s'agit plus pour le médecin légiste que de pratiquer l'autopsie soit avant, soit après l'exhumation des cadavres en suivant les techniques correspondantes ; 2° l'examen mental des inculpés, examen qui ressortit aux annexes psychiatriques des prisons. Les psychiatres et les médecins aliénistes, leurs assistants sont éminemment qualifiés pour exercer cet art. Il s'ensuit que les instituts de médecine légale, les laboratoires jusqu'ici dénommés de « police technique » doivent avoir une activité vaste, dans des zones d'investigations délimitées, activité qui permet la spécialisation.

Cette vaste activité est la conséquence de l'existence d'une compétence territoriale étendue. L'organisation et le fonctionnement de deux institutions telles que l'Institut médico-légal et le Laboratoire de « Police technique » ne supposent aucunement que ces deux organismes ne se doivent point connaître ; il est désirable, il est nécessaire que, dans la recherche de la vérité, tous les deux s'entr'aident. Mais il est bien certain qu'ils doivent vivre chacun de son existence propre. La médecine légale, actuellement, a un programme extrêmement chargé et, notamment, depuis la loi de 1898 sur les accidents du travail, la loi de 1919 sur les maladies professionnelles, la loi du 1^{er} juillet 1930 sur les assurances sociales. Si bien qu'une division s'impose : d'une part, la *Médecine légale criminelle*

(1) Article 44 du Code d'instruction criminelle.

dévolue à la « Criminalistique », s'intégrant à cette dernière, d'autre part, la *Médecine légale civile* ou *Médecine légale sociale* dont le domaine m'apparaît encore immense. Cette division s'accuse chaque jour davantage. L'activité croissante, les domaines, toujours élargis d'investigations des laboratoires de « Police technique » montrent bien que la solution est là, dans cette dissociation. Je montrerai que par ses travaux, selon les disciplines scientifiques, la « Criminalistique » s'affirme en tant que discipline propre, affirmation timide encore, mais incontestable. Elle hérite de tout un ensemble de recherches qui furent longtemps l'apanage de la médecine légale. Une méthodologie nouvelle pénètre dans la « Criminalistique », celle de la médecine légale : le criminaliste ne peut pas être étranger à la science, à l'art de la médecine légale. Il ne peut non plus ignorer les techniques contemporaines de la critique du témoignage, ni négliger l'étude des milieux criminogènes, avec ses mœurs, ses règles, ses langages conventionnels, les signes divers de reconnaissance de ses membres.

3. — On a cherché longtemps avant de dénommer « Laboratoire de Police technique » le service où se concentrent les activités, les recherches de spécialistes divers. On avait envisagé d'appeler ce service : « Laboratoire de Police scientifique ». Le docteur Ed. Locard remarque combien l'adjectif « scientifique » est prétentieux. Il est vrai que dans ces laboratoires on travaille suivant des méthodes scientifiques. On emprunte aux sciences leur méthodologie. Les techniciens des laboratoires sont, sans doute, des hommes de science. Mais ils restent des artistes. Je reviendrai sur ce point que j'expliquerai complètement ; je ne voulais, à présent, que le signaler. En fait, les recherches entreprises au laboratoire ont, pour cause, l'action anti-sociale de l'homme, son activité criminelle ; elles sont faites, je viens de le dire, suivant les méthodes de nombreuses disciplines scientifiques, si bien qu'il apparaît que l'ensemble des travaux de recherches exécutés dans le laboratoire constitue à son tour une discipline nouvelle qui tend vers un but précis, je veux dire la détermination et l'analyse

de l'activité criminelle humaine. Cette discipline nouvelle, véritable résultante des forces contributives des autres sciences, est ce qu'il convient de nommer « la Criminalistique ». Il est raisonnable de dire que la criminalistique est une discipline toute neuve, mais il est peut-être prématuré de qualifier la criminalistique de « science ». « Il n'est de science que du général », écrivait Aristote ; or, la criminalistique n'est pas encore en mesure de nous fournir les lois d'application générale. Elle dépend d'autres sciences, elle est l'intégration lente de leurs données, de leurs méthodes, l'acceptation encore parfois hésitante de leurs résultats. La criminalistique est une discipline que l'homme emploie avec précaution, avec art. Elle est encore un art qui prend tous les jours davantage corps, d'autant plus facilement et sûrement qu'il est pratiqué sur le plan international, et qu'ainsi de cette pratique sur un champ immensément grand doivent apparaître les principes généraux certains, des relations de formes générales, des applications constantes menant à des résultats concordants. Le jour où l'art de la criminalistique se traduira par un ensemble de pratiques nulle part contestées, nous pourrons voir en lui la première forme de la science criminalistique.

4. — Nous venons de voir que la criminalistique est une discipline qui systématise les connaissances et les pratiques se référant au crime : à sa découverte et à celle de ses auteurs. L'examen des éléments de la criminalistique nous permet de situer cette discipline dans l'ensemble des connaissances humaines. La recherche du crime et du criminel soulèvent des problèmes d'ordre juridique, donc, la criminalistique ressort aux sciences juridiques et, en particulier, aux sciences pénales ou, suivant l'expression de Liszt, au « gesamten Strafrechtswissenschaft », qui comprend le droit pénal, la procédure pénale et les connaissances annexes aux sciences répressives.

5. — Le terme « Laboratoire de Police technique » dont on use pour définir les services qui recherchent les indices nécessaires à créer la preuve dans le procès pénal, ne me paraît pas convenir. Il est bien certain que l'ensemble des services cons-

titue un « laboratoire ». Mais l'appellation « Laboratoire de Police technique » semble indiquer que ce laboratoire est au service exclusif de la police ; or, dans la pratique, le laboratoire est au service à la fois des organes policiers et des juridictions d'instruction et de jugement. Son rôle ne se révèle pas sous les mêmes formes selon que le laboratoire agit pour un service de police, devant une juridiction d'instruction ou devant une juridiction de jugement ; enfin, la défense peut et doit tirer parti de l'activité du laboratoire.

CHAPITRE IV

Le policier. — Le magistrat. — L'avocat.

Le conseiller technique.

1. — « La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir ». Telle est la définition de la police judiciaire donnée par l'article 8 du code d'instruction criminelle. La police judiciaire fait partie de la justice et son intervention précède généralement l'exercice de l'action publique. L'action de la police se traduit sous une double forme : d'abord par l'enquête officieuse, dirigée par la police elle-même, ensuite par certains actes d'instruction ; mais comme le but de la police et celui des juridictions d'instruction sont identiques, souvent « on voit la police faire de l'instruction et le juge d'instruction faire de la police » (1). Le problème qui se pose au policier comporte la constatation soit d'un fait ou d'un ensemble de faits, soit de circonstances et, de cette constatation, il y a lieu de déduire si l'on se trouve en présence d'une infraction à la loi pénale. Ainsi, lorsque l'on trouve sur le bord d'un fleuve un sac à main, un chapeau de femme, on est en droit de se demander si l'on a affaire à quelque plaisanterie stupide ou si ces objets ont été abandonnés par une femme qui s'est suicidée ou, enfin, si un crime a été commis et si, pour égarer les recherches de la justice, le ou les criminels ont organisé la mise en scène du suicide. Si l'on trouve, en flaques ou en gouttelettes, des taches brunâtres dans un lieu désert, doit-on conclure immédiatement à un crime ? Ces taches ne sont peut-être que du sang animal ; ce sang qui macule des linges abandonnés n'est peut-être pas

(1) R. Garraud : *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*. Larose et Tenin, Paris 1907, t. I, p. 25.

non plus l'indice d'un crime car, si c'est bien du sang humain, ce sang n'est pas autre chose que du sang menstruel. Donc, dès la première constatation, le policier ne peut pas déclarer fermement si une infraction a été commise. La loi qui a organisé la police judiciaire s'est abstenue d'imposer à son action des formalités et une procédure qui auraient pu la gêner, aussi le policier pourra s'adresser directement au Laboratoire, solliciter l'intervention d'un technicien sur les lieux mêmes des constatations à faire, faire opérer la saisie régulière d'objets, de linge. L'intervention du Laboratoire, lorsqu'elle est effectuée dans le moindre temps après la perpétration d'un forfait, est de nature à fournir de très précieuses indications aux policiers, d'aiguiller leurs recherches ultérieures. Le policier qui, au cours de recherches criminelles porte ses soupçons sur un individu dont il ne veut point attirer l'attention peut facilement savoir si les empreintes digitales de cet homme sont celles retrouvées sur les lieux du crime : il lui suffira d'adresser ces empreintes au Laboratoire qui les comparera à celles recueillies sur les objets, les instruments du crime. Le policier doit donc avoir des connaissances suffisantes en criminalistique pour être en mesure, dès les premières constatations, de se livrer aux investigations qui révéleront les indices ou assureront leur conservation. Mais le policier n'aura de connaissances suffisantes des techniques modernes que si on a pourvu à sa formation technique ; il est absolument nécessaire que les policiers reçoivent un enseignement au moins élémentaire de la criminalistique.

2. — Les magistrats sont recrutés par la voie d'un examen professionnel parmi les jeunes gens, docteurs ou licenciés en droit, inscrits au barreau et après un stage plus ou moins long dans un parquet. Il est certain que les candidats à la magistrature possèdent une solide formation juridique et qu'ils sont déjà pliés aux pratiques judiciaires. Les magistrats qui abordent la carrière sont donc incontestablement aptes à dire le droit. En matière criminelle, la seule qui nous occupe, il faut distinguer entre le juge d'instruction (ou le procureur de la République, en cas de flagrant délit) et les juges des tri-

bunaux correctionnels ou les conseillers des cours. Les juges instructeurs, ainsi que ceux des cours et tribunaux, doivent connaître les techniques qui conduisent à la découverte des indices, savoir apprécier le crédit qu'il y a lieu d'accorder aux preuves tirées des indices, établir une sorte de hiérarchie entre ces preuves lorsque plusieurs entrent en concours.

A) Les juges instructeurs ont pour mission non pas d'exprimer la culpabilité d'un individu, mais d'accumuler les charges pour et contre lui ; leur tâche est extrêmement délicate. Ce premier degré de juridiction est redoutable, car il doit établir l'existence d'un faisceau de charges, en même temps que la réalité même de l'infraction ; devant cette juridiction, le régime de la preuve par indice joue à plein, car le juge ne peut, en aucun cas, se déterminer sur de faibles présomptions ; il est nécessaire, au contraire, qu'il rassemble une série de présomptions graves et concordantes ; la loi lui en fait une obligation impérieuse à laquelle il ne peut pas se soustraire sans manquer aux devoirs de sa charge. Dans cette tâche, le juge instructeur se heurte aux difficultés, aux pièges que dresse devant lui l'inculpé ; il rencontre aussi les difficultés matérielles inhérentes à l'administration de la preuve ; de même, il doit savoir distinguer entre les aveux spontanés, sincères, et ceux venant de déséquilibrés, hystériques, déficients mentaux, auto-accusateurs, alcooliques. Les indices lui apportent une série de points de comparaison, lui fournissent des bases pour ses enquêtes, des arguments pour diriger ses interrogatoires, des renseignements précieux pour orienter la recherche de témoins, pour contrôler les témoignages, pour éliminer les dénonciations fantaisistes ou calomnieuses. Le juge instructeur doit nécessairement procéder à la recherche de la vérité par les indices, parce que les indices, « les faits circonstanciels », la « preuve d'évidence » ne mentent pas, du moins lorsque ces indices sont recueillis dans des conditions données et apportés par des hommes compétents.

B) Les juges des juridictions de jugement apprécient si les faits criminels qu'on leur défère sont constants et si les inculpés qui comparaissent sont coupables et dans quelle mesure ils le

sont : la conviction du juge doit donc se former sur un ensemble de preuves. Il est indispensable que le juge à ce moment-là puisse peser la valeur des indices pour en tirer une preuve judiciaire. « Sans doute, le magistrat se flattera d'affermir tous les jours sa raison par des leçons continuelles de l'expérience, dernière ressource de ceux qui ne veulent avoir que de l'esprit. Mais le public est à plaindre lorsque le jeune magistrat attend le secours de l'usage, au lieu de le prévenir par la science (1) ».

Il faut poser l'obligation d'une formation technique des magistrats, parce qu'il est certain que la technicité du juge est nécessaire.

C) Mais est-il désirable que l'on réalise la spécialisation du juge pénal ? Sans doute le pourrait-on dans les tribunaux qui ont un gros personnel : il serait, en effet, relativement aisé de créer des sections d'instruction pour les délits contre les personnes (meurtres, assassinats, viols, avortements, empoisonnements, trafic des blanches, des stupéfiants, etc.), contre la propriété (vol, escroquerie, abus de confiance, falsification de monnaie, etc.). Une telle réalisation serait, par contre, plus difficile dans les tribunaux à personnel réduit et qui connaissent peu d'affaires. Dans ces tribunaux, on ne disposerait pas de magistrats instructeurs en nombre suffisant et, de plus, les affaires n'étant pas abondantes dans chaque branche d'infraction, le magistrat n'arriverait pas à une spécialisation suffisante. Aussi bien la spécialisation ne paraît pas être une solution générale; elle pourrait jouer utilement dans les grands centres judiciaires, mais dans ceux-ci seulement.

D) Alors qu'à l'étranger de nombreuses écoles, instituts, sont chargés de dispenser aux futurs magistrats l'enseignement pratique, la technique policière, en France, cet enseignement n'est pas organisé ; lorsqu'il est donné, ce n'est que dans des institutions dues à l'initiative privée ou dans des institutions annexées à une Faculté en remarquant que cet enseignement n'est jamais obligatoire. A Paris, l'Institut de Criminologie ;

(1) D'Aguessseau, *XII^e Mercuriale*, La Science du Magistrat, 1709.

à Lyon, l'enseignement de la criminalistique donné à l'Institut pratique de Droit ; les études de sciences pénales (droit pénal général et spécial, procédure pénale, médecine légale, médecine mentale) sanctionnées par un diplôme d'Université ; à Aix, le Cours de technique judiciaire pénale ; à Marseille, un enseignement de technique policière, voilà pour notre pays l'organisation de l'enseignement de la technique. Afin de réaliser la formation technique du juge français, il serait facile de créer dans les Facultés de droit un enseignement obligatoire de la criminalistique dont les études seraient sanctionnées par un certificat. Les candidats à la magistrature qui ne pourraient pas présenter le certificat de criminalistique devraient subir une interrogation spéciale sur une question de criminalistique lors des épreuves de l'examen professionnel. Mais, ce qui est certain, c'est qu'un enseignement purement théorique des méthodes de laboratoire serait insuffisant pour atteindre à la formation désirable du jeune magistrat : il faut de toute évidence mettre l'étudiant en contact direct avec la réalité, et je crois que le meilleur moyen est de soumettre le futur magistrat et, comme je l'indiquerai plus loin, le futur avocat au criminel, à un stage dans un centre d'expertises criminelles, c'est-à-dire dans un laboratoire régional de criminalistique, dont j'indiquerai plus loin l'organisation.

3. — Le Laboratoire est un instrument mis en œuvre pour aider à la manifestation de la vérité, pour éviter à l'erreur de se glisser subrepticement dans les décisions humaines ; mais nous avons vu que cet instrument ne pouvait rester exclusivement entre les mains d'une des parties au procès. La société qui poursuit la répression, l'homme accusé, se livrent bataille, doivent disposer d'une arme commune. La loi de 1897, qui a élargi les droits de la défense au cours de l'instruction préparatoire, permis la contradiction, doit être renforcée, afin d'apporter plus de sécurité dans la recherche de la vérité, mais non dans le but d'entraver ou d'énervier l'instruction. L'avocat de l'inculpé, l'avocat de la partie civile ne peuvent rester indifférents aux procédés de la technique : ils doivent

nécessairement suivre toutes les opérations conduites par le magistrat instructeur et, en particulier, les opérations d'expertises ordonnées par lui, opérations qu'il faut considérer comme des actes d'instruction et non plus seulement comme de purs actes de police. Il ne suffit pas que l'avocat lise un rapport d'expertise et fasse sa conviction exclusivement sur les conclusions de ce rapport ; il faut, tout comme le magistrat, qu'il sache le crédit à donner aux indices, d'où, ensuite, une preuve sera tirée. Il faut, et cela m'apparaît primordial, que l'avocat soit en mesure de solliciter la recherche de tels indices qui pourront, s'ils sont découverts, apporter une preuve de l'innocence de son client ou de l'imputabilité d'un tiers. Il faut donc que l'avocat possède une connaissance solide de la criminalistique. J'entends bien qu'il ne saurait être question pour lui d'approfondir l'étude des techniques à tel degré qu'il puisse, lui-même, et, dans tous les cas, conduire une expertise ou la suivre dans ses moindres détails. Mais il serait utile de donner à l'avocat la possibilité de se faire assister par des techniciens, véritables consultants techniques, comparables à ceux que prévoit le nouveau Code pénal italien. D'ailleurs, les consultants techniques ne sont pas inconnus dans la pratique judiciaire française, ainsi qu'on peut le voir par la circulaire suivante adressée, le 17 mai 1924, par le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, à M. le premier Président de la Cour d'appel de Lyon :

« Il m'est signalé que des difficultés s'élèveraient assez fréquemment au cours d'expertises civiles sur la qualité des représentants des parties.

« La question sur laquelle mon attention est particulièrement appelée peut se formuler ainsi : un simple mandataire, généralement un agent d'affaires, peut-il valablement représenter une partie au cours d'une expertise en matière civile ?

« J'estime qu'il y a lieu de répondre négativement à cette question.

« Il résulte, en effet, des dispositions du Code de procédure civile et des décisions de la jurisprudence que l'expert exerce, par délégation du tribunal et à raison de sa compétence spé-

ciale, une partie de la juridiction et que l'expertise fait ainsi partie intégrante de la procédure judiciaire dont elle n'est qu'un incident.

« Il n'y a dès lors, en ce qui concerne l'assistance et la représentation des parties, aucune raison de distinguer entre l'incident et l'instance principale : la représentation par simple mandataire, exclue devant la juridiction de jugement, doit l'être également devant l'expert.

« Seuls les avoués et les avocats régulièrement inscrits ont qualité, les premiers pour représenter, les seconds pour assister les parties au cours de toutes les phases de la procédure.

« J'ajoute, sans que cette réserve puisse infirmer en rien ces principes, que, si l'on ne saurait admettre qu'un simple mandataire puisse assister une partie à l'expertise, et en tant que conseil juridique, en revanche l'assistance d'un conseiller technique : ingénieur, architecte, chimiste, est parfaitement licite, et même indispensable dans la plupart des cas.

« Je vous prie de bien vouloir porter la présente circulaire à la connaissance des présidents des Tribunaux de première instance de votre ressort et, par leur intermédiaire, à celle des experts.

« Ed. LEFEBVRE DU PREY.

« Pour ampliation :

« *Le Conseiller d'Etat,*

« *Directeur des Affaires civiles et du Sceau :*

« G. FLEYS. »

La solution serait donc, d'une part, de donner à l'avocat de l'inculpé ou de la partie civile le secours d'un *conseiller technique* de son choix, d'autre part, et cela dans l'intérêt même des débats en justice, d'arriver à la spécialisation des avocats en avocat au civil et avocat au criminel. Ainsi donc, pour l'avocat comme pour le magistrat, il faut prévoir un enseignement technique dès la Faculté et un stage dans un Laboratoire.

TITRE V

LES INSTITUTIONS

CHAPITRE PREMIER

Le Laboratoire de criminalistique ; ce qu'il est, ce qu'il devrait être.

Je crois avoir montré, d'une part, combien le terme « Laboratoire de Police technique » était impropre, parce que le Laboratoire n'est pas au service exclusif de la police et, d'autre part, qu'il enserme une série de techniques dont l'ensemble s'appelle la criminalistique. Je propose donc d'appeler « Laboratoire de criminalistique » le service dont l'activité a pour but de dépister le crime et le criminel (recherches des indices, critique du témoignage). Un tel laboratoire est au service de la justice.

Il faut maintenant rechercher les conditions de son établissement, son statut légal, car, on le verra, en France, les laboratoires de police technique prototypes du laboratoire de criminalistique, sont en marge de nos codes. Actuellement, en France, nous possédons trois laboratoires de police technique : un laboratoire à Paris, un à Lyon, un à Marseille.

1. — A Paris, l'Identité judiciaire possède un service d'identité comprenant les sommiers judiciaires et un laboratoire de recherches. Ce service ressortit à la Sûreté générale, c'est-à-dire à la police d'Etat ; il est donc subordonné au ministre de l'Intérieur, au préfet de Police. A Lyon et à Marseille, les laboratoires de police technique se trouvent placés respectivement sous l'autorité administrative du préfet du Rhône et du préfet des Bouches-du-Rhône. Il est à remarquer que, dans ces deux villes, la police est une police d'Etat.

Le directeur du Laboratoire, responsable du fonctionnement de son service, est donc l'auxiliaire du préfet et, sans être officier de police judiciaire, il est intégré dans l'organisation policière. En fait, actuellement, le directeur du Laboratoire de

police, joue deux rôles dans ce cadre administratif : 1° il procède au récolement des indices de toute nature ; 2° il est désigné, ainsi que ses aides et assistants, comme expert par les juridictions d'instruction.

1° « Les préfets des départements et le préfet de police à Paris pourront faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus. » Telle est la disposition de l'article 10 du Code d'instruction criminelle. Le préfet possède donc les mêmes pouvoirs que détient le procureur de la République en vertu des articles 32 et 49 du Code d'instruction criminelle.

Certains auteurs estiment que les pouvoirs du préfet comprennent à la fois, et sans restriction, dans tous les cas, les pouvoirs du procureur de la République et du juge d'instruction ; de même, la jurisprudence déclare que le préfet a toutes les attributions du juge d'instruction quant à l'exercice de la police judiciaire (Cr. r., 19 janv. 1866. D. P. 67. 1.505) et qu'il peut faire personnellement ou faire procéder, même chez des tiers et même hors le cas de flagrant délit, à des perquisitions et saisies auxquelles le juge d'instruction est autorisé aux termes des articles 87-88 du Code d'instruction criminelle. Auteurs et jurisprudence accordent aussi au préfet le droit de se saisir lui-même et directement en présence d'un délit et de faire tous les actes d'instruction : constatations, perquisitions, saisies, expertises, enquêtes, interrogatoires, arrestations, que le délit soit flagrant ou non. Mais, quelle que soit la position que l'on adopte dans la question de savoir si le préfet possède tous les pouvoirs du juge d'instruction en cas de délit flagrant et non flagrant, on doit constater les efforts de la jurisprudence pour étendre la notion de délit flagrant, si bien que des infractions qui se commettent secrètement, comme celle de la fabrication de la fausse monnaie, pourront être constatées par le préfet.

Mais je crois que l'on peut trancher la question des pouvoirs

du préfet en disant qu'il est investi de toutes les attributions qui appartiennent au juge d'instruction agissant comme officier de police judiciaire et comme instructeur, mais non agissant comme juridiction d'instruction du premier degré.

Le préfet ne relève nullement de l'autorité judiciaire, il n'est placé à aucun degré sous l'autorité, sous la surveillance du ministre de la Justice, si bien que ses pouvoirs ne sont que la traduction de sa fonction d'auxiliaire du procureur de la République sans que, pour cela, il en ait la qualité. Le préfet, en instituant administrativement le directeur du Laboratoire a-t-il pu déléguer à celui-ci une qualité qu'il ne possède point ? ou a-t-il pu lui déléguer sa fonction d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République ? Il est certain que le préfet ne peut remettre entre les mains du directeur du Laboratoire sa fonction propre qu'il reçoit personnellement de l'article 10 du C. I. C.

Le préfet, en vertu de sa fonction, peut requérir, des officiers de police judiciaire, de faire des actes nécessaires à l'effet de constater des infractions, d'en rechercher les indices, d'en réunir les preuves, mais il ne peut requérir cela que des officiers de police judiciaire et non d'agents étrangers à la police judiciaire ; or, le directeur du Laboratoire n'est pas officier de police judiciaire. Nous voyons donc que le préfet ne peut pas remettre valablement ses fonctions au directeur du Laboratoire ; il ne peut non plus déléguer à celui-ci la qualité d'officier de police judiciaire qu'il ne possède pas lui-même, il ne peut pas davantage le requérir d'agir. En vertu de quels textes, de quels pouvoirs le directeur du Laboratoire opère-t-il donc des saisies de pièces ? Il faut nécessairement répondre qu'aucun texte ne l'autorise à saisir et qu'aucun pouvoir ne le lui permet. Si bien que tous les prélèvements que le directeur du Laboratoire effectue, que tous les objets qu'il saisit, toutes les opérations auxquelles il se livre sur les lieux d'une infraction sont entachés d'illégalité : ou bien il usurpe la fonction confiée au préfet personnellement, ou bien il usurpe la qualité d'officier de police judiciaire.

2° C'est là qu'apparaît combien le cadre de notre institution

pénale est désuet. En effet, les opérations faites par le Laboratoire de police sont nécessaires à la manifestation de la vérité ; cependant, nos textes pénaux ne permettent point à celui-ci d'agir comme il convient, c'est-à-dire rapidement à cause du risque de disparition imminente des indices. Ce besoin d'agir vite est reconnu, incontesté, aussi la pratique des opérations de saisie par les soins du Laboratoire s'est-elle introduite et est-elle aujourd'hui constante. Pour constante qu'elle soit, pour si utile qu'elle se révèle, elle n'en constitue pas moins, on vient de le voir, une illégalité. En matière criminelle, où les textes positifs sont nécessaires pour limiter l'activité de chacun des organes qui jouent dans la recherche de la manifestation de la vérité, on ne doit à aucun prix laisser se perpétuer de tels errements, sinon nos institutions pénales glisseraient vers l'arbitraire. Or, l'arbitraire ne peut être toléré en justice et particulièrement dans la justice répressive, où se jouent l'honneur, la liberté, la vie des citoyens.

2. — Les saisies irrégulières effectuées par le Laboratoire de police, sont, dans certains cas, de nature à faire naître de bien regrettables suspicions. Un crime a été commis, l'agent du Laboratoire qui a été mandé sur les lieux saisit des objets, des vêtements qui semblent porter des taches et les expédie, ou les fait expédier, au Laboratoire afin qu'ils y soient examinés en vue de déterminer si les taches sont des taches de sang humain. Aucune des garanties de la saisie régulière ne se retrouvent dans ces opérations : le directeur du Laboratoire est incompetent, la description et le numérotage des objets saisis ne sont pas faits, les scellés ne sont pas apposés sur les pièces saisies, si bien qu'arrivées au Laboratoire on ne peut exercer aucun contrôle sur leur origine, sur leur état ; en un mot, leur authenticité est douteuse. On peut imaginer autant de risques d'erreur, de substitutions que l'on voudra, soit au cours du récolement des pièces à saisir, soit pendant leur transport. Dans le cas où, après la découverte de l'infraction, un individu, présumé coupable, a été arrêté, comment pourra-t-on, après l'expertise de ces objets, contrôler et affirmer que ceux-ci sont bien ceux saisis sur le

lieu de l'infraction ? Si l'inculpé discute les résultats de l'expertise, on en induira qu'il en admet la validité ; s'il discute sur la valeur des pièces saisies et expertisées, il lui sera impossible de démontrer que celles-ci ne sont pas celles qui ont été recueillies sur les lieux de l'infraction. La procédure est un ensemble de règles ; elle se traduit par des actes qui sont autant de précautions s'imposant pour sauvegarder les intérêts des parties. Dans le procès pénal sont parties : la société qui accuse, qui poursuit, l'inculpé qui se défend, la partie civile qui demande la réparation du préjudice causé par l'auteur de l'infraction. On conçoit bien que chacune de ces parties ait son intérêt propre à sauvegarder, mais ce qui domine c'est la paix sociale, l'ordre public. La paix sociale est la conséquence d'une justice dont aucune des institutions n'est viciée. Il est facile de supposer que l'agent du Laboratoire de police ayant saisi des verres, des débris de vitre, les range et les emballe selon les méthodes convenables pour ne point détruire les traces qui peuvent se trouver sur ces objets, mais, qu'au cours de ces opérations, par inattention, par erreur due à une substitution, il ajoute involontairement un verre ou d'autres débris de vitre qui, primitivement, étaient dans un lieu tel qu'on doive exclure l'idée que le ou les criminels s'y soient rendus. Par le défaut de la procédure de saisie, il ne sera plus possible de reconnaître l'origine de ces objets ; ils se confondront avec les autres. Sur ces derniers objets, ajoutés ou substitués, si l'on trouve les empreintes digitales d'un proche de la victime, le juge d'instruction pourra induire que cette personne a joué un rôle dans le crime commis, quitte à rechercher si elle était auteur ou complice. Nul contrôle des objets ainsi saisis ne sera désormais possible. Le transport d'objets par le chemin de fer rend réalisable les substitutions involontaires qui, dans la suite, ne pourront plus être décelées. Je n'ose parler des substitutions volontaires, véritables actes criminels, car il m'apparaît que de telles pratiques ne se rencontrent jamais. Mais, se réaliseraient-elles, comment démontrer leur existence ? Admettons un instant la possibilité de ce geste criminel : un individu soupçonné de vol est arrêté ; une bouteille a été saisie parce qu'elle

semble être le siège d'empreintes digitales ; il y a donc lieu de savoir si ces empreintes proviennent du présumé coupable. Pendant les opérations de récolement par l'agent du Laboratoire, l'individu est amené à toucher une bouteille ; il est évident que sur cette dernière on retrouvera ses empreintes digitales. Si, dans la suite, cette bouteille est substituée à la première, il s'ensuit que l'expertise, au Laboratoire, révélera l'identité entre les empreintes digitales de la pièce de conviction avec celles de l'individu soupçonné. Mais les règles de la procédure ont été établies en vue d'assurer la sincérité des opérations, dans l'intérêt supérieur de la justice, de la paix sociale ; ces règles se sont révélées nécessaires, aussi aucune des hypothèses que j'ai faites n'est absurde. Il faut respecter les règles que prévoit notre Code d'instruction criminelle : elles constituent une garantie et la loi en ordonne l'application dans l'article 32 du Code d'Instruction criminelle, au moyen d'une formule qui paraît être impérative :

« Dans tous les cas de flagrant délit, lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, le procureur de la République se transportera sur les lieux sans aucun retard pour y dresser les procès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux... »

« ART. 33. — Le procureur de la République pourra aussi, dans le cas de l'article précédent, appeler à son procès-verbal les parents, voisins ou domestiques, présumés en état de donner des éclaircissements sur le fait ; il recevra leur déclaration qu'ils signeront. . »

« ART. 35. — Le procureur de la République se saisira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que tout ce qui paraîtra en avoir été le produit, enfin, de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité. Il interpellera le prévenu de s'expliquer sur les choses saisies qui lui sont représentées ; il dressera du tout un procès-verbal, qui sera signé par le prévenu, ou mention sera faite de son refus. »

« ART. 36. — Si la nature du crime ou du délit est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, le procureur de la République se transportera de suite dans le domicile du prévenu pour y faire la perquisition des objets qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité, »

« ART. 37. — S'il existe dans le domicile du prévenu des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à décharge, le procureur de la République en dressera procès-verbal et se saisira desdits effets ou papiers. »

« ART. 38. — Les objets saisis seront clos et cachetés, si faire se peut ; ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac sur lequel le procureur de la République attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau. »

« ART. 39. — Les opérations prescrites par les articles précédents seront faites *en présence du prévenu* s'il a été arrêté, et s'il ne veut ou ne peut y assister, *en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer*. Les objets lui seront présentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher s'il y a lieu ; et, au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal. »

L'article 89 dispose que :

« Les dispositions des articles ci-dessus (35, 36, 37, 38 et 39) concernant la saisie des objets dont la perquisition peut être faite par le procureur de la République, dans le cas de flagrant délit, sont communes au juge d'instruction. »

Le décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie indique, dans ses articles 113, 129, 130, 131, les dispositions à prendre pour la recherche des indices, de tous les éléments propres à servir à la manifestation de la vérité ; les officiers de gendarmerie, les commandants de brigades, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, doivent, notamment, « saisir les effets et les papiers », ils doivent « perquisitionner les objets qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité » ; ils se « saisissent aussi des armes » ; ils doivent « clore et cacheter les objets saisis » qui « sont mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel ils attachent une bande de papier qu'ils scellent de leur sceau, et du cachet du prévenu, si ce dernier le demande ».

D'après l'article 11 C. I. C., les commissaires de police, les maires « consigneront, dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature..., les preuves ou indices à la charge de ceux » qui seront présumés coupables des contraventions de police.

La pratique qui permet aux agents du Laboratoire de police

de saisir objets, vêtements, papiers, armes, etc., sans qu'aucune des précautions exigées du procureur de la République, du juge d'instruction, des officiers de gendarmerie et commandants de brigades lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, des maires et commissaires de police, ruine tout le système introduit, sur ce point précis, par le Code d'instruction criminelle. Elle est extrêmement dangereuse : les agents du Laboratoire saisissent, sans le contrôle prévu par le C. I. C. et le décret du 20 mai 1903, ensuite, le commissaire de police ou l'officier de gendarmerie établit un procès-verbal de saisie. Ce procès-verbal, bien que postérieur à la saisie, donne à celle-ci un caractère régulier sans lui enlever aucun des dangers que j'ai précédemment indiqués.

Une autre pratique s'est introduite, simple et ingénieuse : les agents du Laboratoire examinent, saisissent, transportent ou font transporter au Laboratoire aux fins d'expertises une série d'objets ; le commissaire de police de quartier rédige ensuite un procès-verbal de constat mentionnant toutes les investigations faites sur le lieu de l'infraction et y déclare que telle personne a remis tels objets à l'agent du Laboratoire. Ainsi se trouvent sommairement indiqués les objets saisis. C'est une dérision. Ce procès-verbal justifie que des objets ont été transportés du lieu de l'infraction au Laboratoire pour y être examinés, mais cette justification est postérieure à l'opération d'enlèvement des objets ; de plus, de ce procès-verbal, il ressort, non pas que ces objets ont été saisis, mais qu'un membre de la famille de la victime, par exemple, a remis un objet à l'agent du Laboratoire. J'ai montré que les textes du Code d'instruction criminelle demandent plus de précisions, plus de garanties quant à la description et à la reconnaissance des objets qu'il y a lieu de prélever en vue d'en tirer des indices propres à permettre la manifestation de la vérité.

On a vu que le directeur du Laboratoire ne peut pas agir en vertu de fonctions que prétend lui déléguer le préfet, pas plus qu'en vertu de la qualité d'officier de police judiciaire que la loi ne lui a point donnée.

En résumé, on ne doit pas placer le Laboratoire de crimina-

listique sous la dépendance administrative du préfet ; il ne doit pas être une institution au service du préfet en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle.

Comment concilier les prescriptions de la loi et les nécessités que fait naître, pour le Laboratoire, l'obligation d'agir avec le maximum de rapidité?

3. — Une solution apparaît. On pourrait donner au directeur du Laboratoire la qualité d'officier de police judiciaire, si bien que celui-ci pourrait être requis par le préfet selon les termes de l'article 10 C. I. C., restant à déterminer quelle serait la compétence du directeur du Laboratoire en tant qu'officier de police judiciaire. Le législateur devrait intervenir et exprimer sa volonté en modifiant l'article 8 du C. I. C. Si cette réforme était réalisée, le procureur de la République n'aurait plus, désormais, besoin de l'article 43 du C. I. C. En effet, nulle nécessité pour lui de se faire accompagner d'une ou deux personnes présumées par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit. Le directeur du Laboratoire, officier de police judiciaire, pourrait directement faire les investigations de police judiciaire ; en conséquence, il n'y aurait plus lieu de lui appliquer le texte *in fine* de l'article 44 du C. I. C. stipulant que « les personnes appelées... dans le précédent article prêteront devant le procureur de la République le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience ». Au cours de l'instruction, le juge d'instruction, par ordonnance, ferait procéder à toutes investigations utiles par le directeur du Laboratoire, officier de police judiciaire. Mais, officier de police judiciaire, le directeur du Laboratoire serait placé sous l'autorité de la Cour d'appel et du procureur général qui exerceraient sur lui une surveillance hiérarchique et judiciaire. Le Laboratoire de criminalistique, centre d'expertises, serait sous l'autorité du Parquet. Destiné à fournir des avis aux magistrats instructeurs, aux magistrats du siège, il deviendrait un organe du ministère public, partie au procès. Que le ministère public contrôle les opérations du Laboratoire,

c'est son droit, c'est son devoir, tout comme c'est le droit et le devoir de la défense et de la partie civile. Mais il est inadmissible que les magistrats, que les juges (professionnels ou populaires) reçoivent, pour les éclairer, des avis émanant d'un organisme dépendant étroitement, par le lien hiérarchique, du ministère public. Ce serait faire des experts du Laboratoire de criminalistique les experts du Parquet, de l'accusation et, par là, être amené à considérer avec beaucoup de partialité leurs travaux et leurs rapports. Dans ce cas, afin d'établir la contradiction de l'expertise, il y aurait lieu d'organiser les experts de la défense, mais alors ceux-ci, en acceptant leur mission, ne témoigneraient-ils pas implicitement de leur volonté d'innocenter l'inculpé ? Ce qui ne serait pas pour illuminer d'impartialité leurs travaux. Les recherches, l'instruction ne gagneraient rien à un débat entre les deux groupes d'experts ; les jurés, les juges des juridictions de jugement ne verraient pas éclater la vérité des controverses passionnées qui ne manqueraient pas de s'instituer devant eux. J'estime donc absolument impossible de rattacher aux parquets les Laboratoires de criminalistique, et cela dans l'intérêt même de l'ordre public.

4. — Il n'apparaît d'ailleurs pas nécessaire de donner au directeur du Laboratoire la qualité d'officier de police judiciaire, car il peut, grâce à l'organisation de la police judiciaire en France, rencontrer toujours un officier de police judiciaire qui, opérant selon les prescriptions du Code d'instruction criminelle, régularisera ainsi tous les actes du Laboratoire. Il n'existe pas, en effet, de lieux où un crime ayant été commis, le directeur du Laboratoire s'y transportant pour toutes investigations utiles ne puisse être assisté d'un commissaire de police, d'un officier de gendarmerie, d'un juge de paix, d'un garde champêtre, d'un garde-forestier. Il suffirait donc que, dès avis donné au Laboratoire qu'une infraction a été commise dans des conditions telles que la présence d'un homme compétent du Laboratoire soit nécessaire, le directeur du Laboratoire annonce sans délai son arrivée sur les lieux de l'infraction et y

rencontre un des officiers de police judiciaire compétent (1). Dans ces conditions, les opérations, les saisies, les récolements seraient effectués par l'officier de police judiciaire sous la direction technique de l'homme de l'art. Ainsi, avec le maximum de rapidité, le technicien criminaliste serait sur les lieux et toutes les opérations qu'il aurait à faire dans l'intérêt de la recherche de la vérité seraient exécutées selon les vœux de la loi. Si théoriquement il n'existe point un lieu du territoire où il n'y ait un officier de police judiciaire, pratiquement il serait malaisé d'obtenir que ce fonctionnaire soit dans le même temps que le technicien du Laboratoire sur le lieu de l'infraction : les tâches multiples des officiers de police judiciaire les gênent et, particulièrement, dans les centres un peu importants ou dans les régions vastes à communications difficiles.

Pour pallier à cette difficulté, on peut envisager de déléguer auprès du Laboratoire de police un officier de police judiciaire qui, en chaque cas, se joindrait au directeur du Laboratoire et assisterait à toute ses opérations. L'idée n'est pas nouvelle et a été réalisée pendant un certain temps à Lyon. Au Laboratoire de Police technique de Lyon était délégué un commissaire de police chargé d'accompagner les techniciens du Laboratoire dans toutes leurs investigations. Mais, en pratique, le système ne s'est pas montré satisfaisant, et il fut bientôt abandonné.

5. — La solution du problème qui nous occupe pourrait être trouvée dans l'organisation générale des laboratoires de criminalistique.

Puisqu'il est indispensable à la police, aux parquets, aux juridictions de jugement d'avoir à leur disposition les avis des experts, il est raisonnable d'organiser dans le pays une répartition des laboratoires de criminalistique au lieu de s'en tenir aux trois institutions actuellement existantes et auxquelles on a recours sans règles précises.

Il existe un cadre tout prêt pour recevoir les Laboratoires de criminalistique : ce sont les circonscriptions de brigades

(1) Il n'y a pas lieu d'envisager le cas où le directeur du Laboratoire se rendrait sur les lieux soit avec le procureur de la République, soit avec le juge d'instruction.

mobiles. Les brigades mobiles créées par le décret du 30 décembre 1907, modifié par ceux du 31 août 1911, 29 décembre 1919, 8 octobre 1920 et 10 septembre 1924, sont au nombre de seize ayant chacune à leur tête un commissaire divisionnaire de police mobile. A chaque brigade sont affectés des commissaires de police mobile ayant juridiction sur toute la circonscription. Chaque circonscription comprend un certain nombre de ressorts de Cours d'appel. La création de grands et modernes laboratoires de criminalistique régionaux ayant leur siège aux résidences des brigades mobiles permettrait une bonne répartition des laboratoires dans le pays et le fonctionnement régulier de ces derniers.

Le tableau suivant montre ce que seraient la répartition et le siège des laboratoires de criminalistique.

Numéros brigade	RÉSIDENCE des brigades mobiles et des laboratoires	CIRCONSCRIPTION	RESSORTS des Cours d'Appel
1	Versailles	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise	Paris
2	Lille	Nord, Pas-de-Calais, Somme	Douai
3	Rouen	Calvados, Manche, Orne Seine-Inf ^{re} , Eure.	Caen Rouen
4	Angers	Maine-et-Loire, Mayen- ne, Sarthe, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne.	Angers Poitiers
5	Orléans	Indre-et-Loire, Loir et Cher, Loiret, Eure- et-Loire, Cher, Indre, Nièvre.	Orléans Bourges
6	Clermont- Ferrand	Haute Vienne, Corrèze, Creuse, Allier, Cantal Puy-de-Dôme, Haute- Loire	Limoges Riom
7	Bordeaux	Charente, Dordogne, Gironde, Charente-Inf Basses-Pyrénées, Lan des, Lot-et-Garonne	Bordeaux Poitiers Agen

Numéros brigade.	RÉSIDENCE des brigades mobiles et des laboratoires	CIRCONSCRIPTION	RESSORTS des Cours d'Appel
8	Toulouse	Ariège Haute-Garonne Tarn, Tarn-et-Garon- ne, Gers, Lot, Hautes Pyrénées	Toulouse Agen Pau
9	Marseille	Alpes-Maritimes, Var, Basses-Alpes, Bou- ches-du-Rhône, Corse Vaucluse	Aix Nîmes
10	Lyon	Ain, Loire, Rhône, Hau- tes-Alpes, Drôme, Isère, Savoie, Haute Savoie, Ardèche	Lyon Grenoble Chambéry Nîmes
11	Dijon.	Yonne, Côte-d'Or, H ^{te} - Marne, Saône-et-Loire, Jura, Doubs, H ^{te} -Saône, Haut-Rhin.	Paris. Dijon. Besançon.
12	Châlon-sur- Marne.	Aube, Marne, Aisne, Ardennes.	Paris, Amiens. Nancy.
13	Rennes.	Finistère Côtes du Nord, Morbihan, Ile-et-Vi- laine, Loire-Inf ^{re}	Rennes.
14	Montpellier	Aude, Pyrénées Orien- tales, Aveyron, Hé- rault, Gard, Lozère.	Montpellier. Nîmes.
15	Nancy.	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges.	Nancy.
16	Strasbourg.	Alsace-Lorraine.	Colmar.

De ce fait, il y aurait en France seize Laboratoires de crimi-
nalistique. La compétence territoriale de chacun de ces labo-
ratoires serait limitée à la compétence territoriale des officiers
de police des brigades mobiles ; elle correspondrait aux ressorts
des Cours d'appel (colonne 4 du tableau). Il s'ensuivrait un
groupement des affaires provenant d'une région suffisamment
vaste, pour donner une activité au Laboratoire, susceptible de
conduire à la spécialisation de son personnel. De plus, le Labo-
ratoire ayant son siège à la résidence de la brigade mobile,

le directeur aurait toujours à sa disposition un officier de police judiciaire, commissaire ou inspecteur, chargé de faire tous actes et investigations utiles sur les lieux de l'infraction (1), sous la direction technique de l'expert du Laboratoire, et cela dans le temps le plus court après la constatation, soit de l'infraction, soit des faits ou traces susceptibles d'être tenus comme indices d'infraction. La présence des officiers de police judiciaire pendant les opérations, le récolement des indices faits par eux selon les prescriptions de la loi donneraient aux pièces saisies, aux actes faits la force probante maxima.

Le système proposé éviterait la présence permanente d'un officier de police judiciaire en délégation auprès du Laboratoire de criminalistique.

6. — J'ai envisagé la répartition sur le territoire de vastes laboratoires de criminalistique régionaux. Il reste à voir comment serait saisi chaque laboratoire et quels seraient les moyens techniques dont il devrait disposer.

Le plus simple est qu'aussitôt qu'une infraction a été constatée, il en soit donné avis directement au directeur du Laboratoire par les agents qui ont fait les constatations : commissaires de police locaux ou de quartier (dans les grandes villes), maires, juges de paix, gardes-forestiers, préfets dans les cas où la connaissance de l'infraction arrive au préfet avant de parvenir aux magistrats du Parquet, procureurs de la République. Nous savons qu'aucun retard ne doit intervenir entre le moment où un crime a été constaté et celui où les traces, les empreintes sont recherchées, les taches révélées, l'ensemble des indices récolé. Il faut donc tendre à éviter toute perte de temps dans la transmission de l'avis au Laboratoire ; aussi, afin qu'avec le temps ce ne soit pas la vérité qui s'envole, il est raisonnable de saisir directement et immédiatement le Laboratoire de criminalistique. Celui-ci pourra intervenir sans aucun retard.

Nous retiendrons donc comme efficace dans la recherche de la vérité, dans l'intérêt de la justice, le système consistant à

(1) Infractions politiques exceptées.

alerter directement le directeur du Laboratoire de criminalistique. Cette alerte peut être donnée par téléphone, télégraphe, la confirmation écrite suivant soit par courrier, soit par la voie postale ordinaire. Une fois alerté, le directeur du Laboratoire informe le Parquet de son intervention et le tient au courant des investigations auxquelles il se livre. Les résultats des constatations faites sur place, des analyses effectuées au Laboratoire, des comparaisons faites, des expérimentations réalisées, sont communiqués soit aux services de police, soit aux Parquets en vue d'orienter l'enquête, soit aux magistrats instructeurs qui ont le plus grand intérêt à les utiliser au cours de l'information. Lorsqu'un individu est arrêté, les opérations de toute nature effectuées par le Laboratoire doivent être à la disposition de l'inculpé ou de son conseil. L'avocat de l'inculpé, l'avocat de la partie civile (si une partie civile est constituée) doivent avoir la possibilité de contrôler, de discuter les opérations des techniciens des Laboratoires de criminalistique ; ils doivent pouvoir, à tout moment de l'instruction, demander toutes interventions qu'ils jugent utiles pour la manifestation de la vérité : la société qui accuse dispose de l'arsenal du Laboratoire pour convaincre le présumé coupable ; mais cet homme n'est que « présumé coupable », il faut lui donner les mêmes moyens que ceux dont dispose le ministère public. Il y a des hypothèses où un individu, coupable d'un méfait, déclare avoir agi seul et cela pour quelque raison que ce soit ; la défense a le devoir de solliciter la recherche, dans le cas où elle ne serait pas entreprise par le magistrat instructeur, tendant à montrer si vraiment l'inculpé est l'unique auteur de l'infraction commise. Souvent la preuve indiciale fournira la réponse ; c'est au Laboratoire à intervenir sur tels points que la défense signalera. Et la révélation apportée que l'inculpé n'a pas agi seul est parfois de nature à montrer que l'auteur le plus responsable pénalement n'est pas celui qui est sous la main de la justice, mais un autre qui se cache, et que tels ou tels indices feront découvrir, et, qu'en fin de compte, l'homme d'abord poursuivi n'est qu'un vague comparse pour qui il y a lieu d'être indulgent.

Une fois saisi, le Laboratoire est à la disposition de la justice, de ceux qui ensemble recherchent la vérité : magistrats, avocats, policiers.

Pour que le Laboratoire puisse fonctionner de la façon que je viens d'indiquer, il est indispensable que son personnel satisfasse à certaines conditions, que je vais maintenant examiner.

7. — Etant au service exclusif de la justice, le Laboratoire de criminalistique ne saurait ressortir au ministère de l'Intérieur. Le personnel du Laboratoire doit être compris dans les cadres dépendant du ministère de la Justice. Etant un rouage de l'appareil judiciaire, les charges qu'entraîne le fonctionnement de cette institution sont à comprendre dans le budget du ministère de la Justice ; d'autre part, le personnel des Laboratoires de criminalistique doit être placé sous l'autorité du ministre de la Justice, garde des sceaux, étant entendu qu'il ne s'agit que du personnel de direction, seul responsable de la marche du Laboratoire.

Le recrutement du personnel technique, c'est-à-dire des experts, est de la plus haute importance. En effet, pas plus qu'il n'est possible de récuser le ministère public, les juges, il ne doit être possible de récuser le Laboratoire de criminalistique ; celui-ci s'impose dans les mêmes conditions que tout autre élément de l'appareil judiciaire. Il est donc nécessaire que le personnel du Laboratoire soit au-dessus de tous soupçons et jouisse d'une haute autorité morale. J'ai expliqué déjà dans quelles conditions devaient s'opérer les investigations sur le terrain afin d'en assurer l'authenticité et de donner à leurs résultats le maximum de force probante. J'ai dit quelles étaient les qualités et aptitudes que devaient posséder les experts. Tous ces points étant connus, il reste cependant une grave question à résoudre : celle du recrutement du personnel directeur du Laboratoire et celle du personnel technique, le directeur du Laboratoire ayant pour mission d'organiser et de diriger la marche du Laboratoire, de coordonner, de contrôler les opérations faites par les divers spécialistes.

Le directeur du Laboratoire, chef responsable de son service, auxiliaire de la justice, doit être nommé par décret du président de la République sur le rapport du garde des Sceaux, ministre de la Justice. Il doit être choisi en fonction de ses titres qui prouvent sa compétence ou par la voie du concours. Il est, en tout cas, certain que le directeur du Laboratoire de criminalistique doit avoir une forte formation criminalistique, ce qui implique une formation juridique (1). En particulier, il doit posséder les techniques de reconnaissance des récidivistes, des examens dactyloscopiques, de l'expertise en écritures, de l'analyse des taches de sang, de sperme, d'urine, de boue, des encres et des poussières et être expert dans la détermination des traces et empreintes de toutes sortes ; il est de même de toute nécessité que le directeur du Laboratoire ait une connaissance suffisante de la médecine légale.

Les experts réunis au Laboratoire de criminalistique, sous la direction du directeur, doivent être recrutés soit sur titres, soit par la voie du concours, chacun dans sa spécialité. Mais il est indispensable que ces experts, que l'on pourrait appeler soit « aides », soit « attachés » sachent le droit pénal général et spécial et soient versés dans la pratique de la photographie et de la micro-photographie ; il serait, de même, désirable qu'ils aient de solides notions de criminalistique. Il importe qu'auprès de chaque laboratoire se trouvent un expert chimiste et un expert toxicologue, au moins dans les cas où le directeur lui-même ne possède pas les connaissances techniques pour jouer ce rôle.

A ces deux groupes de personnes, il y a lieu de prévoir l'adjonction d'un troisième, celui des « préparateurs ». Les préparateurs jouent un grand rôle dans le fonctionnement du Laboratoire de criminalistique. Il ne faut pas oublier que le Laboratoire a une compétence territoriale étendue, en général correspondant aux ressorts de deux à quatre Cours d'appel. Il convient donc de distribuer les travaux préparatoires aux expertises à des employés qui, sans être eux-mêmes experts, possèdent les techniques et sachent les utiliser. C'est le rôle

(1) Voir *supra*, p. 174.

dévolu aux préparateurs, rôle délicat qui demande une grande conscience et une forte application. Pratiquement, on peut envisager sans inconvénient de remettre ce rôle entre les mains de policiers à qui on aura donné une instruction technique préalable ou qui auront fait des stages dans des centres d'expertises. On arrivera ainsi à grouper quelques préparateurs que l'on spécialisera facilement dans la pratique de la photographie, des prises et relevés d'empreintes, des moulages, des travaux préliminaires aux analyses chimiques.

Ce serait trop prétendre que de penser pouvoir grouper dans le Laboratoire de criminalistique toutes les compétences nécessaires pour administrer la preuve indiciale. Aussi étendues que soient les connaissances théoriques et pratiques du directeur du Laboratoire et de ses aides, elles n'engloberont jamais la somme des connaissances indispensables pour dépister le criminel dont l'activité est essentiellement polymorphe. Aussi, à côté des experts indispensables, il faut prévoir, pour que le Laboratoire puisse faire face à toutes les nécessités des enquêtes et des informations, une série d'hommes, professionnels, que l'on puisse avoir facilement sous la main, par exemple des armuriers, des mécaniciens ; le directeur pourrait très facilement les atteindre et pourrait, en tout sécurité, leur demander des avis. Ces professionnels ne sont pas agrégés au Laboratoire, mais ils figurent sur un tableau, constamment tenu au courant, et peuvent, à toutes occasions, être amenés à fournir leur opinion sur les points particuliers ressortissant à la pratique de leur profession.

Le personnel du Laboratoire comprend donc un groupe de deux ou trois experts spécialisés, un groupe de préparateurs dans lequel il faut comprendre un secrétaire s'occupant du service administratif du Laboratoire, une série de professionnels inscrits sur une liste tenue à jour au Laboratoire et désignés après avis favorable du Parquet. L'activité du Laboratoire est dirigée, l'administration en est assurée par le directeur. Le directeur est seul responsable du fonctionnement du Laboratoire et c'est lui seul qui entre en rapport avec les divers organismes judiciaires.

Les techniciens du Laboratoire de criminalistique dépendent, nous l'avons vu, du ministre de la Justice ; ce sont donc des fonctionnaires pour lesquels il faut prévoir une rémunération. Il m'apparaît désirable d'établir une rémunération fixe, tant pour le directeur que pour les aides ou attachés, celle du directeur représentant une indemnité de direction, celle des aides une indemnité de fonction ; elles seraient la contre-partie des services courants du Laboratoire assurés par ces fonctionnaires : relevés quotidiens des empreintes digitales, établissement des signalements de tous les individus tombant sous la main de la justice, collections de documents de toute nature (écrits, débris, traces, taches), tenue régulière des divers fichiers établis en vue de centraliser les renseignements utiles aux recherches criminelles. Etablir une hiérarchie comportant un avancement par classe me semble bien artificiel, car il serait extrêmement difficile de chiffrer la valeur de chaque technicien ; ce serait dangereux, car la perspective d'un avancement risquerait de fausser le zèle de certains experts. Les experts recevraient, pour chaque expertise, des honoraires fixés par les tarifs en cours (1) et payés sur mémoire à percevoir sur le budget des frais de justice criminelle ou à acquitter par l'inculpé ou la partie civile suivant les cas.

8. — Mais il ne suffit point d'avoir groupé des techniciens, il faut encore et surtout mettre à leur disposition les moyens de toutes sortes qui leur permettront d'entreprendre leurs recherches, leurs expérimentations et de satisfaire à toutes les conditions imposées par la rigueur scientifique dans la recherche des indices d'où, nous le savons, sera tirée la preuve. J'indiquerai sommairement l'installation interne d'un laboratoire en distinguant : 1° le matériel ; 2° l'appareillage.

1° Le matériel : des placards fichiers pour le classement des fiches dactyloscopiques (classement technique, c'est-à-dire

(1) Voir *Journal Officiel* n° 298 du samedi 24 décembre 1927 : « Modification du décret du 5 octobre 1920 portant règlement d'administration publique sur les frais de justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police. »

d'après la formule dactyloscopique, mono et déca-dactytaire ; classement phonétique) ; un placard fichier pour installation, classement des infractions impunies (fiches comportant l'indication de toutes traces retrouvées sur les lieux) ; fichier où sont groupés les renseignements sur les « procédés criminels » par type d'infraction. Des tables, des chaises, une installation électrique d'éclairage dépendant des usages différents que l'on attend de la source lumineuse. Une machine à écrire.

2° L'appareillage : microscope mono et binoculaire de Leitz ; microspectroscope ; grand spectroscope ; lampe de Hanau pour production de rayons ultra-violets ; banc de Leitz à microphotographie ; appareil à agrandissements ; appareil pour la macro-photographie ; appareil pour mesurer la conductibilité électrique des solutions ; grande loupe binoculaire articulée ; hatoscope ; épидactyloscope ; graphoscope de Locard ; appareils photographiques avec objectifs spéciaux ; appareil de prise de vues, appareil de projection ; trousses anthropométriques portables pour relever les empreintes ou les traces sur le terrain, appareils photographiques (13 × 18) avec pied à renversement, pour être employés sur le terrain. Il y a lieu d'ajouter l'appareillage d'un laboratoire de chimie et d'un laboratoire et atelier de photographie ; enfin, les appareils de mensurations (toise, compas de Broca, etc.).

Il convient d'ajouter à cette énumération, qui n'est qu'indicative, le matériel de documentation, car les techniciens du Laboratoire de criminalistique ne peuvent pas vivre dans un isolement qui, pour splendide qu'il serait, n'en serait pas moins désastreux : la science, les sciences, font des progrès et les techniques s'améliorent ; il est donc indispensable que les experts du Laboratoire et, en particulier le directeur de ce service, se tiennent au courant de tout ce qui est fait dans les autres laboratoires, tant en France qu'à l'étranger et dans les centres de recherches scientifiques. Le Laboratoire de criminalistique devra donc être abonné à un certain nombre de revues ou publications françaises ou étrangères (revue, bulletin des corps savants, publications scientifiques, criminalistiques, travaux de Facultés),

9. — Nous avons vu que le Laboratoire de criminalistique était au service de la justice, c'est-à-dire, pratiquement à la disposition des auxiliaires de la justice; il convient, dans ces conditions, de grouper les techniciens en un lieu tel que leurs rapports avec les auxiliaires de la justice soient facilités. Dans cet ordre d'idées, il semble bien que le local qui devra abriter le Laboratoire de criminalistique doive se trouver dans le Palais de Justice, ou dans l'hôtel de la police : ainsi, magistrats, avocats et techniciens du Laboratoire pourraient très facilement se rencontrer et, en tout cas, communiquer. Le local devrait comprendre assez de pièces pour que soient établis les services suivants : 1° le service des mensurations anthropométriques ; 2° le service photographique ; 3° le laboratoire de chimie ; 4° le laboratoire de physique ; il faut, de plus, prévoir un bureau pour le directeur, une pièce assez vaste afin de constituer un musée dont j'indiquerai l'utilité et, enfin, une chambre pour le dépôt des pièces à conviction.

10. — Le Laboratoire de criminalistique a une compétence territoriale assez vaste qui comprend, dans certaines circonscriptions, jusqu'à quatre ressorts de Cour d'appel ; il importe que les techniciens du Laboratoire puissent se transporter sans retard dans les points où leur présence est demandée. Il faut prévoir un moyen commode de transport. Le plus pratique est sans doute la voiture automobile ; cependant, dans certaines circonscriptions, on pourrait doter le Laboratoire de criminalistique d'un side-car ; quoi qu'il en soit, il faut adapter ces instruments de transport au but que l'on attend d'eux : les aménager de façon à ce qu'ils puissent recevoir les pièces à conviction saisies sans risque de les voir se détériorer.

Nous avons passé en revue les éléments constitutifs du Laboratoire de criminalistique et nous savons dans quelles conditions il peut agir.

11. — Je crois qu'il ne faut pas laisser s'enfouir dans des dossiers les résultats intéressants obtenus par la pratique du Laboratoire, ne pas laisser s'éparpiller les observations faites et notées par les experts, par les préparateurs, mais, bien au

contraire, opérer des groupements, tenter des systématisations. Cela peut être obtenu en installant dans une vaste chambre les objets (dessins, moulages de traces, d'empreintes, graphiques traduisant l'analyse graphométrique des écritures), les pièces à conviction avec les explications utiles à la compréhension de l'intrication commise. De ces expositions permanentes, de ces observations constantes d'un ensemble de faits rendus tangibles par les objets, naît l'idée générale, la formule qui synthétise les éléments. Le musée de criminalistique, c'est la criminalité mise à nu, étalée pour la mieux voir, pour la comprendre et pour la dépister.

12. — On peut facilement avoir une idée de l'activité déployée par un laboratoire de recherches criminelles et de l'utilité sociale de ces dernières en considérant les indications suivantes qui m'ont été fournies par le distingué directeur du Laboratoire de Police technique de Marseille, M. le docteur Georges Bérourd, ex-assistant de M. le docteur E. Locard, de Lyon. Au cours de l'année 1930, le Laboratoire de Police technique de Marseille est intervenu 277 fois pour prélever des empreintes digitales sur les lieux de vols ou de crimes ; il a permis l'identification, par les empreintes digitales, de 79 individus qui avaient fourni de faux états civils, de 11 individus décédés inconnus ; il a procédé à 6 analyses d'explosifs, à 32 recherches de sang humain, à 26 identifications de revolvers, balles, douilles dans des affaires criminelles ; à 57 identifications d'auteurs de lettres anonymes, de faux en écriture ou de faux chèques ; à 53 analyses de taches, de boue, de graisses, de poussières dans des affaires criminelles. Pour Lyon, je n'entrerai pas dans le détail des innombrables opérations de tous genres effectuées dans la même période de temps ; je signalerai seulement les 739 interventions sur les lieux de vols ou crimes, car j'estime ce chiffre à lui seul suffisamment éloquent .

13. — Il est encore un point, point de procédure, à examiner : lorsqu'un expert est commis, il doit, avant que d'entreprendre sa mission, prêter entre les mains du juge ou de la juridiction

qui l'a commis (1) le serment de « faire son rapport et donner son avis en son honneur et conscience ». Cette prestation de serment nécessite le déplacement de l'expert, la rédaction d'une formule, opérations qui ne font qu'occasionner des pertes de temps au juge et à l'expert ; elles sont considérées comme de pures opérations de forme et perdent leur signification. J'ai indiqué la haute considération et la forte autorité morale dont doit jouir le Laboratoire de criminalistique afin de se placer au-dessus de toute suspicion. Les qualités qui, à mon sens, doivent être requises des experts, du directeur du Laboratoire, sont des garanties si grandes que l'on est en droit de se demander si la prestation de serment, actuellement exigée par la loi, apporte un élément de sécurité nouveau. Je ne le pense pas ; cette prestation de serment n'est alors qu'un geste sans signification, inutile ; il est donc bien plus simple de la supprimer et de lui substituer un serment général professionnel qui serait renouvelé devant la Cour à l'ouverture de chaque année judiciaire.

14. — J'ai longuement exposé ce que l'on doit entendre par la « criminalistique » et j'ai émis l'espoir que cette discipline s'affirme enfin comme une science ; je crois fermement que l'activité des Laboratoires de criminalistique, tels que ceux dont j'envisage l'établissement dans notre pays, contribuera à l'éclosion de cette science. Pour arriver à cette fin désirable, il est indispensable que les laboratoires aient des relations suivies ; on y pourrait parvenir en organisant deux ou trois fois par an la réunion des directeurs de Laboratoires régionaux en une conférence où seraient présentés les résultats acquis, étudiées les techniques discutées, élaborées les formules générales. Cette conférence pourrait se tenir au ministère de la Justice et être en liaison avec la chancellerie de ce ministère et avec la direction des Affaires criminelles, des grâces et de l'administration pénitentiaire. Entre les réunions périodiques dont je viens

(1) Le juge d'instruction, le procureur de la République et le commissaire de police en cas de flagrant délit, la juridiction de jugement (désignation par jugement ou par arrêt), le président de la Cour d'assises procédant à un supplément d'information, la Chambre des mises en accusation ont qualité pour ordonner une expertise.

de parler, le fonctionnement permanent d'un centre d'études, de centralisation et de documentation serait de nature à donner une impulsion constante et le sens de l'unité à l'activité des Laboratoires régionaux ; je propose qu'un tel organisme s'appelle « Institut national de criminalistique » et ait son siège au ministère de la Justice.

Le législateur qui doit veiller au maintien de l'ordre public a, devant lui, une grande tâche à accomplir ; je l'ai esquissée ; à lui de vouloir.

CHAPITRE II

La « criminalistique » et la Société des Nations

Le crime est de toutes les races, de toutes les nations. Dans tous les pays, une politique criminelle s'élabore et tâche d'organiser la lutte contre la criminalité. A côté de cette criminalité nationale, existe une criminalité internationale extrêmement dangereuse pour l'ordre public international. L'homme, grâce aux moyens de communication, peut, plus facilement qu'il y a trois siècles, perpétrer des infractions sans s'arrêter aux frontières, ou bien, inversement, le malfaiteur national tâche de trouver dans la frontière une barrière qui arrêtera la poursuite entreprise par la justice du pays dans lequel il a commis son forfait. Mais si les moyens de communication aident le malfaiteur, ils se retournent, heureusement, contre lui et contribuent à faciliter son dépistage. La liaison des grands services nationaux a, de plus en plus, de régularité ; des accords internationaux s'établissent facilitant les investigations policières ; les lois sur l'extradition rendent plus efficaces les mesures à prendre contre les malfaiteurs.

Dans ce chapitre, je veux seulement indiquer ce qui a été réalisé dans le domaine de la répression internationale des criminels cosmopolites.

En 1914, le premier Congrès international de police judiciaire tint ses assises à Monaco ; malheureusement, la guerre coupa court aux tendances de collaboration internationale et il fallut attendre 1923 pour voir se tenir à Vienne, du 3 au 7 septembre, le deuxième Congrès international de police judiciaire. Ce congrès décida la création, dans chacun des Etats participants, d'un « Office central de police criminelle » et d'une « Commission internationale de police criminelle ».

J'exposerai successivement l'organisation de l'Office central

de police criminelle, qui est un organisme national, et celle de la Commission internationale de police criminelle avec ses bureaux internationaux.

1. — *L'Office central de police criminelle.*

Je traiterai exclusivement de l'organisation de l'Office français dans ses dispositions prises pour faire participer notre pays à la lutte entreprise de toute part contre la criminalité internationale. Un arrêté du 18 décembre 1929, pris par le ministre de l'Intérieur, a institué à la Direction de la Sûreté générale à Paris (1) un « Bureau central national chargé de réunir la documentation concernant les malfaiteurs cosmopolites ». Ce bureau a pour mission de centraliser les renseignements sur l'embauchage des femmes et des filles en vue de la prostitution à l'étranger, sur les trafiquants de stupéfiants (2) ; de centraliser les renseignements facilitant les recherches, la prévention et la répression du faux-monnayage (3) ; de rechercher et de surveiller les voleurs à la tire ; d'établir une liaison entre tous les services de police du territoire français et le Bureau international (4) et de diffuser dans les divers services de police du pays la documentation provenant du Bureau international de Vienne (empreintes digitales, photographies, notice individuelle), dont je traiterai plus loin au paragraphe 2. Afin de réaliser sa documentation, le Bureau central national a établi un fichier dans lequel les fiches des délinquants cosmopolites sont classées par catégories et, dans chaque catégorie, une division est établie selon les modes employés pour la perpétration de l'infraction. Afin de faciliter les communications, d'éviter les pertes de temps toujours très préjudiciables, les transmissions de renseignements sont affranchies de l'intermédiaire diplomatique. Notre Bureau national a pleinement justifié les espérances fondées sur lui, ainsi que le prouvent les chiffres suivants qui se réfèrent à la période de temps allant du 15 avril

(1) Contrôle général des services de recherches judiciaires, 11, rue des Saussaies, Paris.

(2) Arrangements internationaux signés à Paris le 8 mai 1904 et à Genève le 30 septembre 1921.

(3) Convention internationale de Genève du 20 avril 1929 et arrêté du ministre de l'Intérieur du 11 septembre 1929 (*J. O.*, 13 sept. 1929, p. 10484).

(4) Bureau élément de la Commission internationale de police criminelle; voir *infra*, p. 214.

1929 au 31 décembre 1930 (1) : grâce à la documentation rassemblée au Bureau national français, la Sûreté générale a pu arrêter 89 malfaiteurs cosmopolites se répartissant entre 19 nations, dont 24 Italiens, 18 Polonais, 1 Français, et dont l'activité criminelle s'était manifestée en vingt-cinq genres d'infractions, les vols arrivant au premier rang (58), ensuite les vols à la tire (20).

2. — *La Commission internationale de police criminelle.*

Elle comprend un président, quatre vice-présidents et un Conseil d'administration de dix membres et se subdivise en commissions spéciales (pour l'étude des questions techniques) dont les membres sont tenus par le secret professionnel ; au 1^{er} octobre 1930, 55 membres appartenaient à 34 Etats. Il y a eu successivement sept sessions de cette Commission (à Vienne, du 19 au 21 mai 1924 ; à Vienne, du 26 au 29 avril 1926 ; à Berlin, du 27 au 30 septembre 1926, deuxième Congrès international de police après la guerre ; à Amsterdam, du 6 au 8 juillet 1927 ; à Berne, du 10 au 12 septembre 1928 ; à Vienne, du 20 au 22 janvier 1930 et, à Anvers, du 25 au 30 septembre 1930, troisième Congrès international de police après la guerre) (2). L'action de la Commission internationale de police criminelle est très intéressante ; elle a permis de réaliser la publication, en plusieurs langues, d'un code télégraphique international de police, utilisé par les bureaux centraux nationaux, ainsi que d'établir un réseau international de T. S. F. à l'usage de la police. Actuellement, ce réseau s'étend à l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, et c'est à Berlin (à l'Office national) qu'a été établie provisoirement, depuis le 15 novembre 1929, une « centrale radiotélégraphique policière internationale ». En 1932, une conférence de la Commission internationale de police criminelle doit se tenir à Madrid en vue d'instituer un

(1) La Commission internationale de police criminelle, Louis Ducloux, in *Revue de la Gendarmerie*, 15 mars 1931, p. 131 et s.

(2) Pendant l'impression de cet ouvrage, une nouvelle session s'est tenue à Paris à partir du 29 septembre, sous la présidence de M. Cathala, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

débat sur la radio-télégraphie et il est à souhaiter qu'un choix soit fait entre les divers systèmes de photo-télégraphie, et que la France, malheureusement retardataire, ait enfin dépassé la phrase d'organisation de son réseau national, dans laquelle elle se débat.

La Commission internationale de police criminelle a une vie propre et tire ses ressources des subventions que lui versent de nombreux pays au prorata du nombre de leurs habitants, mais il faut souligner qu'elle est officiellement reconnue par la Société des Nations. La vie de la Commission internationale se manifeste par la publication d'une revue bi-mensuelle : *La Sécurité publique internationale*. De même, sous les auspices de la Commission internationale et sous le contrôle du gouvernement autrichien, paraît, à des dates indéterminées, sous forme de fiches, la revue *Marques caractéristiques des billets de banque et autres valeurs authentiques et de leurs falsifications* (1), éditée par l'Association des banques et des banquiers autrichiens ; cette revue constitue une annexe de *La Sécurité publique* ; elle diffuse la description technique et la photographie des nouveaux billets de banque et monnaies, la liste des billets de banque et monnaies retirés, la description des faux billets et monnaies, la liste des faux chèques, fausses traites et fournit des indications pratiques pour l'examen des documents que l'on suppose avoir été falsifiés. Sa documentation est alimentée par la plupart des Instituts d'émission de l'Europe, aussi dispose-t-elle d'une vaste collection de pièces contrefaites. Son travail est soutenu par la collaboration d'un laboratoire muni d'un outillage technique moderne. Cette revue est éditée en trois langues et compte déjà un nombre important d'abonnés (4.809, dont 3.894 à l'édition allemande, 715 à l'édition française et 200 à l'édition hollandaise). Au 31 décembre 1929, elle avait déjà signalé 559 individus comme se livrant à l'émission de la fausse monnaie et 409 autres comme fortement soupçonnés.

La Commission internationale de police criminelle comprend trois services centraux rassemblés à Vienne : 1° un bureau

(1) Voir annexe, p. 222 et s.

chargé de réunir la documentation sur les malfaiteurs internationaux arrêtés ou recherchés. Ce bureau a créé un répertoire international des malfaiteurs cosmopolites et un répertoire des recherches judiciaires. Depuis 1924, il a reçu des renseignements provenant de 47 centres, renseignements qui ont permis d'identifier et d'inscrire sur le répertoire international 1.851 individus, classés sous vingt rubriques : les pickpockets arrivent au premier rang (825), puis les escrocs (262, dont 2 escrocs au mariage, 64 au chèque, 11 aux lettres de crédit, 7 au jeu), ensuite, les cambrioleurs (101), les bandits (4). A titre documentaire, j'indique que le centre de Vienne a fourni les renseignements concernant 339 affaires, le centre d'Amsterdam, 333 affaires, le centre de Paris, 67 affaires. Pour chaque individu qui donne lieu à inscription sur son répertoire, le bureau établit sa documentation en dressant une fiche dactyloscopique, en procédant au tirage de 35 photographies en trois poses (face et profil sans chapeau, trois quarts avec chapeau), en rédigeant une notice contenant l'état civil de l'individu en question, ses antécédents, son signalement anthropométrique et toutes les indications utiles sur sa manière d'opérer. La copie de la fiche dactyloscopique, de la notice et un exemplaire du groupe des trois photographies sont ensuite adressés à chaque bureau central national. 2° Un Office central international pour la répression du faux-monnayage. Cet Office a été institué à la suite d'une décision du Congrès de Vienne de 1924 qui n'a fait que suivre la suggestion du Congrès de Vienne de 1923 (motion votée par ce Congrès sur la proposition de M. Brœkhoff, d'Amsterdam). L'Office a pour mission d'observer les faits survenant dans le domaine de la contrefaçon ou de l'altération des signes monétaires, des titres de créances au porteur, afin d'établir un répertoire de faux et de leur reproduction, et de transmettre ces observations aux bureaux centraux des Etats qui adhèrent à la Commission internationale de police criminelle. La compétence de l'Office a été étendue à la falsification des actions et à l'escroquerie commise par lettres de crédits, par le Congrès international de police de Berne en 1928. La Société des Nations n'est pas restée indiffé-

rente à l'activité de cet Office, puisqu'à l'occasion d'une convention pour la répression du faux-monnayage passée le 20 avril 1929 entre trente-deux Etats, elle souligne la valeur des services rendus par l'office international pour la répression du faux-monnayage. 3° Un bureau international chargé de centraliser les renseignements relatifs à la falsification des passeports. L'organisation d'un tel service avait été recommandée dès 1928 par le Congrès de Berne, et son aménagement en cours s'inspire des méthodes utilisées à l'Office international pour la répression du faux-monnayage.

3. — A côté de cette lutte réalisée contre le criminel cosmopolite qui a demandé un effort immense, il y a toute la série des Congrès qui se sont déroulés et se déroulent, siégeant dans les divers pays de l'Europe. Le Congrès international de droit comparé, tenu à Paris en août 1930, a été organisé par « l'Académie internationale de droit comparé ». Sur le rapport de MM. Balogh et Lambert, d'importantes décisions ont été prises: 1° « Le Congrès international de droit comparé aura lieu à La Haye, du 2 au 6 août 1932 »... ; 3° « Le Congrès comprendra une section générale dans laquelle seront écoulés : a)..... ; b) l'organisation d'un centre international de documentation juridique. » A Prague s'est tenu, entre le 24 et le 30 août 1930, le X^e Congrès international pénal et pénitentiaire, dont le programme comprenait douze questions (1). Je n'indiquerai que la troisième question qui se réfère à notre matière : « 3^e question. — Une coopération internationale en vue de l'observation des changements dans la criminalité et de l'examen de leurs causes est-elle possible, et dans quelles conditions ? » La réponse est traduite par la résolution suivante : « Il est possible et même désirable de réaliser une coopération internationale en vue d'organiser l'étude scientifique, par des méthodes uniformes, des causes des fluctuations de la criminalité. Il est désirable d'élaborer une méthode uniforme d'examen scientifique des délinquants ». On peut encore remarquer un vœu émis par le XI^e Congrès international de droit pénal tenu à

(1) *Revue pénitentiaire et de droit pénal*. Compte rendu du Congrès de Prague, p. 19. n° janvier-juin 1931.

Bucarest du 6 au 12 octobre 1929 : « Le Congrès, considérant que, pour l'application par le juge de la loi pénale étrangère, il est nécessaire que soit mise à sa disposition une documentation sûre et rapide ; considérant, d'autre part, que seule la Société des Nations a les moyens d'actions nécessaires à l'établissement d'une documentation de cet ordre, prie le gouvernement roumain de bien vouloir intervenir auprès de la Société des Nations afin d'organiser un Office international de documentation législative et jurisprudentielle. »

4. — D'une part, on a étudié les moyens efficaces de répression et des institutions ont été créées : « Commission internationale de police criminelle », « bureaux centraux internationaux », « bureaux centraux nationaux » ; d'autre part, les efforts portaient sur l'élaboration théorique et pratique du droit pénal, tandis que d'autres disciplines étaient un peu délaissées. C'est ainsi que pendant longtemps les recherches de police technique sont restées le fait d'amateurs, de chercheurs isolés, sans que l'on ait tendu à une activité ordonnée. Actuellement, dans les divers pays européens, il existe des services, des laboratoires, des instituts scientifiquement outillés et capables d'orienter la recherche des preuves dans toutes les directions possibles. En 1928, M. van Ledden-Hüselbosch et M. le professeur Türkel eurent l'idée de créer, sur le modèle de l'Académie des Sciences, une « Académie internationale de criminalistique » dont ne pourraient faire partie que des hommes possédant une instruction supérieure et disposant d'un savoir éprouvé dans le domaine de la criminalistique. Cette Académie internationale fut fondée à Lausanne, en 1929, et placée sous la présidence de M. van Ledden Hüselbosch et la vice-présidence du docteur Edmond Locard, et du professeur Bischoff. Lors de la deuxième Assemblée générale de l'Académie internationale de criminalistique, tenue à Vienne les 8, 9, 10 octobre 1930, le président, M. van Ledden-Hüselbosch, dans son discours, déclara : « les buts que poursuit notre Académie sont clairement indiqués dans nos statuts : l'Académie internationale de criminalistique vise le développement des recherches scientifiques dans le domaine de la criminalis-

tique et dans les domaines connexes ; elle se propose de soutenir et d'appuyer dans le domaine scientifique la Commission internationale de police criminelle ainsi que les Commissions spéciales instituées par la Société des Nations pour lutter contre la criminalité internationale. L'Académie constituera des commissions de sur-experts, elle favorisera l'échange d'idées et d'expériences entre ses membres, elle constituera des archives et une bibliographie internationales, elle constituera également des collections internationales d'objets et de documents relatifs à la criminalistique, elle tendra à la création d'un laboratoire central de police technique, elle assurera la priorité pour les découvertes faites dans le domaine de la criminalistique. L'Académie se propose aussi de récompenser les travaux scientifiques importants concernant sa partie spéciale, elle s'efforcera enfin de combattre le charlatanisme que l'on rencontre trop souvent à l'heure actuelle dans le monde de la technique policière et de l'expertise. » Les organes officiels de liaison entre les membres de l'Académie sont la *Revue Internationale de Criminalistique*, qui paraît mensuellement, écrite en plusieurs langues, et la revue allemande *Archiv für Kriminologie*. Je ne veux pas passer sous silence l'organisation réalisée par la *Revue pénitentiaire de Pologne* : il s'agit d'un service international d'informations et de documentation juridiques. Voici dans quelles conditions ce service a été créé : « Depuis la création de la *Revue pénitentiaire de Pologne*, nombre de personnes et d'institutions se sont adressées à la revue pour demander des informations juridiques, surtout concernant la bibliographie... Par conséquent, la revue a décidé d'organiser un bureau spécial destiné au service d'information et de documentation juridique internationale. Chaque abonné de notre revue pourra s'adresser à ce bureau en lui demandant des informations juridiques, surtout au sujet de la bibliographie internationale dans le domaine de la criminologie. »

En résumé, de grands efforts sont tentés pour uniformiser les méthodes amenant à la découverte du crime et du criminel, conduisant à la preuve de la culpabilité de ce dernier.

5. — J'ai indiqué, du point de vue national, qu'il serait désirable de voir s'organiser des Laboratoires régionaux de criminalistique et un Institut national de criminalistique. J'ai exposé ce que nous devons entendre par la criminalistique. De même, j'estime qu'au point de vue international, et afin de créer l'unité dans les recherches entreprises pour déceler le crime et dépister le criminel, il serait souhaitable de voir s'organiser un « Institut International de Criminalistique » ayant son siège à la Société des Nations. La Société des Nations apparaît, actuellement, la seule institution qui, par son autorité, ses moyens, soit capable de donner naissance à un tel organe et de rendre son fonctionnement général. L'Institut International de Criminalistique grouperait les criminalistes éminents des pays membres de la Société des Nations, et serait dirigé par un Comité directeur élu par les membres mêmes. Centralisant tous les renseignements provenant des Laboratoires nationaux, disposant d'un laboratoire, l'Institut international serait à même de contrôler, de coordonner les observations qui lui seraient communiquées ; il créerait l'unité dans la criminalistique.

ANNEXE

DOCUMENTS

Circulaires et Communiqués de la Police Criminelle

Contrefaçons et Falsifications

(Système Keesing)

215 Chaussée d'Ixelles, Ixelles.

Janvier 1931.

Rubrique V

Groupe I

N° 2

Circulaire de la Police Criminelle N° 2

INCONNU

(soi-disant Secrétaire de Monsieur P... White...)

Escroquerie bancaire

Le 5 janvier 1931, dans l'après-midi, se présenta, auprès d'un Institut bancaire de Vienne, un homme parlant français et anglais, qui se fit passer pour le secrétaire du roi du Jazz, P... White..., résidant soi-disant au Grand Hôtel, Vienne, 1. Il demanda à acheter 1.565 dollars en billets et pria la banque de lui faire apporter cette somme au Grand Hôtel.

Le garçon de courses de la Firme bancaire se rendit à l'endroit indiqué avec la somme désirée et fut reçu dans une chambre de l'hôtel par le soi-disant secrétaire. Après quelques instants, celui-ci prit l'argent vers lui et se rendit dans une chambre avoisinante, en simulant un court entretien avec une autre personne, puis disparut de cette pièce contiguë en emportant l'argent.

L'escroc n'était pas du tout connu à l'hôtel, étant donné qu'il venait de retenir un peu auparavant ces deux chambres contiguës soi-disant pour M. White....

Une banque de Zurich a été victime d'une escroquerie du même genre pour une somme de 1.582 dollars.

C'est vraisemblablement le même escroc qui, le 23 décembre 1930, a soustrait de la même manière une somme de 1.563 dollars à un Bureau de Voyages de Rotterdam. Ici, il était accompagné d'un homme qui l'attendait devant l'hôtel. D'après la photo, celui-ci serait vraisemblablement le falsificateur de chèques international MURGU..... Vas.... Murgu..... doit également avoir opéré sous le faux nom de WAL.... Henry Doug..., né à Londres, le 6 mars 1891, ainsi que sous le faux nom de Jurgu..... J..., né à Câmpolungul, le 8 mars 1897.

Murgu..... doit être en possession d'un passeport délivré le 16 mai 1930 à Harlem (Hollande) au nom de ZIEGEN.... Gab.....

SIGNALEMENT :

Age : 30 à 35 ans (environ).

Hauteur : 1 m. 65.

Taille : Elancée.

Visage : Osseux, maigre, joues rentrées, rasé complètement.

Cheveux : Foncés, peignés en arrière.

Vêtements : Costume foncé, ulster (long pardessus d'hiver) gris, souliers brun-clair avec tiges en drap.

Langues : Anglais et français.

Signe particulier : Porte des lunettes.

(Voir aussi édition 1930, rubrique IV, faux chèques et traites, p. 63 et édition 1931, rubrique V, groupe I, n° 1.)

Circulaires et Communiqués de la Police Criminelle

Contrefaçons et Falsifications

(Système Keesing)

215 Chaussée d'Ixelles, Ixelles.

Mars 1931.

Rubrique V

Groupe II

N° 5

Communiqué de la Police Criminelle N° 5

Arrestation de falsificateurs de billets de banque

PA.. Edvard, né le 24 juin 1892 en Russie, sujet suédois, a été arrêté à Stockholm le 23 janvier 1931. Il avait tenté d'amener un homme d'affaires à mettre en circulation avec lui des faux billets américains de 500 dollars.

Lors de l'arrestation, PA.. était en possession d'un faux billet de banque américain de 500 dollars très bien fabriqué ; de plus, il avait sur lui six copies au carbone de lettres écrites en langue allemande, adressées à un certain M. Joseph KER... de Berlin, ainsi que les originaux de cinq lettres écrites en langue russe, en réponse aux précédentes, adressées à un certain M. Edvard IWANOW... (PA..), Stockholm, expédiées de Berlin et signées du nom de « J. Ker ... ». La correspondance semblait avoir traité de la livraison d'appareils à haute fréquence d'une firme « A. E. W. ». Après avoir examiné plus à fond la correspondance, on constata qu'on y parlait d'expédition de faux billets de banque et, qu'en réalité, le mot « appareil à haute fréquence » signifiait « faux billets de banque ». L'une de ces lettres faisait savoir que Ker... mentionné ci-dessus devait partir sous peu pour Stockholm.

Le 27 janvier 1931, Ker... qui, après avoir exhibé son passeport, se faisait passer pour le pharmacien Joseph Ker... sujet hongrois, fut arrêté à Stockholm à l'hôtel Patricia.

Au cours de son interrogatoire, Ker... avoua que le nom qu'il avait indiqué et le passeport qu'il avait exhibé, étaient faux et qu'il n'était autre que Mamo... Basil.

Mamo... avoua, en outre, qu'il avait remis à PA.. les billets de 500 dollars contrefaits et qu'il avait conservé à son hôtel plusieurs billets falsifiés de dollars américains et de livres sterling anglaises. Une perquisition à l'hôtel amena la découverte dans ses bagages de 32 faux billets de 100 livres sterling anglaises et de 36 faux billets de 500 dollars américains.

Au cours d'interrogatoires subséquents, PA.. et Mamo... ont fait, entr'autres, chacun pour soi, les déclarations suivantes :

PA.. :

A la mi-décembre, Mamo..., qu'il n'avait pas connu auparavant,

s'était mis à sa recherche et lui avait demandé de lui céder, à titre de prêt, un passeport suédois en vue de l'établissement d'un faux passeport pour un sujet allemand ou russe. Il donna suite à cette demande. C'est alors que Mamo... lui montra un faux billet de 500 dollars et lui demanda s'il serait disposé à mettre en circulation des billets de ce genre. Pa.. s'est déclaré d'accord sur cette proposition et ils convinrent de se servir du mot « appareil à haute fréquence » comme pseudonyme de « faux billets de banque », dans leur correspondance. Ils eurent ensuite un échange de lettres à ce sujet et, probablement le 7 janvier 1931, il reçut de Mamo..., sous pli recommandé, un exemplaire d'un faux billet de 500 dollars qui fut trouvé sur lui lors de son arrestation. Dans une lettre suivante, Mamo... lui fit savoir que le numéro de série de ce billet était faux et que, par conséquent, il ne pouvait nullement être écoulé. (L'erreur dans le numéro de série fut, en effet, constatée, mais, par contre, les billets trouvés sur Mamo... ne présentaient pas cette erreur.) En même temps, Mamo... l'informa de ce que la dite erreur serait corrigée sur le restant des billets et qui lui remettrait personnellement un certain nombre de ces billets pour qu'il les mît en circulation à Stockholm. Toutefois, il reçut de Mamo... uniquement un exemplaire de ce faux billet et il dit ne rien savoir au sujet de la fabrication et de l'origine des autres billets.

MAMO... :

Mamo... a fait la connaissance d'un certain Janko.... pendant l'été de 1930 à Dantzig et il se rendit plus tard à Berlin en sa compagnie. Répondant aux questions de Janko..., il lui raconta qu'il avait été puni en Allemagne pour mise en circulation de faux billets de banque. Janko.... lui remit un exemplaire d'un faux billet en dollars, avec mission de se rendre à Stockholm et de gagner la collaboration de Pa.. pour la mise en circulation de ces billets. Sur les injonctions de Janko..., il remit à Pa.. un billet de ce genre par recommandé. Dans la suite, il reçut de nouveau de Janko... la mission de se rendre à Stockholm, de remettre à Pa.. un paquet de billets et d'encaisser 25 % du montant. Le 25 janvier 1931, Janko.... lui remit dans un café à Berlin un thermos contenant 32 faux billets en livres-sterling et 36 faux billets en dollars américains, avec ordre de les porter à Pa... Il se rendit alors à Stockholm où il fut arrêté. Son passeport, il l'emprunta à Berlin à une personne qu'il ne veut pas nommer. Il ne sait rien au sujet de la fabrication, de l'origine ni de quoi que ce soit concernant la mise en circulation des billets.

(Voir rubrique I A-m-4 et A-m-5.)

Faux Billets de Banque et Monnaies

Contrefaçons et Falsifications

(Système Keesing)

215, Chaussée d'Ixelles, Ixelles.

Mars 1931

Rubrique I

A-m-4

AMÉRIQUE (1)

Gold-Certificates de 500 Dollars

Ancienne Emission

(Série à l'effigie d'Abraham Lincoln, 1922)

Type G 500-1

Billet de la Trésorerie. Initiale de contrôle : « C », « A » ou « D ». Numéro de cliché : Endroit : « 2 », envers : « 4 » ou illisible. Griffes : Frank White, Trésorier des Etats-Unis ; H. V. Speelman, Registrar (greffier) de la Trésorerie.

CARACTÉRISTIQUES SAILLANTES :

Le sceau de la trésorerie imprimé en rouge est imprimé à contresens, de sorte que l'inscription circulaire est fausse, commençant par la droite, ne pouvant se lire que par réflexion dans un miroir ; la clef dans le champ intérieur est disposée avec l'anse vers la gauche.

CARACTÉRISTIQUES :

Papier : Véritable, teinté en gris sale. Obtenu par décoloration de billets de valeur inférieure, procédé qui a provoqué un allongement latéral allant jusqu'à 2 m.m.

ENDROIT :

a) *Fond* : Par endroits, teinte orange pâle (sur les billets authentiques : teinte orange or).

b) *Impression* : Très bien imitée. L'effigie de Lincoln a un aspect d'ensemble fuligineux et barbouillé. Le pli de la figure disposé presque dans le sens vertical, entre la bouche et la moitié gauche de la barbe (en regardant le billet) est en communication avec l'ombre hachurée dessinée obliquement à partir de l'angle du nez (sur les billets authentiques, ce pli est isolé des autres éléments du dessin).

(1) Supplément à l'édition 1930. Rubrique III. Faux billets de banque et monnaies. A. 46.

La ligne de démarcation ovale du *fond* n'est pas arrondie de façon bien nette et est rendue en partie avec de légères dentelures aux points d'intersection des hachures.

Envers : L'impression est ressemblante, sans anomalies marquées. Dans le mot « *Hundred* » de l'indication de valeur, la lettre « *H* » semble raccourcie vers le haut au second jambage fondamental et il en est de même de la lettre « *n* » au premier jambage fondamental, parce que le trait mince formant doublure au dessus de ces jambages est trop rapproché de ceux-ci.

Remarque : Reproduction photo-mécanique, vraisemblablement fabriqué par impression en taille profonde. Numéro de trésorerie variable. Ce type de faux est déjà apparu en Amérique avant novembre 1930. Il a été décrit pour la première fois dans les « Contrefaçons et Falsifications ». Edition 1930. Rubrique III A-46. Au sujet de l'origine de cette contrefaçon, la seule constatation que les autorités américaines aient pu faire, est que ces billets ont été amenés de l'étranger en Amérique par voie de paiement. Il se peut que des spécimens de ce type aient été en circulation en Europe sans avoir été reconnus comme faux.

(Voir rubrique I A-m-5 et Communiqué de la police criminelle n° 5. Rubrique V. Groupe II n° 5.)

CONCLUSION

CONCLUSION

Au cours de cette étude, je me suis efforcé d'indiquer les indices que l'on peut recueillir après toute action criminelle. Je n'ai traité des techniques que pour montrer à quels résultats elles conduisent et en me limitant aux techniques éprouvées.

Le procès pénal a pour but de prouver que le présumé coupable est réellement l'auteur de l'infraction qui lui est imputée et qu'elle lui est imputable à faute, qu'il est responsable.

Aussi, ai-je été amené à examiner la valeur de la preuve à laquelle conduisent les indices.

La preuve judiciaire d'un fait n'est autre chose qu'une probabilité ou une vraisemblance ; l'absolu n'est pas le fait de l'homme. La probabilité, forme humaine de la certitude, est une notion résultant d'un rapport entre une chose que l'on sait être possible et le nombre total des possibilités. La vraisemblance est l'autre forme de la certitude ; c'est le sentiment intellectuel analogue à celui que l'homme éprouve devant une chose certaine. Force est bien à l'homme de tenir pour vrai ce que les résultats de la science lui montrent comme ayant la plus grande vraisemblance.

La certitude humaine n'exclut point la notion de degrés, soit

d'ordre quantitatif, comme dans la probabilité, soit d'ordre qualitatif, comme dans la vraisemblance ; c'est elle que j'ai appelée la certitude physique.

Mais si les indices conduisent à la certitude physique, affirmant les chances qui existent de ne pas se tromper, c'est au juge de décider : son *imperium* le lui permet, sa conscience lui dicte son attitude. En fait, il accorde son jugement avec la conviction qui naît en lui, il cherche un équilibre.

Au terme de ce travail, nous devons nous garder de penser que le juge n'a qu'à s'en remettre aux techniciens du soin de mesurer la force des preuves. Le juge a pour devoir de s'éclairer, de se laisser guider par l'homme de l'art, mais non pas d'accepter, purement et simplement, sans contrôle, les avis de ce dernier. Bien souvent, il est vrai, les conclusions de l'homme de l'art, du criminaliste s'imposeront au juge avec force ; cependant, jamais il ne devra abdiquer son pouvoir de contrôle ; sa mission humaine lui ordonne de tout peser, de tout apprécier aux lumières de ses connaissances, de sa raison.

Rendre la justice, c'est apporter la solution à un problème extrêmement grave, solution qui doit satisfaire aux données de la science et aux besoins de la raison, de l'esprit humain. Nos mœurs ne sauraient s'accommoder d'une mathématique ou d'une physique juridique. Laissons au juge le soin de dire le droit, mais donnons-lui des instruments sûrs, adaptés aux progrès de la technique, susceptibles de le conduire dans le chemin difficile de son devoir.

Il m'a semblé, étant donné la tendance moderne sur la matière, qu'une instruction technique des auxiliaires de la justice était désormais indispensable à une saine administration de la preuve judiciaire.

Il faut que le pouvoir social dispose de moyens propres à confondre le coupable et, comme contre-partie, il faut permettre au présumé coupable de se défendre par les mêmes moyens.

Pour atteindre ces buts, j'estime que de grands laboratoires régionaux de criminalistique sont indispensables, laboratoires dont la compétence territoriale s'identifierait à celle des bri-

gades mobiles et dont le siège serait dans un grand centre judiciaire et universitaire.

Afin que cet organisme reste au service de la justice, il importe :

a) Que les experts du Laboratoire de criminalistique dépendent du Ministère de la Justice ;

b) Que les qualités de ces experts les placent au-dessus de toute suspicion ; leur recrutement pourrait, dans ce but, être fait soit à la suite d'un concours, soit sur titres après examens des travaux personnels dans le domaine de la criminalistique.

Mais, pour que le Laboratoire de criminalistique joue son rôle véritable, il faudrait :

a) Que les parties ne pussent le récuser ; il importerait donc que le Laboratoire, organe auxiliaire de la justice, s'imposât aux parties dans les mêmes conditions que tous les autres organes : juges, ministère public. La haute autorité scientifique et morale des experts justifierait pleinement cette règle ;

b) Que l'inculpé ou son conseil pût se faire représenter ou pût assister aux expertises ; il serait donc nécessaire de créer le *conseiller* ou *consultant technique* de l'inculpé.

Dans un autre ordre d'idées, un grand progrès serait réalisé si, en France, étaient organisés des centres d'examens psychiatriques pour les délinquants : l'annexe psychiatrique de la prison.

Nous avons vu combien les recherches criminelles sont diverses et combien les techniques de la preuve sont nombreuses ; il serait essentiel, pour le développement de la criminalistique et pour atteindre à son unité, de créer un centre national unique d'études : l'Institut national de criminalistique, qui siègerait au Ministère de la Justice.

Le crime dépasse les frontières nationales : la criminalistique doit être considérée non plus seulement du point de vue national, mais du point de vue international. Des efforts ont été

tentés, mais il faut aller plus avant dans cette voie. La recherche du criminel, comme le criminel lui-même, doit devenir internationale ; c'est pourquoi, en terminant cette étude, je souhaite l'organisation d'un Institut International de Criminologie sous l'égide de la Société des Nations, et installé à son siège.

Vu : le Président de thèse,

Lyon, le 21 juillet 1931,

P. GARRAUD.

Vu : le Doyen.

Pour le Doyen, l'Assesseur,

Lyon, le 21 juillet 1931,

P. GARRAUD.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 23 juillet 1931.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université.

Pour le Recteur et par délégation :

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,

GRIGNARD.

TABLE
des Observations et des Cas pratiques
dans l'ordre alphabétique

	PAGES
ARGOT (dans les milieux criminels)	120
ARMES	77
AVEUX (d'enfants)	3 et s.
CHALUMEAU OXYDRIQUE	69 note 2
DENTS	66
EMPREINTES DIGITALES :	
sur une bouteille	28 note 2
identification de voleurs	32 et s.
négligence dans la conservation	38 et s.
EMPREINTES PALMAIRES (identification)	49 et s.
EXAMEN MÉDICO-LÉGAL (légitime défense)	83 note 1
EXAMEN MENTAL d'un encéphalitique	128
— d'un pervers sexuel	128 note 2
— d'un exhibitionniste	133 et s.
GANTS	78
INDICES (condamnation sur)	154
INTERVALLE LIBRE	84 note 1
MAIN FORCÉE	95 et s.
PAPIERS ABANDONNÉS (identification par)	74 note 1
PARASITES (identification par).....	74 note 2
PLIS DE FLEXION (identification par)	60
PLURALITÉ D'AUTEURS	105
POILS (identification par)	75 note 1
PORES (identification par)	54
POUSSIÈRES	79
TATOUAGES (caractères des)	112 et s.
TATOUAGES (souteneurs, pédérastes, etc...)	118
TRACES DE PAS (chaussures)	62
— (pieds nus)	63
— (simulation de vol)	64 note 1
VÊTEMENTS (empreintes)	68 note 1

BIBLIOGRAPHIE

I

OUVRAGES JURIDIQUES

- BUFFELAN. *La loi de Défense sociale*. Toulouse, Thèse, 1931.
- DOMAT. *Les lois civiles dans leur ordre naturel ; le Droit public et Legum delectus*. Paris, Veuve Cavelier, 1771.
- FERRIÈRE (de). *Dictionnaire de Droit et de Pratique*. Paris, Saugrain, 1771.
- GARRAUD (R.). *Traité d'Instruction criminelle et de procédure pénale*. Paris, Larose et Tenin, 1907.
- GARRAUD (P.). *La preuve par indices dans le procès pénal*. Paris, Larose et Tenin, 1913.
- GARRAUD (P.) et LABORDE-LACOSTE. *Précis élémentaire de Droit pénal*. Paris, Sirey, 1930.
- GARRAUD (R.). *Précis de Droit criminel*, 13^e édition. Paris, Sirey, 1921.
- GORPHE (F.). *Critique du témoignage*. Paris, Sirey, 1927.
- GUYOT. *Répertoire universel raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiaire*. Paris, Visse, 1785.
- MIMIN (P.). *L'interrogatoire par le juge d'instruction. Règles légales et règles techniques*. Paris, Sirey, 1926.
- POITEVIN (LE). *Dictionnaire formulaire des parquets et de la police judiciaire*. Paris, Rousseau, 1916.
- ROUX (J.-A.). *Deuxième Congrès international de Droit pénal (actes du Congrès)*. Paris, Godde, 1931.
- SALLEILLES (R.). *L'individualisation de la peine. Etude de criminalité sociale*. Paris, Alcan, 1927.
- STERN (S.). *Le jury technique. Esquisse d'une justice pénale rationnelle*. Paris, Librairie des Nations, 1925.
- X... *Procès-verbal des Conférences tenues par ordre du Roi pour l'examen des articles de l'Ordonnance civile du mois d'avril 1667 et de l'Ordonnance criminelle du mois d'août 1670*. Paris, Prault, 1776.
- Recueil d'Arrêts*. Sirey.
- Recueil d'Arrêts*. Dalloz.
- Code pénal français*.
- Code d'instruction criminelle français*.
- Code pénal allemand*.
- Nouveau Code pénal italien* (juillet 1931).
- Travaux préparatoires du nouveau Code pénal italien*.

II

OUVRAGES DE CRIMINOLOGIE

- DUPRAT. *La criminalité de l'adolescence*. Paris, Alcan, 1920.
- FOURQUET. *Les faux témoins*. Chalon, E. Bertrand, 1901.
- FRIBOURG-BLANC. *Contribution à l'étude de l'enfance coupable*. Lyon, Thèse, 1913.
- LOCARD (Ed.). *L'enfance criminelle*. Lyon, la *Semaine pédagogique*, mars 1913.
- MAYET (Lucien). *Fréquence des crimes suivant l'âge des criminels*, in *Bulletin de la Société d'anthropologie*. Lyon, 1901.
- MIALANE (L.). *La criminalité juvénile, ses causes, ses remèdes*. Paris, Thèse, 1926.
- MOURET (V.). *Contribution médico-légale à l'étude du patronage de l'enfance coupable*. Lyon, Storek, 1903.
- TARDE (G.). *Interpsychologie*, in *Arch. de Lacassagne*, 1909, p. 161.

III

LA PSYCHANALYSE

- FREUD (Sig.). *Introduction à la psychanalyse*. Paris, Payot, 1923.
- FREUD (Sig.). *Psychopathologie de la vie quotidienne*. Paris, Payot, 1923.

OUVRAGES TECHNIQUES

- BALTHAZARD, BAYLE, PAYEN et RUBY. *Précis de Police scientifique*. Paris, 1922.
- BÉROUD (Georges) et CHAVIGNY. *L'expertise des plaies par armes à feu*. Paris, Baillière, 1913.
- CRÉPIEUX-JAMIN. *Traité pratique de graphologie*. Paris, Masson et Flammarion, 1885.
- DENNSTEDT et SCHOPFF. *Einiges über die Anwendung der Photographie zur Entdeckung von Urkundenfälschungen in Jahrbuch der hamburgischen wissenschaftlichen Anstalten XV*; Hambourg, 1898.
- DENNSTEDT et VOIGTLÄNDER. *Der Nachweis von Schriftfälschungen*. Braunschweig, 1899.
- DERVIEUX et LECLERQ. *Le diagnostic des taches en médecine légale*. Paris, Baillière, 1912.
- DERVIEUX. *Procédé de diagnostic individuel du sang et du sperme*, in *C. R. Académie des Sciences*, t. CLXXII, n° 22. 30 mai 1921.
- DONON (H.). — *Le tatouage chez les enfants et sa valeur comme facteur de dépistage des jeunes délinquants*. Lyon, Thèse, 1925.
- FRAZER (P.). *Des faux en écriture et de l'écriture*. Paris, Guillaumin, 1899.
- GODDEFROY. *Manuel élémentaire de police technique*. Bruxelles, Larcier. 1922.

- GROSS (Hans). *Handbuch für Untersuchungsrichter*. Munich, Schweitzer, 1908.
- GUIART. *Précis de parasitologie*. Paris, Baillière, 1910.
- HALLER et Ch. GIRARD. *Memento du chimiste*. Paris, Dunod et Pinat, 1919.
- HENRY (E.-R.). *Classification and uses of finger prints*. Londres, G. Routledge, 1901.
- HEINDL (R.). *Die Daktyloskopie*. Berlin, Le Gruyter, 1927.
- LACASSAGNE. *Les tatouages*. Paris, Baillière, 1881.
- LACASSAGNE (Jean). *L'argot du milieu*. Paris, Albin-Michel.
- LACASSAGNE et MARTIN (Etienne). *Précis de médecine légale*. Paris, Masson, 1921.
- LAMBERT (Marcelle) et BALTHAZARD. *Le poil de l'homme et des animaux*. Paris, Steinheil, 1910.
- LEWIN. *Traité de toxicologie* (trad. G. Pouchet). Paris, Doin, 1907.
- LOCARD (Edmond). *Traité de criminalistique*. Lyon, J. Desvigne, 1931.
- LOCARD (Edmond). *L'enquête criminelle et les méthodes scientifiques*. Lyon, J. Desvigne, 1920.
- LOCARD (Edmond). *L'identification des récidivistes*. Lyon, J. Desvigne, 1909.
- MALLARD (Louis). *Traité complet de l'expertise judiciaire*. Paris, Marchal et Billard, 1901.
- MAYET (Lucien). *Les stigmates anatomiques et physiologiques de la dégénérescence et les pseudo-stigmates anatomiques et physiologiques de la criminalité*. Lyon, Starcke, 1902.
- MIDON. *Homicides et suicides*. Nancy, Thèse, 1912.
- MIRANDA PINTO. *Contribution à la morphologie comparée des crêtes papillaires*. Lyon, Thèse, 1930.
- NICEFORO. *La Police et l'enquête judiciaire scientifiques*. Paris, Lib. Universelle, 1907.
- NICEFORO. *Le génie de l'argot*. Paris, Mercure de France.
- REISS (R.-A.). *Manuel de Police scientifique*. Paris, Payot, 1911.
- REISS (R.-A.). *Photographie judiciaire*. Paris, Ch. Mendel (s. d.).
- REISS (R.-A.). *Instruction pour la sauvegarde des preuves au début des enquêtes*. Lausanne, Vaney-Brunier, 1906.
- REISS (R.-A.). *Le portrait parlé*. Paris, Schlachter, 1905.
- RICHE (A.). *Monnaie, médailles et bijoux*. Paris, Baillière, 1889.
- RICHE (A.) et FOREST (M.). *L'art de l'essayeur*. Paris, Baillière, 1905.
- ROGUES DE FURSAC. *L'écriture et les dessins dans les maladies nerveuses et mentales*. Paris, Masson, 1905.
- SCHLAGINHAUFEN. *Beobachtungsblatt und Anleitung zur Aufnahme von Hand und Fussabdrucken*. Braunschweig, Wieweg, 1912.
- SÖDERMANN (H.). Lyon, Thèse, 1929.
- STOCKIS (E.). *Instructions à la police sur les recherches des pièces à conviction*. Liège, 1 affiche, 1911.

- SCHNEICKERT (Hans). *Einführung in die Kriminaltechnik*. Eerlin, Albert Nauck, 1921.
- WILDER et WENTWORTH. *Personal identification*. Boston, Badger, 1919.
- WINDT et KODICEK. *Dactiloscopia*. Vienne; W. Braumüller, 1904.
- WILLS (W.). *An essay on the principles of circumstantial evidence*. Londres, Butterworth and Co, 1912.

IV

REVUES ET PÉRIODIQUES

- Annales de médecine légale, de criminologie et de police scientifique*. 1921-1931.
- Etudes criminologiques*. 1929-1931.
- Revue pénitentiaire et de droit pénal*. 1915-1931.
- Revue de droit pénal et de criminologie* (belge). 1920-1931.
- Archiv für Kriminologie* (allemand). 1927-1931.
- Kriminalistische Monatshefte* (allemand). 1927-1931.
- Revue de la police judiciaire et administrative belge*. 1919-1931.
- Schutz im Bild* (allemand).
- Revue internationale de criminalistique*. 1929-1931.
- La Gazette du Palais*.
- La Semaine juridique*.
- La Presse quotidienne*.
-

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I

PAGES

Généralités sur les modes d'administration de la preuve et sur les indices dans le procès pénal	I
--	---

<i>Chap. I.</i> — L'ÉVOLUTION DES MODES D'ADMINISTRATION DE LA PREUVE DANS LE PROCÈS PÉNAL	3
---	---

<i>Chap. II.</i> — LA CLASSIFICATION DES INDICES D'APRÈS LEUR RÔLE DANS LE PROCÈS PÉNAL	11
--	----

TITRE II

Les indices de l'imputabilité matérielle du délit au délinquant	17
--	----

<i>Chap. I.</i> — LES EMPREINTES DIGITALES. — LA DACTYLOSCOPIE ...	19
1. — Généralités	19
2. — Caractères des dessins digitaux	19
3. — Les empreintes digitales et l'activité criminelle ...	20
4. — Les fausses empreintes digitales	23
5. — L'hérédité des dessins digitaux	24
6. — Les comparaisons d'empreintes digitales et la valeur de la preuve dactyloscopique	26
7. — Les rôles de la preuve dactyloscopique	29
8. — Le classement déca-dactylaire des dessins digitaux (méthode lyonnaise et méthode parisienne)	30
9. — Le classement mono-dactylaire	31

<i>Chap. II.</i> — LA DACTYLOSCOPIE COMME PROCÉDÉ D'IDENTIFICATION DES RÉCIDIVISTES. — COMPARAISON AVEC L'ANTHROPOMÉTRIE, LE PORTRAIT PARLÉ.	
1. — Les modes de preuves de la récidive	40
2. — Les mensurations anthropométriques et leur clas- sement	41
3. — Les inconvénients de la méthode Bertillon	43
4. — Le signalement descriptif (portrait parlé)	43

5. — Les marques particulières	46
6. — Inconvénients de ces modes d'identification	46
7. — Avantages de la dactyloscopie comme mode d'identification des récidivistes	47
<i>Chap. III. — LES EMPREINTES PALMAIRES. — TECHNIQUE</i>	49
<i>Chap. IV. — LES PORES. — LA POROSCOPIE.</i>	
1. — Caractères des pores	53
2. — Valeur de la preuve poroscopique	54
<i>Chap. V. — LES PLIS DE FLEXION DE LA MAIN. — TECHNIQUE.</i>	
I. — 1. — Considérations générales	56
2. — Les plis de flexion comme procédé d'identification	57
3. — La pratique	57
II. — La technique de l'identification	58
<i>Chap. VI. — LES TRACES DE PAS, DE DENTS, D'ONGLES, DE VÊTEMENTS, D'EFFRACTION. — TECHNIQUES.</i>	
I. — Le pied	61
II. — Les chaussures : 1. — La longueur du pas	61
2. — Longueur des jambes et la taille	61
3. — Semelles « crêpes »	62
4. — Traces sur les murs	62
5. — Traces sur le sol	62
Technique :	
1. — Précautions à prendre..	63
2. — Un cas particulier	63
3. — Les infractions simulées.	64
III. — Empreintes d'animaux	64
IV. — Les dents	65
Technique et observations	66
V. — Les ongles	67
VI. — Empreintes de vêtements	67
VII. — Les traces d'effraction :	
1. — Les outils	68
2. — Le « presson »	69
3. — Le chalumeau oxhydrique	69

Chap. VII. — LES TACHES DE SANG, DE SPERME. — TECHNIQUES.

I. — Le sang	70
II. — Le sperme	72

Chap. VIII. — LES OBJETS LAISSÉS PAR LE DÉLINQUANT SUR LES LIEUX DE L'INFRACTION.

I. — Les parasites	74
II. — Les poils	75
III. — Les armes :	
1. — Empreintes et taches sur l'arme même	75
2. — La douille ; la bourre..	76
3. — L'encrassement de l'arme	76
IV. — Les gants	77
V. — Les poussières	79

Chap. IX. — L'EXAMEN MÉDICO-LÉGAL.

1. — Les difficultés de cet examen	81
2. — La détermination de la cause de la mort	81
3. — La qualification du fait délictueux	82
4. — La responsabilité du délinquant	83
5. — L'intervalle libre	83

Chap. X. — LES INDICES DE LA FALSIFICATION DES MONNAIES. — TECHNIQUES.

1. — Les problèmes à résoudre	85
2. — Les billets de banque	86

Chap. XI. — LES INDICES DE FALSIFICATION DE L'ÉCRITURE. — TECHNIQUE. — VALEUR DE LA PREUVE.

I. — Les indices de la falsification	88
1° Altération du document écrit	88
2° Faux par surcharge ou par adjonction	89
3° Faux par décalque	89
4° Faux par imitation servile	90
5° Faux par imitation libre	90
6° Faux par déguisement	92
7° Faux à main guidée	92
II. — Techniques particulières :	
A. — L'analyse graphométrique	96
B. — Méthode du pli du papier	99
III. — Valeur de la preuve	100

TITRE III

Les indices de l'imputabilité morale et de la culpabilité du délinquant.

<i>Chap. I.</i> — LES INDICES DE LA PLURALITÉ D'AUTEURS ; DE LA RÉCIDIVE ; DES LIENS DE PARENTÉ, DE SUBORDINATION ENTRE LA VICTIME ET L'AUTEUR DE L'INFRACTION ; DU JEUNE AGE	105
<i>Chap. II.</i> — L'INDICE DE L'ÉTAT DANGEREUX OU DE « PÉRICULOSITÉ ».	
1. — L'individu, danger social	107
2. — La loi et la notion de « péril social »	107
3. — L'état dangereux caractérisé par des indices extérieurs	108
a) Les tatouages	110
b) Le langage spécial, l'argot	119
c) Vêtement, coiffure, attitude	121
d) Le milieu fréquenté	122
<i>Chap. III.</i> — L'ÉTAT MENTAL DU DÉLINQUANT. LES JEUNES DÉLINQUANTS ANORMAUX. L'ANNEXE PSYCHIATRIQUE DE LA PRISON.	
1. — Evolution de la peine dans la voie de l'individualisation	124
2. — La responsabilité pénale	124
3. — Les psychopathes	125
4. — L'examen mental du délinquant	127
5. — Responsabilité atténuée et circonstances atténuantes	128
6. — La pratique de l'examen psychiatrique des délinquants ; les réformes	130
7. — L'examen psychiatrique en Belgique	136
8. — Le fonctionnement de la loi belge du 9 avril 1930.	140
9. — La psychiatrie criminelle à l'étranger	141
10. — Psychiatrie criminelle en France	142

TITRE IV

La technique.

<i>Chap. I.</i> — L'EXPERTISE, LA MÉTHODOLOGIE DE L'EXPERTISE.	
1. — Nécessité de l'expertise criminelle	153
2. — Nécessité d'une spécialisation de l'expert	153
3. — Les méthodes de l'expertise	155

4. — Caractère de l'expertise criminelle 161
5. — La nature et le degré de la certitude affirmée par l'expertise 161

Chap. II. — L'EXPERT.

1. — Le rôle de l'expert au criminel 165
2. — Les facteurs constituant l'équation personnelle de l'expert 166
3. — L'expert ne doit pas travailler seul 170

Chap. III. — L'ENSEMBLE DES TECHNIQUES EN VUE DE L'UTILISATION DES INDICES FORME UNE DISCIPLINE NOUVELLE, LA CRIMINALISTIQUE.

1. — Le laboratoire, instrument d'identification 171
2. — Laboratoire et médecine légale 171
3. — Laboratoire de police technique et la criminalistique 173
4. — La criminalistique et les connaissances humaines. 174
5. — Le laboratoire au service de la justice 174

Chap. IV. — LE POLICIER, LE MAGISTRAT, L'AVOCAT, LE CONSEILLER TECHNIQUE.

1. — La police, son rôle ; sa formation technique 177
2. — Formation technique, spécialisation des magistrats 178
3. — Formation technique de l'avocat, sa spécialisation et institution du conseiller technique 181

TITRE V

Les institutions.

Chap. I. — LE LABORATOIRE DE CRIMINALISTIQUE ; CE QU'IL EST, CE QU'IL DEVRAIT ÊTRE 187

1. — Les laboratoires français de recherches criminelles existants 187
2. — Les opérations effectuées par ces laboratoires sont-elles légales ? 190
3. — Le Laboratoire, organe du Ministère public 195
4. — Inutilité d'une telle organisation 196
5. — Organisation générale des laboratoires de criminalistique 197
6. — Fonctionnement du Laboratoire de criminalistique. 200

7. — Position administrative du Laboratoire de criminalistique, recrutement, rémunération du personnel	202
8. — Le matériel, l'appareillage du Laboratoire de criminalistique	205
9. — Le Laboratoire de criminalistique au Palais de Justice	207
10. — Modes de transport du personnel des Laboratoires de criminalistique	207
11. — Le Musée de criminalistique	207
12. — Activité des Laboratoires de Lyon et de Marseille.	208
13. — Le serment des experts	208
14. — L'Institut national de criminalistique	209
<i>Chap. II. — LA CRIMINALISTIQUE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS</i>	<i>211</i>
1. — L'Office central de police criminelle	212
2. — La Commission internationale de police criminelle	213
3. — Congrès internationaux	216
4. — L'Académie internationale de criminalistique	217
5. — La Société des Nations et l'Institut international de criminalistique	219
Annexe (documents)	222
Conclusion	230
Table des observations	234
Bibliographie	235
Table des matières	239
